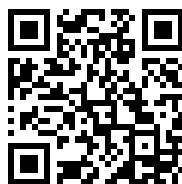

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

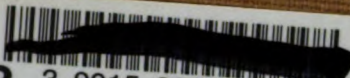
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



B 3 9015 00226 452 4
University of Michigan - BUHR



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

DC
611
.A553
S8

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
Historiques, Scientifiques et Littéraires
DES HAUTES-ALPES

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
Historiques, Scientifiques et Littéraires
DES HAUTES-ALPES

Paraissant chaque trimestre

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE.— CINQUIÈME SÉRIE

ANNÉE 1929



GAP
LOUIS JEAN, IMPRIMEUR - EDITEUR
—
1929

General
D
M
10-18-29
13603

COMPOSITION
DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA
Société d'Etudes des Hautes-Alpes

au 21 Mars 1929

BUREAU

Président d'honneur : M. WILHELM, *, O. *, ingénieur en chef
des Ponts et Chaussées, ancien président, 81, Grande-Rue,
La Tronche (Isère).

Président : M. de MANTEYER, *, I. *, archiviste du département
des Hautes-Alpes, 2, rue du Connétable à Gap, et à Man-
teyer (Hautes-Alpes).

Vice-Présidents : M. ANGENIOL, O. *, avoué, à Gap.

M. le Commandant ETIENNE, *, à Gap.

Secrétaire : M. CLEMENT (Henri), I. *, professeur honoraire de
l'Université, à Gap.

Secrétaire-adjoint : M. ARTHAUD (Louis), aux Archives, à Gap.

Trésorier : M. PESTRE (Célestin), I. *, instituteur, 4, place
de Verdun, à Gap.

Archiviste-bibliothécaire : M. MEIZEL (Joseph), I. *, inspecteur
primaire honoraire, à Gap, 8, rue Bon-Hôtel.

VI

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. les MEMBRES du Bureau.

ANGÉNIOL (Antoine), O. , avoué, rue d'Abon, à Gap.

AUBERT (Clément), O. , ingénieur, à Gap.

BERNARD (D^r Laurent),  , à Gap.

BOUHANT, , capitaine du génie en retraite, ingénieur E. P., à Gap.

BOURCIER (Jean), , avocat, à Aiguilles.

CLÉMENT (Henry), I. , professeur honoraire de l'Université, 12, boulevard de la Liberté, à Gap.

DAVAGNIER (Félix),  , libraire, place Jean-Marcellin, à Gap.

ESCALLE, , conseiller général des Hautes-Alpes, notaire à Briançon.

ETIENNE (le Commandant Edouard), , 7, boulevard Lamar-tine, à Gap.

GAIGNAIRE (Paul), ancien notaire, à Gap.

JACQUES (l'abbé E.), chanoine, 8, rue Ernest-Cézanne, à Gap.

JOUGLAR, I.  , président du Tribunal de la Drôme, à Valence.

LÉAUTIER (le Commandant), O. , 1, rue du Grenier-d'Abon-dance, à Gap.

LEMAITRE (Paul), (Méd. Rec. Française), conseiller général des Hautes-Alpes, avocat à Gap.

MANTEYER (Georges de), , I. , au château de Manteyer.

MEIZEL (Joseph), I. , inspecteur primaire honoraire, 8, rue Bon-Hôtel, à Gap.

PELLEVOIZIN (Lucien), O.  , I.  , industriel, conseiller gé-néral des Hautes-Alpes, à Gap.

PESTRE (Célestin), I.  , instituteur, 4, place de Verdun, à Gap.

SAUVEBOIS (l'abbé), doyen du chapitre de l'église cathédrale de Gap, à Gap.

TEISSIER (Edouard), , docteur en droit, avocat, à Gap.

VOLLAIRE (Joseph), architecte départemental 6, rue de l'Odéon, à Gap.

COMITE DE PUBLICATION

MM. les MEMBRES du Bureau.

AUBERT (Clément), O. , ingénieur, à Gap.

LEMAITRE (Paul), (Méd. Rec. Française), avocat à Gap.

TEISSIER (Edouard), , docteur en droit, avocat, à Gap.

LISTE

DES

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

au 21 Mars 1929

Anciens Présidents

† M. JAUBERT (1882).	† M. GAUTIER, * (1896).
† M. AMAT, * (1884).	† M. HUGUES (1897).
† M. DE LA VALETTE, C. * (1886).	M. WILHELM, *, O. * (1904).
† M. LEMAITRE, C. * (1886).	M. DE MANTEYER, * (1907).
† M. le Chanoine BLANCHARD (1890).	† M. J. CHAUVET (1917).
† M. GRANDIDIER, * (1893).	† M. HUGUES (1920-1925).

Membres d'honneur

M. LE PREFET DU DÉPARTEMENT.
M. le COLONEL commandant le secteur fortifié des Hautes-Alpes.
MGR L'ÉVÊQUE DU DIOCESE.
M. LE MAIRE DE LA VILLE DE GAP.

Membres bienfaiteurs

PALLIAS (Honoré), † à Lyon, 5 septembre 1896.
GUILLAUME (chanoine Paul), *, I. P. *, archiviste honoraire des
H.-A., † à Gap, 24 octobre 1914.

VIII

Membres Fondateurs

Mlle BOMPARD (Thérèse), 14, avenue de la Gare, Valence (Drôme).

MESSIEURS,

ARNAUD (Pierre), notaire à Barcelonnette (Basses-Alpes).

AUBERT (Clément), O. I. ✱, ingénieur, à Gap.

AUBERT (Louis), O. I. ✱, maire de Romette, à Romette.

BERNARD (le docteur Laurent), ✱, ✱, à Gap.

BLANCHARD-CHANCEL (Camille), 14, rue de la République, Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).

BONNET (Gabriel), ingénieur des Arts et Manufactures, 40, rue Rochechouart, Paris (IX^e).

BRIAN (Alexandre), docteur ès sciences naturelles, aide volontaire de l'Institut de zoologie de l'Université de Gênes, président des colonies génoises, 5, Corso Firenze, à Gênes (Italie).

CAILLAT (Paul), ✱, ✱, ✱, ancien député des Hautes-Alpes, Meknès (Maroc).

CHABRAND (Armand), ✱, avocat, ancien bâtonnier du barreau de Grenoble, 5, rue de la Liberté, Grenoble.

CHEVALIER (le docteur Paul), 3, place Jean-Jaurès, à Marseille.

CLEMENT (Henry), I. ✱, professeur honoraire de l'Université, 12, boulevard de la Liberté, Gap.

CORNILLAT (Pierre), sous-lieutenant d'artillerie, à l'école d'application de Fontainebleau, quartier des Princes, à Fontainebleau (Seine-et-Marne).

CORONAT (le Docteur Louis), ✱, I. ✱, 1, rue Capitaine-de-Bresson, Gap.

DROMARD (Jules-Alexis), industriel, 51, rue Mégevand, à Besançon (Doubs).

EYMEUD (André), exportateur, 72, rue d'Hauteville, Paris (X).

GALANGAU (Henri), 129 bis, rue de la Pompe, Paris (XVI^e).

ISNEL (Pierre), directeur de Mines, 169, boulevard Péreire, Paris (XVII^e).

JOUVENCEL (Aldegonde-Marie-Henri, comte de), ✱, ✱, conseiller référendaire honoraire à la Cour des Comptes, conseiller général de la Nièvre, 3, square Pétrarque, Paris (XVI^e) et château de Chanteloup, par Guipy (Nièvre).

LLOBET (Mgr Gabriel de), ✱, ✱, archevêque d'Avignon, à Avignon.

MANTEYER (Georges de), ✱, I. ✱, archiviste départemental, au château de Manteyer.

MARIE (Julien), ingénieur des chemins de fer de P.-L.-M., villa de Bonne, 4, rue des Jardins, Gap.

MAZELIERE (le Marquis de la), 40, rue Barbey-de-Jouy, Paris (VII^e).

IX

- MEIZEL, I. ☿, inspecteur primaire honoraire, 8, rue Bon-Hôtel, à Gap.
- MEREUIL (Albert de), avocat à la Cour d'appel, 25, rue St-Jean, à Douai (Nord).
- MONTJEAN (Charles), directeur honoraire de la Banque de France, 11, rue de Pontoise, à St-Germain-en-Laye (S.-et-Oise).
- PETSCHÉ (Maurice), député des Hautes-Alpes, 38, avenue Hoche, Paris (VIII*).
- PEYROT (H.), agent de l'Annuaire du Commerce Didot-Bottin, 13, rue des Deux-Ponts, à Montpellier.
- PIERREFEU (Jean de), O. ✱, homme de lettres, 4, rue Jean-du-Bellay, à Paris (IV*).
- RAYMOND (Albert), industriel à Pont-de-Claix (Isère).
- ROMAN-AMAT (Bernard), O. ✱, 🏰, chef d'escadron à l'Armée d'Orient.
- ROMAN-AMAT (Charles), ✱, 🏰, archiviste paléographe, 4, boulevard de la République et 15, villa de la Reine, à Versailles (S.-et-O.).
- ROTHSCHILD (le baron Maurice de), député des Hautes-Alpes, 17, rue de Monceau, Paris (VIII*).
- SALIÈGE (Mgr Jules-Géraud), archevêque de Toulouse, à Toulouse.
- THOMÉ de MAISONNEUFVE, ✱, 24, Grand'Rue, Bourg-de-Péage (Drôme).
- TURQUAIS (Fernand), ✱, 🏰, ingénieur des Arts et Manufactures, 80, rue Taitbout, à Paris.
- VESIGNIE (le docteur Henri), à St-Pierre-d'Argençon.
- VESIGNIE (Louis), ✱, 🏰, lieutenant-colonel d'artillerie, 35, rue Saint-Honoré, à Fontainebleau.
- WILHELM (Ivan), ✱, O. ☿, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, 81, Grande-Rue, La Tronche (Isère).

Membres Fondateurs décédés

Mme BLANCHARD (Camille) ; † Remollon, 27 octobre 1926.

MESSIEURS,

- AMAT (Clément), ✱, ancien conseiller général, président honoraire de la *Société d'Etudes* ; † Tallard, 16 avril 1895.
- ARNAUD (François), ☿, licencié en droit, ancien notaire à Barcelonnette (Basses-Alpes) ; † Barcelonnette, 8 juillet 1908.
- BERTHELOT (Benoît-Jacques), ✱, ancien vice-président du Conseil général des Hautes-Alpes ; † Lyon, 26 avril 1883.
- BLANC (Charles), O. ✱, conseiller d'Etat ; † Montmaur, le 9 septembre 1915.

X

- BLANC (Xavier), sénateur, président du Conseil général des Hautes-Alpes; † Paris, 7 juin 1896.
- BLANCHARD (Zéphirin), vicaire général, ancien supérieur du Grand Séminaire de Gap; † 26 juillet 1897.
- BLANCHARD-CHANCEL (D^r Raphaël), O. ✱, secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine; † Paris, 7 février 1919.
- EOREL DU BEZ (le Commandant Louis), ✱, chef d'escadron d'artillerie; † Tain, 15 septembre 1924.
- CHANCEL (Evariste), ancien député; † 11 juillet 1882.
- CHAUVET (Joseph), avocat, ancien président de la *Société d'Etudes*; † à La Tourronde, 2 août 1920.
- CLAPIER (Louis), propriétaire à Chabestan; † Marseille, 7 août 1900.
- DUPONT-DELPORTE (le baron Hugues), ingénieur des chemins de fer P.-L.-M.; † Grenoble, 12 novembre 1918.
- FLOURENS, O. ✱, ancien ministre des Affaires Etrangères, ancien député des Hautes-Alpes; † Paris, 7 février 1920.
- GOUZOT (Mgr), ✱, ancien évêque de Gap, archevêque d'Auch; † 20 août 1895.
- GUILBERT (S. Em. le Cardinal), O. ✱, ancien évêque de Gap et d'Amiens, archevêque de Bordeaux; † Gap, 15 août 1889.
- GUILLEMEN (Paul), ✱, inspecteur honoraire de la navigation et des ports de la Seine; † Paris, 22 juin 1928.
- HUGUES (Edmond), chevalier de Saint-Grégoire le Grand, avocat au barreau de Gap, † Gap, 10 avril 1925.
- JACQUENET (Mgr), ancien évêque de Gap, évêque d'Amiens (Somme); † 1^{er} mars 1892.
- LAURENÇON (Léon), ancien député des Hautes-Alpes; † à Chantemerle, le 12 juillet 1922.
- LAVALETTE (Mlle Fanny de), † Hyères, 4 novembre 1903.
- MANTEYER (Félix de), ✱, I. ✱, secrétaire général honoraire; † Manteyer, le 8 octobre 1908.
- MANTEYER (Léon de); † à Gap, 25 septembre 1916.
- MARCELLIN (J.-E.), ✱, sculpteur statuaire; † Paris, 22 juin 1884.
- MARTIN (David), géologue; † à Gap, le 26 septembre 1918.
- PALLIAS (Honoré), ancien conseiller général des Hautes-Alpes; † Lyon, 5 septembre 1896.
- ROMAN (Joseph), I. ✱, membre correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, membre résidant de la Société des Antiquaires de France; † Picomtal, 8 juin 1924.
- SANIAL DU FAY, ✱, ancien préfet de la Haute-Savoie.
- TEISSIER (Eugène), avocat à Gap; † 25 août 1883.
- THOUARD (Auguste), licencié en droit, avoué près le Tribunal d'Embrun; † Embrun, 28 septembre 1925.
- TOURNIER, pasteur en retraite, à Pressy-Vendœuvre, près Genève; † au Guiard (Algérie), le 8 novembre 1904.

XI

Membres Honoraires

MESSIEURS,

LUCHAIRE (Ju'ien), directeur de l'Institut international de coopération intellectuelle au Palais Royal, 2, rue de Montpensier, Paris-I^{er}.

MARTEL (Edouard-Alfred), C. ✱, O. I. ☸, président de la Société de Géographie, directeur de *La Nature*, 23, rue d'Aumale, Paris-IX^e.

Membres Titulaires

BÉRAUD (Mlle Francine), 1, rue de la Terrasse, à Gap.

BOREL DU BZZ (Mme), château de Petite-Rive, Tain-l'He mitage (Drôme).

CHAUVET (Mme Joseph), place Sainte-Claire, 5, à Grenoble.

DUMALLE (Mme Henri), château de Petite-Rive, Tain (Drôme).

FAUCHER (Mme Léon), 8, rue des Jardins, Gap.

GUILLAUME (Mlle Léonie), institutrice, boulevard Gambetta, Veynes.

HUGUES (Mlle Amélie), 39, rue Carnot, Gap.

MOTTET (Mlle Lucie), directrice d'Ecole, à Mascara (Algérie).

ORCEL (Mme), institutrice, 9, avenue de Provence, à Gap.

PINET DE MANTEYER (Mme Léon), 1, rue de Valserres, à Gap.

SCLAFERT (Mlle Thérèse), professeur à l'Ecole normale supérieure Fontenay-aux-Roses (Seine).

MESSIEURS,

ABONNEL (Auguste), missionnaire apostolique, à Go-Cong (Cochin chine Française).

ACHARD (l'abbé), ☸, aumônier du Lycée, 11, boulevard Lamartine, à Gap.

ACERON (Jules), conducteur principal des services hydrauliques du Maroc, à Marrakech.

ALBON (Marquis Antoine d'), prince d'Yvetot, château d'Avauges par Pontcharra-sur-Turdine (Rhône).

ALLARD-THÉUS (Paul), -avocat, Cours Mirabeau, 22, à Aix-en-Provence (B.-du-Rhône).

ANDRÉ (l'abbé), archiprêtre d'Orpierre.

ANGÉNIOL (Antoine), O. ☸, ☸, avoué, rue d'Abon, à Gap.

XII

- ARMAND (Ernest), greffier du tribunal civil de Gap.
- ARTHAUD (Louis), rédacteur aux Archives départementales, 9, place Saint-Arnoux, Gap.
- AUBERT (Henry), ✱, O. , ingénieur en chef honoraire, à Barcelonnette (B.-A.).
- BALDY, ✱, directeur des Usines de la Schappe, à Tenay (Ain).
- BARLE (Adolphe), , ancien directeur général de la compagnie Madrilène du Gaz, villa Julie, près Gap, et Nice, à La Gavotte, route Montboron.
- BARRACHIN (Justin), vérificateur principal des Contributions Indirectes, 29, cours Gambetta, à Lyon.
- BELLON (Joseph), greffier du Tribunal de Commerce, 27, rue du Mazel, Gap.
- BERGE (abbé Pierre), curé-archiprêtre d'Abriès.
- BERMOND (le chanoine), curé de Lagrand, par Eguians.
- BERTHELOT (le docteur), , à Embrun.
- BERTRAND (Louis), , brigadier de gendarmerie en retraite, au Forest-d'Entrais, à Gap.
- BIBLIOTHÈQUE des Archives de l'Isère, à Grenoble.
- Bibliothèque de l'Association des anciennes élèves de l'Ecole primaire supérieure de filles, 8, rue Bon-Hôtel, à Gap.
- BIBLIOTHÈQUE de l'Ecole normale de Garçons, à Gap.
- BIBLIOTHÈQUE de l'Ecole Normale de Filles, à Gap.
- BIBLIOTHÈQUE du Cercle des Officiers, à Gap.
- BIBLIOTHÈQUE du Musée départemental, à Gap.
- BIBLIOTHÈQUE du Petit Séminaire, à Charance (Gap).
- BIBLIOTHÈQUE de la Ville de Gap.
- BIBLIOTHÈQUE de la Ville d'Embrun.
- BIBLIOTHÈQUE de la Ville de Briançon.
- BIBLIOTHÈQUE de la Ville de Grenoble.
- BIBLIOTHÈQUE de la Ville de Lyon, quai de la Bibliothèque.
- BIBLIOTHÈQUE de la Ville, à Marseille, place de la Bibliothèque.
- BIBLIOTHÈQUE de l'Usine de la Schappe, à Sainte-Catherine, Briançon.
- BLANC (Eugène), docteur en médecine, à Embrun.
- BOMPARD (Lucien), licencié en droit, diplômé des Hautes Etudes Commerciales, rue Pasteur, à Briançon-Sainte-Catherine.
- BOMPARD (Raoul), ✱, ancien député, conseiller à la Cour de Cassation, 59, boulevard Beauséjour, Paris-XVI^e.
- BONNIARD (Arthur), 28, rue des Petites-Ecuries, Paris-X^e.
- BORDEAUX (le général), C. ✱, 134, Grande-Rue de la Guillotière, à Lyon.
- BOREL DU BEZ (Edouard), , ingénieur, 22, rue René-Fleutelot, Dijon (Côte-d'Or).
- BOREL DU BEZ (Lucien), avocat, attaché au Contentieux du P.-L.-M., 195, rue de Vaugirard, à Paris-XV^e.

XIII

BOREL DU BEZ (Pierre), ingénieur de l'Ecole Centrale de Paris, licencié en droit, ⚔, médaille serbe de la Bravoure, 7, rue des Héros, Marseille.

BOUCHAYER (Auguste), ⚙, industriel, La Tronche (Isère).

BOUHANT, ⚙, capitaine du génie en retraite, ingénieur E. P., à Gap.

BOURCIER (Jean), ⚙, avocat, maire d'Aiguilles, à Aiguilles et 55, rue du Maréchal-Joffre, Nice.

BOURCIER (Mathieu), 12, rue Etienne-Marcel prolongée, Paris-III^e.

BOYER (Arthur), tapissier, 33, rue Carnot, à Gap.

BOYER (Robert), industriel, rue Carnot, 33, à Gap.

BRUN (Léon), I. ⚙, avoué à Briançon (H.-A.).

BUMAT, inspecteur des Contributions indirectes en retraite, 6, rue Thomas, à Marseille.

CARAL (D^r), à Veynes.

CARDAILLAC (Jean de), juge au Tribunal civil, 17, rue du Palais, Nice.

CAZENEUVE (le docteur Guzman de), 119, Grande-Rue, Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

CHABRAND (Camilie), minotier, 25, rue Carnot, à Gap.

CHABRAND (Gaston), négociant, 49, rue Carnot, à Gap.

CHABRAND (Léon), 2, rue Capitaine-de-Bresson, à Gap.

CHABRE-DECHAUDUN (Bruno), O. I. ⚙, 11, rue de Mogador Paris-IX^e.

CHAILLOL (F.), ancien conseiller municipal, ancien administrateur du Mont de Piété, 20, boulevard National, Marseille.

CHARMASSON (Georges), industriel, 25, avenue d'Embrun, à Gap.

CHARMASSON (Joseph), industriel, 10, avenue de Grenoble, à Gap.

CHAUVET (Pierre), notaire à Gap.

C^{ie} INDUSTRIELLE ET MINIERE DES ALPES, à Veynes.

CLUZEL (G.-L.), ancien député des Hautes-Alpes, 11, cours Ladoucette, à Gap.

CORONAT (D^r G.), médecin oculiste de la C^{ie} P.-L.M.), 5, rue des Archers, à Lyon.

COURT (L.), ingénieur divisionnaire à la Société des Houillères de Liévin, à Liévin (Pas-de-Calais).

DAVAGNIER (Félix-Paul), ⚙, ⚔, libraire, 3, place Jean-Marcellin, Gap.

DAVIN (Emmanuel), ⚙, chef de division honoraire à la Préfecture des Hautes-Alpes, à Saint-Bonnet.

DEBEAU (Etienne-Louis), conservateur des Hypothèques, Tonnerre (Yonne).

DÉCIS (Gaston), I. ⚙, inspecteur d'Académie, à Annecy (Hte-Savoie).

DELATOUR (Pierre), 16, rue José-Maria de Heredia, Paris (VII^e).

DIDIER (A.), libraire, 9, Grande-Rue, Grenoble (Isère).

DORCHE (Henri), inspecteur des P.-T.-T., à Grenoble.

DURAFFOUR (Antonin), ⚙, ⚔, O. I. ⚙, chargé de cours à la Faculté des lettres, 9, place des Alpes, Grenoble.

ESCALLE (H.), ⚙, I. ⚙, notaire, conseiller général, à Briançon.

XIV

- ESCALLIER (Auguste), pharmacien, à Sabat. Gap.
- ETIENNE (C^e Edouard), *, 7, boulevard Lamartine, à Gap.
- FABRE (Emile), avoué près le Tribunal civil, 24, rue Carnot, Gap.
- FAUCHER (Benjamin), archiviste de la Haute-Garonne, Toulouse.
- FAURE (Alphonse), instituteur, à Oran.
- FINET (Auguste), pharmacien, 18, rue du Mazel, à Gap.
- FOURNAT-BESSON, *, trésorier de la Caisse d'Epargne, à Briançon.
- FREYNET (Charles), directeur de l'Enregistrement, 29, rue Eugène-Faure, à Grenoble.
- GAICNAIRE (Paul), licencié en droit, notaire honoraire, 2, place Ladoucette, à Gap.
- GARCIN (Léopold), propriétaire, rue Carnot, 34, à Gap, et 65, chemin des Chartreux, à Marseille.
- GELPY (Edouard), greffier de la justice de paix, à La Bâtie-Neuve.
- GÉRARD (Alexandre), *, chef d'escadron d'artillerie en retraite, maire de Ristolas, à La Monta, par Abriès (H.-A.).
- GONTARD (l'abbé S.), Saint-Jean-les-deux-Jumeaux, par Changis-sur-Marne (Seine-et-Marne).
- GOUDET (Achille), industriel, conseiller du Commerce extérieur, président de la Chambre de Commerce, 27, avenue de Grenoble, à Gap.
- GRIMAUD (Ernest), *, conseiller général, à Saint-Bonnet.
- GRIMAUD (abbé Jean-Elie), archiprêtre de N.-D. d'Embrun, à Embrun.
- GRIMAUD (Louis), avoué près la Cour d'Appel de Grenoble, 13, boulevard Gambetta.
- GUÉRIN (Jean-André), exportateur, 18, rue Daru, à Paris-VIII^e.
- GUÉRIN (Ulysse), 31, boulevard Saint-Louis, Aix-en-Provence.
- GUÉRIN-LONG (Paul), *, O. A. *, médaille de 1870, officier de l'ordre serbe de Saint-Sava IV, docteur en droit, président honoraire du Tribunal civil d'Aix-en-Provence, 25, rue Roux-Alphéran, Aix.
- GUIEU (Mgr), protonotaire apostolique, ancien vicaire général, à Chorges.
- GUIGUES (Clément), receveur honoraire des Domaines, 38, avenue Alsace-Lorraine, à Grenoble.
- GUIGUES (Marcel), opticien, 4, rue du Mazel, Gap.
- HONNORAT (André), *, sénateur des Basses-Alpes, ancien ministre de l'Instruction Publique, 29, rue Le Peletier, Paris-IX^e.
- ITIER (P.-J.), *, avocat, au château de Vêras, par Veynes.
- ITIER (Henri), ingénieur-chimiste, 4, rue Duhamel, à Lyon.
- JACOB (Louis), archiviste-paléographe, 30, rue Jacob, Paris-VI^e.
- JACQUES (l'abbé E.), chanoine, aumônier de la Providence, 2, rue Ernest-Cézanne, à Gap.
- JEAN (Ferréol), *, I. *, ancien maire de Gap, ancien président de la Chambre et du Tribunal de Commerce, 47, rue Carnot, à Gap.

XV

- JEAN (Louis), I. ☞, ☞, ☞, imprimeur, directeur du *Courrier des Alpes*, 4, rue du Temple, à Gap.
- JOUGLAR, I. ☞, ☞, président du Tribunal de la Drôme, 5, rue Chevandier, à Valence.
- JOUGE DU PUY-SANIÈRES (Félix), industriel, 122, avenue de la République, Paris (XI^e).
- JOUGE DU PUY-SANIÈRES (Gabriel), 122, avenue de la République, Paris (XI^e).
- JUGY (Adrien), ☞, directeur du journal *La Durance*, à Embrun.
- LABASTIE (Armand), conseiller à la Cour d'Appel, 107, rue Pierre-Corneille, Lyon.
- LAGRANGE (Auguste), licencié en droit, chef de bureau à la Préfecture de police, 17, rue Berthollet, à Paris-V^e.
- LAMORTE (Henri), inspecteur des Contributions Indirectes, 11, boulevard Voltaire, à Paris-XI^e.
- LAMOTHE (Louis), industriel, 3, avenue Bosquet, Paris (VII^e).
- LAVIS TRAFFORT (de), villa Lavis, Beaulieu (Alpes-Maritimes).
- LÉAUTIER (le Commandant), O. ✱, en retraite, à Gap, 1, rue du Grenier-d'Abondance.
- LEMAITRE (Louis), C. ✱, colonel en retraite, rue Villars, 10, à Grenoble.
- LEMAITRE (Paul), (Méd. de la Reconnaissance Française), conseiller général des Hautes-Alpes, bâtonnier de l'ordre des avocats, à Gap.
- LÉOUFFRE (Camille), inspecteur des douanes, à Tunis (Tunisie).
- LOMBARD (Henri), I. ☞, professeur en retraite, à Laragné.
- LOPPÉ (Etienne), docteur en médecine, directeur du Muséum, à La RocheHe (Charente-Inférieure).
- MACISTRY, président du Tribunal des Hautes-Alpes, à Gap.
- MALCOR (le Capitaine), 5, rue Racine, Angers (Maine-et-Loire).
- MANGAREL (Ernest), contrôleur des P. T. T., 34, rue Carnot, à Gap.
- MARTIN-CIVAT (Pierre), professeur d'histoire au Collège, licencié ès lettres, 4, rue de Pouligny, Le Blanc (Indre).
- MASIMBERT (Adolphe), avocat, 1, rue Molière, à Grenoble.
- MASSON (Charles), pharmacien, à Embrun.
- MATHIEU, négociant, 17, rue Romarin, à Lyon.
- MAURICE (Charles), ingénieur au Maroc, chez Madame Odiard des Ambrois, à Oulx (Italie).
- MAVOLY (D^r Alphonse), conseiller général des Hautes-Alpes, 6, rue d'Abon, à Gap.
- MEIFFRE (Robert), 15, boulevard Lannes, Paris-XVI^e.
- MENOTTI (Mario), docteur en droit et ès sciences politiques, 8, via Pierluigi da Palestrina, Rome (Italie).
- MEYER (David), à Saint-Laurent-du-Cros.
- MICHEL (Joseph), licencié en droit, avocat, 2, rue du Général-Roguet, Clichy (Seine).
- MIRIBEL (comte de), au château de Vors, par Lancey (Isère).

XVI

- MONNARD (Raoul), licencié en droit, commissaire aux Délégations Judiciaires, 33, rue Louis-Apfel, Strasbourg (Haut-Rhin).
- MONTANARI (le Commandeur Tommaso), ingénieur, Via Maggiore, 58, Palazzo Bernardi, Bologne (Italie).
- MOREAU (André), enseigne de vaisseau, 211, boulevard St-Germain, Paris (VII^e).
- MORON (l'abbé), supérieur des Missionnaires à N.-D. du Laus.
- MOTTE (Aug.-Julien), , instituteur en retraite, 41, avenue d'Embrun, à Gap.
- MÜLLER (Hippolyte), , I. , conservateur du Musée Dauphinois, villa les Amphores, chemin de la Basoche, La Tronche, Grenoble.
- NICOLAS (Charles), directeur d'assurances, 17, rue de la Paroisse, Versailles (Seine-et-Oise).
- NICOLLET (F.-N.), I. , professeur honoraire, 24, boulevard Saint-Louis, à Aix-en-Provence.
- NIJHOFF (Martinus), libraire, 9, Lange Voorhout, 'S-Gravenhage, Hollande.
- OLIVE (Charles), avoué, 33, rue de Provence, à Gap.
- ORCIÈRES, instituteur en retraite, à La Roche-des-Arnauds.
- PASCAL (l'abbé F.), aumônier du Lycée en retraite, Chabanas, Gap.
- PAVIE (Frédéric) industriel, maire de Savines, à Savines.
- PELLEVOIZIN (Lucien), O. , I. , , industriel, conseiller général, 3 bis, cours Ladoucette, à Gap.
- PESTRE (Célestin), I. , instituteur, 4, place de Verdun, à Gap.
- PEYROT (Camille), fondé de pouvoirs à la Banque des Alpes, à Gap.
- PIC (Edouard), professeur au Lycée, 23, rue de la Bastille, Oran.
- PLAT (Paul), , propriétaire à Orpierre.
- REYNAUD (Henri), O. , administrateur général de la Marine en retraite, rue Ernest-Cézanne, à Gap.
- RICHARD-BÉRENGER (Paul), ancien conseiller général de l'Isère, 14, avenue Pierre I^{er} de Serbie, Paris (XVI^e).
- RIVAS (le Colonel), en retraite, O. , , O. I. , Saint-Just-sur-Loire (Loire).
- ROMIEU (Charles), au Rival, par Veynes (Hautes-Alpes).
- ROSTAIN (Joseph), I. , , ancien maire, avenue de la Gare, à La Roche-des-Arnauds.
- ROSTOLLAND (H.), O. I. , professeur honoraire de l'Université, 48, avenue Victor-Hugo, Valence (Drôme).
- ROUGON (Gaston), négociant, 5, avenue de Grenoble, à Gap.
- ROUX (Edouard), industriel, 17, avenue de Grenoble, à Gap.
- ROUX-PARASSAC (Emile), homme de lettres, 216, boulevard Raspail, Paris-XIV^e.
- ROZAN (Calixte), juge de paix, à Embrun.
- SARRAZIN (Germain), propriétaire à Rambaud (Hautes-Alpes).
- SAUVEBOIS (le chanoine), doyen du Chapitre, directeur au Grand Séminaire, 1, place Saint-Arnoux, à Gap.

XVII

- SAVINE (Charles-Albert), sculpteur statuaire, 51 bis, avenue de Versailles, Paris (XVI^e).
- SÈNEQUIER-CROZET (abbé), 3, rue Villars, Grenoble.
- SIEYÈS DE VEYNES (C^{te} Emmanuel DE), 5, boulevard Raspail, Paris-VII^e.
- SIMON (Pierre), O. ✱, ⚙, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, chargé du Service des forces Hydrauliques dans la région du Sud-Est, 16, rue Haxo, Grenoble.
- STECHELT (G.-E.), libraire, 16, rue de Condé, Paris-VI^e.
- TANC (Louis), notaire, 40, rue Carnot, à Gap.
- TEISSIER, ✱, ⚖, docteur en droit, ancien bâtonnier, avocat au barreau de Gap, rue Elisée, 1 bis, à Gap.
- TERRAILLON (Paul), ✱, ⚙, chirurgien-dentiste, 1, rue Capitaine-de-Bresson, Gap.
- THIRIET (Paul-Georges), docteur en médecine, à Guillestre.
- THOUARD (Auguste), ✱, ⚖, ⚙, licencié en droit, gérant d'immeubles, 17, rue Etienne-Marcel, à Paris-I^{re}.
- TIVOLIER (Jean), ⚙, contrôleur des P. T. T., 34, rue Molière, Lyon.
- TIVOLIER (Louis), ingénieur-chimiste, 4, rue de la Monnaie, Troyes (Aube).
- TOURRÈS (Jean), minotier, conseiller général des Hautes-Alpes, chemin de Ste-Marguerite, à Gap.
- TOY-RIONT (Maurice), ✱, conseiller général, ancien député des Hautes-Alpes, 51^a, rue Nationale, Marseille.
- TRUPHÈME (Jean), 37, rue Monte Cristo, Marseille.
- VALLENTIN DU CHEYLARD (Roger), ⚙, rue Corne-Roche, à Montélimar (Drôme).
- VACHIER (Elisée), assureur-conseil, 32, boulevard Diderot, Paris-XII^e.
- VARRAUD (Raymond), publiciste, 33, cours de la Liberté, à Lyon.
- VASSEROT (Clément), chef du cabinet du Préfet d'Indre-et-Loire, à Tours.
- VIGNE (le docteur Paul), ✱, ⚙, directeur du Bureau municipal d'hygiène de la Ville de Lyon, rédacteur en chef de *l'Avenir médical*, 147, avenue de Saxe, Lyon.
- VILLAN (Robert), 7, rue J.-B. Dumas, à Paris-XVII^e.
- VILLARD (Henry), 2, rue des Trois-Mages, à Marseille.
- VOLLAIRE (Hippolyte), ⚖, directeur de la Banque des Alpes, à Gap.
- VOLLAIRE (Joseph), architecte départemental, 6, rue de l'Odéon, à Gap.
- VOLLAIRE (Victor), imprimeur, 32, rue Carnot, Gap.
- ZARATE (Auguste), 3^e, rue Victor-Hugo, Lyon.
-

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

FRANCE

Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts

Comité des travaux historiques et scientifiques (cinq exemplaires)

Comité de la Société des Beaux-Arts des départements (deux exempl.)

AIX. Académie des sciences, arts et belles-lettres.

— Bibliothèque de l'Université.

— Société d'Etudes provençales: Annales de Provence.

ANNECY. Société Florimontane.

ARRAS. Académie d'Arras, au palais de Saint-Vaast.

AVIGNON. Académie de Vaucluse.

CHAMBERY. Académie de la Savoie.

— Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie.

DIGNE. Société scientifique et littéraire.

DIJON. Académie des sciences, arts et belles-lettres.

DOUAI. Société d'agriculture, sciences et arts du Nord.

DRAGUIGNAN. Société d'Etudes scientifiques et archéologiques.

GRENOBLE. Académie delphinale.

— Institut de géographie alpine.

— Laboratoire de géologie.

— Société scientifique de l'Isère.

— Société des Touristes du Dauphiné, boulevard Edouard-Rey.

— Bibliothèque de l'Université de Grenoble, place de Verdun.

LYON. Académie des sciences, belles-lettres et arts, au palais des Arts.

— Bulletin historique du diocèse de Lyon. 11, rue des Macchabées.

— Société philanthropique des Hauts-Alpins habitant Lyon, 13, rue des 4-Chapeaux.

MARSEILLE. Institut historique de Provence, 2, rue Sylvabelle.

— Société de géographie et d'études coloniales.

MONTPELLIER. Société pour l'étude des langues romanes.

ORLEANS. Société archéologique et historique de l'Orléanais.

XIX

PARIS. Académie des inscriptions et belles-lettres, 23, quai Conti.

- Club Alpin français, rue du Bac, 30.
- Société de l'Histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois.
- Société nationale des antiquaires de France, au Palais du Louvre.
- Bibliothèque du Muséum d'histoire naturelle, 8, rue de Buffon, V*.

ROMANS. Société Dauphinoise Humbert II, 3, rue des Clercs.

TOULON. Académie du Var.

TOULOUSE. Société archéologique du Midi de la France.

VALENCE. Société d'archéologie et de statistique de la Drôme.

VIENNE. Société des Amis de Vienne.

- Rhodania.

ETRANGER

BELGIQUE. Analecta Bollandiana, à Bruxelles.

ITALIE. Reale accademia delle scienze di Torino, à Turin.

- Rivista storica italiana, via Brofferio, 31. Turin.
- Société d'histoire Vaudoise, à Torre-Pellice.
- Società storica Lombarda di storia patria, Milan, Castello Sforzesco.

PORTUGAL. Museu zoológico da universidade de Coimbra.

SUEDE. Bulletin of the Geological institution of the University of Upsala.

- Förvännen meddelanden från K. Vitterhets historie och antikvitets akademien, Stockholm.

SUISSE. Institut national genevois, à Genève.

- Société neuchâteloise de géographie, à Neuchâtel.

PROCÈS-VERBAL

DE LA

Réunion du Conseil d'Administration

du 7 mars 1929

Le 7 mars 1929, le Bureau et le Conseil d'Administration de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes se sont réunis à 5 heures, sur convocation, à la Préfecture, salle des Archives, sous la présidence de M. de Manteyer, président.

Etaient présents : MM. Angéniol, Arthaud, Davagnier, le Commandant Etienne, Gaignaire, Meizel, Pestre, le Chanoine Sauvebois, Teissier, Joseph Vollaire.

Avaient bien voulu s'excuser : MM. Clément Aubert, Clément, Escalle, le Chanoine Jacques, Jouglar, Pellevoisin.

M. le Trésorier examine l'état financier de la Société. Le volume du Bulletin ayant été, cette année-ci de 352 pages, la situation, malgré le relèvement des cotisations de 15 à 25 francs et malgré une vente importante de publications de la Société, se solde cependant par un découvert d'un millier de francs.

Sur la proposition de M. le Président, le Conseil d'administration autorise le Bureau à aliéner une somme de mille francs, qui doit être prélevée sur le capital de réserve de la Société et dont l'excédent éventuel sur les dépenses de l'exercice écoulé sera placé à la Caisse d'épargne.

L'objet principal de la Société étant de maintenir son activité intellectuelle par l'importance de son bulletin, il importe, pour y parvenir, de voir le nombre de ses adhé-

XXI

rents s'accroître, sinon ses réserves s'épuiseront peu à peu, car le chiffre des cotisations relevé à 25 fr., ne représente, en réalité que la moitié du chiffre précédent de 10 fr. existant jadis.

La liste des sept membres du Conseil d'administration dont les pouvoirs, expirant le 31 décembre dernier, devront être renouvelés par la prochaine assemblée générale se trouve arrêtée. Le nom de M. le Docteur Bernard est proposé en remplacement de M. Guillemin, dont la série sera renouvelable le 31 décembre 1930.

La date de la prochaine Assemblée Générale est fixée au mercredi 20 courant.

La composition du premier bulletin de l'année 1929 est arrêtée.

La séance est levée.

Le Président,
MANTEYER.

Le Secrétaire,
L. ARTHAUD.

PROCÈS-VERBAL

DE

l'Assemblée Générale ordinaire

du 20 mars 1929

L'Assemblée générale ordinaire des membres de la Société d'Études a eu lieu le mercredi 20 mars 1929, à 5 heures, à la Préfecture (salle des Commissions), sous la présidence de M. de Manteyer.

Étaient présents : MM. Arthaud, D^r Bernard, Bertrand, Clément, Davagnier, le Commandant Étienne, Gaignaire, Mme Orcel, MM. Pestre, le Chanoine Sauvebois, Teissier.

Avaient bien voulu s'excuser par écrit de leur absence et envoyer leurs votes sur la question soumise par le Conseil d'administration à l'assemblée : MM. le Préfet des Hautes-Alpes, le Colonel Lardant, gouverneur P. I. de Briançon, commandant P. I. du secteur fortifié des Hautes-Alpes et de la subdivision de Gap, membres d'honneur ; MM. l'abbé Berge, le général P.-É. Bordeaux, J. Bourcier ; Jean de Cardaillac, juge au tribunal civil des Alpes-Maritimes ; Escalle, président du Conseil général des Hautes-Alpes ; Benjamin Faucher, archiviste de la Haute-Garonne ; le commandant Gérard, maire de Ristolas ; Clément Guigues ; Isnel ; Itier, avocat ; le chanoine Jacques ; le président Jouglar ; le commandant Léautier ; Paul Lemaître, conseiller général des Hautes-Alpes ; C. Léouffre, inspecteur principal des Douanes ; H. Lombard ; Magistry, président du Tribunal civil des Hautes-Alpes ; Julien Marie ; de Mércueil ; Joseph Michel, avocat ; Raoul Monnard, commissaire aux délégations judiciaires ;

XXIII

Charles Nicolas ; F.-N. Nicollet ; Charles Olive ; Frédéric Pavie, maire de Savines ; Hippolyte Peyrot ; Paul Plat ; J. Rostain ; H. Rostolland ; Maurice de Rothschild, député des Hautes-Alpes ; Gaston Rougon ; Germain Sarrazin ; Mlle Th. Sciafert, professeur à l'École normale supérieure de Fontenay ; C. Vasserot, chef de cabinet du préfet d'Indre-et-Loire ; Ivan Wilhelm.

La séance ouverte, M. le Président exprime tout d'abord à l'Assemblée ses regrets de n'avoir pu la convoquer que si tardivement en raison de son état de santé.

Il énumère les morts de M. l'abbé Aye, curé de La Bâtie-Neuve, à Gap, le 11 janvier 1928 ; de M. le comte de Prunières ; de M. Célestin Roche, au Monestier-de-Clermont, le 26 avril ; de Mlle Maria Jullien, à Grenoble, le 30 mai ; de M. Paul Guillemain, à Paris, le 22 juin ; de M. Paul Fay, et de M. Imbert, ancien notaire, à Embrun, le 30 décembre dernier.

A la mémoire de quatre d'entre eux, le bulletin de la Société a déjà consacré l'hommage qui leur était dû. Elle s'acquittera de ce devoir pour ceux disparus plus récemment dont elle regrette le deuil.

M. le Président insiste sur la vie si dévouée aux Alpes de M. Paul Guillemain qui leur lègue un souvenir très durable de son nom et à qui l'affection fidèle de M. Roux-Parassac a apporté un témoignage des sentiments que tous les membres de la Société éprouvent à l'égard de sa mémoire.

M. le Président se fait, de plus, l'interprète des très vifs regrets avec lesquels la Société a appris le bien fâcheux accident survenu, cet hiver, à M. le Commandant Léautier, son excellent et si dévoué trésorier honoraire : il y joint l'espoir de le voir bientôt rétabli de cette chute qui nous prive du plaisir de le voir parmi nous.

Sept démissions seront produites : celles de Mlle Grand, de MM. le Général Gendron, Noël Brochier, de Mme Auguste Thouard, de M. Rochegude, le 7 septembre ; de M. P. Bernard, à Lyon, le 12 novembre ; le M. Pepin de Bonnerive, le 15 février. Nous sommes amenés à con-

XXIV

sidérer également comme démissionnaires cinq autres de nos confrères qui, depuis un temps plus ou moins long, se sont abstenus, tout en recevant le bulletin de la Société, d'acquitter le montant de leur souscription.

Par contre, la Société compte cinq membres fondateurs nouveaux :

- 1° Mgr Saliège, archevêque de Toulouse; parrains : MM. les chanoines Sauvebois et Jacques.
- 2° M. le Comte H. de Jouvencel, conseiller référendaire honoraire à la Cour des Comptes, conseiller général du canton de Brinon-sur-Beuvron (Nièvre), 3, square Pétrarque, Paris-XVI^e; parrains : MM. de Manteyer et Louis Arthaud.
- 3° M. Louis Aubert, maire de Romette; parrains : MM. le Président Jouglar et de Manteyer.
- 4° M. Cornillat (Pierre), sous-lieutenant d'artillerie à l'école d'application de Fontainebleau, quartier des Princes, Fontainebleau (Seine-et-Marne); parrains : MM. le Docteur Bernard et de Manteyer.
- 5° M. Alexandre Brian, docteur ès-sciences naturelles, aide volontaire de l'Institut de zoologie de l'Université de Gênes, président des colonies gènoises, 5, Corso Firenze, à Gênes (Italie); parrains : MM. Borel du Bez et de Manteyer.

Elle a reçu, de plus, l'adhésion de six membres titulaires nouveaux :

- 1° M. Jules Ageron, conducteur principal des Services hydrauliques du Maroc, à Marrakech; parrains : MM. le Ct Léautier et Hippolyte Voltaire.
- 2° M. Camille Peyrot, fondé de pouvoirs à la Banque des Alpes, à Gap; parrains : MM. Hippolyte Voltaire et le Ct Léautier.
- 3° M. Raymond Varraud, publiciste, 33, cours de la Liberté, Lyon; parrains : MM. le Ct Léautier et de Manteyer.

XXV

4° La Bibliothèque de l'Association des Anciennes Elèves de l'Ecole primaire supérieure de filles, représentée par Mlle Serres, 8, rue Bon-Hôtel, à Gap; parrains : MM. le Docteur Bernard et Joseph Meizel.

5° M. Edouard Pic, professeur au Lycée d'Oran, 23, rue de la Bastille, Oran; parrains : MM. Pestre et Arthaud.

6° M. Charles Romieu, au Rival, par Veynes; parrains : MM. de Manteyer et Meizel.

M. le Président donne la parole à M. Pestre qui présente le compte de l'année écoulée et le projet de budget pour l'année 1929.

Cet exposé est approuvé : l'Assemblée se trouve unanime à adresser l'expression de sa gratitude au membre de la Société, désireux de ne pas être nommé, qui vient d'adresser à son bureau la somme de 700 fr. pour contribuer autant que faire se peut, selon les termes de sa lettre, à ne pas descendre au-dessous de 29 feuilles d'impression par an, car, dit-il, « il serait déplorable d'avoir à réduire l'importance du bulletin ». C'est là un programme que nous serons heureux de suivre, tant que les circonstances nous le permettront. Un concours aussi généreux que celui-ci nous y encourage bien vivement.

Il est procédé à l'élection statutaire des sept membres du Conseil d'administration dont les pouvoirs viennent d'expirer : MM. Angéniol, Clément Aubert, le Capitaine Bouhant, le Commandant Etienne, Gaignaire, le Chanoine Jacques, le Président Jouglar sont réélus pour trois ans par 43 voix sur 46 suffrages exprimés.

De même, M. le Docteur Bernard pour deux ans, en remplacement de M. Paul Guillemain.

M. le Président donne successivement la parole à M. le Doyen Sauvebois et à M. Davagnier qui veulent bien présenter une communication à l'assemblée.

M. le Doyen Sauvebois lit une étude relative à la prise de Gap par le capitaine de Fumeyer, les 1^{er} et 2 mai 1562.

XXVI

Après lui, M. Davagnier expose l'état actuel des diverses industries qui existent dans les Hautes-Alpes.

Ces deux communications sont applaudies de l'assemblée et M. le Président en remercie les auteurs. La première est un épisode de notre histoire présenté d'une manière vivante et précise; la seconde est le tableau complet et plein d'intérêt de l'un des aspects actuels de notre situation qui offrent le plus de valeur.

La séance est levée.

Le Président,
MANTEYER.

Le Secrétaire,
H. CLEMENT.

SITUATION FINANCIÈRE

de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes

au 31 Décembre 1928

COMPTE DE L'EXERCICE 1928

1° RECETTES

Reliquat de l'année 1927.....	178 79
Cotisation d'un membre fondateur.....	250 »
Cotisations des membres titulaires.....	4.836 »
Intérêts du Capital.....	496 51
Vente de Bulletins de la Société.....	1.072 »
Subvention départementale	400 »
Cotisations afférent à l'exercice 1929.....	50 »
Produit de la vente de 60 fr. de rente (Dé- cision du Conseil d'administration du 7 mars 1929)	1.012 00
Don d'un sociétaire anonyme, à reporter sur l'exercice 1929	700 »
Recettes diverses	202 50
Total des Recettes.....	9.198 40

XXVIII

2° DÉPENSES

Remboursement d'une somme en dépôt pour souscriptions à l'« Essai historique » de M. Meizel.	200 »
Location de la salle de bibliothèque.....	150 50
Impôts	19 90
Frais de recouvrement et de timbre.....	158 05
Remboursement d'une cotisation faisant dou- ble emploi.	25 »
Cotisation à l'Association des Amis du Musée.	5 »
Frais de Banque	6 80
Correspondance, imprimés et fournitures...	82 70
Impression et envoi des Bulletins 1928....	7.657 80
Report de 2 cotisations sur l'exercice 1929.	50 »
Report sur l'exercice 1929 du don d'un so- ciétaire.	700 »
Total des Dépenses.....	9.055 75

BALANCE

Total des Recettes.....	9.198 40
Total des Dépenses.....	9.055 75
Excédent des Recettes..	142 65

Gap, le 20 mars 1929.

Le Trésorier, PESTRE.

XXIX

PROJET DE BUDGET POUR 1929

RECETTES

Reliquat de l'exercice 1928.....	142 65
Cotisations des membres titulaires.....	4.750 »
Cotisations des membres fondateurs.....	750 »
Subvention départementale	400 »
Intérêts du capital.....	405 »
Recettes diverses.....	700 »
Total.....	7.147 65

DÉPENSES

Location de la bibliothèque.....	150 50
Impôts	22 »
Cotisation aux Amis du Musée.....	5 »
Frais divers	230 »
Remboursement à M. Meizel.....	400 »
Impression et expédition de 2 Bulletins...	6.340 15
Total.....	7.147 65

Gap, le 20 mars 1929.

Le Trésorier, PESTRE.

PROCÈS-VERBAL

DE LA

Réunion du Conseil d'Administration

du 21 mars 1929

Le 21 mars 1929, le Bureau et le Conseil d'administration de la Société d'Études des Hautes-Alpes se sont réunis, à heures, sur convocation, à la Préfecture, salle des archives, sous la présidence de M. de Manteyer, président.

Étaient présents : MM. Arthaud, le Docteur Bernard, Clément, Davagnier, le Commandant Étienne, Meizel, Pestre, le Chancine Sauvebois, Teissier.

Avait bien voulu s'excuser, M. Angéniol.

Le Conseil procède à l'élection du bureau de la Société pour l'année 1929. Les membres qui le composaient en 1928 sont réélus à l'unanimité.

La séance est levée.

Le Président,
MANTEYER.

Le Secrétaire,
H. CLEMENT.

677
A553
58

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

Historiques, Scientifiques et Littéraires

DES HAUTES-ALPES

Paraissant chaque trimestre

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE

CINQUIÈME SÉRIE — Nos 29 et 30

ANNÉE 1929. — Premier et Deuxième Trimestres



GAP

LOUIS JEAN, IMPRIMEUR - EDITEUR

1929

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ

PRÉSIDENT : M. de MANTEYER, , l. , archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

VICE-PRÉSIDENTS : M. ANGÉNIOL (Antoine), o. ,
avoué à Gap.

Le Commandant ETIENNE, .

SECRÉTAIRE : M. CLEMENT (Henri), l. , professeur honoraire à Gap.

SECRÉTAIRE-ADJOINT : M. ARTHAUD (Louis), aux Archives, à Gap.

TRÉSORIER : M. PESTRE (Célestin), , à l'Ecole communale de garçons, 4, place de Verdun, à Gap.

BIBLIOTHÉCAIRE : M. MEIZEL, l. , Inspecteur primaire en retraite, à Gap.

Prière d'adresser au Secrétaire les manuscrits et tout ce qui concerne la Rédaction.

MM. les collaborateurs du Bulletin sont priés de vouloir bien écrire leurs articles sur un seul côté de la feuille.

Pour éviter des pertes et des retards, les Sociétés correspondantes sont priées d'adresser leurs publications destinées à la Société d'Etudes des Hautes-Alpes à M. MEIZEL, bibliothécaire de cette Société, rue Bon-Hôtel, à Gap.



L'Expansion de Marseille

dans le monde antique

Prenant récemment séance à l'Académie Delphinale, M. le Commandant Dory, formulait le désir de montrer que la vallée du Rhône, loin d'avoir été dès l'époque préhistorique une voie ouverte à la civilisation, fut en somme, selon les termes vigoureux de Mlle Dellozcourt accueillis par la Revue de Géographie alpine, « comme une zone répulsive, un obstacle, beaucoup plus qu'un lien ou une voie de passage. »

Selon lui, les Phocéens de Marseille, au V^e siècle, cherchent à atteindre l'intérieur de la Gaule. Cependant, au nord, leurs comptoirs les plus avancés ne dépassent pas Arles et Cavaillon car, attirés par les caravanes qui exportent l'étain, c'est vers l'ouest qu'ils dirigent surtout leur activité. Par les cols des Cévennes, ils se lancent à la conquête commerciale de la Gaule du centre et du nord. Ce n'est que beaucoup plus tard, après la création de la province et la lutte victorieuse des Romains contre les Arvernes, qu'ils oseront se risquer à remonter les vallées du Rhône et de la Saône en vue de se procurer une route plus directe vers le pays de la Seine. De même, au débouché des routes de la Durance, des essais malheureux de pénétration les avaient détournés d'une exploitation pacifique de la région delphino-savoisienne. Ils n'y pénétreront qu'à la suite des Romains après la soumission des Allobroges. Leur commerce y sera d'ailleurs très peu actif.

Dans sa réponse à M. le Commandant Dory, le président

de l'Académie delphinale, M. Pierre Saint Olive se montrait un peu surpris de ce tableau du « marasme ligure » : il ne lui paraissait pas possible que l'influence morale et commerciale de Marseille, la seule ville des Gaules digne de ce nom, eût trouvé sa frontière au bord de la Durance¹.

M. Saint Olive remarquait plaisamment, à propos des cartes instructives sur lesquelles Mlle Dellozcour a reporté les emplacements des vestiges préhistoriques alpins, qu'elles sont essentiellement les cartes des fouilles opérées depuis trente ou quarante ans par M. Hippolyte Müller, le créateur si méritant du Musée Dauphinois, et ses émules ou ses disciples. Si donc il y avait eu cent Müller, de Marseille à Genève, au début de ce siècle, — mais, on le conçoit, ce miracle est tout bonnement impossible — eh bien, les cartes de Mlle Dellozcour seraient aujourd'hui cent fois plus riches et par suite la Revue de Géographie Alpine, dont M. Pierre Saint Olive reconnaît le prestige assuré, serait elle-même cent fois mieux informée.

Quant à l'expansion de Marseille dans les Gaules et en particulier au nord de la Durance, il convient d'interroger les traces encore actuelles que le nom primitif de *Massalia* peut avoir laissées sur le sol pour aider à décider lequel, du président de l'Académie Delphinale ou de son récipiendaire, se trouvait animé de la sagesse de Minerve, la déesse aux yeux glauques, dans cette soirée du 29 janvier 1926.

¹ Origine et symbolique des monnaies gauloises de la région delphino-savoisienne. Discours de réception à l'Académie Delphinale prononcé par M. le Commandant Dory, Séance du 29 janvier 1926 (*Bulletin de l'Académie Delphinale*, 5^e série, tome 16, 1925. Grenoble, imprimerie Saint Bruno, F. Eymond, dir. 11, rue Casimir-Brenier, 11, 1927, pp. 87-109 et une pl. hors texte ; en particulier, aux pp. 101-103). Réponse au discours de M. le Commandant Dory par M. Pierre Saint Olive de l'Académie Delphinale (*ibidem*, pp. 111-129, en particulier aux pp. 119-124).

² Mlle A. Dellozcour. La répartition des vestiges préhistoriques dans les Alpes françaises et leurs abords, in-8° de 58 pp. + 2 pp. bl. + 4 cartes hors texte (Extrait de la Revue de Géographie Alpine, 1924, vol. XII, fascicule 2).

Ces traces subsistent-elles ? où sont-elles et où vont-elles ? Si la poussière des pas se disperse promptement au souffle du mistral ou de la bise, l'écho répète indéfiniment sur place, d'une génération à l'autre, les sons qu'a proférés une première bouche humaine pour désigner la demeure fixe de l'habitant ou même simplement la marche du passant : ces sons se perpétuent quant on a cessé depuis longtemps de les comprendre sur le sol qu'ils animèrent jadis.

*
**

M. le Commandant Dory disait, d'abord, à l'Académie Delphinale :

« Quand, au VIII^e siècle, les Phéniciens abordent aux côtes de Provence, ils ne peuvent, malgré leur habileté dans l'art de la navigation, remonter le courant du grand fleuve et doivent se contenter d'installer des comptoirs aux abords de son delta. »

A cet égard, Melkarth et son image classique, qui nous reste si familière sous le nom du divin Hercule, a laissé, dès l'époque antique, beaucoup de souvenirs qui ne se limitent pas aux bouches du Rhône. Si, comme le dit Diodore, il a fondé le site d'Alise¹, c'est qu'il remontait les fleuves : quand il ne pouvait naviguer, il savait marcher.

Assurément, les Phocéens ont tout d'abord adopté comme base de leur trafic quelques îlots du littoral ; c'est ce que me disait jadis M. Victor Lieutaud à Manosque le 2 février 1904. D'après lui, l'île Maire, *Immadras*, au sud de Marseille, a été occupée par les Phéniciens et, en effet ce vocable rappelle fort bien celui d'*Ammacdera*, c'est-à-dire de la ville de Haïdra en Tunisie. D'après lui aussi, sans compter Monaco et l'île *Phoenix* de Port-Cros, les deux îlots de Brescon à l'entrée de l'étang de Berre entre Ferrières et Martigues, de Brescou au sud de l'étang de Thau, sous Agde et à l'embouchure de l'Hérault, ont été deux bases primitives du commerce phénicien. Enfin, assu-

¹ Diodore, V. 24 : *Florian Vallentin*. La voie d'Agrippa, p. 5. note 4.

rait-il tous les caps Roux de Provence⁴, éperons rocheux qui s'avancent à pic sur les flots et qui ne sont pas tous de teinte rousse, sont simplement comme vocable une extension des ras de la côte d'Afrique.

Ce qui frappe le plus dans les assertions de M. Lieutaud, c'est le nom de Brescon, parce qu'il se répète à Brescou et que ces deux sites identiques répondent parfaitement à une base de commerce maritime. Précisément, en sémitique, *Baal skaula*, ce serait la pierre ou la roche de Baal.

Depuis lors, pour confirmer cette impression première, l'occasion s'est présentée de noter sur la côte septentrionale de Bretagne, en face de l'île de Batz, le rocher de Bloscou.

D'autre part dans le pays des Silures, près de la voie antique se trouve le site de Brecon⁵ : les Brecon Beacons (886 m.) dominant la rive droite de l'Usk.

Enfin, Bricon se trouve au nord-est d'Alise, entre la Marne et la Saône. D'autres localités pourraient se relever plus incertaines encore ; mais, quelle que soit l'incertitude des sites terrestres, les trois noms maritimes de Brescon, de Brescou et de Bloscou sont à retenir comme dignes d'attention.

*
**

M. le Commandant Dory disait ensuite, en s'appuyant sur l'autorité de M. Camille Jullian :

« Deux siècles plus tard, les Phocéens se heurtent aux mêmes difficultés, mais, venus non pas seulement pour trafiquer mais pour coloniser, ils établissent depuis les

⁴ Cap Roux, commune d'Eze, le cap Roux, commune Saint-Raphaël ; pointe Rousse, île du Levant ; pointe du Russe, île du Levant ; pointe du Bau rouge de Carqueiranne, pointe du Bau rouge, commune de Toulon ; batterie du Bau rouge, commune de Sanary ; île Rousse, commune de Bandol.

⁵ *Reginald Lane Poole*. Historical atlas of modern Europe from the decline of the roman empire. Oxford, at the Clarendon press. M D CCCC II, in folio, carte XV : Roman Britain par F. Haverfield.

⁶ *Camille Jullian*. Histoire de la Gaule T. I, p. 396.

Alpes Maritimes jusqu'à la mer des Baléares une chaîne continue de colonies, de comptoirs et de redoutes. »

Les ports d'Agde et de Rosas prolongeaient en effet jusqu'aux Pyrénées l'influence hellénique : voyons s'il ne reste pas, dans cette direction, d'autres traces directes de Marseille.

L'îlot de Brescou, sous Agde, conseille de sonder le débouché de l'Hérault : la recherche n'est pas longue. Sur le terroir de Servian, dans le bassin de la Tongue, affluent de l'Hérault, rive droite de ce fleuve à Saint-Thibery, se voient Marseille-Basse et Marseille-Haute. Ce ne sont que deux minces hameaux ; à 2 kilomètres de là, sur le même terroir, on a la surprise de relever un Brescou dont le nom est identique à celui de l'îlot d'Agde. Ce voisinage apporte une confirmation puissante des vues qu'exprimait jadis M. Victor Licutaul. Au nord-est d'Agde, sur la rive gauche de l'Hérault, Marseillan se penche sur l'étang de Thau ; Marseille et Marseillan forment donc, pour ainsi dire, deux termes de la même expression qui s'appuient mutuellement. Le nom hellénique d'Agde baigne en quelque sorte dans l'atmosphère de Marseille et les Phocéens n'ont fait ici, cela est clair, près de l'étang de Thau comme aux environs de l'étang de Berre, que succéder aux Phéniciens.

Que pouvaient bien venir ainsi chercher sur l'Hérault et dans l'intérieur même des terres les commerçants de Marseille après ceux de Tyr ? Bien des choses assurément que nous pouvons ignorer maintenant mais il en est une qui subsiste et M. Auguste Bouchayer va nous la révéler. Le groupe des mines de cuivre de Vicussan, de Cabrières, de Lamalou, de Die, de Puech, de Lunas, de Joucel et d'Avène¹ remplit le bassin supérieur de l'Orb et s'étend jusqu'aux abords de l'Hérault puisque Cabrières se trouve sur la Bogne au dessus de la Tongue. Entre l'Orb et l'Hérault, Brescou et Marseille attendaient la descente du

¹ *Auguste Bouchayer*. Le berceau de la métallurgie, hypothèse cévenole, Grenoble, impr. Allier, 1924, pp. 17 et 21, figure 7.

minerais vers la mer, ou peut-être même du bronze fondu sur place avec ce cuivre.

Sur le Jaur, affluent supérieur de l'Orb, fort près de la mine de Vieussan est Mezouillac, sur le terroir de Riols. Ce vocable muni du suffixe qualifié de *ligure* par M. d'Arbois de Jubainville est d'apparence plus archaïque que celui de Marseille.

Aux abords de Carcassonne, sur la rive gauche de l'Aude en Minervois, est Marseillette dont le nom n'est pas douteux.

Marseillette et, plus haut, Moussoulens sont au débouché de l'Orbiel et du Fresquel. Au dessus, Caudebronde, voisin de Mas-Cabardès, paraît avoir indiqué la proximité d'une industrie du bronze.

Ce Moussoulens attire l'attention sur Moussoulens et Mousselens de Moussan au nord-ouest de Narbonne dont le nom, ainsi, pourrait ne pas dériver de celui de Moussan, et, pour confirmer cette vue, on peut se fonder précisément sur le site limitrophe maintenant bien connu de Montlaurés où s'est trouvée, avec une amphore attique du VI^e siècle, une grande abondance de tessons helléniques de la fin du V^e du IV^e et du III^e siècles avant notre ère. Seules y manquent les poteries à figure rouge de la première moitié du V^e siècle contemporaines des guerres médiques. Sur l'autre rive de l'Aude, à 10 kilomètres vers l'ouest de Béziers, le site dominant d'Ensérune, au nord de Poilhes, a donné d'abondantes poteries attiques du V^e et du IV^e siècles.

Voilà, du Rhône aux Pyrénées, quelques précisions; elles ont le mérite de répondre aux vues de M. Camille Jullian recueillies par M. le Commandant Dory.

M. Auguste Bouchayer signale, avec les mines de cuivre de l'Hérault, celles de l'Aveyron, du Tarn, de l'Ariège et des Basses-Pyrénées.*

* *Pottier*. Les fouilles de Montlaurés. Paris Alph. Picard et fils, MDCCCXCIX (Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes rendus des séances, 1909, p. 981). Extrait de 15 pp. — *G. l'asseur*. L'origine de Marseille, 1914, pp. 153-161.

* Auguste Bouchayer, p. 23, figure 8; p. 18, figure 4; p. 20, figure 6; p. 19, figure 5.

Précisément, dans l'Aveyron, Marcillac, sur la rive gauche du Lot, au nord de Rodez et à l'ouest d'Estaing, voisine avec le cuivre de Villefranche et de Najac, avec le plomb d'Asprières.

Dans le Tarn, Marsal sur cette rivière, à l'est d'Albi, voisine avec le cuivre de Rosières; Saint-Jean de Marcel est au surplus limitrophe de Carmaux et de Rosières.

Marseillac, au nord de Caraman, sur le terroir de Mascarville, en Haute-Garonne, est assez éloigné de l'Ariège; mais Marsoulas, sur la rive droite de la Garonne et du Salat, en est fort près, notamment de Méras.

Par exception, dans les Basses-Pyrénées, on ne distingue aucun vocable qui rappelle Marseille près de Baigorry; Os-Marsillon en est assez éloigné sur la rive gauche du Gave de Pau au sud d'Orthez. Au delà des Pyrénées, en Espagne, deux localités au moins en portent encore le nom. C'est, en Navarre, Marcilla sur la rive droite de l'Aragon, au dessus de son confluent avec l'Ebre. Dans la province de Palencia, c'est également Marcilla sur la rive droite de la Pisuerga, au nord de la Cieza.

**

Après avoir énuméré les mines de cuivre connues dès l'antiquité, M. Auguste Bouchayer indique les gisements d'étain qui se répartissent dans le Massif Central; il indique aussi ceux de Bretagne¹⁰

Ces mines ont-elles attiré Tyr ou Marseille ? Sur le roc de Jalesches qui domine Boussac, vers la source de la petite Creuse, se voit encore aujourd'hui le hameau de Marcillat où, en 1897, vivaient 93 habitants.

Vingt kilomètres environ à l'est de Marcillat, vers la source même de la petite Creuse et sur le terroir de Soumans, se présente précisément le site célèbre de Montebbras

¹⁰ *Ibidem*, pp. 41-44 et figure 12 de la p. 42. — *Ibidem*, pp. 44-47 et figure 13 de la p. 45.

qui est le centre minier des Gaules pour l'exploitation de l'étain.

Plus au sud, un autre Marcillat, sur le terroir des Mars, à la source du Cher, se trouve à l'est d'Aubusson et, par conséquent, des sites d'étain de Moutier-Rozeille, Gamailat, Bénévent, Ceyroux. Trois autres localités homonymes, Marcillat-Calamy et Marcillat-le-Vieux, sur le terroir de Rougnat, Marcillat-la-Farge sur le terroir du Compas, voisinent avec ce Marcillat des Mars.

Entre le Marcillat de Jalesches et ces Marcillat d'Auzances existe un Marcillat beaucoup plus peuplé, sur la rive droite du Cher, à l'est d'Evaux dans le département de l'Allier; il les relie et, finalement, sur la rive droite de la Sioule, Marcillat en Puy de Dôme se trouve voisin du site d'étain des Colettes indiqué par M. Auguste Bouchayer dans le département de l'Allier.

En dehors de la mine de Montebbras, les gisements d'étain les plus nombreux que signale M. Auguste Bouchayer se trouvent en Haute Vienne : il indique des travaux anciens « énormes » à Vaulry et à Cieux, « importants » à Beaune.

Tous ces sites du Limousin sont entre la Vienne et la Gartempe. Les principaux d'entre eux entourent le massif des monts de Blond, *Blatomum*, que domine le puy de Blond (515 m.). Esse sur l'Issoire l'avoisine à l'ouest, Cieux se trouve sur ses pentes méridionales, Vaulry sur son penchant oriental. Plus à l'est, les monts d'Ambazac donnent Beaune, Ambazac, Laurière. Tandis que l'étain se trouve à Esse, à Cieux, à Vaulry et dans tous les environs, Blanzac, au nord de Blond, entre la Gartempe et le Vincoü peut indiquer le travail du bronze.

Marseille n'est pas loin de tout cela. Au nord d'Esse et à l'ouest de Blanzac, sur le terroir d'Oradour-Fanais se voit le hameau de Marcillac. Plus près encore de Blond entre Esse et Cieux, sur le terroir de Brigueil, paraît un autre hameau de Marcillac. Les comptoirs de ce nom se suivent dans le bassin de la Charente. On en trouve un sur la Bonnicure au terroir de Chasseneuil, c'est-à-dire au

nord de la Rochefoucauld ; on en rencontre un autre, Marcillac-Lanville, sur la rive droite de la Charente, au nord d'Angoulême. Finalement, à Saint-Ciers La Lande, Marcillac domine la Gironde au nord de Blaye, d'un côté ; de l'autre, Marcillau sur le terroir de Saint-Laurent-du-Médoc.

Peut-être faut-il y joindre Margaux sur la rive gauche de la Garonne au confluent de la Dordogne. En tout, cas, au sud de Bordeaux, Marcellus avoisine Masseilles dont le nom répond de si près à celui de *Massalia*.

Cela permet de penser que tous les Marcilhac, Marcillac, Marcillat, Marcillé, Marcilly, Marseillac, Marsilly, Massilly, Messillac, Mezilhac, Mezillieu, Mezilly sont à considérer.

Le poste de Marsilly qui domine la côte du Pertuis Breton, au nord-est de l'île de Ré, se présente comme un site particulièrement intéressant. De même celui de Marcilly près d'Avranches, aux abords de la baie du mont Saint-Michel.

M. Auguste Bouchayer énumère finalement les gisements d'étain de la Bretagne. Entre l'embouchure de la Loire et celle de la Vilaine, ce sont sur le littoral Piriac et Penestin. Puis, sur la rive droite de la Vilaine, Béganne ; à la source de son affluent l'Isac, Nozay et Abbaretz. A l'est de Vannes, Questembert, sur la rive droite de l'Oust, affluent de la Vilaine et, au nord de Questembert, la Villelder au terroir de Roc-Saint-André. Tel est le premier groupe armoricain de l'étain. Or, si Penestin domine au sud le débouché de la Vilaine, Muzillac l'encadre au nord, à proximité de Questembert, tandis que Missillac se rapproche de l'Isac, entre Penestin et Béganne. Ceci invite à penser que Missiriac rentre dans la série des comptoirs de Marseille, car, sur la rive gauche de l'Oust, il fait face à la Villelder. De même, Massérac à l'est de Redon sur la rive gauche de la Vilaine n'est pas très éloigné de Nozay et d'Abbaretz : le Missillac de Guéméné-Penfao le renforce.

Au surplus, Mouzeil sur le terroir de Ligné, au sud-est

d'Abbaretz et au nord d'Ancenis, rive droite de la Loire, se complète, semble-t-il, par Mouzillon, rive gauche du fleuve, au terroir de Vallet, à droite de la Sèvre nantaise.

Le second groupe armoricain énuméré par M. Auguste Bouchayer se trouve principalement sur les côtes du nord-ouest depuis Paimpol, à l'est de Tréguier et Lannion à l'ouest, jusqu'à Plouézoch et Carantec, au nord de Morlaix qui encadrent l'embouchure du Dossen, Plouvorn au nord de Landivisiau et le Felgoet près Lesneven. A moins qu'il ne faille reconnaître dans Milizac, au nord de Brest, un comptoir de Marseille, on ne voit rien dans cette région qui en rappelle le nom ; par contre, il est bien remarquable que la pointe sur laquelle s'élève le fort de Blosscou, en face de l'île de Batz, soit si voisine de Carantec et de Plouézoch.

Voilà les rapprochements qu'amène à faire le site des mines antiques d'étain et de cuivre dans les Gaules avec le nom de Marseille.

Ces résultats encourageront à dresser la carte de toutes les localités qui peuvent y répondre : leur ensemble sera celui des comptoirs de la métropole hellénique ou, tout au moins, des relais de son commerce placés sur les voies que son activité s'était ouvertes, soit pour se mettre en contact, comme on vient de le voir, avec les mines des Gaules ou avec leurs autres productions, soit pour apporter à cette grande région les articles de l'Orient. Marseille devait payer ce qu'elle exportait des Gaules avec ce qu'elle y importait, mais ce n'était pas forcément en monnaie. Les habitudes plus ou moins ancrées des populations ont dû imposer aux Grecs le troc de marchandises fragiles ou volumineuses auxquelles, dès qu'ils l'ont pu, ils auront substitué l'avantage de la monnaie. D'après les traditions les plus sûres, ce sont eux qui, tout d'abord, ont appris à l'Occident le goût inconnu du vin : charme irresistible, d'abord lourd et grossier, mais il se révélait comme par hasard à la terre élue de Dieu pour l'élever à la perfection. On a dû préférer longtemps, dans les Gaules une amphore de ce breuvage oriental à n'importe quelle monnaie d'or

ou d'argent; vint enfin le moment où la vigne acclimatée donna sur ce sol des grappes bien supérieures à celles de l'Asie ou de la Grèce. La monnaie alors s'est établie, parce que Marseille n'avait plus rien à offrir de meilleur en échange.



Marseille a-t-elle abordé le rivage britannique des îles Cassitérides où l'étain se trouvait en grandes masses et non plus en sites pauvres comme dans les Gaules ? Il est difficile de le vérifier par la méthode dont on vient de donner quelques exemples.

Cependant, à l'est des îles Scilly et du cap de Cornouailles, le petit port méridional de Mousehole se trouve au sud de Penzance et de Marazion, sur cette côte d'où la voile aventureuse de Pythéas devait s'élever jusqu'aux Shetland, c'est-à-dire jusqu'à l'île de Foula, *Thule*.

Nous voilà loin de la Durance.

Pour y revenir, il faut regagner la Méditerranée. En Corse, dans le bassin oriental du Tavignano, se note Mussiglia, hameau de 42 habitants sur le terroir d'Antisanti. Dans le bassin occidental du Fango qui débouche sur le golfe de Galeria, cette rivière reçoit à droite le Marsolino formé de l'Amico et de la Luga.

En Sardaigne, dans le bassin occidental du Mogoro, qui alimente au sud du Tirso le golfe d'Oristano, on relève Masullas.

En Sicile, à l'ouest, sur le cap Lilibeo, une petite localité que les auteurs de l'antiquité n'ont pas eu l'occasion de noter est devenue une grande ville, maintenant célèbre par ses vins, Marsala. Par contre, à l'est, au nord de Syracuse et de l'Anapo, mais au sud d'Augusta, tombe le Marcellino.

Ces deux termes du groupe sicilien, Marsala et Marcellino, sont identiques aux deux termes du groupe corse, Mussiglia et Marsolino. Ils sont identiques aux deux termes du groupe d'Agde sur l'Hérault, Marseille et Marcei-

lan et, même, à ceux du groupe de la Loire Inférieure, Mouzeil et Mouzillon..

En Crète, Ptolémée indique un cours d'eau nommé *Massalias*.

En Italie même, aux portes de Rome, sur la rive gauche du Tibre, le long de la Via Salaria, au nord de la Ville, se notent Casale Marcigliana et, plus haut, Marcellina de Palombara. Sur la voie Tiburtine, au nord de Tivoli, entre le monte Morra (1036 m.) et San Paolo de Cavalieri, subsiste une autre Marcellina

Dans le bassin de l'Albegna, entre l'Ombrone et le lac de Bolsena, près de Manciano, il faut noter Marsiliana; plus au nord, dans les environs de Volterra, on voit Mazzolla.

Ce comptoir de Marsiliana a été fondé sur un site déjà habité et, même fort civilisé, car on y a retrouvé sous un tumulus entouré d'un cercle de pierres, une tombe à fosse qui conservait l'inhumation de trois squelettes. Le mobilier de cette tombe comportait une planchette d'ivoire quadrangulaire dont la partie centrale était évidée de manière à recevoir la couche de cire voulue pour écrire avec un stylet. Sur le pourtour de cette tablette, en vue de faciliter l'instruction de celui — barbare ou enfant — qui devait apprendre à s'en servir, se trouvent alignées de droite à gauche les vingt-six lettres de l'alphabet grec, tel qu'il existait alors dans le pays d'où venait l'objet : *alpha, bêta, gamma, delta, epsilon, digamma, dzêta, hêta, thêta, iota, kappa, lambda, mu, nu, samech* ou *chi, omicron, pi, zadé* ou *sch, koppa, rau, scin* ou *sigma, tau, upsilon, xi, phi* et *psi*.

M. A. Grenier qui décrit cette trouvaille " juge que cet objet civilisateur provient de la Grèce asiatique et qu'il doit remonter au début du VII^e siècle qui a précédé notre ère, sinon à la seconde moitié du VIII^e.

Cependant, en ce qui concerne sa provenance, la forme

" A. Grenier. L'alphabet de Marsiliana et les origines de l'écriture à Rome (Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'Ecole française de Rome, XLII^e année. 1924, Rome, Spithöver, pp. 3-41).

du *delta* est à considérer. Sa panse arrondie, en descendant de la haste verticale à laquelle son sommet tient, ne la rejoint pas tout-à-fait. Cette forme n'est pas celle du triangle rectiligne propre à l'alphabet ionien d'Asie Mineure. L'alphabet de Marsiliana ne peut d'avantage répondre aux formes ioniennes d'Athènes où manquaient avec le digamma, le samech et le zacé. Il n'est pas d'avantage ombrien, en raison de la présence du gamma et du koppa. La forme quadrangulaire du samech et celle du zacé pareille à l'M de l'alphabet latin identifient l'alphabet de Marsiliana avec l'alphabet gréco-étrusque de Veies, d'autant mieux que l'omega manque. Il faut donc conclure que l'objet n'est pas de provenance éloignée, mais locale.

Marseille ne sera fondée qu'en 599: quand s'étendra son expansion, celle-ci suivra donc des chemins déjà battus. La tablette de Marsiliana le confirme: les îlots de Brescon et Brescou, la pointe de Bloscou le montraient plus sûrement encore. Sur le site primitif et inhabité de *Massalia* comme à Marsiliana, le commerce hellénique paraît d'ailleurs avoir pris pied cinquante ans au moins avant l'arrivée de la première colonie phocéenne, c'est-à-dire vers 650, si l'on en juge par les tessons protocorinthiens, rhodiens, ioniens d'Égypte (Naucratis) et italiotes, rencontrés par M. Vasseur dans le fort Saint-Jean. Le trésor monétaire d'Auriol montre toute l'ampleur du commerce hellénique oriental qui venait aboutir en Provence au VI^e siècle.¹² Sur les 2.160 pièces qui le composaient, la moitié provenait des ateliers de l'île de Lesbos, un tiers des villes d'Asie placées au nord de cette île et un sixième seulement des ports placés au sud.

Dans le bassin du Pô, Marsaglia, *Marsalia*, se trouve sur

¹² G. Vasseur. L'origine de Marseille. Fondation des premiers comptoirs ioniens de *Massalia* vers le milieu du VII^e siècle. Résultats de fouilles archéologiques exécutées à Marseille dans le fort Saint-Jean, Marseille, Moullot, 1914 (Annales du Musée d'histoire naturelle de Marseille, t. XIII, 1914) in-4° de 8 pp. nch. + 284 pp. + 50 pp. nch. + 17 pl. hors texte. — L. de Launay. Les origines grecques de Marseille (*La Nature*, n° 2251, 18 novembre 1916, pp. 334-336).

la rive droite du Tanaro, au nord-est de Mondovi. Marcellina, sur le Meiris, affluent du Cesso rive gauche, au sud-ouest de Coni, forme avec elle un couple pareil à ceux de Marsala et Marcellino, Mussiglia et Marsolino, Marseille et Marseillan.

Une autre Marsaglia se place à la source du Tesso, affluent de la Stura, sur le versant méridional du Monte Soglio, au sud par conséquent de l'Orco.

Le Marschelhorn domine la source de la Meesa, vers le col qui la sépare du Hinter Rhein.

Missaglia se trouve au nord de Monza entre le Lambro et l'Adda.

La cime de Marzola (1737 m.) domine la rive gauche de l'Adige au sud de Trente.

Enfin Marzoll entre la Salzach et la Saalach se trouve au sud-ouest de Salzburg. Ce site a l'intérêt de se rapprocher du massif de Hallstatt.

On a noté le Marschelhorn, sur la source du Hinter Rhein. Plus au nord, dans les Grisons, la vallée du Landquart contient Marschall près de Sankt Antonien et Marschling près de Fabrika. Le Morzel Spitze (1827 m.) domine au nord de l'Ill, la rive droite du Rhin au sud est du lac de Constance et de Bregenz. Sur la rive droite du Rhin, au nord de Bâle, vers les sommets qui séparent la source occidentale de la Wiese et la source du Sulzbach, se note Marzell. On a trouvé à Vilsingen, dans la principauté de Hohenzollern, une cenochoé de bronze hellénique du VI^e siècle.

Marsal, en Lorraine est sur la Seille qui va joindre la Moselle à Metz. Voilà pour le bassin du Rhin.

L'exemple le plus septentrional d'un vocable pareil à ceux qui précèdent est donné en Suède, dans le Jemtland, par Mörsill, entre le Kall Sjö et le Stor Sjö et cela, sans doute, est bien loin, mais l'île de Foula où aborda Pythéas, au IV^e siècle avant notre ère, se trouve, en somme, aussi loin et l'on sait que le commerce a porté des monnaies de Rome jusque dans les provinces méridionales de la Suède.

Marseille a pu aller plus loin que Rome.

**

Voyons maintenant la colonie de Phocée aux prises avec la « barrière » de la Durance que la force seule de Rome aurait pu lui ouvrir.

Quelles traces subsiste-t-il du nom de Marseille entre son port maritime et la Durance ? Si, partant de la mer, l'on remonte le Jarrèt par Allauch, on arrive au-delà du seuil de Peypin, par le Castellas de Belcodène, au bassin de l'Arc et l'on atteint ce cours d'eau par les Michels de Peynier. Sur la rive droite de l'Arc, Margaillan de Puylobier entre le Cengle et Sainte-Victoire, sous l'ermitage de Saint-Ser paraît compléter les Michels.

Le fameux trésor monétaire oriental hellénique du VI^e siècle a été trouvé aux Barres, à 2 kilomètres au-dessus d'Auriol : ce n'est pas loin de Belcodène.

Si des Michels de Peynier on descend la rive gauche de l'Arc, on arrive à Michel avant les Milles, en face et au sud d'Aix ; les Michelons de Venelles, au nord d'Aix, complètent Michel et se trouvent précisément sur la voie qui mène tout droit à la Durance.

Sur la rive droite de la Durance et de son affluent l'Eze ou la Léze, Messerie et Micoulin de Pertuis sont aux confins d'Ansouis et de la Tour d'Aigues. Ce Micoulin se trouve exactement au nord des Michelons de Venelles. Ces traces explicites montrent que le commerce de Marseille passait la Durance sous le confluent du Verdon entre Cadarache et le Puy-Sainte-Réparate.

Voilà pourquoi M. Charles Cotte a eu la surprise et le bonheur de rencontrer dans un tumulus hallstattien du sommet de l'Agneau, sur la Durance, au terroir de Pertuis et à 3 kilomètres au sud de l'oppidum de Saint Julien de la Bastidonne, une oenochoe de bronze hellénique avec un fragment de cuirasse également de bronze, un talon de lance et une chaînette de fer. Ce vase remonte très probablement au VI^e siècle qui a précédé notre ère, c'est-à-dire aux débuts de l'existence de Marseille : il servait

d'ossuaire aux restes d'un enfant âgé de 7 à 10 ans qui avait été incinéré.

Voilà pourquoi aussi, dans un autre tumulus voisin, placé entre les quartiers de l'Agneau et de la Dêvention, toujours sur la Durance s'est trouvée l'inhumation d'un adulte armé d'un poignard de fer et orné d'un anneau de bronze; près de lui était une coupe d'argile de style ionien, des environs de Rhodes ou de Samos remontant selon M. Pottier au VI^e siècle avant notre ère¹⁸.

Cette coïncidence de date entre l'oenochœ de bronze et la coupe d'argile est un fait des plus remarquables.

Voilà pourquoi enfin, sur le sol du castellas limitrophe qui subsiste à Saint-Julien de la Bastidonne, défendu par une enceinte en pierres sèches à parement de gros blocs, se sont retrouvées avec des débris de bronze et de fer, non seulement des drachmes massaliètes au type de Diane et du lien avec la légende MASSA, mais aussi des oboles au type d'Apollon avec la légende M A.

Ces sites éloquents que M. Cotte a mis au jour sur la Durance sont fort près du Micoulin de Pertuis.

Rhône était encore bien petite sur la rive du Tibre, quand Marseille plus jeune qu'elle dominait déjà la Durance, de la mer, par son commerce. La mince « barrière » de ce cours d'eau rapide n'arrêtait pas les argiles fragiles d'Ionie et les flots plus redoutables de la mer ne les avaient pas arrêtées non plus.

Où menait le Micoulin de Pertuis ? Dans le terroir de

¹⁸ Charles Cotte. Découverte d'une oenochœ dans un tumulus de Provence. Paris, librairie Schleicher frères, 61, rue des Saints-Pères, 61, 1909, in 8° de 13 et 18 pp., à la p. 12, figure 63 (Extrait de l'homme Préhistorique, 7^e année, 1909, n° 7, 9, Tours, imprimerie Paul Bousrez). — V. Cotte, Documents sur la préhistoire de Provence, quatrième partie, Sépulture et monuments mégalitiques, néolithique, âge du bronze, hallstattien. *Aix-en-Provence*, A. Dragon, 1924, pp. 41-42.

Charles Cotte. Notions de géologie et d'archéologie préromaine spécialement appliquées au canton de Pertuis. Paris, librairie J. Gamber, 7, rue Danton, 1913, p. 161, figure 38 et p. 162, figure 39, pp. 140, 164-165 et fig. 40. — G. l'asseur. L'origine de Marseille, 1911, pp. 169-171.

Manosque, entre le Mont d'Or et Sainte-Roustagne, se trouve un Michel qui paraît se compléter par le Marcellin ou Marceline de Saint Michel, à gauche du Largue. Passant du Largue sur le Calavon, le Moucourin et Micouloux de Caseneuve se joignent au Michel de Rustrel. De là, on peut retomber à l'ouest sur la Durance par les Michelons de Gordes et le Michel de Cavaillon placé sur la rive droite du Calavon près de son confluent avec la Durance.

Sur la hauteur de Saint-Jacques qui domine Cavaillon, se sont trouvées des pièces helléniques du VI^e siècle analogues à celles d'Auriol et des oboles massaliètes au type du crabe. De même, à Saint-Symphorien de Caumont, M. Faudrin a trouvé une anse de coupe attique du V^e siècle. Mais, de Rustrel on peut aussi s'élever à Saint Saturnin d'Apt où sont groupés Macelin et Masselle. De là, continuant à s'élever, on trouve les Michonilles de Sault aux confins d'Aurel. Contournant le massif du mont Ventoux à l'est, on peut gagner à l'ouest, sur le Toulourenc, les Masselles de Brantes d'où en descendant on trouve les Margauds de Malaucène sur la rive gauche de l'Ouvèze, puis Marcel de Rasteau sur sa rive droite et Massillan d'Uchaux, sur la rive droite de l'Aigues au nord d'Orange, à proximité du Rhône.

Sur la rive gauche du Rhône et sur la rive droite du Lez, au confluent de ce cours d'eau, Mazelle et Marcellin de Mendragon, de plus sur la rive droite du Lauzon, Marseille de Lapalud se groupent en face du confluent de l'Ardèche, par où la voie fluviale primitive du Lot, grâce à l'Altier, menait le trafic de l'Océan¹⁴. Pour le commerce de Marseille, cette voie si antique existait toujours. En effet, les sources du Lot s'encadrent, au nord, du Mazel d'Allenc et, au sud, du Mazel d'Orsières sur le Bleymars; passant de là par l'Altier à l'Ardèche, on rencontre le Mazel de Banne sur sa rive droite. L'existence de Mazelle et de Marcellin à gauche du Rhône sous le confluent de l'Ardèche permet d'assurer les esprits les plus sceptiques que le commerce

¹⁴ *Georges de Manteyer. Les voies fluviales primitives et leurs cols dans les Alpes.* Gap, Louis Jean, 1928, pp. 25-26.

marseillais passait sans trop de peine ce fleuve pour gagner par l'Arèche la voie du Lot précisément sur le point où le moyen-âge a élevé le Pont-Saint-Esprit. Quand, par contre, il revenait de l'ouest par le Lot et retraversait le Rhône sur ce point, il ne se dirigeait pas toujours vers Marseille. En effet, au nord-est de la Mazelle de Mondragon, également à droite du Lez est le Michel de Bollène; de même au nord-est de la Marseille de Lapalud, se trouve la Marseille de Clansayes toujours sur la rive droite du Lauzon, puis à l'est de Valréas, près de Nyons, sur la rive droite de l'Eygues, le Marcel de Venterol; puis, toujours sur cette rive droite, la Marseille des Pilles et le Marcel d'Eyroles; puis, sur la rive gauche de l'Eygues au confluent de l'Ennuye, les Mesouilles d'Arpavon avec le col de Marsouli entre Montréal et Saint-May. Par l'Ennuye et les sources de l'Ouvéze, on tombe sur Michel d'Izon et la Marseille de Saléon, sur la rive droite du Buëch est au confluent du Céans. Si d'ailleurs du Buëch on veut gagner non pas le Rhône, mais Marseille par le Ventoux, le Michel d'Izon mène aux Michels des Omergues vers la source du Jabron et de là se gagnent les Masselles de Brantes dont il a été déjà question.

A la Marseille de Saléon qui borde la rive droite du Buëch répondent sur sa rive gauche, Font-Michelle de Mison et les Marseillons d'Upaix placés sur la rive droite de la Durance aux confins de Ventavon. Au surplus, par analogie avec ce qu'on a observé au sujet des mines de cuivre et des mines d'étain des Gaules, on note Mézelac à côté d'une mine d'argent ou tout au moins de plomb argentifère, au nord d'Arzeliers sur le terroir de Laragne. En remontant la rive gauche du Buëch se note un Michel sur le terroir d'Oze, mais la voie principale du commerce suivait, depuis le passage du Buëch à Saléon, la rive droite de la Durance. En effet si on la remonte, au delà des Marseillons d'Upaix, se rencontre Michelon de Fouillouse complété par la Mazelière de Tallard et la Michelle de Théus. Aux abords d'Embrun existent le Michel de Saint-Apollinaire et les Michels de Puy-Saint-Eusèbe. Pour l'Ubaye,

des deux côtés de son confluent, se notent le Michel de la Bréole et le Michel du Sauze; puis, sur sa rive droite, les Michels de Revel, par la tête de Mazelière (2457 m.) permettent de gagner les Michels de Saint-Sauveur vers Embrun. Si l'on continue à remonter la rive droite de la Durance au nord d'Embrun, on passe successivement par Micheou de Réotier, Michelane de Freissinières, les Michels de Puy-Saint-Vincent. On arrive ainsi à Briançon, c'est-à-dire au Marcou, à Margaillan et aux Michelans vers le col du Mont Genève; au delà du col, la Roche Monsillon (2246 m.) sur la rive droite de la Dora, au terroir de Solomiac, pourrait répondre à Massello qui est dans le bassin du Chisone, à l'ouest de Pignerol et de Perosa Argentina.

Sur la rive gauche de la Durance, dans le bassin du Guil, son confluent se trouve encadré par les Michalons d'Eygliers au nord, Marcellin de Risoul au sud et Michelat de Guillestre. Les Michalons d'Eygliers complètent assurément le pic Marcel (2.717 m.) et la pointe des Marcellettes (2836 m.) qui, sous le torrent de Rézis dominent la rive gauche d'Aigue Blanche au terroir de Saint-Véran; en effet, l'Aigue Blanche tombe sur la gauche du Guil à Château-Ville-Vieille. Qu'est-ce que Marseille venait faire là, en dehors de la route du Mont-Genève? L'industrie moderne le sait fort bien, car elle y a retrouvé des mines de cuivre qui valent sans doute le voyage. M. Pierre Isnel évaluait, le 10 mai 1928, l'extraction ancienne du métal des mines de cuivre de Saint-Véran à environ 2.000 tonnes. Les déchets de cette extraction qui se sont retrouvés ne recèlent que 2 % de métal, ce qui indique le soin apporté jadis à ce travail. Il y a des traces de boisaige dans les galeries anciennes. Le Musée de Gap conserve, d'ailleurs, un fragment de bois qui enprovient, donné par M. Jean Brenier. On devait faire éclater la roche au feu de bois.

Si l'on passe du Queyras par le col Albert sur les sources de l'Ubaye et, de là, sur celles de la Varaita, on y trouve le Ser Michel de Bellino.

Du Mont-Genèvre à l'Ardèche par la Durance, le Céans, l'ennuye, l'Eygues, le Lez et le Lauzon, ce chemin qui retentit à chaque pas du nom de Marseille, c'est le trajet alpin de la voie primitive qui menait du Danube à l'Océan, trajet parcouru jadis, disait-on, par Hercule aux prises avec *Alebian*, quand en sens contraire il revenait des Pyrénées vers l'Orient.



Telles sont les traces laissées à terre par Marseille, sur la rive droite de la Durance. Sur sa rive gauche et dans le massif qui touche à la Ligurie, elles paraissent beaucoup moins nombreuses.

On note Michel à Gréoux sur la rive droite du Verdon, Michel à l'est et aux limites du bassin du Verdon au terroir d'Ubraye, rive droite de la Bernarde qui, par la Galange et le Colomb va tomber dans le Var. Ce Michel se complète par le Miquelis de Glandève au terroir d'Entrevaux.

Au nord du Verdon, Mézel se note sur la rive droite de l'Asse et Marcoux sur la rive gauche de la Bléone.

Dans le bassin de l'Argens, vers la source, à droite se note Mazaugues; le Marcoux d'Ampus se joint au Meissel de Flayosc sur le Florièye.

L'embouchure de l'Argens à Fréjus se trouve commandée sur sa rive droite, au terroir de Roquebrune par le site de Massel qui domine la côte sous le Lissandre (241 m.) à la pointe de la Garonne.

Cependant, sur ce littoral même qui, dans les derniers temps de la grandeur hellénique de Marseille, était devenu son domaine absolu, on ne relève guère encore que les Michels du Cannet, sur les îles de Lérins à gauche de la Siagne et le sommet du Marsaou (552 m.) vers les confins de Fréjus.



Ayant vu comment Marseille s'est portée sur la Durance, dès le VI^e siècle et comment elle a jalonné la route du Rhône aux Alpes, on peut examiner maintenant comment, de la Durance, elle a gagné l'Isère.

La voie du Rhône aux Alpes, passant le Buëch, côtoie donc la rive droite de la Durance, par Marseille (Saléon) et les Marseillons (Upaix), Michelin (Fouillouse) et la Michelle (Théus). En amont de Fouillouse, sur la rive droite du torrent de Rousines, affluent de la Durance, se détache une voie qui côtoyant les pentes du massif de Séüse et de Charance gagne le Champsaur sans tomber dans le trou de Gap d'où la Luye a tant de peine à sortir et où, avant Tibère, personne ne sentit le besoin de fixer un poste militaire. Sur cette voie se notent la Marcelle de l'Elleautier, le Mazel et le Marcellin de la Freissinouse, les Marcellons des Costes du Laus sous Corréo, au terroir de la Roche-des-Arnauds; les maigres vignes des Marcellons sont les plus élevées de la région. Leur aigre vin blanc, si éloigné du Margaux de la Gironde, du Mercurol des côtes du Rhône et du Mercurey de Bourgogne, a cependant réjoui longtemps le gosier sec des pauvres gens qui le récoltaient.

Après avoir passé le col Bayard, se note Marcellin d'Ancelle et, traversant le Drac, les Micheaux de Chabottes, les Michels du Buissard. Plus haut, les Michelles de Champoléon montrent que la voie du Drac se relie aussi vers l'est à celle de la Durance par le col des Bartes et Réallon ou se trouvent les Michels.

Ainsi, venant soit de Fouillouse soit de Réallon, la voie descend la rive droite du Drac. Sur elle s'appuient les Michelles d'Aspres lès Corps et les Marcoux de la Salle; les dépôts de bronze trouvés à Réallon, à Lauberie de Pénévent et Charbillac, montrent l'antiquité de ce trajet.

La pointe de Marceline (2447 m.) sur la rive gauche de la Bonne et la roche de la Muzelle (3459 m.) qui surplombe

sa rive droite au terroir de Valjouffrey, montrent que, près de là, le commerce de Marseille s'est trouvé attiré dans le Valbonnais.

La voie devait passer le Drac avant Treffort; en effet, c'est désormais sur la rive gauche que se rencontrent les Marceaux d'Avignonet sous Sinard et le pic Michel (1938 m.) sur Saint-Paul de Varcès, entre la Grande Moucherolle, *Mochiroles* (2829 m.) de Château Bernard et la Moucherotte (1906 m.) de Claix. Les Marceaux, *Marcellis*, de Vif accompagnent jusqu'à l'entrée de la plaine la voie qui atteignait la rive gauche de l'Isère au confluent du Drac comme le montrent les Michallons (1050 m.) de Pariset sous Saint Nizier dont le nom complète celui du pic Michel.

Sur cette rive gauche du Drac, dans le bassin de l'Ebron, se notent au surplus les Marceaux de Saint Baudille-et-Pipet, Marcillière de Tréminis et Marcellaire de Lavars.

De cette voie descendant la rive gauche du Drac jusqu'à son confluent avec l'Isère bifurquait un chemin qui devait traverser sur la rive droite entre les Marceaux de Vif et le château Marcelline du Pont de Claix dont le nom complète le *Mischel* de Vaulnaveys le Bas,

Par le plus grand des hasards, un fait récent permet de contrôler sur ce point les indices fournis par la géographie linguistique et il suffit pour cela d'entrer à Grenoble dans le Musée Dauphinois. Ce musée conserve un tronc de chêne antique taillé en dalle assez mince et que M. Hippolyte Müller, conservateur de ce musée, commente ainsi : « en creusant les graviers du Drac pour établir le canal de fuite de l'usine Drac-Romanche, le 23 octobre 1919, l'entreprise Truchetet rencontra à 4 mètres de profondeur des troncs de chêne, taillés en dalles placées en travers du courant d'une rive à l'autre, deux d'entre elles se trouvant côte à côte, de manière à doubler la largeur du chemin auquel sous les eaux de la rivière elles servaient de dallage. A côté de ce passage s'est trouvée une épée de bronze que M. Auguste Bouchayer a recueillie. »

C'est donc un gué : ce gué était pavé de dalles sur les-

quelles passaient chars, bêtes et gens. A en juger par le style de l'épée, ce gué fut ainsi établi vers le X^e siècle avant notre ère et il desservait la voie dès lors existante sur laquelle cinq ou six siècles plus tard est venu se propager le commerce hellénique. Au moyen âge on le connaissait encore. Selon ce que veut bien me dire M. Louis Royer, bibliothécaire de la ville de Grenoble, c'était le gué d'Aiguebelle *gadum de Aquabellâ*, désigné le 23 décembre 1390 sous le mollar de Rochefort, à la limite des mandements de Varcès et de Claix.¹⁵ Quatre mètres d'exhaussement en trois mille ans, cela fait douze ou quinze centimètres par siècle et ce qui domine la surface, en somme, ne varie pas beaucoup pour la fourmilière humaine,

Ce chemin, après avoir ainsi passé le Drac, devait longer le contour de la plaine par Bresson, Poisat et Gières, comme l'indiquent les Marceaux de Gières. Là, il bifurquait pour suivre les deux rives de l'Isère. La carte actuelle indique encore un bac entre le pied de Gières et le terroir de Corenc sur la boucle de l'Isère. Sur la rive droite, le Miséré, *Miseriaco*, de Saint Martin de Miséré, au terroir de Montbonnot, puis Margillan de Barreaux jalonnent la voie en montant. Sur la rive gauche, la voie continue à monter par le Michalin des Adrets, le Michalin de Theys, puis les Michelins de Villard-Léger sur le Gelon. Les mines de fer d'Allevard sont voisines; on n'est donc pas surpris de voir ces noms de petites localités complétés tout autour du bassin du Bréda, par les sommets du Grand Miceau (2682 m.) de l'Aiguille Michel (2719 m.) et du Mouchillon. Le Grand Miceau se rapporte assurément aux mines d'Allevard, l'aiguille Michel peut se motiver par les mines de la Gardette et de Brandes qui sont à l'entrée de l'Oisans.

¹⁵ Analyse des titres produits par Madame la baronne de Crouseilles et au besoin par M. le marquis de Belmont contre les communes de Varcès, Saint-Paul de Varcès et Saint-Giraud, Allières-et-Risset, Vif et Champagnier, in-4° de 32 pp. Grenoble, typ. F. Allier. Mémoire judiciaire signé : Maurice Bouvier, de Ventavon aîné, avocat chargé de plaider, Anthouard, avoué, en appel d'un jugement du 27 mars 1841, p. 9.

Dans le bassin supérieur de l'Isère sur la rive gauche, les Michailles de Landry sur le Ponturin se complètent par Mussillon des Allues. C'est près de là, au sud de Salins, à Fontaine-le-Puits, que M. Hippolyte Müller en 1908, a pu, grâce à M. l'abbé Chavoutier faire connaître une sépulture par inhumation¹⁶ de l'âge du cuivre très précieuse munie d'armes de silex et de cuivre, ornée d'une pendeloque de coquille marine. Cet homme si bien outillé, qui chassait le cerf et le sanglier, était certainement en rapport direct ou indirect avec la mer quand Marseille n'existait pas encore; sa pendeloque le prouve, mais le cuivre qui l'armait devait venir de moins loin que la coquille dont il s'ornait.

Sur l'autre rive de l'Isère, c'est-à-dire à sa droite, fort près du Miséré de Montbonnot, s'est trouvé en 1911, au pré Marguin de la Tronche un pot gris contenant 7 oboles massaliètes, 19 drachmes gauloises dont la tête de cheval s'accompagne de la légende IELIKOVESI, 21 drachmes dont la tête de cheval s'accompagne de KESIOS et 2 drachmes au bouquetin. Ce petit trésor, décrit par M. Hippolyte Müller, remonte à la seconde moitié du III^e siècle avant notre ère.

¹⁶ Hippolyte Müller. L'âge de cuivre dans les Alpes françaises, sépultures énéolitiques de Fontaine-le-Puits (Savoie), Paris, Hôtel des Sociétés savantes, in-8° de 10 pp. (Extrait des comptes rendus de l'Association française pour l'avancement des Sciences. Congrès de Lille, 1909). — Hippolyte Müller. Un petit trésor de monnaies gauloises associées à quelques oboles marseillaises de la Tronche (Isère), in-8° de 9 pp. (Extrait du Bulletin de la Société dauphinoise d'Ethnologie et d'anthropologie, 1913-1919). — Scipion Grac. Des mines d'or du département de l'Isère et en particulier de celle de la Gardette en Oisans (*Revue du Dauphiné, Valence*, L. Borel, 1838, t. III, pp. 31-40). — Héricart de Thury. Exploitations immémoriales des montagnes d'Huez en Oisans (*Journal des Mines*, t. 22, p. 281; *Bull. de la Soc. de Statistique de l'Isère*, t. 2, 1841, pp. 248-273). — Adrien Blanchet. Recherches sur l'influence commerciale de Massalia en Gaule et dans l'Italie septentrionale (Extrait de la *Revue belge de numismatique*, 1913, pp. 291-328 et pl. I, II; reproduit dans *Mémoires et Notes de numismatique*, 2^e série, Paris, A. Picard, 1920, pp. 220-251).



Reste à savoir si la « zone répulsive du Rhône » a intimidé l'activité de Marseille.

A l'ouest des bouches du fleuve sur le terroir de Mauguio, vers Saint-Aunès se trouve Mézoul, entre la Salaison et la Cadoule. Sur la rive droite du Vidourle au nord d'Aigues-Mortes, se présente Marsillargues; de même Massillargues à droite du Gardon d'Anduze, sous Anduze, et encore Massillargues de Gabriac à la source du Gardon de Sainte-Croix vers le Tarnon. Tels sont les abords de la « zone » à l'ouest. Il faut y ajouter sans doute la dent de Marcoule au terroir de Chusclan, dans le confluent de la Cèze sur le Rhône : peut-être aussi Marguailier de Beaucaire en face de Tarascon.

On connaît l'or du Gardon : les seules pièces de ce métal qui aient continué à être frappées du temps de Charlemagne l'ont été à Uzès et probablement avec les paillettes fournies par ce cours d'eau.

Dans l'île de Camargue entre les deux bras du petit et du grand Rhône, entre le marais de la Sigoulette et le grand étang du Valcarés précisément là où l'ancien Rhône sort de cet étang, se trouve une grande maison qui porte le nom de Michel, voisine de la rive occidentale de l'étang où baignent les ruines d'anciennes constructions, d'après la carte du Ministère de l'Intérieur établie à l'échelle du 1/100.000^e. Le canal qui fait écouler les eaux du marais de la Sigoulette dans le Valcarés porte, comme cet édifice, le nom de Canal Michel. Isolé de tout ce qui vient d'être énuméré plus haut, on serait convaincu que ce quartier porte tout simplement le nom de l'un de ses propriétaires et il faut avouer qu'on cherche vainement dans cette région le Michelin dont l'existence plus ou moins voisine confirmerait l'origine hellénique de son vocable. Cependant ce Michel peut bien aider à comprendre pourquoi, sur la rive septentrionale du Valcarés entre le mas de Cabassole et Notre-Dame d'Amour, M. Fernand Benoit a récemment

rencontré beaucoup de tessons antiques, un fond de coupe attique en terre rouge vernissée de noir montrant un éphèbe drapé devant un autel". Ce fragment se trouve daté par M. Edmond Pottier, de la seconde moitié du V^e siècle avant notre ère.

Au sud-est d'Arles, dans la Crau sur Durance, se trouve un autre mas qui porte encore le nom de Michel.¹⁷ Sur le terroir de Fontvieille au nord-est d'Arles se trouvent Michel et Michelet; précisément, près de là, sur le terroir des Baux, s'est trouvé un magnifique casque hellénique, en bronze, de type corinthien, maintenant conservé au château de Lagoy et qui peut remonter au VI^e siècle avant notre ère¹⁸. Sur le terroir contigu de Saint-Rémy, existe aussi un mas de Michel, au quartier de Palerne sans oublier Saint-Pierre et Saint-Paul de Mausole ou de Mausolée, *Mausello* ainsi que Nicolary au quartier des Glacières. Trois autres Michel existent sur les terroirs d'Eyguières, d'Eygalières et d'Orgon. Il s'en trouve encore deux sur les terroirs de Rognonas et de Mézoargues.

Entre Mézoargues et Tarascon, sur la Montagnette, au Pied-de-Bouquet, M. Bout de Charlemont a rencontré un fragment de vase attique à figures noires du VI^e ou du début du V^e siècle.

Si tous ces souvenirs groupés autour du site antique de *Glanon*, c'est-à-dire de Saint-Rémy, représentent le nom

¹⁷ *Fernand Benoit*. Notes et documents d'archéologie arlésienne, antiquités préromaines et gallo-romaines en Camargue (Mémoires de l'Institut historique de Provence, t. V, 1928, 1^{er} et 2^e trimestres, Marseille, 2, rue Sylvabelle, 1928, pp. 96-98 et planche hors texte non chiffrée entre les pp. 96-97, figure 1).

¹⁸ *Cte de Revel du Perron et Mis de Gaucourt*. Etat descriptif de l'arrondissement d'Arles, Dictionnaire topographique, Tome X, Amiens, Alired Caron, 1871, pp. 157.

¹⁹ *Fernand Benoit*. Notes et documents d'archéologie arlésienne : grotte sépulcrale de l'âge du bronze et casque d'importation hellénique aux Baux (Mémoires de l'Institut historique de Provence, tome V, année 1928, 3^e et 4^e trimestres, Marseille, 2, rue Sylvabelle, 1928, pp. 212-214 et planche hors texte non chiffrée entre les pp. 212-213, figure 111). — *G. Vasseur*. L'origine de Marseille, 1914, pp. 180-181 : Pied-de-Bouquet.

de *Massalia*, il faut avouer que le cours inférieur du Rhône n'a rien eu de « répulsif », pour les Phocéens dont le commerce vient y laisser des traces positives dès le premier siècle de la fondation de Marseille.

Saint-Rémy a donné jadis au marquis de Lagoy des monnaies helléniques identiques à celles d'Auriol.

Les rocs d'Arles, d'Avignon et de Valence, qui se suivent en jalonnant la rive gauche du fleuve, habités dès l'aurore des âges, n'ont-ils pas d'ailleurs leur éloquence ?

*
**

Relevons donc les traces de Marseille qui peuvent remonter le Rhône de la Durance à l'Isère.

Partant du Michel de Cavaillon placé au confluent et sur la droite du Calavon, on passe à Font de Michelle, au nord du terroir de Bédarrides sur le confluent de l'Ouvèze, de la Seille et de la Sorgue. De là, on gagne le groupe déjà énuméré qui fait face au confluent de l'Ardèche et qui se trouve sur le trajet de la voie du Lot au Mont Genève. Le principal terme en est Mazelle de Mondragon sur le confluent et à droite du Lez puis la Marseille de Lapalud, au-dessus du confluent du Lauzon.

Avant d'aller plus loin, on ne peut moins faire que de remarquer la particularité commune aux trois sites occupés par ces vocables de Michel, Michelle, Mazelle en remontant le Rhône : tous trois dominant, au nord, un confluent, ceux du Calavon et de la Durance, de la Sorgue et de l'Ouvèze, du Lez et du Rhône. Il en est de même sur l'autre rive du Rhône, pour le site de Marcoule : il domine au nord le confluent de la Cèze et du Rhône. Ainsi l'observation suivante s'adresse aux esprits sans doute nombreux qui auront trouvé jusqu'ici ces recherches bien hasardées et même, disons-le, inquiétantes. Conçoivent-ils clairement trois familles Michel, même établies par trois frères, allant se fixer en ligne droite le long du Rhône, selon un plan commun, mûri sans doute dans le cerveau

de leur père et consistant à venir vivre tous les trois au nord d'un confluent de rivières ? Le premier, sur le Calavon; le deuxième, sur la Sorgue et, le troisième, sur le Lez ? Une telle conception est assurément absurde, son absurdité s'impose, il faut l'espérer aux esprits les plus rétifs.

Cette remarque formulée, il convient de poursuivre le tableau commencé.

De la Marseille de Lapalud on gagne la Berre, au nord de laquelle, par contre, on ne trouve aucun vocable utile, à moins qu'il ne faille considérer Margeries. De la Berre, on arrive au Jabron. Sur le confluent du Roubion et du Jabron à Montélimar ne se trouve pas le vocable attendu, mais seulement un peu plus à l'est sur le terroir de Montboucher, c'est-à-dire au nord du confluent du Vermenon et du Jabron, avec le hameau de Muzel. De là, il semble que la voie s'incline vers le nord-est. En effet, on arrive au Michel de Saou, au nord du confluent du Vèbre et du Roubion. Près de là, le Michalon de Soyans et les Micoulaux de la Roche sur Grane complètent ce site.

Sept mille oboles de Marseille se sont trouvées dans une amphore près de Saint-Gervais.

Traversant la Drôme, sans doute, entre Grane et Alex, la voie se jalonne par Margoulon de Montoisson, les Marceaux de Montmeyran et Marcellas, d'Etoile, les Marceaux de Chabeuil, Marcel et les Marciaux, Michel de Marches.

C'est le moment de dire que 250 oboles de Marseille dont une du coin de Parménide ont été trouvées au sud de Valence, à Chafit le 12 mai 1900; l'obole de Parménide doit remonter au début du IV^e siècle, mais les 110 autres pièces de ce trésor en rabaisent le dépôt au III^e siècle puisqu'elles sont du type IELIKOVESI. Quoi qu'il en soit, les Romains étaient encore loin.

Un second trajet de la voie plus à l'est passe de la Drôme à la Bourne par la Gervanne; il se suit par les Mazelières d'Eygluy et les Marceaux voisins du Cheylard, Merclan de Saint-Julien-en-Quint, Marcel de Léoncel, les Marcells de Saint-Jean-en-Royans, Musselière de Saint-Laurent-en-Royans, Mézelier de Châtelus et les Michalons

de Saint-Martin en Vercors. Ce trajet en remontant la Bourne s'incline donc vers la voie précédemment décrite du Drac.

*
**

L'Isère franchie vers Romans, on note Misery et Michelas de Mercurol en face de Tournon, le crû de l'Hermitage n'est pas loin. On remarque que le confluent de l'Isère se place entre ce Mercurol au nord et le Marcerolle de Valence au sud. Les Michalons de Bathernay et Micolary du Chalon complètent ce groupe important.

Plus à l'est, sur le confluent de la Bourne, Mazèle de Murinais se renforce de Mezelin, affluent du Furand, rive droite au terroir de Saint-Antoine, de Marcollolles, *Massiliola* et de Marcollin. Mazèle et Mézelin au nord du confluent de la Bourne et de l'Isère, comme Michel et Michalon sur celui du Vèbre et du Roubion, voilà sans doute pour quelques personnes difficiles à convaincre deux maisons fondées par la famille Michel dont les autres établissements se sont déjà rencontrés en remontant le Rhône sur les confluent du Calavon, de l'Ouvèze et du Lez, famille décidément dont les membres, toujours obéissant au même plan, deviennent de plus en plus nombreux, malgré les obstacles et les embarras d'une « zone répulsive ».

Plus haut, dans les environs de Vienne, Margillan de Pont-Evêque, entre la Véga et la Gère, complète Mazet, *Mazel* de Communay. Un ruisseau tombe dans le Rhône à Reventin-Vaugris qui, au sud de Vienne, s'appelle le Margiron.

A Tourdan et à Chambalud se sont trouvées des oboles de Marseille avec une monnaie d'Eubée du III^e siècle avant notre ère.

Aux abords du confluent de la Saône et du Rhône, Moncel, *Mocecl*, de Genas se joint au Mésilly de Saint-Bonnet de Mure.

Misérieux, sur la rive gauche de la Saône, s'y place au nord de Trévoux et du Rhône exactement comme Misery, on vient de le voir, sur la rive gauche du Rhône et au nord de l'Isère. Bien mieux, voilà les frères Michels des

esprits incrédules qui nous reviennent. On voit en effet le château de Marcal au terroir de Saint-Jean de Nioist dominer au nord le confluent de l'Ain et du Rhône, exactement comme Mazèle et Mezelin, celui de la Bourne et de l'Isère; Marsolas de Rignieux sur le Toison affluent de l'Ain s'y joint. De même, Marcillieu de Saint-Vulbas sur la rive droite du Rhône.

Dans le bassin du Chérucy ou de la Bourbre sur la rive droite, on note le Michalieu d'Annoisin-Chatelans, le Montchalin, *Mochaillino*, de Courtenay, le Marcolin de Vézeronce et le Marchy, *Marchillo*, de Saint-Chef.

Plus au sud, les Marceaux de Biol et Marcellas de Chassignieu.

Dans le bassin du Guiers, la Micoulaz de Saint-Béron appelle le Mussellin de Saint-Baldoph au sud de Chambéry. On y joint la Michallière de Miribel-les-Echelles et, finalement, dans le bassin de la Fure, affluent de l'Isère, les Marsollières de Saint-Julien de Ratz avec Mézelon de Vourey.

Dans le bassin du Fier, Marcellex de Moye près Rumilly répond à Marcellaz sur l'autre rive et à Marcellettaz de Saint-Sylvestre; de même, à Marcellaz de Saint-Girod près d'Albens. La baie de Grésine dans le lac du Bourget n'est pas loin de cette dernière Marcellaz et l'on sait qu'à Grésine on décorait d'étain les vases précieux. Marceau de Doussard est au sud du lac d'Annecy.

Dans le bassin de l'Arve, Marcellaz placée entre le Menoge et l'Arve s'accompagne à l'ouest du Marsillon de Troiney au sud de Carouge et à l'est de la pointe de Marcelly (2002 m.) sur Taninges, rive droite du Giffre.

Sur les rives du lac Léman entre le Foron d'Arve et le Foron du lac, Machilly et Marcley de Bons paraissent répondre aux Marclaz d'Anthy et de Thonon. Sur l'autre rive un Marcelin se trouve à Morges.

Finalement le Maxilly placé sur la rive droite, à l'est d'Evian paraît se lier au pic de Morclan (1959 m.) placé entre la Durance du Léman et le Rhône du Chablais. En Chablais le Massillon de Choex sur le Vièze à gauche du Rhône et au-dessous, c'est-à-dire au nord, de Saint-Mau-

rice complètera la longue série de ces vocables successifs. Le col du Grand-Saint-Bernard n'est pas loin de ce Massillon et l'on sait quelles traces le commerce antique a laissées en passant par cette porte étroite durant les quatre derniers siècles qui ont précédé notre ère. Les monnaies qui s'y sont retrouvées prouvent que la Grande Grèce placée au sud du Pô n'y venait pas, ni les peuples du Danube, ni ceux de la Garonne. Les échanges s'y faisaient entre les affluents septentrionaux du Pô d'une part et, d'autre part, les bassins du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut, de la Somme, de la Seine, de la Loire, de la Saône, du Rhône et de l'Hérault²⁰. A vrai dire, on tendrait à penser que les monnaies du littoral méditerranéen provenant de l'Hérault et du Rhône n'y sont pas venues directement; ces espèces méridionales ont dû, d'abord, être portées par le commerce en remontant le Rhône jusqu'à la Saône, à la Seine et même plus haut peut-être. Ce sera donc le commerce septentrional qui, après les avoir reçues du sud, les aura échangées par le Grand Saint-Bernard avec les vallées septentrionales du Pô. Toujours est-il que s'est ainsi retrouvée au XIX^e siècle parmi les 418 monnaies étrangères à Rome dont on possède la description, avec deux bronzes qui datent des derniers temps de Marseille une hémiobole d'argent présentant la tête d'Apollon et dans la roue solaire du revers les lettres M A, du poids de 0 gr. 30. Les auteurs de cette description font remarquer que d'autres exemplaires s'en sont rencontrés en Suisse. Voilà bien la preuve donnée par la numismatique elle-même que, dès l'époque antérieure à celle où Rome traversa les Alpes, le commerce de Marseille était en rapport par le Rhône et la Saône avec le Rhin et la Meuse. M. Adrien Blanchet rappelle que les oboles de Syracuse portant au revers la roue accostée des lettres SVRA ont été émises à l'époque de Gélon, vers 485-478

²⁰ *Federico von Duhn ed Ermanno Ferrero. Le monete galliche del medagliere dell' ospizio del Gran san Bernardo descritte. Torino. Carlo Clausen, libraio della R. Accademia delle Scienze, 1891, in-4° de 60 pp. et 2 planches hors texte (Estratto dalle Memorie della R. Accademia delle Scienze di Torino, série II, tome XLI, pp. 331-333).*

avant notre ère et il estime ²¹ que l'obole massaliète a dû être imitée du type de Syracuse vers le milieu du V^e siècle avant notre ère, d'abord avec la légende *Lakudon*, puis avec la lettre M. au revers et, finalement, avec la tête d'Apollon accompagnée dans les rayons de la roue des lettres M.A. La frappe des oboles a continué sans doute quand fut créée la drachme de poids ionien vers le début du IV^e siècle avec la légende *Massa* et au type de la tête d'Artémis. Le type du buste d'Artémis avec la légende complète *Massalieton* est d'un poids plus faible répondant à celui du Victoriat romain et ne peut, par conséquent, être antérieur à l'an 217 avant notre ère.

L'obole au profit d'Apollon et la première drachme d'Artémis sont d'un style splendide; on y voit cette « immortelle beauté » des types de Sicile que le nord de l'occident n'a jamais atteinte, que la France elle-même, cependant si plaisante et si douce, n'a jamais eue ni sous Saint-Louis, ni sous Henri II, ni sous XIV, encore moins maintenant. Quelques-unes de ces oboles massaliètes sont signées de Parménide lui-même dont le nom figure sur des tétradrachmes de Syracuse aussi bien que sur des pièces de Naples et de Thurium. ²²

Leur style excellent indique qu'on peut les dater de 425 à 375 avant notre ère.

Cette influence directe et intime de Syracuse sur Marseille aide à comprendre pourquoi, non loin de Syracuse, se rencontre le Marcellino.

²¹ *Adrien Blanchet*. L'influence de la Sicile sur Massalia (Recueil de Mémoires publié par la Société nationale des Antiquaires de France à l'occasion de son centenaire, 1904, pp. 65-71 reproduit dans *Mémoires et notes de numismatique*, Paris, Ernest Leroux, Rollin et Feuermann, 1909, pp. 141-149).

Adrien Blanchet. Traité des monnaies gauloises, première partie. Paris, Ernest Leroux, 1905, pp. 226-238.

²² *Cte de Clarac*. Catalogue des artistes de l'antiquité jusqu'à la fin du VI^e siècle de notre ère avec les statues mosaïques, pierres gravées, vases peints, etc., portant les noms de artistes et les musées et collections particulières qui les possèdent. Troisième partie. Paris, Jules Renouard, 1849, pp. 165, 238.

M. Blanchet énumère les imitations faites des drachmes les plus anciennes de Marseille : on en a trouvé à Bridier de la Souterraine, dans la Creuse, et on en a fait en Italie, soit à Bergame, soit dans le Milanais, soit à Verceil. Comment ces imitations auraient-elles été possibles si Marseille avait attendu Rome pour remonter le Rhône et la Saône. Elles prouvent que le commerce hellénique de Marseille dominait le nord de l'Italie dès le milieu du IV^e siècle avant notre ère, sinon plus tôt, et, pour gagner les affluents septentrionaux du Pô, le commerce marseillais n'allait assurément par passer par le Grand Saint-Bernard : il y parvenait par la Durance et le Mont-Genèvre.

C'est Marseille qui a répandu dans les Gaules entières le statère d'or de Philippe II roi de Macédoine (359-336), père du grand Alexandre, dont deux exemplaires se sont retrouvés, l'un dans l'Hérault, l'autre dans la Creuse, à proximité des mines que surveillait le commerce marseillais. Si toutes les Gaules l'ont imité depuis l'Armorique jusqu'en Helvétie en passant par la Belgique et le Berry, c'est que le commerce massaliète dominait le nord-ouest de l'Europe.

Vouloir que Marseille ait attendu Rome pour remonter la Saône et pour franchir les Alpes, c'est nier l'évidence des faits les plus clairs ; les Gaules sont couvertes, pour ainsi dire, du nom de Marseille. Il faudrait un volume pour en relever toutes les expressions : celles qui précèdent paraissent suffire aux méditations de l'Académie delphinale dont les regards ne se portent guère d'ordinaire plus loin.

Renonçons donc à gagner, d'une étape à l'autre, Marseille-le-Petit, placé au delà de Beauvais entre la Béthume, *Tellas* et le Therain, *Thara*, sur l'une des voies fluviales primitives. Il suffit de dire que le Therain mène à l'Oise, l'Oise à la Seine, la Seine à l'Yonne, l'Yonne à l'Armançon, l'Armançon à la Brenne et la Brenne à l'Oise, c'est-à-dire au site célèbre d'Alise connu de Melkarth. De l'autre côté du seuil de Saint-Seine, l'Ignon mène à la Tille et la Tille à la Saône, c'est-à-dire à la « zone répulsive »

du Rhône. Melkarth avait peut-être encore passé de la Seine à la Saône par la voie primitive qui empruntait le trajet de l'Ose à l'Ouche : cependant Marseille n'en est pas loin. D'un côté, Marcilly sur Tille, au nord de Dijon, mène de la Saône au seuil ; de l'autre, Marcilly-Dracy sur la Brenne est au sud d'Alise.

Marseille ne s'est pas bornée, d'ailleurs, à gagner ainsi la Seine par la Saône : elle a remonté la Saône elle-même, comme l'indique Maxilly-sur-Saône, sur la rive droite, au nord de Pontailler, et Margilley près Champlitte sur le Saôlon. Par le fait, quatre amphores du V^e siècle se sont trouvées à Mantoche, au nord de Maxilly, de l'autre côté de la Vingeanne et, de même, au confluent du Saôlon, dans un tumulus de Mercey-sur-Saône, s'est rencontrée une amphore hellénique du V^e siècle²⁸.

Près Mouchard, à Salins, entre la Loire et l'Ain, M. Piroutet a rencontré, avec du bronze, du fer et de l'ambre, de la 3^e phase de Hallstatt plusieurs tessons helléniques à figures noires de la seconde moitié du VI^e siècle et à figures rouges du début du V^e. A Conliège, près Lons-le-Saunier, s'est trouvée encore une amphore en bronze à deux anses.

Regagnons Marseille par la rive droite du Rhône pour voir, d'un rapide coup d'œil, si cette rive sera plus « répulsive » que l'autre.

Sur la rive droite de la Saône et de l'Azergues, au nord de Lyon, se voit Marcilly d'Azergues.

Morzelas de Malleval est voisin de Saint-Pierre de Bœuf au nord de Serrières.

Les paillettes d'or et d'argent du Rhône se recueillaient encore au XVIII^e siècle principalement sur la rive de Saint-Pierre-de-Bœuf. Elles étaient de la grosseur d'un grain de millet et, même, d'une lentille ; leur titre était des 5/6 de fin avec, au surplus, 1/6 d'argent et de cuivre. On en trouvait depuis l'Arve jusqu'à l'Isère.

Misery de Cheminas, comme Marzillac d'Etables, comme

²⁸ G. Vasseur. *L'origine de Marseille*, 1914, pp. 197, 165-168, 186.

Marcel de Nozières, se joint à Saint-Jean de Muzols sur le confluent du Doux avec le Rhône. Il faut, sur l'autre rive, au sud, y ajouter Marcoux de Tournon.

Marcale de Saint-Péray fait face à Valence.

Sur le confluent de l'Erieux ne se voit rien sauf Saint-Marcel de Crussol en qui, jusqu'à preuve du contraire, doit se vénérer un saint et non pas le nom de Marseille : cependant, il semble bien que le nom de ce saint se trouve un peu trop souvent là où on s'attendrait plutôt à voir celui de la métropole commerciale des Gaules. L'Erieux en tout cas, ou le Doux, semble avoir conduit Marseille du Rhône à la Loire par la Laussonne, si l'on en juge par les Michelons de Saint-Prix, Marsal de Chanéac, Mézilhac, Marcols, Mazel de Gluiras et Mazel de Saint Joseph des Banes. La liaison se fait par la Marceline d'Estables.

Sur le confluent de l'Ardèche comme sur celui de l'Erieux, le même mystère se reproduit, on trouve Saint-Marcel d'Ardèche et, sur son terroir, le hameau de Nigoulins. Sur la Cèze se reconnaît la dent de Marcoule.

Le confluent du Gard ne donne rien. A l'ouest de Saint-Gilles sous le confluent de deux ruisseaux, celui des Crottes et celui de l'Agan, qui réunis vont tomber dans le marais de Saint-André et, par suite, dans l'étang de Scamandre se voit Thélène où l'on pourrait reconnaître le site de l'antique établissement de *Theline*.

En somme, la rive droite du Rhône paraît avoir été beaucoup moins suivie que la rive gauche par le commerce marseillais ; il en occupe cependant les points qui lui étaient utiles.



Voilà l'ensemble des indices qu'il importait de rassembler pour montrer l'activité dominante de Marseille dans les Gaules. On la voit s'établir à proximité de toutes les mines produisant un métal quelconque, cuivre, étain ou fer. Autour de ses comptoirs s'étendent les pampres de la vigne. On retrouve, par le souvenir de son nom, le tracé

précis des voies qu'elle suivait pour atteindre ce qu'elle cherchait.

Fondée en 599 et renforcée en 542 par Phocée, sur un site fréquenté dès 650 par les navigateurs helléniques d'Asie, les petits peuples de Ligurie, qui étaient ses voisins immédiats, ne paraissent pas avoir eu jamais beaucoup de sympathie pour elle et, en effet, de l'enquête qui précède résulte le fait que le massif alpin du sud-est occupé par le bassin du Var et, même, par celui du Verdon ne garde qu'un petit nombre de traces massaliètes; de même, le massif des Maures et le bassin du Gapeau. Par contre, sur la rive droite de la Durance où Marseille avait pris pied dès le VI^e siècle, dans la vallée du Rhône et dans la vallée du Drac jusqu'au massif d'Allevard, le commerce de Marseille a évidemment dominé tout aussi bien que dans le reste des Gaules. La haute vallée de la Drôme, domaine des Voconces et le val d'Olle restent, semble-t-il, étrangers à Marseille.

Héritière des Phéniciens, Marseille eut deux alliés successifs dont elle usa largement : d'abord, les Gaulois qui possédaient les mines dont elle avait besoin, puis Rome. Dès l'an 395 avant notre ère, on voit Rome déposer dans le trésor que Marseille avait à Delphes les offrandes dont le Sénat fait hommage à Apollon à la suite de la prise de Veïes. Marseille dans les Gaules eût dû s'en tenir à l'amitié des Gaulois; elle ne vit pas l'imprudence qu'elle faisait en y appelant Rome à son secours. En 153, les armes de cette trop grande alliée viennent battre les petits peuples des *Deciates* et des *Orybii*; en 124, elles reviennent triompher des *Salluvii*; en 121, Rome chasse les Ligures définitivement des rivages entre l'Italie et Marseille; celle-ci reçoit toutes les côtes de ce littoral sur une profondeur de 8 stades (1520 m.) et même de 12 stades (2280 m.) partout où existe un port. Mais le camp permanent d'Aix se trouve fondé pour servir de couverture à la félicité des Marseillais. Désormais, Marseille est perdue. Elle eût mieux fait d'assurer sa police elle-même; mais, pour cela, il eût fallu se battre, ce qui est toujours dur, surtout pour des gens

d'esprit fin, cultivés et riches. D'instinct, ils s'assurent des auxiliaires instruits à tous les jeux de main qui sont, on le sait, jeux de vilains et, à ces barbares, par surcroît ils confient leur épée pour veiller sur la cité.

Finalement, les barbares armés deviennent leurs maîtres. Quand les Arvernes et les Allobroges à leur tour, inquiets de ce voisinage nouveau, sont battus, la colonie de Narbonne se trouve fondée pour renforcer Aix en 117. Marius en 101 écrasera sur un petit cours d'eau, le *Caenus* des *Caeniketes*, les Cimbres et les Teutons. Enfin vient César : il écrase Marseille en 49, ou tout au moins l'enferme dans son port et la remplace à l'extérieur par Arles sur le Rhône pour mettre le point final à la conquête romaine des Gaules.

Dire que toutes les traces laissées par Marseille, entre le Rhône et les Alpes, surtout au nord de la Durance, se sont trouvées établies de 121 à 49 avant l'ère actuelle, cela heurte les possibilités de l'activité humaine. Un tel réseau nécessite plusieurs siècles d'application.

Au point de vue l'inguistique, la série Masseilles, Meizel, Michel, Mesouilles, Michouilles, Mezelaç, Miseré, Misery, paraît être évidemment antérieure à la série Marseille, Marcillac, Marcilly. En se reportant au tracé topographique, on pense donc, par exemple, que le point de départ de la voie du Rhône aux Alpes selon le trajet du Lez que jalonnent Mazelle, Michel est antérieur au trajet parallèle du Lauzon marqué par les vocables de Marseille et Marcel. De combien au juste, on ne peut assurément le dire. La série Marseille et Marsillac n'a pris tout son aspect actuel qu'à dater de l'époque médiévale : *Massiliola* suffit à le prouver, puisque Marcilloles n'en est pas dérivé plus tôt. Dans l'antiquité, *Massalia* s'est déformée seulement en *Massilia*, d'où les trois expressions adjectives *Massiliensis*, *Massilioticus* et *Massilitanus*.

La forme primitive de *Massalia* et de son adjectif *Massaliotes* se maintient sur les drachmes de la cité jusqu'au II^e siècle avant notre ère puisque les émissions de poids réduit dérivées du victoriat vers l'an 200 l'emploient encore.

Cependant Plaute (254-184), vers 190, et Cicéron à son tour (106-43) emploient l'adjectif *Massiliensis*.

César (100-44) après eux ne connaît que *Massilia* et Martial emploiera *Massilitanus*.

On pourrait conclure que la série Masseilles, Meizel, Michel, Mésoulles, Michouilles, Mezelac, Miséré, Misery, Massillon, s'est établie dans les Gaules sur la base de la forme primitive *Massalia*. La série Marseille, Marcel, Marcillac, Marçilly, Marcellons, dépendrait donc de la forme dérivée *Massilia* qui, même à Marseille sans doute, s'est formée dans la langue populaire avant que le Romain Plaute ait pu la recueillir.

Michel peut provenir d'une forme locale *Missalia* intermédiaire entre *Massalia* et *Massilia*.

Finalement, pourra objecter quelque érudit, que deviennent dans tout cela les *Massylii* de Numidie ? N'y eut-il pas aussi quelque part dans l'Arabie heureuse une ville du nom de *Massala* ? Ces deux termes sont-ils, eux-aussi, un reflet de Marseille ? Cela serait bien surprenant.

Les *Massylii* étant plus ou moins voisins des *Salassii* ou *Salamysii* qui résidaient dans la contrée des *Salinae Tubunenses*, *Massalia* elle, fut fondée dans le voisinage des *Salluvii* ou *Salyes* ou *Salyi* dont le nom pourrait se retrouver dans celui des localités provençales de Solhès. On fait d'ailleurs aussi, depuis longtemps, du sel sur le littoral à partir du Rhône jusqu'aux îles d'Hyères. Faut-il voir, dans le nom des *Salamysii* et des *Massylii* de Numidie, quelque rapport avec celui du sel des *Salinae Tubunenses* ? Dans ce cas il en faudrait voir un pareil dans celui de *Massalia* et de ses voisins les *Salyi* avec le sel des salines primitives de Provence. Ce n'est là, certainement, qu'une conjecture ; mais on a fait déjà beaucoup de suppositions, et quelquefois de bien mauvaises, sur le sens du nom de Marseille : celle-ci en est une de plus, voilà tout ²².

²² Le « sel » qui est surtout nécessaire pour la nourriture végétale a un nom : lat. *sal* (*salis*) ombr., *salu*, *saïem*, irl. *salann* got. *salt*, v. pruss. *sal*, lette. *sals* arm. *al* et *altkh*, gr. *als*, tokharien B *salyi*.

Le sel écarté, resterait toujours le voisinage primitif, en Afrique, des *Massyni* et des *Salassii* ou *Salamysii*, en Ligurie de *Massalia* et des *Salyi* ou *Salluvii*.

*
**.

Voilà donc où la lecture de deux discours académiques peut conduire la rêverie d'un homme qui n'en prononça jamais, qui n'en lut que fort peu, qui sans doute aussi n'en lira plus guère, mais dont les yeux se promènent volontiers sur la surface de la terre pour en sonder les plis et replis.

Suivre les vues de ses récipiendaires, au risque de ne pouvoir les partager toutes, c'est rendre encore hommage à la vieille dame de Grenoble.

Manteyer, 30 avril - 6 mai 1928,

3-4, 11, 16-18 mars 1929.

M.

Ce nom ne se retrouve pas en indo-iranien, langue où manque aussi la racine indo-européenne qui signifie labourer (*A. Meillet*, Introduction à l'étude comparative des langues indo-européennes, quatrième édition revue et corrigée, Paris, Hachette, 1915, pp. 386-387). Quant à l'expression indo-européenne *medhios*, elle donne en sanskrit *madhyas*, en grec homérique *messos*, en latin *medius*, en gaulois *medio*, en gotique *midja*, en vieux slave *mezda* « frontière » (*K Brugmann*, Abrégé de grammaire comparée des langues indo-européennes, Paris, C. Klincksieck, 1905, p. 96), *Massalia* pourrait donc répondre au grec primitif *Meys-als* sur le terroir des *Salyes*.



La Vie dans la montagne de Séuse

DU XIV^{ème} AU XVI^{ème} SIÈCLE

PAR M^{lle} TH. SCLAFERT

Entre le Bochaine et le Champsaur se dresse le massif calcaire du Dévoluy qui semble expirer au sud, sur la rive droite du petit Buëch. En réalité, les mêmes formations se retrouvent de l'autre côté du torrent où elles s'émiettent en massifs de Séuse, d'Aujourd et de Saint-Genis. Il y a donc là, entre Drac et Durance, une assez vaste unité orographique qui se trouve coupée en deux par le petit Buëch. L'orientation est-ouest de la partie moyenne de cette vallée en fait la suite naturelle de la vallée moyenne de la Luye à travers le seuil très aisé de la Freissinouse; c'est là que passe la route de Gap vers Die, Sisteron et Grenoble.

Au Moyen Age, la vallée du petit Buëch se partageait entre plusieurs seigneuries. Dans le bassin supérieur du torrent, le chapitre de Gap possédait les territoires de Rabou et de Chaudun, les Flotte étaient maîtres de La Roche-des-Arnauds, les barons de Montmaur étendaient leur domination sur le Dévoluy et Glandage, les barons d'Oze sur les vallées d'Oze et de Vitrolles, le territoire de Manteyer et la montagne de Séuse.

Dans ces petites unités très voisines, la vie présentait

¹ Nous adoptons l'orthographe Séuse qui se trouve dans tous les textes anciens et qui est plus conforme que la graphie moderne Céuse au nom de *Segusia* que portait cette montagne pendant tout le Moyen-Age.

beaucoup de traits communs. Mais on ne doit pas oublier qu'en pays de montagne une différence dans l'exposition ou les formes du relief, la proximité d'une route et, au Moyen Age, les dispositions même d'un seigneur à l'égard de ses hommes suffisent pour modifier, d'une localité à une autre, les conditions de la vie économique et sociale. Aussi, s'il est intéressant de noter les caractères qui reparaissent dans les diverses agglomérations d'une même vallée, il est non moins attachant de marquer les traits qui donnèrent à quelques-unes d'entre elles une véritable originalité. L'évocation de ces caractères dans toute leur vivante précision exige une abondance de textes que les fonds d'archives publics n'offrent pas toujours. Par bonheur, quelques anciennes seigneuries ont pieusement conservé leurs archives personnelles et, dans la vallée du petit Buëch, celle de Manteyer a eu précisément cette bonne fortune. La riche variété des documents qu'elle possède permet d'étudier, au cours du XIV^e, du XV^e et du XVI^e siècles le passé économique du massif montagneux qui le constituait¹.

Après avoir été unie aux vallées d'Oze et de Vitrolles, la seigneurie de Manteyer se réduisit à la montagne de Séuse avec Manteyer, le territoire de La Freissinouse et la seigneurie du Désert. C'était une de ces petites cellules seigneuriales, si nombreuses dans les Alpes du sud, composées d'un tronçon de vallée et plus étroitement dépendantes de la montagne que de la plaine.

¹ Cette étude n'a pu être faite que grâce à l'extrême obligeance de M. Georges de Manteyer, archiviste des Hautes-Alpes, qui a bien voulu nous ouvrir les archives de sa maison, et qui, avec une générosité spontanée nous a communiqué des textes qu'il avait lui-même transcrits. Nous le prions d'accepter le témoignage de notre vive gratitude.



LA MONTAGNE DE SEUSE

Le voyageur qui parcourt la ligne de Veynes vers Briançon ne manque pas d'être frappé, dès qu'il a dépassé Montmaur, par la différence d'aspect que présentent les montagnes qui enserrent la vallée. Sur le versant du midi, le Dévoluy dresse, avec le pic de Bure, à une altitude de 2700 mètres, des cimes d'une complète nudité, sur le versant nord, au contraire, Séuse élève à plus de 2000 mètres, sa blanche corniche au-dessus d'une sombre ceinture de forêts. Les hameaux de Manteyer, établis sur les dernières pentes de Séuse, se trouvent ainsi, en plein nord, à une altitude d'environ 1000 mètres. Cette exposition fait de Manteyer un site froid et, tandis que sur le versant opposé à La Roche ou à Montmaur, le soleil éclaire longuement les pentes et y mûrit la vigne, à Manteyer, même aux plus longs jours, la nuit vient vite et, dans les mauvais mois, d'hiver, on voit la lumière à peine quelques heures. C'est ce que les populations du Moyen Âge, avec leur exagération coutumière, exprimaient en disant qu'elles étaient privées de soleil pendant trois mois de l'année¹.

Mais quoiqu'il soit un village de montagne, Manteyer garde un horizon très ouvert sur toute la vallée de la Freissinouse à Montmaur et, s'il est un peu à l'écart de la grande route qui conduit actuellement de Veynes à Briançon, il reste très voisin de Gap dont il est séparé par une dizaine de kilomètres. Manteyer présente donc un caractère spécial, c'est un village de montagne, mais un village proche d'une grosse agglomération avec laquelle il peut entretenir des relations faciles ; ces deux traits ont dominé sa vie économique pendant toute son histoire.

Ce n'est que depuis une date assez récente, impossible à

¹ Sol per tres menses in anno non radiat. Arch. Isère B. 2751 f 167-169 (1458).

fixer faute de textes, que Manteyer s'étale sur les pentes extrêmes de Séuse et que le château, isolé derrière ses bois, tourne le dos à la route, comme s'il se désintéressait de ce qui se passe dans la vallée, Primitivement, le château et le village étaient accrochés au flanc même de Séuse, à peu près à mi-hauteur. Les fondateurs avaient cherché là un site de défense et de vigie permettant d'embrasser du regard la vallée et les chemins mais, comme il faut vivre en même temps que se défendre, Séuse les avait attirés par la richesse de ses pâturages et de ses bois.

A une date qu'on ignore, vraisemblablement au XIV^e siècle, château et village furent emportés. Les causes de la catastrophe ne sont pas indiquées dans les textes, mais il est facile de les imaginer. Les « ruines » qui se détachaient de la corniche de Séuse et roulaient sur les pentes, les neiges qui se précipitaient en avalanches, les eaux qui bondissaient, furieuses, au moment des orages, représentaient un danger permanent et vouèrent à une perte certaine la petite agglomération qui n'avait pas craint leur voisinage.

En 1499, dans une transaction avec leur seigneur Gaspard de Varey, les habitants rappellent que le château et l'ancien village sont si complètement détruits qu'on n'en peut guère parler que pour mémoire⁴. Pourtant quelques pans de murailles subsistaient encore et on avait utilisé ses ruines pour y appuyer quelques constructions nouvelles. C'est là, en effet, que les habitants de Manteyer avaient, soit en particulier, soit en commun, la plupart de leurs maisons forestières⁵.

Contraints d'abandonner leur séjour primitif et en quête d'un emplacement plus sûr, le seigneur et les populations restèrent fidèles à la montagne qui les chassait. C'est que, plus encore que les champs qui entre Pelleautier et la

⁴ *Actento quod funditus ipsum fortaliciu ruynatum est et corruit ad yma et propterea inhabitabilis est quod amplius non fiat mentio nec sermo de ipso reductu.* Arch. Htes-Alpes E. 256, transcrit et communiqué par M. G. de Manteyer.

⁵ *Loco ipsius reductus et castri antiqui habeantur domus foresterie ipsius loci et mandamenti tant conjunctim quam separatim.* *Ibid.*

Roche constituaient son terroir, Séuse était la véritable source de vie du pays. Pour le paysan, Manteyer se résu-
 mait presque dans Séuse. Là, se trouvaient les forêts où
 il prenait le bois pour bâtir et se chauffer, les clairières où
 il établissait ses charbonnières, les sources fraîches (ruis-
 seaux de Crebacor, de la Ville, de Revendrant) où s'abreu-
 vaient ses troupeaux, les pâturages où l'herbe rajeunissait
 sans travail. La montagne s'associait à presque tous les
 actes de la vie quotidienne ; c'est vers elle qu'on se tournait
 pour savoir s'il fallait suspendre ou précipiter les travaux
 de la terre. Quand les nuages, flottant lentement sur Séuse,
 commençaient à se poser sur elle, le paysan du Moyen Age
 disait ce que répète le paysan d'aujourd'hui :

Quand Séuse à son manteau
 Pluie ou vent viendront bientôt.

Enfin, c'est sur Séuse que se trouvait la source de *Vi-
 teterne*, dont le nom évoque à la pensée les premiers siècles
 du christianisme. C'est dans ses eaux purificatrices que les
 habitants de Manteyer vinrent chercher, avec le baptême,
 la promesse d'un salut éternel, *vitam eternam*. C'est là,
 peut-être, que furent prononcées les premières paroles
 d'édification et que vinrent s'éteindre les dernières ardeurs
 du paganisme. La montagne semble ainsi avoir été liée à
 toutes les aspirations religieuses et morales de la popula-
 tion, si différentes qu'aient pu être, à travers les siècles,
 les formes de leur manifestation. Mais les souvenirs de ce
 passé religieux, sans doute effacés dès le milieu du Moyen
 Age, ne subsistent plus aujourd'hui que dans le nom seul
 de *Vitêterne*, dont M. de Manteyer a déterminé la vérita-
 ble signification⁶.

Pas plus que la population paysanne, les seigneurs ne se
 séparèrent de la montagne. Ils établirent le nouveau châ-

⁶ Le Vitaterne d'Omlèze (Drôme) se rapproche du Vitêterne de
 Manteyer : ils rappellent tous deux la *Vitam aeternam* que le chrétien
 s'assure par l'eau du baptême. — Georges de Manteyer. *Les Origines
 chrétiennes de la 11^e Narbonnaise, des Alpes Maritimes et de la Vien-
 noise*, 364-483. Gap, 1924, p. 397, note 184.

teau en face d'elle, pour en exploiter plus aisément les ressources et aussi pour les mieux défendre. Séuse, en effet, tint toujours une grande place dans leur pensée et il est curieux de voir que, même aux jours de détresse financière, ils eurent le souci de respecter l'intégrité de la montagne.

A la fin du XIV^e siècle, en 1394, Jacqueline de Roquefeuil, dame de Manteyer, pour acquitter les dettes que laissait son mari, arrenta tout son domaine pendant trois ans. Mais, en son nom et au nom de son fils Georges Augier, dont elle était tutrice, elle se réserva la forêt de la Sapie, située à l'intérieur du massif de Séuse, et interdit au fermier, noble Berthet Duc, d'y couper une seule pièce de bois *ita quod dictus nobilis de dicto nemore nichil reciperet*¹. Le domaine tout entier fut loué 400 florins d'or seulement, mais la dame de Manteyer préféra se priver d'un plus gros revenu que d'exposer les bois de Séuse à des déprédations qu'elle eût été impuissante à réparer.

La vieillesse venue, quand sonnait l'heure des décisions graves, Séuse fut souvent, pour les seigneurs de Manteyer, l'objet de leurs dernières préoccupations. Qu'on ouvre le testament de Jean de Varey, daté du 24 février 1540, et on y trouve nettement exprimée son inquiétude de laisser son domaine à des héritiers qui, courant au profit immédiat, n'hésiteraient peut-être pas à charger la montagne d'une quantité excessive de bêtes à laine au risque d'en compromettre à jamais les forêts et les herbages; et on le voit, par des dispositions précises, éclairer l'inexpérience de ses successeurs, allant jusqu'à armer la population contre leur inintelligente cupidité au cas où ils mépriseraient ses conseils².

Si, quittant le versant nord de Séuse, on se tourne vers

¹ Item, domina Jacoba et nobilis Georgius Augerii retinuerunt et ad manus suas nemus saporum territorii dicti loci de Mantheer'o duntaxat, ita quod dictus nobilis Bertetus de dicto nemore nichil recipere debet. Arch. H.-A., E 251 : 11 juillet 1394. Transcrit et communiqué par M. G. de Manteyer.

² Arch. château de Manteyer. Testament de Jean de Varey, 24 février 1540.

le village du Désert, bâti sur le versant sud, dans une position à peu près symétrique de celle de Manteyer, on voit encore la place que tenait la montagne dans la vie économique du pays. Vers 1460, les habitants, adressant une requête à Marguerite Augier, dame de Manteyer et du Désert déclaraient que leur terroir maigre et sec ne donnait que de pauvres récoltes, que la vie y serait impossible s'ils n'avaient les herbages de Séuse, et pour bien se faire entendre de Marguerite Augier ils ajoutaient que les pâturages de Séuse étaient aussi indispensables à l'existence des gens du Désert qu'à la vie des habitants de Manteyer.

Bois et pâturages, voilà en effet, la grande richesse de Séuse, richesse d'autant plus précieuse qu'elle était toujours fidèle, à condition qu'on sût intelligemment l'exploiter.



LES FORETS DE SEUSE ET LEUR EXPLOITATION AU MOYEN-AGE

Il est probable que, jusqu'à la fin du XII^e siècle, les forêts qui couvraient les pentes de Séuse étaient si robustes et si étendues, que les populations en usèrent avec la plus grande liberté. Mais, dès le milieu du XIII^e siècle, on voit poindre le souci de définir les droits d'usage et d'imposer des restrictions. Quand, en 1283, Jean de Rosans, qui possédait une partie de la seigneurie de Manteyer, ouvrit la forêt de Combe Noire aux Chartreusines de Bertaud, il spécifia que les religieuses y prendraient seulement le bois de chauffage nécessaire pour leur grange de Quint^{*}.

Quelques années plus tard, en 1309, des querelles s'élevèrent entre Pierre Reynier, seigneur de Manteyer, et l'évêque de Gap, au sujet de l'interprétation d'une transac-

* ... Boschayragium in nemore de Comba Neira ad chalfagium domus de Quinto... tantum. — Abbé Paul Guillaume, *Les Chartes de Notre Dame de Bertaud*, p. 122.

tion récente par laquelle le prédécesseur de Pierre avait cédé à l'évêque Othon la moitié de la haute seigneurie de Manteyer. Les arbitres reconnurent bien que, d'après les termes de la transaction, le seigneur de Manteyer était tenu, à l'égard de l'évêque à des devoirs sévères. Mais quand ils en vinrent à la clause des bois, ils déclarèrent qu'en dépit de ses prétentions, l'évêque possédait à Manteyer exclusivement le droit de bûcherage et qu'il ne pouvait couper ni sapins, ni chênes, ni arbres propres à la construction, de quelque essence qu'ils fussent¹⁰.

Ainsi dès le milieu du XIII^e siècle, les seigneurs de Manteyer affirmaient leur volonté de ne pas laisser au hasard l'usage des forêts de Séuse et, pendant trois siècles, ils restèrent fidèles à cette politique, s'efforçant de restreindre les exigences des populations tout en respectant leurs besoins et leurs droits.

Parmi les bois de Séuse, les uns appartenaient exclusivement au seigneur comme la fameuse sapie dont, on l'a vu, Jacqueline de Roquefeuil poursuivie par ses créanciers n'avait pas voulu se séparer, les autres, sans doute en vertu de coutumes anciennes qui ne furent jamais bien définies, étaient communs entre le seigneur et les habitants.

De bonne heure, le seigneur mit en défens ses propres forêts. Il fit crier dans les localités de Manteyer, du Désert, de Pelleautier, qu'il défendait d'y prendre, sans son autorisation, soit du bois à bâtir, soit du bois de chauffage. Mais la lecture des condamnations prononcées aux assises de Manteyer aux époques les plus diverses (1361, 1447, 1459) montre bien que les habitants, dociles surtout à leurs besoins, ne se laissaient ni arrêter par les défenses, ni effrayer par les châtiments.

En 1361, Vison Autard, du Désert, qui avait été pris

¹⁰ « Super eo quod dicitur quod dominus episcopus possit bosayrare sui abstineant scindere sapos quercos et arbores fructiferos », l'avis des arbitres est que « ab illis sapis et quercoribus debeant abstinere de quibus possint fieri trabes ad edificandum domos vel utiles cabrioni. 25 octobre 1309. — Arch. château de Manteyer.

emportant chez lui du bois tiré des forêts du seigneur, *contra inhihicionem voce preconia factam in loco de Manteycrio de non lignayrando scu boychayrando, in nemore predicto* " fut condamné à une amende de vingt sous. Il est bien évident que le cas de Vison Autard n'était pas isolé, car, dans les années qui suivirent, les menaces devinrent plus sévères et les peines plus graves. Le crieur proclama, au nom du seigneur, que tous les contrevenants auraient leur bête confisquée et seraient punis d'une amende de cent francs d'or. Malgré cela, aux assises de 1447,¹¹ Jacques Martin, fustier (charpentier), de Manteyer, déclara qu'il avait vendu à Etienne Pèleguin, de Pelleautier, trente-six chevrons de hêtre pour construire une maison, et il avoua que ce n'était pas la première fois. En 1459,¹² de nombreux coupables comparurent devant le juge. Parmi eux, était Marin Janselme accusé d'avoir pris du bois vert et du bois sec, Giraud Galice qui avait, bien souvent, *pluribus vicibus*, soit lui-même soit par la main de ses serviteurs, coupe de grandes quantités de bois, *quamplurima ligna*, affirmait, avec un air de bonne foi dont personne ne fut dupe, qu'il ignorait absolument que les bois fussent en défens. De son côté, Pierre Ysoard était entré dans le bois noir avec ses bœufs et y avait pris tout ce qu'il pouvait emporter. Mais, comme il n'était pas le seul, il dit ironiquement au juge qu'il s'étonnait de ne pas voir devant le tribunal les autres paysans de Manteyer qui s'étaient trouvés avec lui dans la forêt.

Une surveillance de jour en jour plus sévère rendant la fraude presque impossible, la population s'émut et, le 5 avril 1498, par la voix de ses syndics, exprima ses plaintes à son seigneur Gaspard de Varey. Les syndics rappelèrent les anciens droits : tous les habitants de Manteyer peuvent prendre, à leur gré *pro suo libito voluntatis* dans

¹¹ Arch. du château de Manteyer.

¹² *Ibid.*, Assises de 1447.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Arch. Htes-Alpes, I E 3139. Transcrit et communiqué par M. G. de Manteyer.

toutes les forêts de Séuse, les arbres nécessaires à la réparation ou à la construction de leurs maisons. Or, la mise en défens du bois noir allait à l'encontre de ces droits aussi anciens que la mémoire des hommes *tempora immemorata*.

Gaspard de Varey écouta ces protestations puis exposa aux syndics la véritable situation de la communauté à l'égard du bois noir de Manteyer. D'après d'anciennes transactions, les habitants pouvaient, en effet, y prendre des arbres pour bâtir ou réparer leurs maisons, mais il s'agissait seulement des maisons de l'ancien village. *pro domificando... et domificare infra reductum sive l'illum anthiquam de Mantheyerio, et non alias nec alio modo*. Comme tout le monde habitait le nouveau, on ne pouvait appuyer ses revendications sur des pactes antérieurs à son existence, ni s'autoriser d'aucune tradition. L'ancien droit devenait donc caduc.

Stupéfaits par une réponse si habile et si inattendue les syndics restèrent sans réplique. Mais ils ne se tinrent pas pour battus et, l'année suivante, la question des bois fut de nouveau posée. Puisque le seigneur établissait des distinctions entre l'ancien et le nouveau village les paysans lui remontrèrent que s'ils n'habitaient plus l'ancien village, ils y avaient encore leurs maisons forestières et que pour ces maisons-là du moins ils devaient conserver leur droit. Le seigneur se rendit à cet argument et dans la transaction de 1499, il stipula que les habitants de Manteyer pourraient couper du bois noir pour leurs forests situés dans l'ancien village, non à leur gré, comme ils le prétendaient, mais par son expresse autorisation et aux conditions suivantes :

Quand on demandera du bois pour réparer, agrandir ou construire un forest, le seigneur jugera de l'opportunité de la requête. Son châtelain, accompagné de prudhommes, se rendra sur les lieux pour évaluer le nombre et la grosseur des arbres nécessaires à l'exécution des travaux. Quand le bois octroyé par l'autorité seigneuriale aura été coupé, le demandeur devra l'emporter sans retard. Trop souvent, en effet, les arbres qu'on réclame avec tant d'insistance restent, pendant des mois, abandonnés dans la forêt où

ils pourrissent sur la terre humide, perdus pour le seigneur et sans profit pour personne. Celui qui, dorénavant se rendra coupable d'une pareille négligence n'obtiendra plus gratuitement l'autorisation de prendre des arbres dans le bois noir, il les paiera de ses deniers¹⁵

Attentifs aux bonnes raisons de leur seigneur et impressionnés sans doute par son attitude énergique, les habitants de Manteyer promirent, en échange de la faveur qui leur était officiellement reconnue, de donner, chaque année à Gaspard de Varey, une poule le jour de la Toussaint, et ceux qui n'élevaient pas de volaille s'engagèrent à lui payer un denier de monnaie courante.

Désormais, la situation se définissait clairement : la population était écartée des bois noirs et ce qu'elle avait jusqu'alors appelé droit devenait une faveur que le seigneur refusait s'il le jugeait bon.

Les charbonnières. — Pour les bois communs, la question était plus délicate. De tout temps les manants de Manteyer y coupaient non seulement les arbres nécessaires à leur usage, mais le bois qu'ils vendaient dans les localités voisines, à Pelleautier, au Désert, surtout à Gap. De plus, ils y établissaient des charbonnières et portaient le charbon aux marchés de Gap. Chaque année, déclare en 1394 Jacqueline de Roquefeuil, le seigneur vend à ceux qui le sollicitent le droit de faire du charbon jusqu'à Pâques pour cinq florins. D'autre part, vers la fin du XV^e siècle (1472), devant les commissaires chargés de l'enquête pour la révision des feux, les habitants reconnurent qu'ils tiraient leurs ressources du bois et du charbon qu'ils menaient à Gap, beaucoup plutôt que du produit de leurs champs¹⁶.

Les textes laissent ignorer les effets d'une telle exploitation ; il est facile de les deviner quand on sait à quel point les populations sont insouciantes de l'avenir et avec quel zèle indiscret elles usent d'un lien collectif. Au début du XVI^e siècle, les clairières s'étendaient si largement que le seigneur Jean de Varey, épouvanté, s'efforce d'arrêter

¹⁵ Arch. des Hautes-Alpes. E 256, 1499/1500. Transcrit et communiqué par M. G. de Manteyer.

les ravages. Le 12 mars 1540,¹¹ il convoqua, dans une réunion solennelle, les syndics et la communauté de Manteyer tout entière. Dès que tout le monde fut rassemblé, il posa la question des bois. On aimerait savoir quelles discussions s'élevèrent au cours de cette séance et quels arguments furent présentés de part et d'autre; le texte n'en a gardé aucun souvenir, il mentionne seulement la conclusion du débat. Mais, en lisant entre les lignes, on devine que le seigneur sut trouver des paroles assez persuasives pour amener la population à s'imposer une discipline et à restreindre elle-même *gratis et spontane*, l'ancienne liberté d'usage que l'état des bois ne justifiait plus.

Les habitants s'engagèrent donc à mettre en défens le bois appelé le Guâ, depuis la Gorge en suivant le béal jusqu'au passage des *Gucyses*, et en allant le long de *Combe Rete* jusque vers l'ancien château. Personne ne pourrait dorénavant y couper du bois ou y faire du charbon sans s'exposer à une amende de 5 sous. Quant aux forêts de la *Rocière*, et le *Palestre*, et le *champ de Garnière et Layre... la Blache despuys le chemin Combe Nigre, eundo ad fontem Auriene et ad cloctum de Pis...* il a interdit d'y établir des charbonnières pendant douze ans à dater du jour de la réunion.¹² A la fin de la séance, la population regrettant déjà sa docilité, fit ajouter au premier article l'amendement suivant : Les habitants de Manteyer pourront prendre du bois à bâtir dans la forêt du Guâ à l'estime des prudhommes du village.

¹¹ ... Homines et habitantes vivunt de lignis et carbone quos portant apud civitatem Vapinci pro vendendo, ubi distant due lence et ultra, quam de eorum fructibus. — Arch. Isère, B. 2999, juillet 1472. Révision des feux.

¹² Arch. Htes-Alpes, I E, 3139, f. 81. Transcrit et communiqué par M. G. de Manteyer.



LOCATION DES BOIS AUX VOISINS

Les forêts de Séuse n'étaient pas exploitées par les seuls habitants de Manteyer ; elles exerçaient une séduction bien naturelle sur les localités voisines complètement dépourvues de bois comme le Désert, ou déjà très découvertes comme la Roche, Saint-André de la Freissinouse, et Pelleautier. On a vu que, dès le milieu du XIII^e siècle, les religieuses de Bertaud avaient obtenu le droit de bûcherage dans le bois de Combe Noire pour leur grange de Quint ; au XV^e siècle, les seigneurs de Manteyer ouvrirent quelques bois de Séuse à quelques particuliers des villages voisins dont les noms figurent à la fin des reconnaissances du 21 mars 1498. ¹⁰

Il est curieux de voir avec quelle méfiance la population surveillait ces nouveaux venus et avec quelle sévérité elle rappelait au seigneur ses devoirs. En 1498, les syndics reprochèrent violemment à Gaspard de Varey, d'avoir ouvert les forêts de Séuse à des gens de Pelleautier, de La Roche et même de Gap, et cette fois ce furent les habitants qui, soucieux de l'avenir, se posèrent en face du seigneur comme les protecteurs des bois : « Ces étrangers, dirent-ils, prennent du bois à bâtir et du bois de chauffage avec un tel sans-gêne que, par endroits, la forêt est à demi dévastée et qu'on la verra bientôt disparaître complètement ¹¹. »

Si les populations montagnardes avaient apporté, pour se juger elles-mêmes, la scrupuleuse clairvoyance qu'elles savaient trouver quand il s'agissait de leurs voisins, beaucoup de forêts de nos montagnes subsisteraient encore aujourd'hui.

¹⁰ Arch. du château de Manteyer.

¹¹ ... In tantum quod nemora ipsorum multo deteriorantur, minorantur seu etiam semis depopulantur, funditusque et omnino depopulantur ubi consimilia longo tempore fierent. — *Ibid.* Manteyer, 5 avril 1498.



LES ESSARTS

Quoique les textes ne l'indiquent pas d'une façon précise, il est évident que, dès qu'apparaissaient les clairières, le paysan accourait pour faire ses labours. Dans les reconnaissances de 1498, on voit que certains tenanciers possédaient des terres sur Séuse, dans le voisinage des bois, au lieu dit en l'*essart*. C'était le cas d'Arnoux Léautier, dont le champ se trouvait *in cysarto quod nunc nuncupatur Eysard*, et de la famille Burle qui, au lieu dit *in cysarto*, avait quelques terres qu'elle laissait d'ailleurs sans culture.

Ces essarts prirent une telle extension que le seigneur intervint pour les limiter, dans le premier article de la transaction du 5 novembre 1522 est contenue la limitation de la montagne de Séuse du dict Mantheyer sur le faict de laboraige et culturaige d'icelle montagne que les hommes manants et habitans du dit Mantheyer ne doyvent laborer ne cultiver²⁰.



LA VIE PASTORALE DANS LA MONTAGNE DE SEUSE

Le bétail de Manteyer et du Désert. — Les documents sont peu explicites en ce qui concerne l'exploitation des pâturages de Séuse par la population indigène. Vraisemblablement le droit de pâture, qui n'était soumis à aucune redevance, s'exerça longtemps sans limites. En 1458, en effet, la population déplorant l'invasion des transhumants, regrette le temps où elle jouissait seule des pâturages et cette liberté nous prive de renseignements précieux. Mais

²⁰ Arch. du château de Manteyer.

s'ils offrent peu de données précises les textes prouvent du moins que les paysans de Manteyer élevaient à la fois du gros bétail et des bêtes à laine. D'abord, ils avaient des bœufs pour leurs labours ; l'acte d'arrentement du domaine de Manteyer, en 1394, compte vingt bouviers sans indiquer le nombre de leurs bêtes, mais dans les reconnaissances des siècles suivants (1498, 1522, 1546) on voit que si quelques chefs de famille n'avaient qu'une paire de bœufs, d'autres en possédaient plusieurs : *ung chescung faisant chief de maison tenent et ayant une père de beufz pour laborer, doit deux eymines annone, deux eymines avoyne, quatre soulds (sous) monoe petite. Chescung est actenu faire et payer oultre ce que dessus toutes les années à la feste de Toussainctz pour chescune père de bœufs qu'il tiendrait et auroit plus que de une père à laborer, scavoir une eymine bled annone, une eymine avoyne, deux soulds monoe petite.*

La population élevait encore des vaches qu'elle confiait à un berger commun, *guardianus et custos vachiarum et armalharum dicte universitatis Mantheyerii*. A ce troupeau collectif, le seigneur joignait le sien, mais dans la transaction de 1499, et malgré les coutumes antérieures qui, affirmait-il, l'autorisaient à faire garder son bétail gratuitement, il s'engagea à contribuer pour sa part au paiement du berger. *Il a esté transigé que le « gardien » sive vachier du bestal gros des manantz et habitans et commune de Mantheyer est actenu garder le bestal gros du seigneur, en païans, par le dict seigneur, les deux pars du pris et salaire que fauldra paier au dit Vachier pour chescune beste qu'il guardera, du dit seigneur : scavoir quand il aura trois souldz des hommes, manantz et habitans de Manteyer pour beste, le dict seigneur de Mantheyer ne sera tenu paier que deux souldz pour chescune sienne beste, Et par ainsi les deux pars du pris et salaire du dit vachier, de trois*

²¹ ... Et eciam habebant tempore predicto, montaneam predictam Secussie cum qua ipsi recipiebant comodum et nunc dominus arendat. Provincialibus et gentibus extraneis. — Arch. Isère, B. 2751 f. 167-169. Révision des feux du 12 juin 1458.

*portz deux que paieront les habitanz et hommes du dit Mantheyer*²².

Pour les bêtes à laine, les renseignements issus des mêmes sources, ne sont guère plus féconds. Les textes ne donnent aucun chiffre, on y voit seulement un effort assez obscur pour réglementer l'établissement des parcs, ces bergeries mobiles qui promènent le troupeau dans les terres qu'on veut enrichir de leurs engrais. Les habitants avaient, disaient-ils, pour constituer ces parcs, l'habitude de réunir leurs bêtes, comme ils l'entendaient, et de les confier à qui ils voulaient. Or, en 1471, des contestations s'élevèrent, à ce sujet, entre la population et Marguerite Augier, dame de Manteyer. On avait fait courir le bruit que Marguerite Augier, sous la menace de peines sévères, mettait en demeure tous ceux qui avaient des bêtes à laine de les joindre aux siennes pour les faire entrer dans ses parcs, sous la garde de ses propres bergers. Comme les habitants protestaient contre cette innovation, Marguerite Augier déclara, le 8 janvier 1471, qu'on avait mal compris sa pensée; elle demandait simplement à ses sujets d'envoyer leurs brebis dans les parcs du château, comme ils les envoyaient dans les parcs de leurs voisins; il s'agissait tout au plus de lui donner la préférence et elle ajouta avec quelque ironie que le seigneur n'est pas de pire condition que ses hommes, mais doit avoir la préférence sur eux.²³

Les intentions de Marguerite Augier n'étaient probablement pas aussi pures qu'elle le prétendait car, dans la transaction de 1499, la question fut reprise et un article *super parco sine otio anteriorum* fit aux paysans de Manteyer le devoir d'envoyer leurs bêtes dans les parcs du seigneur. Mais il semble bien que les propriétaires des troupeaux restèrent fidèles à leurs habitudes et continuèrent à s'arranger entre eux. C'est du moins ce que laisse supposer une clause de la transaction du 5 novembre 1522 qui, sans faire allusion au parc du seigneur, règle simplement l'im-

²² Arch. Htes-Alpes, E, 256. Transaction de 1499/1500.

²³ Arch. château de Manteyer, 8 janvier 1471.

portance des parcs dans le village : *les hommes, manans et habitans de Mantheyer ne se porront joindre ne mettre ensemble pour fère parc de aver et bestal menu que siens (soient) au nombre de quatre sans plus.*

La population du Désert, établie sur le versant sud de Séuse envoyait, elle aussi ; ses brebis dans la montagne. Les seigneurs de Manteyer, coseigneurs du Désert lui avaient loué les hautes prairies au prix de bonnes sommes d'argent *plures summas argenti*. L'élevage du bétail, constituait pour les manants du Désert l'unique ressource, celle qui les tenait encore attachés à un pays deshérité et qui, sans empêcher l'émigration, en atténuait du moins les ravages. Vers 1461, dans une requête adressée à Marguerite Augier, les habitants du Désert, déclarent qu'ils vivent avant tout, de leur bétail et que par des mesures maladroites on les oblige à se séparer de leurs troupeaux ou à en restreindre le nombre, on les condamne à quitter le pays *homines sunt cohacti vendere eorum animalia ex quibus vivebant et dictum locum Deserti relinquere et aliud habitare.*

Les transhumants. — Les mesures contre lesquelles protestaient les habitants du Désert et qui avaient déjà excité les plaintes de la population de Manteyer c'était l'accueil dans Séuse des transhumants de Provence.

Quoique le plus ancien bail de location de la montagne remonte à 1415 seulement, il est à peu près certain que les bergers provençaux fréquentaient bien avant cette date, les paturages de Séuse. Dès 1400, en effet, la question des transhumants avait soulevé des contestations et justifié l'intervention d'arbitres. Le seigneur s'était engagé à n'accueillir de nouveau les brebis étrangères qu'après sentence de ces arbitres. Cette sentence n'ayant pas été rendue le seigneur, soucieux d'utiliser ses paturages passa, en faveur d'André de Forcalquier, éleveur d'Aix-en-Provence, le bail du 9 mars 1415 qui autorise l'introduction dans Séuse de 4.000 bêtes à laine²⁴. De nouveaux contrats suivirent

²⁴ Le locataire devait payer au seigneur de Manteyer 13 gros et demi par trentaine pour la durée de l'estivage, c'est-à-dire de la Saint-

sans doute celui de 1415, car les habitants intentèrent, en 1437 un procès à Georges Augier lui reprochant d'accueillir les troupeaux étrangers avant que fût réglée la question des pâturages. En réponse à leurs revendications, le seigneur de Manteyer déclara que, de tout temps, ses prédécesseurs avaient ouvert Séuse aux bergers de Provence, et que, las d'attendre une décision qui n'était pas venue il avait tout simplement repris l'exercice de ce droit immémorial.

Pendant les années et les siècles qui suivirent, les brebis provençales continuèrent à estiver sur Séuse²⁵ comme elles le faisaient certainement depuis un passé beaucoup plus lointain que les tardives protestations des habitants ne le feraient croire. On sait, en effet que, dès le XIII^e siècle, les Provençaux remontaient la Durance et conduisaient leurs troupeaux dans les montagnes de Morgon et des Orres, il n'est pas hasardeux de supposer qu'à la même époque, ils prenaient parfois, par Sisteron et Vitrolles, la route de Séuse. Comme les seigneurs de l'Embrunais, ses voisins, le seigneur de Manteyer disposait de vastes pâturages dont l'étendue dépassait de beaucoup les besoins du bétail indigène, et comme eux, il eut certainement l'idée d'y attirer des troupeaux de Provence. Tant que ces troupeaux furent peu importants la population les toléra, mais il semble bien qu'à partir du XV^e siècle leur nombre augmenta considérablement. Le contrat de 1415 prévoit 4.000 bêtes, dans le testament de Jean de Varçy, 1540, il est question de 7.200 transhumants, c'est-à-dire presque un double. Or, au XV^e siècle, la population de Manteyer de plus en plus avertie des avantages que lui valait la proxi-

Jean (24 juin) à la Saint-Julien (28 août). Cette somme devait être versée en deux termes, la moitié au moment où le bétail entrait dans la montagne, l'autre moitié quand, à la fin de l'estivage, il reprenait le chemin de la plaine. Arch. des Bouches-du-Rhône, 9 mars 1415. Palais d'Aix fonds Murair, protocole d'Etienne Chaulan, transcrit par M. Maurice Rimbault et communiqué par M. Georges de Manteyer.

²⁵ En 1461, Marguerite Augier, dame de Manteyer, accueille dans les pâturages de Séuse, qui dominent le Désert, plus de 2.000 brebis conduites par des bergers de Puimichel, en Provence.

mité de Gap se spécialisait dans l'élevage du bétail pour approvisionner la ville et enrichir ses foires. Elle avait donc besoin d'une plus vaste étendue de pâturages au moment précis où l'accroissement des transhumants venait la restreindre c'est alors que les protestations s'élevèrent et que les habitants prirent pour une innovation une habitude ancienne qui avait passé presque inaperçue tant qu'ils n'en avaient pas souffert.

Les seigneurs et les transhumants. — Les transhumants constituaient pour le seigneur une grosse source de revenus. D'après le contrat de 1415 la taxe d'estivage était fixée à 13 gros $\frac{1}{2}$ par trentaine de bêtes, le profit s'accroissait donc en même temps que le nombre de têtes du troupeau. Dans ces conditions, il est presque superflu de dire que le seigneur, souvent besogneux, en vint à accueillir des troupeaux considérables sur lesquels on aimerait avoir des précisions. Mais, pour le XV^e siècle, en dehors de l'acte de 1415 qui mentionne 4.000 bêtes de Provence dans Séuse vers Manteyer, et de l'acte de 1461 qui en indique 2.000 vers le Désert, les textes ne donnent pas de chiffres. Au siècle suivant, le testament de Jean de Varey daté du 24 février 1540, comble en partie cette lacune. Se souvenant peut-être d'avoir chargé à l'excès les pâturages, désireux surtout que son expérience éclairât l'avenir, Jean de Varey interdit à ses successeurs d'introduire dans Séuse plus de 7.200 têtes de bétail étranger. *Item veut et ordonne que son héritier dessoubz nommé et successeurz... n'ayent ni présumissent a mettre ny faire mettre dans la montagne du dit lieu de Mantheier appelé Séuse pour pasturgier et faire depaistre ladite montagne ny chargier de bestal menu tant de Provence que d'altre part..., plus haut que de deux cens quarante trenteniers de bestal menu.* Pour donner à ses successeurs la vision des conséquences qu'entraînerait la présence d'un nombre de bêtes supérieur à celui qu'il leur enjoint de ne pas dépasser il ajoute, *de peur que... le bestal des hommes du dit lieu de Mantheier ne riennne a estre détérioré et gasté pour le dit chargement de bestal*

à la dite montagne et que, pour défaut, lesdits hommes et personnes ne vissent estre destruits.²⁶

La population et les transhumants. — Attirés par les seigneurs, les bergers de Provence étaient haïs de la population rurale qui entonnait à leur venue un concert de récriminations. Au début du XV^e siècle, les habitants de Manteyer intentèrent, on l'a vu, un procès à leur seigneur pour l'obliger à refuser aux transhumants l'accès de Séuse; en 1458, lors de l'enquête pour la révision des feux ils se plaignent encore des Provençaux, mais plutôt avec une résignation amère qu'avec une violente hostilité.

Il en fut tout autrement au Désert où, en raison de l'exposition au midi et de l'absence des bois, les pâturages étaient moins robustes, et l'invasion des transhumants plus redoutable que sur le versant nord. Quand, en 1461, la population vit brusquement arriver 2.000 moutons de Provence, elle fut consternée. Mais, se ressaisissant aussitôt, elle crut avec une naïveté touchante qu'il lui suffirait de protester auprès des coseigneurs et d'exposer sa situation aux Provençaux pour obtenir immédiatement le départ des intrus. Un acte sans date du XV^e siècle a gardé le souvenir de leurs déceptions²⁷.

La requête aux coseigneurs exposa une fois de plus que l'unique ressource du pays c'était Séuse. Là en même temps que de vastes surfaces pastorales, les paysans du Désert avaient des prairies fauchables, où en raison de l'altitude, on coupait l'herbe vers la Saint-Michel seulement. En leur louant les unes et les autres, Marguerite Augier s'était engagée tacitement à ne pas y faire entrer de bétail étranger *et ideo averia extranea immictere non poterat seu debebat in dicto monte*. Or, 2.000 moutons de Provence ravageaient les pâturages²⁸, dévoraient l'herbe des hautes

²⁶ Arch. château de Manteyer. Testament de Jean de Varey, 24 février 1540.

²⁷ Arch. Château de Manteyer, vers 1480.

²⁸ ... Non possunt yemare sive huvernare eorum animalia ex quibus vivunt et substantantur. — *Ibid.*

prairies si bien que la population allait être privée à la fois des gazons nécessaires à l'estivage et du foin indispensable à l'hivernage. Si des revendications si justes restaient sans écho, autant valait vendre son bétail tout de suite, fermer sa maison et chercher sa vie ailleurs.

En même temps, les manants du Désert essayaient d'agir auprès, les bergers. Comme, depuis une dizaine d'années, un certain nombre d'entre eux s'étaient placés sous la sauvegarde du Dauphin, forts de cette protection, et pensant qu'elle impressionnerait les Provençaux, ils envoyèrent, dès la fin de juin, un sergent de la communauté dans la montagne de Séuse. Le sergent fit venir les bergers autour de lui ; leur ordonna de chasser leurs bêtes des hautes prairies et, pour les épouvanter, il leur dit que ces hautes prairies, comme tous les biens des manants du Désert, étaient sous la protection du Dauphin. Désobéir à cet ordre les exposerait donc pour *sauvegarde brisée, in fractione seu brizazione salvagardie dalphinalis*, à des châtimens sévères. Les bergers répondirent sans s'émouvoir qu'ils n'en feraient rien puisqu'ils avaient l'autorisation de la dame de Manteyer et du seigneur de Châtillon. Devant cette obstination tranquille, le sergent redescendit au Désert rendre compte de son échec.

La population s'adressa alors à la cour delphinale de Serres et dénonça les bergers provençaux qui témoignaient si peu de respect pour le Dauphin. En juillet, la cour de Serres envoya dans Séuse le sergent Guigues Simon qui somma les bergers d'abandonner immédiatement les hautes prairies et leur criant, ce qu'ils semblaient ne pas vouloir entendre, que les habitants du Désert étaient sous la sauvegarde du Dauphin, il fit mine de saisir quelques brebis, mais la même silencieuse inertie répondit à ses bruyantes démonstrations.

Dans le courant d'août, rien n'était changé. Pour la seconde fois, par ordre de la cour de Serres, Guigues Simon monta sur Séuse : les troupeaux de Provence dispersés un peu partout paissaient paisiblement. Il renouvela son ordre aux bergers déclarant que s'ils n'obéissaient pas cette fois,

les peines pécuniaires seraient doublées et les châtimens terribles *sub duplicibus et formidabilibus penis*. Les Provençaux affectèrent la même indifférence.

La population commençait à perdre espoir. Soudain, on vit paraître au Désert le seigneur de Châtillon en personne, entouré de quelques bergers de Provence et d'un assez grand nombre d'hommes armés. Accompagné de cette impressionnante escorte, il harangua les habitants, leur reprocha leurs violences contre les Provençaux, et leur intima sévèrement l'ordre de ne plus les inquiéter.

Ainsi, le seul résultat de cette aventure ce fut la douloureuse expérience que les habitants du Désert firent de leur faiblesse : la protection du Dauphin n'était qu'illusoire ; le seigneur ne se souciait guère de leurs besoins, et ils étaient trop pauvres pour s'engager contre lui dans de longs procès : *dicti homines... non sunt potentes ad litigandum cum dicto domino et domina, cum sint pauperes...*

Comme on le voit par l'exemple du Désert, les populations avaient quelque raison de déplorer la venue des troupeaux de Provence. Quelque riches qu'ils soient, les gazons ne sont pas inépuisables et on ne les charge pas impunément au delà de ce qu'ils peuvent supporter. Accroître sans mesure le nombre des transhumans, c'est augmenter les revenus du seigneur mais, diminuer les ressources des habitants et, dans un avenir plus ou moins proche, tarir, peut-être, la richesse pastorale du pays.

Au XVI^e siècle, Jean de Varey eut le mérite de comprendre que la question de la transhumance présentait une double face ; elle ne se limitait pas aux seuls intérêts du seigneur, la population avait elle aussi les siens, et pour les connaître, le meilleur moyen en était de l'autoriser à faire entendre sa voix. C'est cette conception de la transhumance qui s'exprime dans le testament du 24 février 1540.

Jean de Varey, on l'a vu, interdisait à ses successeurs d'introduire dans les pâturages de Séuse plus de 7.200 bêtes à laine. Ce nombre ne pouvait être augmenté qu'à deux conditions, si la population y consentait et s'il faisait l'acquisition de nouveaux pâturages : *que ce fût du con-*

*sentement de la commune et personnes du dit lieu de Mantheier et que ce dit heretier ou successeurs n'eust creu (augmenté) par achetz et acquisition de près ou autrement d'erbaiges plus que n'y a pour ce présent. Mais, le seigneur de Manteyer, sachant que l'expérience sert surtout à celui qui l'a acquise, et que les conseils contraires aux intérêts ont peu de poids, voulut que les hommes et personnes et commune de Mantheier se puyssent deffendre au cas où ses héritiers ne se montreraient pas dociles à ses ordres, et il traça à la population sa ligne de conduite. Si les transhumants dépassent le nombre prescrit, dit-il, les gens de Manteyer pourront envoyer dans la montagne de Séuse quelques prudhommes accompagnés de ces représentants qu'on appelait comminaux dans le Dauphiné et la Haute-Provence et qui étaient chargés de défendre les intérêts matériels de la communauté. A côté des prudhommes et des comminaux de Manteyer, Jean de Varey demande pour qu'on ne mette pas en doute leur bonne foi, qu'ilz soient appellez deux prodhommes et ung communal du lieu de Pelheautier et ung communal de la Roche Arnaud. Quand cette délégation aura soigneusement visité et palpé les pâturages de Séuse, elle estimera les dégâts occasionnés par le nombre excessif des bêtes à laine, et le préjudice causé de ce fait au bétail indigène. Les seigneurs de Manteyer seront alors dans l'obligation, sans nulle forme de procès d'indemniser la population du dommage subi, et que le dommage et interest que se trouvera estre fait par le surplus du dit bestal soit poic et satisfait aux dictes parsonnes et commune de Mantheier par le dict heretier et successeurs.*²⁰

Les héritiers de Jean de Varey respectèrent-ils cette clause si importante de son testament ? Le silence des textes permet de le croire : on n'y découvre, en effet, aucune allusion aux luttes de la population contre les seigneurs au sujet des pâturages. On lit seulement dans le livre de raison de la famille de Varey, que le 6 juin 1558,

²⁰ Arch. château de Manteyer.

Louise Flotte, dame de Manteyer, a payé *aux pastres que tiennent la montanie de Manteyer..... la sel..... avec les passages et champeyrages; laquelle sel, passages et champeyrages montrent 38 florins*; et Gaspard de Varey inscrit une recette de deux fromages et un séras qui viennent de lui être remis, par Antoine Royer *baile des troupeaux de Bertrand Auberic de Garamboys en Provence*, et par Louis Delmas, berger de Pierre Meyran de la Tour d'Aigues en Provence, pour les avoir autorisés à prendre du bois mort dans les forêts de Manteyer.⁹⁰

Le bétail du voisinage. — En dehors des troupeaux indigènes et des transhumants de Provence, le territoire de Manteyer nourrissait souvent le bétail des localités voisines, en particulier de Pelleautier et de Quint.

Quint, on s'en souvient, était une grange appartenant aux Chartreusines de Bertaud où le monastère abritait une grosse partie de son cheptel. Vers le milieu du XIII^e siècle (1248) les religieuses achetèrent à Lantelme et à Roland, seigneurs de Manteyer le droit de pâture à La Freissinouse et à Manteyer, depuis le chemin qui traverse Manteyer, allant de Viteterne à Riousec et au moulin Gautier, puis le long d'une ligne descendant le ruisseau du moulin et passant au-dessous de la condamine du château jusqu'au pas de Méanes. Les Chartreusines payèrent pour cela, aux seigneurs de Manteyer, la belle somme de 6.000 sous viennois, elles s'engagèrent en outre à leur donner un cens annuel de vingt fromages et deux séras, ou une somme de 46 livres viennoises, au cas où les fromages ne plairaient pas⁹¹. De leur côté les seigneurs promirent de ne jamais vendre, louer ou concéder ces pâturages, à quelque titre que ce fût, et de ne pas les ouvrir à des étrangers. Ils réservaient seulement le droit que possédaient, dans la plaine, les Hospitaliers de Saint Jean,

⁹⁰ Arch. Htes-Alpes E, 1527-1583. Livre de raison de la famille des Varey, seigneurs de Manteyer.

⁹¹ Si ipsi dominis dicti casei et serracii non placerent. — Abbé Paul Guillaume. *Chartes de Notre-Dame de Bertaud*, Gap et Paris, 1888, n° 64. 22 janvier 1248/49.

de Gap, et la maison de Temple de la Roche. Quaranté ans plus tard (1289), à la suite de contestations entre le monastère de Bertaud et les seigneurs de Manteyer, les chartreusines versèrent, à Raybaud de Manteyer, une somme de 4 livres viennoises, moyennant quoi, leur fut confirmé le droit de pâture pour tous leurs troupeaux : *paschayragium omnibus animalibus ibidem moraturis, vacchis, equabus, porcis, porcabus et aliis.*

Il est difficile de dire quelle était, au XIII^e siècle, la richesse en bétail du monastère de Bertaud, on sait seulement que deux siècles plus tard (1447) les bergers conduisaient dans les sagnes et les pâturages de la Freissinouse, en dehors des bœufs et des vaches, cinquante juments et un millier environ de bêtes à laine, *eguesinis (bestiis) quas habent circa 1^a item cum mutonibus, fedis et agnis quod et quas habent in numero mille.* Mais, au dire des habitants de Saint-André la Freissinouse, les Chartreusines de Bertaud attiraient en cachette, pour les joindre à leur propre bétail, des transhumants de Provence, et en si grand nombre *in tanta copia*, que les troupeaux du pays ne trouvaient plus de quoi se nourrir. La population protesta auprès des bergers, leur rappelant sévèrement que seules, les bêtes à laine du monastère avaient le droit de paître dans les pâturages de la Freissinouse, mais toutes les récriminations se heurtèrent à une obstination inébranlable et, quand on menaçait les religieuses de leur faire payer le dommage, elles répondaient avec une sérénité tranquille qu'elles étaient au-dessus de toute juridiction temporelle *se fore exemptas a jurisdictione temporali.*

De Pelleautier, des troupeaux de gros bétail et de bêtes à laine venaient paître à Manteyer. Les seigneurs ne refusaient pas de les accueillir mais ils voulaient qu'on sollicitât leur autorisation. Dès le XIV^e siècle ils firent crier que toute personne qui, sans leur agrément, introduirait du bétail étranger dans les pâturages de Manteyer serait punie d'une amende de 50 livres. La peine quoique très lourde, n'effraya personne; au siècle suivant on la porta de 50 à 100 livres, mais les gens de Pelleautier s'acharnèrent

à envoyer leurs bêtes à Manteyer sans permission. En 1447, Antoine Alard poussa l'audace jusqu'à confier à ses pâtres, en même temps que son propre bétail, celui de tous les gens de Pelleautier; *qui custodiebant matatam resserie averis minuti dicti loci Podii Lhauterie*. Informé, le seigneur donne l'ordre de saisir immédiatement le troupeau, mais les bergers arrachent leurs bêtes des mains des sergents. Antoine Alard qui était présent, se précipite contre les envoyés du seigneur, et au moment de lever sur eux son bâton, il glisse sur la terre humide et sa chute laisse aux sergents le temps de se ressaisir.

Quelques années plus tard, en 1476, Marguerite Augier confisqua et fit enfermer au château un troupeau de gros bétail qui pâturait à Manteyer sans qu'aucune permission eût été requise. Or, ce troupeau appartenait à noble Pierre Queyrel, à Jean Pons, à Richard Queyrel, à Jean Fabre, à la femme de Pierre Nicolas, tous de Pelleautier. Commencée par un acte d'autorité cete aventure finit presque en idylle. On vit d'abord intervenir la Magnifique dame, comtesse de Tallard, qui, sans doute, en raison de la qualité de quelques propriétaires du bétail saisi, essaya d'apaiser la colère de Marguerite Augier. Emue peut-être par cette haute intervention, la dame de Manteyer, dans un revirement inattendu se sentit prise d'une ardente sympathie pour les coupables et relâcha les troupeaux. Alors ce fut de part et d'autre un assaut de générosité. Les uns, comme Pierre Queyrel et Jean Pons, promirent de mettre leurs juments à la disposition de la dame pour fouler les blés du château, les autres qui n'avaient pas de juments lui offrirent quatre journées de leur personne. Ce geste si spontané attendrit tellement Marguerite Augier que, séance tenante, elle autorise les contrevenants à laisser paître leur bétail dans le territoire de Manteyer jusqu'à la prochaine fête de Saint-Michel²⁸.

²⁸ Arch. château de Manteyer, 28 juillet 1476.

LA VIE AGRICOLE DANS LA MONTAGNE DE SEUSE LE DÉSERT ET MANTEYER

Le Désert. — Pour le Désert, les textes ne nous renseignent ni sur la façon dont se distribuait la terre entre les manants ni sur les revenus qu'ils en retiraient. Les fonds d'Archives publics ou privés n'ont guère conservé qu'une seule enquête pour la révision des feux, datée du 11 juin 1458, et une supplique adressée vers 1461 aux coseigneurs du Désert au sujet des pâturages de Séuse : c'est dire que, de ces actes, s'élève avant tout un cri de misère. Mais les plaintes elles-mêmes sont instructives, et il serait aussi injustifié d'y rester sourd que des les écouter avec trop de complaisance.

Notre pauvre pays, disaient en 1458 et vers 1461, les manants du Désert, est montueux et stérile *valde montuoso et infertile*. Il n'offre à la culture que des terres rudes et sèches, des rochers où la charrue ne passe pas, et qu'il faut travailler presque partout à la pioche, au prix de grands efforts en suant à la peine *cum magno sudore*, pour n'avoir qu'un maigre revenu. Ces terres déjà très ingrates sont si peu étendues *valde exiguum territorium* qu'il faut cultiver celles du voisinage. Aussi, ajoutent-ils finement, notre village ne pourrait être mieux nommé, et son nom de Désert, *velut nomine consonans rey est*, dit, sans qu'on ait besoin d'autres témoignages, toute sa solitude et sa pauvreté²².

Cependant le Désert produisait des céréales. Les habitants qui, en 1452, s'étaient placés sous la sauvegarde du Dauphin lui avaient promis, chaque année, une émine de froment quand ils possédaient des bœufs et une émine de gros blé quand ils n'avaient que leurs bras. Si la vigne ne

²² Arch. Isère, B. 2751 f. 387, 1458.

mûrissait pas chez eux, ils avaient du moins leurs vignobles à Châtillon et surtout à Sigoyer *habent vineas in territorio Cigoerii quia vinum non crescit in toto territorio de Deserto*. Mais même avec ce secours, ils ne parvenaient pas à récolter sur place de quoi se nourrir ; aussi beaucoup quittaient le pays, ils partaient pour la Provence, en particulier pour la vicomté de Tallard. Dans ces conditions, ils devenaient évident que sur les treize maisons du Désert, les commissaires n'en trouveraient pas une où le chef de famille pût être classé parmi les solvables et, passant habilement sous silence les bestiaux qu'ils élevaient dans la montagne de Séuse, ils ajoutèrent en soupirant qu'ils n'étaient pas aussi favorisés que leurs voisins de Manteyer où quelques familles vivaient dans une large aisance, *non est aliquis qui possit dici dives et solubilis prout sunt... Mantheierii... [in quo] sunt aliqui competentes et habentes de quo vivere*⁴⁴.

Manteyer. — Pour Manteyer on est beaucoup mieux renseigné. Les archives du château ont conservé de précieuses sources d'information : l'arrondissement de 1394, les reconnaissances de 1498, le livre des censes du XVI^e siècle qui permettent de se faire une idée assez précise des ressources que la population tirait de la culture des terres.

Les céréales. — Le sol de Manteyer produisait toutes les céréales : le froment, l'avoine, le seigle qu'on appelait annone dans le pays. Le livre des « censes » et services de 1546 porte que *chescung manant et habitant de Mantheyer est actenu faire et paier une cymine de bled froment pour le fournaige*. Au XIV^e, au XV^e, au XVI^e siècles, tous ceux qui possédaient une paire de bœufs devaient, on l'a vu plus haut, deux émines de *bled annone*, et deux émines d'avoine, chaque année, à la Toussaint. Les brassiers (ceux qui travaillaient de leurs bras) ne payaient que la demye cense soit une émine d'avoine et une émine d'annone.

Ces terres à céréales se distribuaient un peu partout

⁴⁴ Arch. Isère, B 2751. f. 387 : 1458.

dans le terroir, au pas de Méanes, à font Aiguille, au Villard, aux Allemands, à Pré Clavel, à Pré Clos, pour ne citer que les lieux où Giraud Janselme, un des plus riches tenanciers de Manteyer avait les siennes. On les voyait nombreuses à Vitéterne en remontant vers Séuse, elles bordaient le chemin de Pelleautier, et la route qui, de l'Eglise se rendait à Sigoyer, passait en bien des points au milieu des champs de seigle et de froment ²⁵.

Le chanvre. — Par endroits, les chenevières voisinaient avec ces champs, le long des ruisseaux de *Crebacor* et de *Revendrant*, au lieu dit à la *Marescha*, près du chemin de Veynes à Gap, au bord de la route qui, de l'ancien village, allait à Pelleautier, et sur le chemin de Combenoire. Dans ces points humides, la chenevière alternait souvent avec la prairie, c'est ce qui explique pourquoi la surface de certaines prairies était évaluée d'après la quantité de chanvre qu'il fallait pour les ensemercer ²⁶.

En 1498, les plus étendues de ces chenevières étaient celle de Jean Allemand, sur le chemin de Veynes, qui contenait environ trois émines de semence, et celle que Pierre Léautier tenait derrière Méane *sive* à la *Marescha*, de deux émines sur la route de Veynes à Gap. En 1558, le seigneur de Manteyer, inscrivant sur son livre de raison les revenus qui provenaient de chenevières compte quinze tenanciers parmi lesquels : *Guillem Lagier, qui donne 10 liards pour le chenevier, Pons Reynaud, 10 liards pour son chenevier, Vincent Bachellar 5 patacz pour son chanabvier Michel Eyraud 10 liards, Jean Fortune Bolliguon, ung carolus, etc...*

Ce chanvre était filé sur place par les femmes du pays; c'est à elles que la dame de Manteyer confiait celui qu'on récoltait dans les terres du château. Le 5 avril 1551, elle inscrit sur son livre de raison : *ay baillé à filler mon chenevière à Marguerite l'eyière, 6 livres; à Lantuaso, 6, a-dono*

²⁵ Arch. château de Manteyer. Reconnaissances du 21 mars 1498.

²⁶ ... Unam eyminatam prati continentem unam eyminatam seminis canapis ubi seminaretur. — *Ibid.*

Grabiclo, 6, à la femme de M^e Jacques sarurier 6, à Francesco Cabro, 4, etc..., et le 21 octobre de l'année suivante, faisant l'inventaire du linge qu'est au chasteau de Manteyer, et en particulier des draps de lit, elle compte dans un coffre de baheut, 27 linseulx..., dedans l'arche du selier, 4 douzennes de linseulx, dans l'arche longue de la crote, 4 douzennes et deux linseulx..., dans l'arche de noyer de la chambre dessus la cousine (cuisine) 2 douzennes de linseulx. A ce nombre, il faut ajouter le linge qu'est deleysé par le chasteau pour le service 10 linseulx de toiles et dymic, 18 linseulx de deux toyles, item six linseulx, item dix-sept linseulx, soit, en tout, 200 draps de lit."

Quoique les textes ne l'indiquent nulle part, il est vraisemblable que le chanvre récolté et filé à Manteyer était tissé sur place par les tisserands du village. Peut-être le surnom de calandri, attribué à deux tenanciers, pourrait-il en fournir la preuve. Les calandriers sont, en effet, des ouvriers qui, à l'aide d'un cylindre de bois appelé calandre, procèdent au lustrage des toiles.

Le foin, les prairies. — En même temps que les céréales, et plus encore que le chanvre, le foin était la grande richesse des habitants de Manteyer. Les prairies qui occupaient une bonne partie du terroir étaient localisées au bord des ruisseaux descendant de Séuse, sur le chemin de la Roche, vers Montmaur, à Chambelasse, au bord de la route de Manteyer à Gap, mais surtout à Romette, le long du chemin de Manteyer à Veynes et au mas de Tourond, qu'on traversait pour se rendre de la ville ancienne vers le nouveau Manteyer.

Les prairies de la plaine se distribuaient en minimes parcelles mesurant rarement plus d'une seytoirée, et presque toujours moins. Les près de Séuse au contraire, atteignaient parfois deux et trois seytoirées. Presque tous les tenanciers possédaient chacun plusieurs pièces de pré géné-

²⁷ Arch. Htes-Alpes, E 262, 1527-1583. Livre de raison de la famille de Varey.

ralement assez dispersées. A titre d'exemple on peut citer le cas de Giraud Janselme, un des plus riches habitants de Manteyer qui en 1498, tenait, tout près de sa maison, et au bord du ruisseau de Lesgueys, un pré d'une $\frac{1}{2}$ seytoirée, un autre d'une $\frac{1}{2}$ seytoirée à la fontaine de Romette, un autre de 2 seytoirées vers Montmaur un autre d'une $\frac{1}{2}$ seytoirée aux Méanes, un autre d'une seytoirée au *pra dau Gruelh*, et une sixième de 6 éminées à la *Marescha*.

Les noyers. — Les textes ne mentionnent jamais les arbres fruitiers, mais ce silence n'est pas une preuve de leur inexistence, il indique simplement que le seigneur ne prélevait aucune redevance sur les fruits. Pour les noyers seuls, quelques tenanciers donnaient chaque année au seigneur une petite quantité d'huile. En 1394, Jacqueline de Roquefeuil en recevait deux livres par an. Il est impossible de savoir si ces noyers étaient abondants, les textes manquent; les assises le Manteyer datées de 1452 signalent cependant la condamnation de Catherine Janselme qui traversait volontiers le champ des voisins et qui avait été surprise ramassant des noix sous les noyers de Giraud Galice et sous ceux du prieur de Manteyer.

Les forests. — Pour abriter leurs récoltes : céréales, paille, foin, chanvre, raves, la plupart des habitants de Manteyer possédaient, disséminées dans la campagne, au milieu ou à proximité de leurs champs, des maisons forestières *domus foresterie*, ou forests qui rappellent celles que nous avons signalées pour Jarjays.²² Ces forests étaient généralement entourés d'une petite prairie, d'un jardin, parfois d'une terre à céréales et d'une aire à fouler les blés.

A la fin du XV^e siècle, quand, de Manteyer, on se dirigeait vers Combenoire, en prenant le nouveau chemin, on trouvait, aux Villettes, le forest des frères Jeanselme, puis à Romette, celui de Jean Isoard qui s'élevait au milieu

²² Th. Sclafert. *La Vallée de l'Avance au Moyen-Age* (XIII^e-XVI^e siècles), extrait du Bull. Soc. Et. Htes-Alpes, 1928, 3^e et 4^e trimestre.

d'une prairie d'une seytoirée et d'un jardin d'une éminée de contenance. Si l'on se tournait vers Gap, on voyait derrière l'église de Manteyer, le forest qu'Antoine Alard venait de faire construire *novum constructum*, dans un beau pré de deux seytoirées qui bordait le chemin; au Tourond, c'étaient les forests de Sébastien et Antoine Janselme, et plus loin celui de Pierre Janselme, fils de Giraud Sclapa. Claude Rogon, originaire de l'Embrunais, et habitant Manteyer possédait un forest entouré d'une demi seytoirée de pré avec un jardin et ses *curtillages*, au lieu dit *in Fano*, près du chemin montant à Séuse. Enfin, c'est, on s'en souvient, grâce aux maisons forestières qui s'y étaient installées, tant bien que mal que la ville ancienne conservait un reste de vie.

L'abondance de ces forests égrenés sur les pentes et dans la plaine donnait au voyageur l'impression d'une vie agricole active et riche mais elle exposait les enquêteurs à prendre les forests pour des maisons d'habitation et à croire à une population plus dense que n'en comptait le village.

En 1451 et en 1458, des commissaires furent envoyés à la Freissinouse, située à 3 kilomètres à peine de Manteyer, pour fixer le nombre des feux que comptait la localité. On vit comparaître devant les agents delphinaux quelques prud'hommes, parmi lesquels noble Antoine de Lafont, Bertrand Capie, Baudouin Pellegrin, tous habitants de Pelleautier. Ils déclarèrent que dix-sept familles de Pelleautier avaient comme eux des biens dans le territoire de la Freissinouse. Mais on ne pouvait parler ni de paroisse, parce qu'il n'y avait pas d'église et pas de curé; ni de feux, car personne n'avait là son foyer. Toutes les constructions qu'on voyait à la Freissinouse, c'étaient les forests, c'est-à-dire des granges où l'on abritait les récoltes, mais aussi des habitations temporaires où l'on s'installait plusieurs fois par an quand les travaux de la terre réclamaient une présence prolongée : au moment des labours ou des semailles, de la récolte des blés ou des foins. En tout, les manants passaient dans les forests, environ deux ou trois

mois de l'année. Occupés à un travail intense toute la semaine, ils se détendaient un peu le dimanche, allaient à Pelleautier où ils assistaient à la messe, retrouvaient la famille et les voisins, puis reprenaient, le soir, le chemin du forest. La moisson finie et les récoltes rentrées, ils quittaient la Freissinouse, trainant avec eux une partie de leurs provisions, et s'installaient à Pelleautier, dans leur véritable foyer, où ils passaient l'hiver. La Freissinouse se présentait donc au milieu du XV^e siècle, comme le grand forestage de la population de Pelleautier.²⁹

*
**

CHARGES ET SERVICES DES PAYSANS

A Manteyer, la condition des terres paysannes était fort simple. Toutes étaient tenues du seigneur en emphytéose, c'est-à-dire par une sorte de bail perpétuel qui faisait presque du tenancier un véritable propriétaire.³⁰ Les anciens textes ne mentionnent, du moins pour le Moyen-Age, ni baux à terme, ni ces contrats de meyerie si nombreux dans la haute Provence. C'est cette quasi possession de la terre qui justifiait les devoirs des paysans de Manteyer à l'égard de leur seigneur. En se séparant du sol qu'il

²⁹ [Dixerunt] ... quod nullus habitet seu persona dicatur habitans in eodem territorio de Fraycinosa quia in eodem non est ecclesia seu parochia quanquam infranominati tempore quo fructus bladorum et fenorum colliguntur, ad causam recollectionibus fructuum in suis gran-giis, spacio duorum vel trium mensium habitant, tamen, illo tempore, dies festos celebrant et ... in loco et territorio Podiolhauterio, et omni alio tempore ibidem habitant et recipiunt ecclesiastica sacramenta. — Arch. Isère, B. 2751, f. 256. Revision des feux du 15 juin 1458. Voir aussi Arch. Isère, B 2747, f. 502, 13 nov. 1451. Ce dernier texte communiqué par M. G. de Manteyer.

³⁰ Omnes terras quas ipse confitens tenet et possidet in dicto territorio sunt de mera et ppetua emphiteosa dicti domini Mantheyerii. — Arch. château de Manteyer. Reconnaissances de 1498.

concédaient à ses hommes, le seigneur restait uni par des liens étroits à ceux qui le recevaient et si, ailleurs, il s'autorisait de cette concession pour imposer aux tenanciers l'obligation de satisfaire à ses caprices, à Manteyer, les textes ne mentionnent rien de semblable.

Dès la première moitié du XIV^e siècle, le 16 janvier 1339, le seigneur de Manteyer reconnaît à ses hommes, mourant sans enfants nés de leur corps, le droit de laisser leurs biens à des héritiers désignés en toute liberté dans leur testament. Les biens de ceux qui mourraient ab intestat, au lieu de retourner au seigneur comme jadis seraient désormais dévolus à leurs parents les plus proches. A la même époque, redevances et services étaient fixés dans leur nature et leur mode de perception. Dans les reconnaissances de 1498, dans la grande transaction de 1499/1500 dans les livres des « censés » du XVI^e siècle, les devoirs du paysan sont les mêmes qu'en 1394 et si quelques modifications interviennent, elles vont toujours dans le sens de l'allègement. Ainsi en 1405, Georges Augier dispense les bouviers du transport des foinx aux granges du château, et renonce à la charge de foin qu'il prenait chaque année sur les prairies de ses tenanciers. En 1540, Jean de Varey interdit, par son testament, à ses successeurs, d'imposer aux habitants de Manteyer l'établissement d'un four à chaux avant douze ans.

Les redevances. — Quoique les terres fussent toutes tenues du seigneur en emphytéose perpétuelle, les conditions des contrats d'inféodation n'étaient pas toutes semblables. Pour les unes, on payait chaque année une menue somme d'argent (denier, picte ou obole) fixée une fois pour toutes et invariable quelle que pût être, au cours des temps, la plus value des champs concédés. Pour d'autres, le paysan donnait une partie de sa récolte : la tâche (ou taysse) qui variait avec l'importance du revenu. La terre laissée en jachère, ne devait rien. La tâche comportait une émine sur douze, soit le douzième de la récolte. Les terres tâchables constituaient le mode de tenure le plus répandu à

Manteyer, c'était celui de presque toutes les terres à céréales, et des champs de légumes où on cultivait surtout les raves. Dans l'acte d'arrentement du territoire de Manteyer, Jacqueline de Roquefeuil déclare, en 1394, qu'elle perceoit chaque année 150 émines de froment pour la tâche, " et 12 sommées de raves. D'autre part *le livre des censés et services de Monseigneur de Manteyer*, daté de 1546 " porte que *toutes les propriétés et possessions assizes et scituées dans le terroir de Mantheier sont teysières (tâchables) et font la taysse au dit seigneur des bledz et grains que y croissent toutes les années, excepté celles que sont franchises de taysse tant par les recognoissances que par aultres instrumentz, laquelle taysse est de douze eymines, une eymine.*

Pour quelques ténements le paysan devait chaque année une certaine quantité de porc salé : une livre ou une portion de livre. En 1498, Pierre Allemand donne les deux tiers d'une livre, Pierre Léautier un tiers de livre, Toinette fille de Jeanselme, quatre onces seulement, quant à Valentin Aubert il reconnaît en devoir une livre, mais il ne sait plus bien pourquoi. A la fin du XIV^e siècle, la dame de Manteyer percevait ainsi 50 livres de porcs salé par an. Parfois la redevance consistait en une écuelle de bois ou une partie d'écuelle. C'est ainsi qu'en 1498 Jean Allemand doit sa part de deux écuelles, Pierre Allemand une écuelle neuve et le tiers d'une autre, Toinette, le quart. On a expliqué ailleurs " la cause et les résultats de cet émiettement infini des redevances. En 1394, le revenu total en écuelles s'élevait à trente et une.

Jusqu'au début du XV^e siècle, tous les chefs de famille qui tenaient une pièce de pré devaient au seigneur une quantité de foin appelée *reorta* telle qu'un homme pût la

" Arch. Htes-Alpes E. 251, 11 juillet 1394, texte transcrit et communiqué par M. G. de Manteyer. L'émine de froment valait 24 litres. Les 150 émines faisaient donc 36 hectolitres.

" Arch. château de Manteyer.

" Cf. La Vallée de l'Avance au Moyen Age. *Bull. Soc. Et. Htes-Alpes*, année 1928, 3^e et 4^e trimestres.

soulever de terre ; en 1405, Georges Augier les affranchit de cette charge.

Outre les redevances précédemment énumérées, ceux qui au XV^e et au XVI^e siècles entretenaient une paire de bœufs pour effectuer leurs labours, donnaient, chaque année, 4 sous, deux émines de froment (48 litres) et 2 émines d'avoine " (78 litres). Les brassiers ne devaient que 2 sous, une émine de froment et une d'avoine, c'est ce qu'on appelait la demi-cense.

Enfin, il faut ajouter une somme de 32 florins que la communauté payait chaque année au seigneur et qui se répartissait entre tous les chefs de famille de Manteyer.

Les services dus au seigneur. — En dehors des redevances en nature et un argent, le contrat de concession de la terre imposait au paysan des devoirs qui établissaient entre la vie de son seigneur et la sienne, des liens d'une très étroite dépendance. Aucun événement important ne se produisait au château : semailles, moissons, envoi de messages, réceptions, sans que le paysan en subit le contre-coup et eût à intervenir pour prendre sa part des frais et de la peine. Parmi ces services, les uns revenaient régulièrement chaque année, amenés, à date à peu près fixe, par les mêmes circonstances, les autres se présentaient dans des cas plus rares, sans aucune périodicité. Mais, ordinaires ou exceptionnels, tous ces services étaient rigoureusement définis.

Services ordinaires. — 1° *La corvée.* — Le plus important des services ordinaires était la corvée. Le seigneur de Manteyer s'était réservé 316 éminées de terres labouable, soit une cinquantaine d'hectares environ, et une étendue de prairies dont la contenance n'est pas indiquée,

" L'émine d'avoine à Gap, à la Roche-des-Arnauds et sans doute aussi à Manteyer valait 3 décal. 91 ; l'émine de froment, dans les mêmes localités, mesurait seulement 2 décal. 40. Tableau des anciennes mesures du département des Hautes-Alpes, comparées aux mesures républicaines, An VII, Paris.

mais qui produisait chaque année cent charges de foin⁴⁵. Le domaine cultivable du château se répartissait donc entre la prairie et le champ de céréales, c'est-à-dire entre deux modes de culture qui imposent sans doute de durs travaux, mais qui n'exigent pas, comme la vigne, des soins minutieux et une présence presque constante. C'est cette simplicité d'exploitation, peut-être aussi la générosité des seigneurs de Manteyer, qui explique pourquoi les corvées, si lourdes ailleurs, comme dans les villages vinicoles de la vallée de l'Avance, par exemple, étaient ici très supportables et ne suscitèrent jamais de plaintes. Variable selon les possibilités de travail du paysan, le service de la corvée séparait la population en deux groupes : ceux qui entretenaient des bœufs de labour ou des bêtes de somme, et ceux qui n'avaient que leurs bras, que l'on appelait *bras-siers*. En 1394, Manteyer comptait vingt bouviers propriétaires d'une ou de plusieurs paires de bœufs.

Labours. — A ces bouviers incombaient les labours et les transports. Celui qui possède des bœufs, disent les reconnaissances du XV^e et du XVI^e siècles, *doit, toutes les années, faire avec ses beufz deux corvées à laborer aux terres du dict seigneur... sçavoir une aux semances des bons bledz et l'autre des avoynes.*

Transports. — La moisson terminée, les propriétaires de bœufs et de bêtes de somme transportaient les gerbes aux granges du château, mais ils ne devaient qu'un seul voyage : *chescung homme de maison ayant beufz est actenu, toutes les années une fois, avec ses beufz amener et conduire et charrier une lea de gerbes des bledz du dict seigneur et à son herre du dict seigneur...*

Corvée du bois. — Quand Noël approchait, le seigneur avait besoin de beaucoup de bois pour chauffer et réjouir les grandes salles, pendant la semaine des fêtes, alors, les mêmes paysans chargeaient de bûches leurs bœufs, leurs mulets ou leurs ânes et prenaient le chemin du château.

⁴⁵ Arch. Htes-Alpes E, 251, 11 juillet 1394.

Corvée du foin. — Avant le XV^e siècle, c'est encore eux qui assuraient le transport du foin, mais en 1405, Georges Augier les en affranchit. Désormais, le service des prés devint le même pour tous : au moment de la fauchaison, tous les habitants de Manteyer, bouviers ou brassiers, donnaient un jour de travail au seigneur ; ceux qui savaient manier la faux coupaient l'herbe, les autres l'étendaient et le rassemblaient une fois sèche.

Transport des ételles. — En dehors de la corvée du foin commune à tous, les brassiers apportaient au seigneur, au moment de Noël, un sac de copeaux appelés *ételles*, qu'ils avaient chargé sur leur dos.

Ainsi, les bouviers faisaient quatre corvées par an, les brassiers, deux seulement. Ce service se réduisait donc presque au minimum surtout si l'on tient compte que le seigneur nourrissait les corvéables, bêtes et gens. Les corvées, lit-on dans les reconnaissances du XV^e et du XVI^e siècle *se font aux dépans du dict seigneur, quant à la vie tant seulement.*

2° *La messagerie.* — Pour entretenir des relations avec ses voisins, le seigneur de Manteyer avait recours à ses hommes qu'il chargeait d'apporter ses messages. C'était le service de messagerie : il était dû par tous les chefs de famille sans distinction, mais une fois par an seulement et à condition qu'on pût rentrer chez soi le lendemain. La messagerie durait donc deux jours au plus, pendant lesquels la nourriture du messenger était assurée par le seigneur. *Plus chescung chef de maison est actenu toutes les années une fois faire une messaigerie pour aller en un jour du dict Mautheier au lieu là ont (où) plaira au seigneur et revenir le second jour, aux despans du seigneur, de la vie tant seulement.* "

3° *Devoir d'approvisionner le château.* — Le seigneur ne trouvait pas toujours dans les produits de son domaine

" Arch. château de Manteyer. Livre des censes (1546).

la subsistance nécessaire aux habitants du château. Les dépenses de bouche étaient lourdes : il fallait, en dehors de la famille seigneuriale et du personnel domestique, nourrir les journaliers et les corvéables à l'époque des gros travaux. Pour compléter ses approvisionnements le seigneur exigeait que tous ceux qui avaient à vendre des fromages, des poules, des agneaux ou des chevreaux vinssent les lui offrir avant de les présenter sur les marchés voisins. Selon ses besoins, il renvoyait les vendeurs sans rien prendre ou achetait les provisions nécessaires en les payant un prix convenable. Les produits qu'il n'avait pas retenus restaient entre les mains des habitants qui pouvaient, dès lors, les vendre où ils voulaient : *Les hommes, manans et habitans de Mantheier sont actenus et ung chescung présenter au dict seigneur en son chasteau... les thomes, gellines, fromaiges, agneaulx et chavreaux qu'ilz voudront vendre ou faire vendre et apporter deors le lieu et terroir du dit Mantheier et les bailher au dict seigneur et si les veult achepter a pris raisonnable, et s'il ne les veult achepter, les porront aller vendre là ont (où) leur plaira.*

La geline de deux liards. — Une fois par an, le seigneur avait le droit d'acheter au rabais, dans toutes les maisons de Manteyer, une poule qu'il ne payait que deux liards de monnaie courante. C'est ce qu'on appelait la *geline de deux liards*.

4° *Le four à chaux.* — Tous les trois ans, à la demande du seigneur, les habitants de Manteyer devaient établir un four à chaux. Malgré cette périodicité assez lente, le four à chaux était considéré comme un service lourd. Il fallait extraire et transporter les pierres à chaux, couper le bois et le conduire près du four, opérer le triage des pierres, les répartir en tas selon leur grosseur et la place qu'elles devaient occuper dans le four. Dès que le four était construit, le seigneur prenait sa part de la charge et des frais. C'est lui qui procurait le chautournier et assurait son salaire et sa subsistance, *le seigneur est actenu pourvoir d'ung maistre que sçaiche faire ledict fourt et le faire cuyre*

et de paier le dict maistre de son salaire. La cuisson de la chaux exigeait jour et nuit la présence continue du chafournier ou de son aide pour entretenir le feu, surveiller minutieusement la cuisson en observant la couleur des flammes et le tassement des matériaux. Au bout de cinq ou six jours, quand l'opération était terminée, on procédait au partage de la chaux. Les habitants de Manteyer en recevaient les deux tiers, et le seigneur gardait le reste, *le fourt cuyt, le seigneur doyt avoir de la chaulx la tierce partie, e tles hommes doyvent avoir les deux pars de la dite chaulx pour leur peyne que ont au dict fourt de chaulx.*

C'est sans doute le souvenir des murmures que soulevait habituellement l'ordre d'établir un four à chaux qui incita le seigneur Jean de Varcy à interdire à ses successeurs d'exiger la construction d'un four à chaux avant douze ans, *a dict le noble testateur... que son héritier ne puisse contregnier ni compoler les hommes et commune de Mantheier de douze ans après la mort du dit noble testateur de faire un fort de chaulx.*

II. *Services exceptionnels* : 1° *Service de guerre.* — Aux devoirs ordinaires imposés par les nécessités de la vie quotidienne, s'ajoutaient ceux qu'entraînaient les circonstances graves ou imprévues : c'était d'abord le cas de guerre. Alors tous les chefs de famille de Manteyer se groupaient autour de leur seigneur et devaient le suivre, à leurs frais, mais à condition que le seigneur ne les entraîna pas hors du territoire de Manteyer, *en temps de guerre, chescung homme chief de maison est actenu suyvre et accompagner le dict seigneur par le lieu et terroir de Mantheier aux despens des dicts hommes.*

2° *L'aide aux six cas* — On a dit ailleurs⁴ comment cette aide aux six cas qui, au XII^e et XIII^e siècles, représentait des services réels était devenue une formule *les six cas*

⁴ Cf. La vallée de l'Avance au Moyen Age. *Bul. Soc. Et. Htes-Alpes*, 1928, 3^e et 4^e trimestres.

réaulx et imperiaulx, presque vide de sens. A partir du XIV^e siècle, l'aide aux six cas, du moins pour les habitants de Manteyer, se réduisait à un ou deux cas : celui où le seigneur achetait une seigneurie dont le prix ne dépassait pas cinquante livres; celui aussi où il lui arrivait de marier l'une de ses filles. Alors le cens de tous les chefs de famille était doublé; les propriétaires de bœufs et de bêtes de somme donnaient quatre émines de froment et quatre d'avoine au lieu de deux, et huit sous au lieu de quatre, les brassiers donnaient deux émines de froment et deux d'avoine au lieu d'une, et quatre sous au lieu de deux.

3° *L'aide du foin*. — Les récoltes en foin des prairies seigneuriales, surtout quand, à partir du XV^e siècle, ne venaient plus s'y ajouter la redevance de la *rcorta*, ne suffisait pas toujours à nourrir le bétail du château. Alors, le seigneur faisait appel à certains habitants du village désignés dans les reconnaissances de 1498 et chargés de fournir le foin qui manquait à ses troupeaux. Au XVI^e siècle, ce devoir d'aide du foin s'étendit à tous, *quant le dict seigneur n'aura sa souffisance de foing pour sa provision...., le dict seigneur de Mantheyer peult prandre du foing d'ung chascung des dicts manantz et habitans de Mantheier...* Mais il ne s'adressait pas directement à ses hommes, il lui fallait présenter sa requête à trois prudhommes jurés au XV^e siècle, aux comminaux au XVI^e. Les prudhommes ou les comminaux étudiaient le cas; si le seigneur n'avait pas vendu une partie de sa provision de foin et que ses récoltes fussent réellement déficientes, ils engageaient les paysans à fournir le foin demandé. Dans le cas contraire, le seigneur devait s'approvisionner ailleurs. Le foin de l'aide était parfois payé à la livraison, mais le seigneur demandait souvent qu'on lui fit crédit jusqu'à la récolte prochaine. On acceptait *pourvu que le seigneur ne le face par tromperie et malice*.

4° *L'hospitalité*. — A l'époque des grandes réceptions, le château devenait trop petit pour la foule des invités. Si

les salles étaient assez vastes pour grouper tous les convives autour des immenses tables, les chambres ne suffisaient pas pour loger tout le monde. Alors, le seigneur retenait au château les hôtes de marque, et dispersait les autres dans les maisons du village où les paysans étaient tenus de leur préparer un lit. Les chevaux des cavaliers ne pouvaient pas non plus trouver abri dans les écuries du château, le paysan devait leur ouvrir ses étables, mais le seigneur fournissait lui-même et faisait apporter le foin nécessaire aux bêtes hospitalisées.

Quand les chemins de Manteyer retentissaient du pas des chevaux conduisant les cavaliers accompagnés d'une escorte brillante, quand, animé d'une agitation joyeuse, le château ouvrait toutes ses portes, le paysan jetait peut-être un regard d'envie sur ceux qui prenaient part à ces fêtes, et sur l'heureux seigneur qui les donnait. Obligé de préparer un lit pour l'hôte qui lui était destiné, de dégager ses étables pour y placer les chevaux étrangers, il dut, bien des fois, comparer la peine que représentait pour lui ces grandes réceptions à l'allégresse qu'elles apportaient au château. Et pourtant s'il eût pu lire dans l'âme du seigneur, il aurait parfois découvert, avec surprise, l'inquiétude profonde qui se dissimulait sous tant d'apparente gaieté.

Sans doute, la visite des amis causait toujours un plaisir sincère, mais il y avait des réceptions imposées par le devoir féodal ; c'étaient les plus brillantes, mais aussi celles qui représentaient de lourdes charges et parfois d'étranges préoccupations. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à ouvrir l'acte du 25 octobre 1309 entre Pierre Reynier, seigneur de Manteyer et l'évêque de Gap. Le prédécesseur de Pierre avait cédé à l'évêque Othon la moitié de la haute seigneurie de Manteyer et cette cession entraînait des devoirs rigoureux. Le seigneur de Manteyer avait l'obligation de recevoir au château un jour et une nuit l'évêque et sa suite, voire même les chanoines et quelques nobles personnages de la cour épiscopale.

S'il hébergeait volontiers les chanoines, le seigneur

n'accueillait les nobles qu'avec une méfiance bien souvent justifiée. Il tremblait de les voir pénétrer dans le château, en armes, comme prêts à s'emparer de sa personne et à faire de lui leur prisonnier. " Cette angoisse était si réelle que l'acte de 1309 fixa le nombre de cavaliers qui pourraient accompagner le prélat : quinze au plus et vingt hommes en tout y compris ces quinze cavaliers. Malgré ces précautions, les visites de l'évêque renouvelaient les mêmes craintes et c'est seulement quand son hôte et sa suite avaient repris la route de Gap que le seigneur retrouvait sa sérénité. De telles dispositions jettent un jour singulier sur la confiance des seigneurs de Manteyer à l'égard des évêques de Gap et sur leur état d'âme le jour des plus somptueuses réceptions.

*
**

LA VIE COMMERCIALE DE MANTEYER L'INFLUENCE DE GAP

Sans se trouver sur la grande route, Manteyer n'est éloigné de Gap que d'une dizaine de kilomètres. Or, au Moyen-Age, Gap était une ville importante. Il semble même qu'au début du XIV^e siècle sa population dépassât de beaucoup celle de Grenoble : elle comptait alors 1.305 feux réels " c'est-à-dire de 6.500 à 7.000 habitants. Gap se trouvait au centre d'un bassin fertile où les Briançonnais accédaient facilement par les plaines de Chorges et de la

" ... Quod dominus episcopus cum sua familia consueta possit esse per unam diem naturalem in fortalicio dicti castri ... etiam canonici ecclesie Vapincensis vel aliqui nobiles is quos dominus dictus episcopus convitaret, dum tamen non intendant cum armis non consuetis portare nec cum tanta multitudine quod inde posset dictus dominus Petrus Reynerii ... expulsionem aliquam formidare, 25 oct. 1309. — Arch. château de Manteyer. Transcrit et communiqué par M. G. de Manteyer.

" Arch. Bouches-du-Rhône, B. 1907 f. 240. Communiqué par M. G. de Manteyer.

Bâtie-Neuve, les habitants de la vallée du Buëch par le seuil de la Freissinouse, les populations montagnardes du Champsaur par le col de Manse et le col Bayard, de plus, la ville était traversée par la grande route qui conduisait du Languedoc et de la Provence dans l'Italie du Nord. Sa situation en faisait un lieu de passage et un gros centre de commerce. En dehors des marchés du samedi où les habitants du voisinage apportaient régulièrement leurs denrées, Gap avait quatre foires : le lundi qui précédait le Carême, le 1^{er} mai, à la fête des saints Jacques et Philippe, le 19 septembre jour de la Saint-Arnonx, et le 11 novembre à la Saint Martin d'hiver, où se débitaient les produits les plus variés mais surtout les céréales, le bétail, les draps, les peaux et le vin. Une ville si vivante et si peuplée ne pouvait manquer de stimuler les aptitudes économiques des pays d'alentour.

Parmi les villages voisins de Gap, Manteyer fut un de ceux qui profita le plus de l'activité commerciale de la ville. La raison en est facile à comprendre. Manteyer disposait de produits qu'on ne trouvait pas dans le territoire même de Gap ou même dans son voisinage immédiat : le bétail, le bois, le charbon. De plus, la population de Manteyer cultivait le froment et le chanvre et pouvait par là alimenter le marché à céréales de Gap et approvisionner en chanvre ses cordiers et ses tisserands. Le samedi, les femmes remplissaient leurs paniers de tomes (fromages frais ou séchés), d'œufs ou de poulets. Les hommes faisaient sortir de l'étable les agneaux et les chevreaux destinés à la boucherie, ou chargeaient de bois et de charbon leurs mulets et leurs ânes. Tout ce monde prenait la route de Gap et, le soir, on rapportait à Manteyer des produits fabriqués : draps, cordes, chaussures, mais surtout du vin que le terroir de Manteyer ne produisait pas et dont le paysan ne se priva jamais. Les jours de grosse foire, on vidait presque les étables, et on conduisait à Gap les moutons, les porcs, le gros bétail.

Dans cette ville populeuse, rendez-vous des marchands de la Provence et du Dauphiné, la vente du bétail était

facile et particulièrement du bétail gras. Ce fait frappa sans doute les habitants de Manteyer, car on vit se produire une curieuse évolution dans leur vie économique. A la fin du XV^e et au cours du XVI^e siècle, le village se spécialisa dans l'engraissement des bêtes pour la boucherie : *le dit bestal gras sont beufz, moutons, porcs, chavreaulx et agneaulx gras.*⁵⁰ En même temps, on voyait la prairie remplacer peu à peu le champ de céréales. Dans le registre des reconnaissances de 1498 il est bien souvent question de terres *aprayées*. La population qui consacrait de plus en plus ses soins à l'élevage augmentait ainsi ses ressources en foin ; elle pouvait le faire d'autant plus aisément qu'elle trouvait sur les marchés de Gap les céréales qu'elle ne produisait plus.

Naturellement, le seigneur voulut sa part de ce profit, et c'est sans doute au moment des riches réceptions dont on a parlé plus haut qu'il se réservait *faculté et pouvoir de prandre et faire prandre aux habitants, hommes et manans de Manteyer, leur bestal gras estant riere eulx pour vendre...*, mais il devait payer dans le délai de dix jours la bête qu'il avait prise à l'*extime et cognoissance de comminaulx jurés du dit lieu de Manteyer*. Il faut d'ailleurs reconnaître que loin de contrarier cette spécialisation dans l'engraissement du bétail le seigneur s'efforça de la seconder. Non seulement il laissa toute liberté aux paysans pour changer en prairies leurs terres à blé, mais il affranchit de la tâche les champs ainsi transformés.⁵¹

Les foires de Manteyer. — Si Gap attirait régulièrement les paysans de Manteyer, le village avait aussi ses foires locales où l'on vendait sur place le bétail gros et menu, le bois et le blé. La transaction de 1422⁵² fixa, comme il suit, le droit de leyde perçu par le seigneur sur les ventes :

Bétail. Pour chescune beste grosse que se vendra au lieu et terroir de Mantheyer, comme beufz, jumantz et

⁵⁰ Arch. château de Manteyer, transaction du 5 novembre 1522.

⁵¹ Arch. Htes-Alpes I E, 3139.

⁵² Arch. château de Manteyer.

aultres semblables bestes grosses ung sould (sou) monoeé courant.

Pour chescung moton ung liard.

Pour chescung vaciou deux deniers bone monoeé.

Pour chescune chabre ung denier, pour chavreaux, rien.

Pour chescung veau deux deniers bone monoeé.

Pour chescung porceau deux deniers bone monoeé.

Blé. Pour une charge de blé, un liard.

Bois. Pour chescung charc ou lea de bois, ung liard.

Pour chescune charge dict sauma de bois, une malhe.

Il est probable qu'on apportait encore aux marchés de Manteyer les volailles et les produits du troupeau : laines et fromages que venaient acheter les marchands de Gap. Les textes ne les mentionnent pas, probablement parce que la vente n'en était pas soumise à la leyde.

La prospérité de Manteyer; Les auberges. — L'activité commerciale de Manteyer, ses relations constantes avec Gap créèrent dans le village une prospérité économique dont les textes donnent nettement l'impression. Sans doute on n'y trouve aucun inventaire du mobilier paysan, aucune évaluation numérique des troupeaux mais tandis qu'à l'occasion des enquêtes pour la révision des feux les villages voisins, comme Sigoyer et le Désert, gémissent sur la pauvreté qui les chassait de leur pays, à Manteyer on se contente de déplorer que Gap soit trop loin, qu'en hiver le soleil se couche trop tôt et se lève trop tard, mais chacun reste attaché à la montagne qui le nourrit, et craignant de laisser la proie pour l'ombre, ne tente pas de chercher ailleurs une vie plus douce. De tous les villages qui peuplaient les massifs du Buëch, Manteyer est peut-être le seul qui n'ait pas été désolé par l'émigration.

D'ailleurs, l'étranger qui, par hasard, venait à Manteyer, en dehors du temps des foires, frappé par le nombre des auberges, devinait bien vite un village de gens aisés. Au XV^e siècle, en effet, certains paysans de Manteyer impressionnés sans doute par les bénéfices que réalisaient quelques

uns de leurs voisins sur les marchés de Gap, eurent l'idée de les attirer chez eux et, pour les inviter à ouvrir leur bourse, ils se firent aubergistes. La tentative parut si bien réussir aux premiers que d'autres les imitèrent et qu'on vit éclore les auberges avec une rapidité déconcertante. La plupart étaient des auberges temporaires qui s'ouvraient l'hiver puis se fermaient quand les travaux des champs appelaient au travail l'aubergiste redevenu cultivateur. On y buvait du vin, on y causait beaucoup, et la cloche de Manteyer avait beau sonner l'Angelus, les payans, le verre à la main, continuaient leurs conversations.

Le seigneur s'émut. Il fit crier qu'il interdisait la vente du vin dans les maisons et l'ouverture d'une auberge si on ne la tenait pas toute l'année.⁸⁸ En même temps il défendait à tout habitant de Manteyer de rester à l'auberge après l'*Ave Maria*. Les criées du seigneur, malgré la menace d'une amende de dix francs d'or parvinrent difficilement à détruire les tendances qui s'affirmaient dans le village. On le vit bien aux Assises de 1450 et de 1459. Alors comparurent Guillaume Allemand, Jean Léautier, Giraud Galice, Bertoin Martin qui s'étaient improvisés aubergistes pendant l'hiver et en même temps, Pierre Martin, Lantelme Ysoard, Antoine Séas, Antoine Janselme, Guillaume Garcin, Jean Roux, Giraud Cordier qui, le soir du 10 novembre 1459, s'étaient attablés dans la maison de Raymond Gay provisoirement changée en auberge et avaient été surpris en train de boire longtemps après la sonnerie de l'Angelus. Malgré ces résistances, le seigneur lutta énergiquement contre les auberges. Il redoutait les disputes ou les batailles si promptes quand les têtes sont échauffées, il craignait surtout que quelque parole, lancée par une bouche perfide, au milieu de gens à demi conscients, ne vint semer la discorde et jeter le trouble dans le village.

Mais bien plus encore que la profusion des auberges,

⁸⁸ Quod nulla persona auderet vendere vinum nec facere tabernam nisi continue venderet. — Arch. château de Manteyer 1450-1459.

ce qui donnait une idée exacte de la richesse de Manteyer, c'étaient les beaux troupeaux de bœufs, de moutons, de porcs qu'on voyait pâture dans les prairies ou dans les bois, c'étaient les départs bruyants du samedi, l'encombrement pittoresque du chemin de Gap où, les jours de foire, se pressaient les femmes chargées des produits de la ferme et les hommes poussant leur bétail gras devant eux.

On aimerait pénétrer dans l'intimité domestique du paysan de Manteyer, s'asseoir à sa table, où, au pain de froment, s'ajoutaient la viande fraîche ou salée, le lait et le fromage, on voudrait pouvoir écouter les conversations qui s'échangeaient, le soir, quand les femmes filaient leur chanvre et celui de la dame de Manteyer, ou saisir quelques fragments des propos qui se tenaient dans les auberges. Mais les textes nous refusent tous ces menus détails dont est faite la vie quotidienne. Ils nous montrent, du moins, des populations qui surent, avec l'aide de leurs seigneurs, orienter leur vie économique sous la double influence de leur montagne et de la ville voisine et, par cet intelligent effort d'adaptation au milieu géographique, créer une prospérité très rare dans les villages de montagne au Moyen-Age.



Les Jésuites et la Banque

dans l'Embrunais

Le 6 mai 1605, par devant M^e Bernard Jame, notaire royal et delphinal, fut signé en l'archevêché d'Embrun, l'acte de fondation du collège des Jésuites. Un précédent collège de cette compagnie, ouvert dès 1583¹ sur les instances de Mgr d'Avançon² dans la métropole des Alpes Maritimes et Cottiennes, n'avait eu qu'une éphémère durée : « la prise de la ville par Lesdiguières le 19 novembre 1585 et l'établissement dans Embrun d'une garnison protestante eurent vite fait de disperser les membres de la Compagnie de Jésus. Quelques années après, l'ordre avait été d'ailleurs expulsé du royaume après l'attentat de Chastel; cédant aux prières de son confesseur le P. Cotton, Henry IV avait autorisé son retour en France par édit de septembre 1603, enregistré le 2 janvier suivant par le Parlement le Paris; des lettres patentes de février 1604 avaient en outre permis la création à Embrun d'un collège de Jésuites. Après une interruption de vingt années, cet important établissement religieux et scolaire se trouvait

¹ Marcellin Fornier, *Histoire générale des Alpes Maritimes et Cottiennes et particulière de leur Métropolitaine Ambrun* (Paris, 1892, t. II, p. 568).

² Guillaume de Saint Marcel d'Avançon fut archevêque d'Embrun de 1558 à 1600.

³ Un bon résumé de l'histoire du collège d'Embrun a été écrit par M. Auguste Arduin : Discours prononcé à la distribution des Prix du Collège, le 2 août 1896 (1 br, Embrun, A. Jugy, 1896).

donc rétabli¹. Ceux de la Religion Réformée y avaient fait opposition, ils voyaient d'un œil inquiet l'érection d'un collège qui avait pour but « l'éducation de la jeunesse et l'extirpation de l'hérésie », mais ils avaient été déboutés de leur demande par arrêt de la cour du Parlement et Chambre des Comptes.² Suivant l'acte constitutif signé entre l'archevêque, l'abbé de Boscodon, le Chapitre métropolitain, les consuls et habitants de la cité d'une part, et les représentants de la Compagnie de l'autre,³ le collège devait jouir d'un revenu annuel de 4.000 livres se décomposant ainsi :

1.000 livres fournies par l'union du prieuré de Notre-Dame des Baumes avec son terroir et dépenses.⁴

600 livres fournies par l'Archevêque.

600 livres fournies par le Chapitre.

¹ Requêtes de ceux de la Religion prétendue réformée datées du 4 et du 7 mai 1604, le pasteur Caille était alors ministre à Embrun. Arrêt de la Cour du Parlement et Chambre des Comptes du 13 mai 1604 en audience publique qui déboute le syndic de la R P R de l'opposition formée à l'enregistrement des lettres patentes pour l'érection du Collège d'Embrun. (Archives départementales des Hautes-Alpes, H 102).

² Prirrent part à l'acte du 6 mai 1605 : Messire Honoré du Laurens, archevêque, V^{ble} M^{re} Abel de Sautereau abbé de Boscodon, M^{re} Jean Javelly, licencié en droit et professeur de théologie, prévôt du chapitre, Jacques Franc, prêtre sacristain, noble Mathieu de Rame, seigneur dudit lieu et des Crottes coseigneur des Mandements de Savines, Pallon et Piégu; nobles Fr. Gontier de Lange, Barthelémy Bonnet et Jean Ti-on, consuls d'Embrun et de l'Adroit, cosseigneurs des Orres, Jean Bourel Lauzet, conseiller de la ville, Jacques Bouteille, conseiller de l'Adroit, Barthazard Chabran, juge commun, Nicolas Brunot, avocat fiscal, noble Bernard de Meffre; le R. R. Christophe Balthazard, provincial assisté des RR. PP. Michel Coissard et Jacques Gauthier. (Archives départementales des Hautes-Alpes H 101).

³ Le prieuré de N.-D. des Baumes, situé sur la rive droite de la Durance, non loin du torrent de Bramafan, remontait au XII^e siècle, il avait été pillé par Lesdiguières.

1.200 livres fournies par les consuls, manants et habitants d'Embrun.

150 livres fournies par l'abbaye de Boscodon.⁷

L'archevêque promettait enfin d'assurer les 450 livres qui restaient à fournir, par l'union de bénéfices revenant en rente à cette somme. En résumé des moyens d'existence fort respectables étaient créés dès 1605 aux RR. PP. Jésuites. Si nous prenons pour base les chiffres fournis par le vicomte d'Avenel,⁸ les 4.000 livres de 1605 auraient eu vers 1900 une valeur intrinsèque de 9.560 francs et un pouvoir triple, c'est-à-dire une valeur effective de 28.680 francs qui donneraient aujourd'hui 143.400 de nos francs stabilisés. Cette somme annuelle de 4.000 livres n'était d'ailleurs pas réalisée à la date du 6 mai 1605, puisque Mgr H. du Laurens s'engageait pour la parfaire à obtenir l'union de divers bénéfices. C'est en vertu de cette promesse qu'il obtint en janvier 1608, des lettres de résignation pour les prieurés de Notre-Dame des Pins⁹ et de Saint-André les Gap et une bulle d'union de ces prieurés; ce ne fut cependant que six ans plus tard, et après l'envoi de lettres royaux (29 mars 1614) que ces décisions furent enregistrées par le Parlement de Provence; il semble même que ce ne soit qu'en 1618, et grâce aux libéralités des consuls de Gap, que les Jésuites aient pu entrer en possession du vieux prieuré gapençais.¹⁰

⁷ L'abbaye de Boscodon, fondée vers 1130, à quelque distance d'Embrun, appartenait à l'ordre de St Benoît et valait 6.000 livres à la fin de l'Ancien Régime, elle fut supprimée en 1769.

⁸ Pour la valeur de la livre tournois, voir Vte Georges d'Avenel : *Découvertes d'Histoire sociale 1200-1910* (Paris, 1910, pp. 319 et suivantes).

⁹ Le prieuré de Notre-Dame des Pins s'élevait sur la paroisse de Curban (Basses-Alpes) et dépendait sous l'ancien Régime du diocèse de Gap.

¹⁰ Les consuls de Gap auraient acheté en 1618, à un gentilhomme huguenot, les terres et ruines du prieuré pour les donner aux Jésuites d'Embrun (J. Roman, *Histoire de la ville de Gap*, Gap, 1892, p. 204). D'après Auguste Arduin, la bulle relative à l'union de ce prieuré

C'est de l'union de ce prieuré au collège d'Embrun et des événements qui en résultèrent que nous désirons plus particulièrement parler.

Le prieuré de Saint-André les Gap, situé aux portes de la ville, non loin de la Bonne, remontait au début du XI^e siècle et avait appartenu à l'ordre de Cluny; lorsqu'ils en devinrent propriétaires, les Jésuites l'affermèrent sans doute, pour en tirer un revenu, mais il semble qu'ils aient vu dans une vente, la possibilité de s'assurer un capital dont les revenus ne seraient point sujet à fluctuations; d'autre part, la situation des lieux incita le corps municipal de Gap à racheter le prieuré et ses dépendances qui formaient un véritable bien foncier, c'est ce qui eut lieu à la fin du règne de Louis XIII. Le 18 avril 1641, le vice légat d'Avignon donna au collège l'autorisation d'aliéner les biens du prieuré et d'en utiliser les rentes. " Le 21 août suivant, pardevant M^e Alix, notaire à Gap, les consuls de cette ville devinrent acquéreurs d'une partie des fonds du monastère pour la somme de 4.500 livres; " le R. P. Antoine de Hautvillard, recteur du collège d'Embrun, garda cependant par la suite le titre de prieur de St-André. "

A cette époque la misère était grande dans la région des Alpes; « il y a grand nombre de communautés insolvables », lisons nous dans la correspondance d'un magistrat; " la situation s'était encore aggravée du fait de la politique étrangère de Richelieu, les impôts n'avaient cessé d'augmenter et le rétablissement de la contrainte solidaire, abolie sous Henry IV, qui rendait chaque taillable et chaque paroisse responsable des contribuables de la paroisse

aurait été donnée en 1618 par le pape Paul V. Les documents que nous avons eu en main (Arch. dép. des Hautes-Alpes, H 102) donnent bien la date de janvier 1608.

" " Archives départementales des Hautes-Alpes, H 102-103. Les Jésuites n'avaient certainement vendu qu'une partie des biens du prieuré puisqu'en 1763 le prieuré de St-André de Gap leur rapportait encore 8394 livres.

" J. Roman, *Histoire de la ville de Gap*, p. 205.

" Lettre citée par J. Roman, *Histoire de la ville de Gap*, p. 194.

ou de l'élection toute entière, faisait un sort plus lamentable aux communautés rurales.¹⁵ En un temps de pauvreté quasi générale, et dans un pays aussi déshérité, les Jésuites d'Embrun faisaient certainement figure de gros capitalistes,¹⁶ nous ne sommes donc point surpris de les voir utiliser pour le mieux leurs capitaux disponibles, en ayant recours à l'opération de l'arrentement fort courante sous l'Ancien Régime.

Parmi les paroisses insolvables, se trouvait alors celle de Saint-André d'Embrun, sise à quelques lieues de la métropole, sur la rive gauche de la Durance; depuis plusieurs années déjà elle n'avait pu solder les impositions royales et se trouvait poursuivie en 1641 par le sieur Amat, trésorier de Sa Majesté dans l'Embrunais, pour le paiement d'une somme d'environ 5.000 livres. La paroisse de St-André n'était avant la Révolution qu'un membre de la communauté d'Embrun et formait avec la cité archiepiscopale et la paroisse de St-Sauveur, un ensemble connu sous le nom de « Terre commune »¹⁷ mais elle avait néanmoins ses propres consuls spécialement chargés des questions particulières à la paroisse; c'est ce qui explique les poursuites dont elle était l'objet. La communauté avait vainement cherché à emprunter la somme réclamée par le trésorier royal; l'insécurité des temps n'encourageait guère les prêteurs, surtout si l'on songe que les 5.000 livres de 1641 correspondraient à 23.500 francs d'avant-guerre,

¹⁵ Sur la misère des populations alpines et le mode de perception des impôts voir : Joseph Meizel, *Essai historique sur les Hautes-Alpes*, Gap, 1927, t. I, pp. 220 et suivantes.

¹⁶ Les Jésuites prétendirent toujours n'avoir que des revenus assez limités, c'est ainsi qu'ils déclaraient n'avoir que 4050 livres en 1690 et 4816 livres en 1728. En 1763, lors de la fermeture de leur maison, ils avaient en réalité 16.521 livres (Arch. dép. des Htes-Alpes, H 103-H 105, et Auguste Arduin, op déjà cité).

¹⁷ Avec le temps les paroisses rurales tendirent à se transformer en véritables communautés indépendantes et il fallait au XVIII^e siècle l'intervention d'avocats, pour prouver que les paroisses de St-Sauveur et de St-André étaient des membres inséparables de la « Terre Commune ».

117.500 francs de notre monnaie. Les consuls de Saint-André d'Embrun désespéraient sans doute, lorsqu'ils apprirent la vente faite par le collège au consulat de Gap et par là même la possession par les Pères de la Compagnie de Jésus, d'une somme liquide de 4.500 livres. Les représentants de la paroisse vinrent presque aussitôt solliciter comme une grâce, du R. P. recteur, le prêt de ces 4.500 livres qui feraient aujourd'hui 105.750 francs; il manquerait bien encore à la communauté quelques 500 livres, soit 11.750 francs au cours actuel, mais c'était déjà beaucoup que d'avoir pu trouver les 9/10 des impositions dues. Le père de Hautvillard, sage ménager des biens de son ordre, refusa tout d'abord puis hésita pour consentir enfin. L'acte de prêt fut signé le 10 septembre 1641, pardevant M^e Alix, notaire à Gap; le recteur bailla directement au trésorier de l'Embrunais la somme de 4.500 livres, de son côté la communauté constitua en faveur du collège une rente annuelle de 281 livres 5 sols payable jusqu'à la reddition du capital et s'engagea en cas de reddition, à avertir six mois à l'avance les administrateurs du collège, pour permettre au recteur de trouver quelque nouveau placement. "

La rente de 281 livres 5 sols, représentait un intérêt le 6 fr. 25 %, c'était l'intérêt normal de l'époque. Notons principalement qu'il ne s'agit pas ici d'une rente perpétuelle, mais bien d'une rente constituée par la communauté de Saint-André avec faculté de rachat, (cum facultate redimendi, disaient les anciens juristes) les Jésuites ne retenaient point le pouvoir de retirer leur argent, mais laissaient aux emprunteurs la liberté de rendre un jour ou l'autre, la somme qu'ils avaient reçue " c'est ce qui, comme nous le verrons plus loin, devait être l'objet d'un procès.

Le 12 juin 1642, le contrat précité fut homologué par la

" Archives départementales des Hautes-Alpes, H 102.

" Sur la question des rentes rachetables les Jésuites furent violemment attaqués et accusés d'usure par le clergé parisien; voir : I. de Récalde, *Ecrits des Curés de Paris contre la politique et la morale des Jésuites* (1658-1659). 1 vol., Paris, 1921, pp. 113 et suivantes.

cour des aides de Vienne; ²⁰ vingt ans plus tard, le 2 mars 1662, par devant M^e Reallon, notaire à Saint-André d'Embrun, la communauté donna reconnaissance de la rente annuelle qui fut du reste abaissée à 225 livres, ne représentant plus qu'un intérêt de 5 %.²¹ Les revenus des RR. PP. Jésuites se trouvaient de la sorte considérablement diminués, tant par la dépréciation de la livre que par la diminution de l'intérêt. Les 281 livres 5 sols de 1641 donneraient en effet 6.608 francs 85 centimes de notre monnaie stabilisée, alors que les 225 livres de 1662 ne donneraient plus que 3.656 fr. 25; nous assistons ainsi, par un exemple frappant, à ce que d'Avenel appelle « la ruine des anciens capitalistes ».²²

Quelle qu'ait été l'importance du prêt consenti, la paroisse ne renonça point à rembourser la somme; l'on travaillait dans la vieille France, et l'en savait économiser, tant et si bien qu'en 1720, c'est-à-dire 79 ans après l'emprunt, la communauté réussit à consigner une somme de 4.537 livres²³ pour être déclarée quitte des 4.500 livres reçues jadis et des intérêts; de 1641 à 1720, le pouvoir de la livre était bien passé de 2 fr. 50 à 2 fr. 75, mais sa valeur intrinsèque n'étant plus que de 1 fr. 22 au lieu de 1 fr. 84, ces 4.500 livres ne représenteraient plus que 75.487 francs de notre monnaie.

Loin d'accepter la restitution proposée, le syndic du collège refusa, attaqua la communauté qui vit sa consignation annulée et fut condamnée aux dépens par arrêt du Parlement de Grenoble du 1^{er} septembre 1721.²⁴ Peut-être les Jésuites eussent-ils trouvé difficilement le placement

²⁰ Archives départementales des Hautes-Alpes, H 103.

²¹ Archives départementales des Hautes-Alpes, H 103.

²² Vte Georges d'Avenel, *Découvertes d'Histoire sociale 1200-1910*, Paris, 1910. (Voir le très important chapitre II intitulé « La monnaie et la ruine des anciens capitalistes »).

²³ A ne voir que cet exemple il semble que la misère ait été beaucoup moindre dans les Alpes sous la Régence, qu'à la fin du règne de Louis XIII. Le bien-être s'était-il répandu dans les campagnes? Voir Voltaire « Le siècle de Louis XIV », chapitre XXX.

²⁴ Archives départementales des Hautes-Alpes, H 103.

de leur argent qui ne leur avait pas rapporté moins de 17.895 livres en trois quarts de siècle. D'autre part ils avaient beau jeu de ne point accepter le remboursement de l'ancien prêt. La Compagnie de Jésus avait été l'une des premières dans l'Eglise, en invoquant l'autorité de Gerson, à légitimer les prêts à durée limitée; le clergé parisien, beaucoup plus strict sur cette matière avait combattu les Jésuites à ce sujet en 1658-59, semblant préférer au prêt proprement dit qu'il qualifiait d'usuraire, la constitution de rentes perpétuelles où le bailleur recevait seulement l'intérêt d'un capital qu'il ne devait point récupérer; il est vrai qu'il y avait nuance et que si le prêteur renonçait à réclamer son argent, le preneur gardait la possibilité de le rembourser, pour se libérer de la charge qu'il avait acceptée,²⁶ cette clause existait du reste dans le contrat du 10 septembre 1641 et les habitants de Saint-André auraient été dans leur droit, s'ils avaient averti six mois à l'avance les représentants du collège.

Financièrement si troublées par l'application du système de Law, les années 1720-21 devaient voir considérablement tomber le taux de l'intérêt, c'était pour les Jésuites d'Embrun une diminution nouvelle de leurs revenus. En effet, par arrêt du conseil d'Etat, le taux de l'intérêt légal ne fut plus à partir de 1720 qu'au denier 50, c'est-à-dire à 2 %.²⁷ Quelle qu'ait été alors la difficulté des moyens de communication, la communauté de Saint-André connut fort bien l'arrêt qui l'avantageait, et, dès 1721, ne paya qu'une rente beaucoup moindre;²⁸ la rente primitive de 281 livres 5 sols, tombée d'abord à 225 livres en 1662, n'était plus dès lors que de 90 livres; si nous ramenons ces chiffres au cours actuel, nous trouvons 6.608 francs en 1641, contre 1.509 fr. 75 en 1721. Comme bien on pense, les relations ne semblent pas, vers cette époque, avoir été des plus amènes entre la paroisse Saint-André et les RR. PP., les uns et les autres défendaient leurs intérêts avec entêtement. De 1724 à 1731 ils sont en procès, c'est la

²⁶ Ecrits des curés de Paris, ouvrage déjà cité.

²⁷ ²⁸ Archives départementales des Hautes-Alpes, H 103.

suite logique de l'affaire; la vieille France d'ailleurs aimait la procédure, l'histoire de nos provinces est toujours remplie d'interminables contestations dont Molière, Racine, Boileau et bien d'autres, ont aimé à rire.²⁸

Le 2 janvier 1724, les consuls et habitants de Saint-André délibèrent et demandent que le syndic du collège remette au sieur Carcin, subdélégué de l'Intendant de Grenoble les titres et actes de créance.²⁹ Tenaces dans leurs réclamations, les Jésuites exigent de leurs adversaires, par exploit du 6 avril 1726, reconnaissance de l'ancienne rente de 225 livres fixée à cette somme le 6 mars 1662; une fois de plus la paroisse répond qu'elle ne doit plus qu'une rente de 2 % et invoque l'arrêt de 1720.³⁰ Devant son impuissance, le syndic y veut mêler la ville de Gap, et l'obliger à faire valoir la créance, comme acquéreur de l'ancien prieuré de Saint André les Gap.³¹ Par suite, il est facile de s'en rendre compte, c'est le maquis. Le collège avait eu déjà maille à partir avec les communautés rurales de l'Embrunais au sujet des tailles, il avait bien d'autres affaires sur les bras et se trouvait alors en conflit avec Messire Etienne de Roux d'Arbaud, prévôt du vénérable chapitre métropolitain : il s'agissait d'une île située sur la paroisse de Saint André. Trop heureuse de pouvoir ennuyer les Jésuites, la communauté se porta partie dans le procès et persévéra dans son attitude malgré la transaction intervenue le 7 novembre 1729, par devant M^e Antoine Robert, notaire à Embrun, entre le collège et le prévôt.³² Quelques jours plus tard, le 30 novembre, la communauté de Saint André décida de nouveau de rembourser à la compagnie de Jésus, la somme qu'elle lui devait, elle constitua à cet effet une somme de 5.000 livres tant pour le capital que les arrérages de la rente, cette décision fut agréée par les habitants.³³

²⁸ Citons seulement le très long procès qui a divisé les deux communes de Charchilla et de Meussia dans le Jura, et qui dura de 1313 à 1921, il avait son origine dans une charte peu explicite de 1232.

²⁹ ³⁰ ³¹ Archives départementales des Hautes-Alpes, H 102 et 103.

³² ³³ Archives départementales des Hautes-Alpes, H 102 et 103. Il s'agissait d'une île de la Durance, en amont d'Embrun.

La chose eut peut-être encore trainé en longueur, sans l'intervention providentielle du nouveau prévôt du Chapitre. C'était Messire d'Hugues, il appartenait à une très vieille famille alpine qui avait fourni à la cathédrale d'Embrun des chanoines et un archevêque.²² En 1730, il proposa de payer lui-même aux Jésuites les 4.500 livres qu'ils avaient prêtés en 1641 à la paroisse de Saint-André. La paroisse de son côté acceptait d'imposer sur ses membres la somme de 500 livres pour rembourser les arrérages et s'engageait en reconnaissance du don de 4.500 livres qui lui était fait, à verser aux pauvres de la communauté les intérêts de cette somme au dernier 30, la rente ainsi constituée était de 140 livres.²³ C'était plus que les 90 livres que Saint-André prétendait devoir, mais cette somme était du moins destinée aux miséreux du pays et non pas à des réguliers qu'on regardait comme des Crésus. Cet arrangement reçut l'approbation du roi en son conseil le 5 décembre 1730;²⁴ rien ne s'opposait plus dès lors à ce que les parties se missent d'accord. Par transaction du 21 février 1731, passée par devant M^e Antoine Robert, la communauté rurale retira toutes ses prétentions au sujet de l'île, s'engageant à en laisser jouir en paix le collège, s'obligeait à payer au syndic des Jésuites les 500 livres d'arrérages qui restaient dues et constituait enfin en faveur de ses pauvres, une pension annuelle et perpétuelle de 140 livres.²⁵ Messire d'Hugues versa aux Jésuites les 4.500 livres qu'il avait promises et le procès en cours devant le Parlement se trouva de la sorte terminé. Grâce au prévôt du chapitre, les pauvres de Saint André d'Embrun demeuraient les bénéficiaires de

²² Guillaume d'Hugues fut archevêque d'Embrun de 1612 à 1648, il avait été auparavant général des Cordeliers, les Jésuites d'Embrun lui devaient la construction de leur chapelle, il avait donné à cet effet, en 1642, une somme de 6.000 livres.

²³ Archives départementales des Hautes-Alpes, H 103. Les 140 livres de 1731 feraient aujourd'hui 1.995 francs.

²⁴ Archives départementales des Hautes-Alpes, H 102.

²⁵ Le versement eut lieu le 8 mars 1731 en la maison du prévôt du chapitre, le R. P. Baudret était alors recteur du Collège.

l'accor !, c'était une véritable fondation pieuse qui était faite à leur profit.

Il ne faudrait pas croire pourtant que tout sujet de litige était écarté entre les consuls de Saint-André et le collège, il y avait toujours entre eux une vieille rivalité, et, dès 1733 la communauté attaquait les Jésuites au sujet des tailles d'où nouveau procès qui occupa tout le milieu du XVIII^e siècle; nous ne nous en occuperons point, nous n'avons voulu que montrer comment la célèbre compagnie se trouva sous l'Ancien Régime banquière et créancière d'une petite paroisse de l'Embrunais.

Pierre MARTIN-CIVAT.



JOUGLAR

Il existe en latin trois substantifs de forme assez rapprochée l'un de l'autre :

- 1° du verbe *jaculor* dérive *jaculator* « lanceur ».
- 2° du verbe *jocor* par le diminutif *joculum*, *joculator* « rieur, railleur ».
- 3° du verbe *jugulo*, *jugulator* « égorgueur, assassin ».

Du Cange cite, dans son glossaire de la basse latinité, en 1100, un *Willelmus jugulator* : ce Guillaume tenait évidemment l'emploi d' « égorgueur » de bestiaux ou, peut-être même, de bcurreau. On peut y joindre l'exemple analogue suivant qui est du XII^e siècle également.

Pons Jeanselme donne à Oulx 6 sétérées de terre à la Baume ainsi que le *servicium Poncii Jugulatoris* dont les champs se trouvaient à Désertes, sur la rive gauche de la Dora, en amont d'Oulx¹.

Il se pourrait que le verbe *jounglar*, cité par M. Arnaud dans son glossaire de la vallée de Barcelonnette² avec le sens de « pincer entre deux objets » dérive de *jugulare*.

Mais c'est assurément le second des substantifs latins ci-dessus énumérés, *joculator* « rieur », qui a eu au moyen-âge la plus riche expansion.

Gustav Körting³ dérive de l'adjectif bas-latin *jocularis* formé sur le substantif *joculum* :

¹ *Rizantella*. Chartarium Ulcense. 1745. p. 191, n° 235.

² p. 82.

³ Lateinisch-romanisches Wörterbuch. Paderborn, Schöningh. 1891, col. 424, n° 4466; col. 425, n° 4467.

l'italien : giocolare
 le roumain : jucarie
 le provençal : joglar
 le catalan : juglar
 l'espagnol : joglar, juglar

puis, du substantif primitif *joculator* :

l'italien : giocolatore
 le vieux français : joglere, jogleor
 le français moderne : jongleur.

La richesse de ce développement a amené plusieurs dérivations successives du sens primitif et le « rieur » latin est devenu celui qui fait rire, soit en faisant de la musique, soit en jonglant avec différents objets. Ainsi, Mistral, dans son trésor, donne à *jouglar* le sens de « musicien, ménétrier » et, en même temps, de « jongleur ».

Après quoi, d'une part, par extension de jongleur, dérive en français pour *gengleres* le sens d' « effronté, impudent, trompeur ».

D'autre part, dès le latin *joculator*, dérive, en plus de « ménétrier » le sens spécial de « veilleur ». Pour comprendre cette dérivation, il faut savoir que les veilleurs chargé de protéger les châteaux du moyen-âge étaient munis, pendant leur faction, d'une trompe et, quand ils apercevaient à l'horizon poindre un danger, ils sonnaient de cette trompe pour prévenir les gens de se tenir sur leur garde. On conserve précisément au Musée de Gap deux de ces trompes et terre cuite datant de la fin du XII^e siècle et trouvées dans le donjon de Faudon.

Ces divers sens peuvent assurément se trouver représentés par les noms de famille actuels de Jouglar, Jouglard ou Jougla, sans que par eux-mêmes on soit en mesure de dire celui qu'ils désignent précisément.

Il existait à Bricherasio, en Piémont, un *Umbertus Juglarus* qui, le 29 mai 1261, donne au monastère de N.-D. de Staffarde, une pièce de verger à Bricherasio même.

C'est l'exemple le plus ancien que l'on ait eu l'occasion de relever d'un tel nom de famille dans les Alpes.⁴

*
**

Ce développement linguistique établi, on peut voir maintenant quelles traces en garde le répertoire des noms de lieux de la France. A en juger par le Dictionnaire des Postes, elles sont faibles.

Joncla, ou Joucla, Arière, c^{ne} Saint-Jean-du-Falga.

Jonclary, Aude, c^{ne} Conques.

Jonclas, Gironde, c^{ne} Quinsac.

Joucla, Aude, c^{ne} Alzonne.

Joucla, Tarn, c^{ne} Murat-sur-Vèbre.

Jouclard, Lot, c^{ne} Dégagnac.

Jouglas, Var, c^{ne} Six-Fours.

Jutgla, Basses-Pyrénées, c^{ne} Sault-de-Navailles.

Giglaire, Haute-Savoie, c^{ne} La Clusaz.

Toutes ces localités sont méridionales et ce ne sont que de simples quartiers ruraux fort restreints. La lecture des Dictionnaires topographiques de chaque département en augmenterait le nombre, mais non pas l'importance.

Celui des Hautes-Alpes indique :

Jouglard, torrent, c^{ne} des Orres.

les Jouglards, quartier, c^{nes} des Crottes et de Baratier :

Joglaria, 1430; *Joglara*, 1430.

les Jouglards, hameau, c^{ne} d'Orcières : *Joglariis*, 1529.

le Jouglaret, écart, c^{ne} de Briançon : *Juglaretia*, XIV^e siècle.

les Jouglarons, ferme, c^{ne} de Romette.

Ces formes anciennes jointes à leurs expressions modernes montrent que le *d* final de celles-ci ne se justifie pas, non plus que dans la forme Villard dérivée de *Villar*.

⁴ *Ferdinando Gabotto*. Cartario di Pinerolo. Pinerolo, 1899. pp. 208-209, n^o 128.

Jouglaret et Jouglarons sont des diminutifs, ainsi que l'indique Mistral dans son Trésor où *jouglaret* signifie « petit jongleur ».

L'existence d'un torrent de ce nom sur le terroir des Orres est à noter : il est probable que ce torrent doit son nom au quartier assez voisin, qui se trouve sur les communes des Crottes et de Baratier. Mais, de l'autre côté des Alpes, un fait pareil s'observe aussi qui ne peut sans doute s'expliquer de même. En effet, un texte daté de Pignerol le 20 juin 1280 indique une limite fixée *de rivo Jaglardo*¹. Ici le *d* final est ancien et, surtout, la première voyelle n'est plus un *o* mais un *a* ; il y a donc lieu de se demander si, pour ce torrent transalpin, à défaut d'un quartier habité et voisin, muni primitivement de ce vocable, l'origine ne serait pas *jaculator* plutôt que *joculator*. Ce serait donc un torrent « qui lance, qui projette » les matériaux entraînés par lui. De fait, sur la carte, on constate que le Risagliardo, affluent du Chisone sur la rive droite, dans le terroir de la commune de Pramollo. Cependant, ce *jaculator* serait unique parmi tous les *joculatores* des Alpes et, en fait de toponymie, il ne faut pas admettre d'exception sans nécessité bien prouvée.

Laissant de côté ce cours d'eau douteux, la conclusion sera, pour les écarts, les quartiers, les fermes et même les hameaux du nom méridional de Giglaire, Joncla, Jonclary, Joucla, Jouclard, Jouglard, Jouglas, Jutgla, que leur nom remonte à l'existence, sur leur sol écarté, d'un *joculator* ou plutôt, d'un *jocularis* médiéval chargé de veiller sur la sécurité des habitants de sa communauté en sonnant de la trompe au premier soupçon de danger.

On ne concevrait pas, en effet, que l'existence des ménestriers ou des jongleurs, artistes surtout urbains, dont l'activité se produisait partout, ne se retrouve fixée, sur toute la surface du territoire, que dans quelques communes montagneuses et éloignées des centres.

Si l'on en juge par la Clusaz placée à la source du Nom

¹ *Ferdinando Gabotto*. Cartario di Pinerolo. Pinerolo, 1899, p. 263, n° 164.

sur les pentes de la chaîne du Reposoir, aussi bien que par Orcières placé à la source du Drac ou par les Orres sur le torrent de Vachères, le caractère particulier de ces sites montagneux et écartés est de se trouver aux abords d'un col.

Pour la Clusaz, c'est le col des Aravis entre le bassin du Fier et celui de l'Arly. Pour Orcières, c'est le col des Bartes, vers Réallon, antique voie du bronze, entre le Drac et la Durance. Pour les Orres, c'est le col des Orres, entre la Durance et l'Ubaye. Ces cols étaient des passages par où pouvait se présenter le danger. Un poste de veille où les veilleurs se succédaient tour à tour s'imposait à leur débouché.

En dehors des Alpes, sur le littoral, Jouglas est placé près du seuil qui sépare les eaux tombant à l'ouest sur la baie de Sanary et, à l'est, sur la baie de la Seyne. Une vigie peut fort bien avoir été placée dans ce site au nord du cap Sicié et à proximité du port de Toulon.

Entre l'Aude et la Garonne, Jaucla et Jonclary sont dans les environs de Carcassonne. Le Joucla de l'Ariège est près de Pamiers; le Jutgla des Basses-Pyrénées n'est pas loin d'Orthez. Ces exemples sont plutôt suburbains. Quant à Jonclas, cette vigie également suburbaine au sud de Bordeaux, domine la rive droite de la Garonne sur le sommet de Quinsac. Le Jouclard du Lot est à la source du Céou, vers Gourdon, sur le faite qui sépare les deux bassins de la Dordogne et du Lot. Le Joucla du Tarn est à la source de la Vèbre sur le faite qui partage les bassins de l'Agout (Lot), du Dourdou (Aveyron) et de la Marc (Hérault). Ces deux derniers sites, écartés des centres et placés près d'un col, sont donc identiques à ceux des Alpes.

Tous, en somme, qu'ils soient éloignés ou voisins des centres urbains, présentent le même caractère de vigie.

**

Les personnes qui, dans les Alpes, portent encore aujourd'hui le nom de Jouglar ou de Jouglard ne descendent donc ni d'un ménétrier joyeux ni d'un jongleur adroit. Leurs ancêtres ont habité l'un de ces quartiers écartés où se plaçaient les veilleurs attentifs dont l'œil aigu, l'oreille infallible devaient, du X^e au XII^e siècles, couvrir la frontière du Champsaur, de l'Embrunais et du Briançonnais, à proximité du col par où pouvait à tout instant surgir un ennemi dont la force cruelle allait tout mettre à feu et à sang.

Ce que la linguistique seule ne peut préciser, le caractère du site arrive à le déterminer.

Manteyer, 16 février 1929.

M.

CHRONIQUE LOCALE

POUR 1928

Au point de vue de la température et des autres phénomènes atmosphériques, 1928 n'est pas, comme on va le voir, une année ordinaire pour les Hautes-Alpes. L'hiver reste doux, on ne se croirait pas en pays de montagnes; les moyennes thermométriques sont, à Gap, pour les trois premiers mois : janvier, février et mars, 1°55, 4° et 5°97, alors que d'après M. Bénévent : « *Le Climat des Alpes françaises* », p. 88, pour trente neuf années d'observations, on trouve dans cette ville, pour les mêmes mois, 0°33, 1°29 et 4°59.

Presque pas de neige dans les parties basses et moyennes du département; à Gap, elle tombe à plusieurs reprises sans pouvoir prendre pied; une seule fois, dans la nuit du 12 au 13 février, la couche atteint onze centimètres, mais le 15 au soir, il n'en reste plus; c'est à Bayard, à 1246 mètres d'altitude et même plus haut qu'il faut aller pour en trouver. Février, à quelques jours près, a même une température printanière, heureusement les nuits sont assez froides pour arrêter le départ de la végétation. Mars est beau; mais en avril, le thermomètre reste bas, la pluie est fréquente, c'est un mois humide peu favorable aux récoltes qu'il met en retard; mai lui ressemble, sauf vers la fin où l'on passe, presque sans transition d'une température trop basse pour la saison à un été chaud et sec. Pendant les mois de juillet et d'août, il ne tombe, à Gap, que 45 millimètres d'eau; rarement on a vu, dans les Alpes, une température aussi constante, aussi élevée pendant les mois de juin, juillet, août et même septembre.

Voici les températures moyennes de ces quatre mois : juin, 16°56; juillet, 22°31; août, 19°63; septembre, 16°50; pour la même période M. Bénévent donne de 1878 à 1916, 16°04; 18°70; 18°17 et 14°28. D'après les anciens, depuis longtemps on n'avait pas eu un été aussi chaud. Si l'on se reporte en arrière, parmi les rares documents que l'on trouve à ce sujet, le Gapençais Chabot, nous dit, dans son livre de raison, que pour l'année 1635, « la chaleur a été si grande qu'il n'est arrivée la semblable de mémoire d'homme vivant, ayant duré jusques au 12 septembre extrêmement violente, et continuée jusques au 20 novembre. »

A l'équinoxe d'automne, pendant quatre jours, une vague de froid gèle toutes les plantes délicates, particulièrement les fanes des pommes de terre, la croissance des tubercules est ainsi arrêtée et la récolte compromise; dans la nuit du 23 au 24 septembre, de 4 heures du matin à 7 heures, le thermomètre reste à 0° à la prise du canal de l'usine de Ventavon, à la Saulce; le froid est général en France, les journaux signalent moins trois degrés dans la région de Saint-Etienne et à Aurillac.

Nouveau désastre le 28 septembre : une terrible inondation se produit autour du massif du Pelvoux et de ses contreforts, puis se renouvelle, mais plus générale, le 22 et le 23 octobre; on en verra les détails plus loin.

Enfin, pour finir cette année que l'on peut qualifier de mauvaise, même de désastreuse pour les Hautes-Alpes, le mois de décembre est froid; à l'observatoire de l'École normale d'Instituteurs, à Gap, on note 29 jours où la température minima est au-dessous de 0°; le 25, elle descend à moins 12°.

Hauteur totale de neige, en millimètres, tombée dans les localités suivantes du 1^{er} octobre 1927 au printemps de 1928, d'après le service des Eaux et Forêts :

	Altitude de l'observatoire	Jours de neige
Névache	1.645 m. : 1.266 mm. pour	29
Chantemerle (St-Chaffrey)....	1.365 m. : 2.900 mm. —	26
Vallouise	1.150 m. : 2.340 mm. —	26
Cervièrès	1.620 m. : 2.672 mm. —	44
Abriès	1.552 m. : 2.700 mm. —	26
Arvieux	1.553 m. : 2.068 mm. —	35
Céillac	1.650 m. : 2.469 mm. —	44
Vars.	1.658 m. : 2.251 mm. —	31
Freissinières.	1.150 m. : 1.004 mm. —	23
Orcières.	1.400 m. : 1.435 mm. —	20
Champoléon	1.271 m. : 1.717 mm. —	31
Villard-Loubière.	1.030 m. : 2.111 mm. —	31
St-Etienne-en-Dévoluy.	1.350 m. : 1.394 mm. —	42
Durbon	1.050 m. : 1.432 mm. —	11
Gap.	762 m. : 244 mm. —	14

Total de l'eau recueillie à l'observatoire de l'Ecole normale d'Instituteurs de Gap, du 1^{er} janvier au 31 décembre 1928 pour 94 journées où il y a eu de la pluie : 1.875 millimètres 1. Ce nombre est plus que double de celui de l'année dernière : 934 mm. 2, qui était déjà au-dessus de la moyenne, 849 mm. 5, obtenue pour une période de 41 années d'observations.

**

Pendant les mois de janvier et février 1928, on continue la démolition des vieux remparts romains de la ville de Gap; il n'en reste plus que quelques substructions; ainsi disparaissent peu à peu les monuments antiques, souvenirs des siècles passés.

**

Trois incendies sont à signaler au cours de l'année : l'un à Gap, où le mercredi 9 mai, avenue d'Embrun, dans les Etablissements Charmasson, le feu, activé par le vent, les débris de bois, le goudron, réduit en cendres environ

60.000 poteaux télégraphiques. Le deuxième, au Lauzet, hameau de la commune de Monétier-les-Bains, le 24 août, le feu détruit seize maisons encore couvertes en chaume et non assurées. Le troisième, provoqué par la foudre, se produit au hameau de Souliers-en-Queyras, le dimanche 2 septembre; quatorze maisons habitées par sept familles, et la chapelle, sont la proie des flammes; aucune n'était assurée.

*
**

Par jugement en date du 23 octobre, le Tribunal civil de Gap approuve l'expropriation d'une surface de 58 hectares de terrain dans la plaine de Tallard, dont l'acquisition est déclarée d'utilité publique et d'urgence, par décret du 1^{er} juillet 1928, pour la construction d'un camp d'aviation militaire.

*
**

A Embrun, en décembre, une partie du rocher en poudingue sur lequel est bâtie la ville, se désagrège; 20.000 mètres cubes environ s'en détachent et s'écroulent dans la plaine.

*
**

Inondations de 1928

Un désastre tel qu'on n'en avait pas vu depuis 1856, pire peut-être que ce dernier, a désolé une partie du département des Hautes-Alpes, celle qui se trouve autour du Pelvoux et de ses contreforts. Le jeudi soir, 27 septembre, par une belle journée, le vent du Sud-Sud-Ouest amoncelait les nuages sur ces montagnes. Dans la nuit l'eau commençait à tomber et au matin du 28, alors que le temps restait à peu près beau dans le Gapençais, et que la pluie n'avait rien d'extraordinaire dans le fond des vallées, elle était si forte sur les sommets des massifs com-

pris entre la Durance à Savines, la Romanche au Bourg-d'Oisans et à La Grave, que les observateurs témoins de cette pluie disent que, sur les flancs de ces montagnes, à la surface du sol, ce n'était plus le ruissellement que produisent les fortes averses, mais une nappe d'eau qui glissait sur les pentes et se précipitait dans les ravins. Le résultat ne se fit pas attendre; peu après, les torrents qui descendent de ces hauteurs sortaient de leur lit ordinaire insuffisant pour les contenir et commençaient leurs ravages.

La Gyronde, le Fournel, la Biaissee, le Couleau, le Rabioux, le torrent de Réallon, dans la vallée de la Durance; le Drac et ses affluents, la Séveraissette, la Séveraisse, la Romanche et beaucoup d'autres moins importants débordaient à la fois dans la matinée du 28 septembre, menaçaient d'occuper dans leurs anciens lits, sur leurs cônes de déjection tous les terrains protégés par des digues et remis en culture à force de travail, d'énergie. En quelques heures les ponts étaient emportés ou rendus inutilisables par suite du changement de lit des cours d'eau, les routes coupées, les poteaux télégraphiques et téléphoniques renversés; de ce fait, les communications se trouvaient interrompues, les villages isolés les uns des autres, les approvisionnements rendus très difficiles, sans parler de quelques maisons détruites ou fortement endommagées, et de celles qu'il avait fallu évacuer à la hâte, craignant de les voir emportées ou submergées par les eaux. Tel qui le matin avait franchi un pont pour vaquer, au delà, à ses occupations, se trouvait le soir, sans vivres et sans abri, sur la rive opposée à son domicile qu'il ne pouvait regagner.

A l'usine électrique de Beynon, où l'on note régulièrement les crues de la Durance, son débit passa, en peu de temps, sans que rien ne fit prévoir un pareil débordement dans cette région, de 140 mètres cubes à la seconde à plus de 1.200, nombre maximum que l'on peut enregistrer.

Quinze heures de pluie avaient suffi pour accomplir tous ces désastres. Aucun vieillard ne se rappelle avoir vu une inondation aussi brusque, aussi rapide; le mal était à peu près achevé lorsque, vers treize heures, la pluie cessait momentanément de tomber.

Pour donner une idée à peu près exacte des dégâts faits par les eaux, il est nécessaire de les décrire sommairement torrent par torrent.

La Gyronde et le Fournel. — En Vallouise, la Gyronde emporte le barrage de la prise d'eau de l'usine Alais, Frogès et Camargues sur une quarantaine de mètres, elle inonde les propriétés aux abords du chef-lieu et coupe la route sur une longueur de 300 mètres vers le hameau des Parchers.

Les dégâts du Fournel à l'Argentière sont autrement importants; outre les ponts et passerelles emportés sur tout son cours, le torrent, au débouché de la gorge où il est encaissé en amont de l'usine du Quartz-Fondu, sort de son lit à droite et à gauche après l'avoir rempli de rochers et de gravier, se répand dans les propriétés qu'il ravine et engrave ainsi que les chemins et le parc des sports, détruit les travaux de défense faits pour la protection de l'usine, l'envahit, l'encombre de matériaux, y cause d'énormes dégâts; en même temps, il coupe la voie ferrée en remblai sur ce point, y fait cinq brèches dont trois de 2 mètres de longueur sur 1 m. 50 de profondeur, la quatrième de 8 mètres de longueur sur 2 m. 50 de profondeur et la cinquième de 30 mètres de longueur sur 6 de profondeur.

Pour arrêter le mal et commencer les réparations, il faut ramener le Fournel dans son lit que l'on recreuse sur une longueur de 700 mètres, 4 m. 50 de largeur et un mètre de profondeur, soit 3.150 mètres cubes de matériaux déplacés. Certains des blocs entraînés par le torrent sont si gros qu'il faut 152 mines pour pouvoir les enlever. Quatorze cents mètres cubes de ces déblais servent pour combler, sur une seule voie, les brèches de la ligne du chemin de fer.

L'Administration des Ponts et Chaussées estime que la

reconstruction du pont sur le Fournel, à l'Argentière, coûtera plus d'un demi million.¹

La Biaisée. — Dans la vallée de Freissinières, la Biaisée démesurément grossie par la masse d'eau tombée sur la montagne, entre Dormillouse et Orcières, emporte ou engrave plusieurs hectares de terre le long de son cours ainsi que les récoltes qui s'y trouvent encore le 28 septembre, et ne laisse aucune passerelle de sa source à la Durance. A Pallons, elle démolit la forge, le moulin, la maison du meunier, le transformateur électrique, le pont refait à neuf depuis deux ans seulement; près de son confluent, la Biaisée déborde sur ses deux rives; on estime que l'ensemble de ses dégâts s'élève à plus de trois millions.

Le Couleau. — Près de Saint-Clément, c'est le Couleau qui fait une brèche à la route nationale, tandis que le ravin de l'Étroit, à 8 heures ¹/₂, engrave la voie ferrée, occasionne le déraillement de la machine de tête, du tender et du fourgon du train de marchandises venant de Briançon; le reste, détaché aussitôt, est ramené en arrière par la locomotive de queue et mis en sûreté pendant que la première machine continue à être engravée jusqu'au-dessus de la plateforme, et n'est dégagée que le 8 octobre, on devine dans quel état, après un déblaiement d'environ 1.000 mètres cubes de matériaux, demandant 330 journées d'ouvriers.

Le Rabioux. — Le Rabioux, à Châteauroux, n'est pas moins dangereux que le Fournel à l'Argentière; avec la masse de matériaux arrachés à la montagne et qu'il entraîne avec fracas, il comble son lit, en sort sur la rive gauche, coupe la route établie sur un remblai de 3 à 5 mètres de hauteur, y fait une brèche de 100 mètres de longueur à l'extrémité de laquelle il se creuse un nouveau lit,

¹ Je remercie l'Administration des Ponts et Chaussées et M. Warenguen, inspecteur du Contrôle de l'État au chemin de fer, qui ont bien voulu me fournir des renseignements précis sur les dégâts causés par les inondations.

en même temps, un peu en aval, il emporte sur une longueur de 80 mètres la voie ferrée également sur un remblai de 5 à 6 mètres de hauteur. Heureusement les rails et les traverses restent sur place, s'infléchissent, arrêtent les arbres entraînés par le torrent, forment un barrage où s'accumulent blocs et graviers qui se trouvent ainsi à pied d'œuvre pour rétablir la ligne.

Trois heures suffisent au Rabioux pour faire tous ces dégâts, qui ne sont provisoirement réparés au chemin de fer et sur une voie, qu'après quinze jours d'un travail acharné et l'emploi de 3.600 journées d'ouvriers. Là, comme ailleurs, les militaires suppléent la main-d'œuvre que l'on ne peut trouver en quantité suffisante ; 180 soldats du génie travaillent d'abord jour et nuit en trois équipes, puis en deux : de 4 heures à midi et de 12 h. à 20 h.

Torrent de Réallon. — Ce torrent emporte, dans son lit supérieur les barrages destinés à régulariser son cours, affouille profondément ses berges entraînant les arbres et les arbustes qui s'y trouvent ; il coupe la route de Saint-Appolinaire à Réallon à droite et à gauche du pont sur lequel on le franchit, se creuse un nouveau lit très profond et isole ainsi les habitants des deux rives.

A Savines il emporte ou détruit sur plusieurs centaines de mètres la canalisation de l'eau chargée d'actionner la Cotonnière du Sud-Est, l'usine de pâte à papier, la scierie, laissant sans travail de nombreux ouvriers. Il menace la gare et toutes les habitations construites sur la partie droite de son cône de déjection protégées par une digue qui résiste heureusement ; enfin il coupe la route de Puy-Saint-Eusèbe, ébranle le pont qu'une seconde crue emportera et engrave quelques propriétés vers son confluent dans la Durance.

Le Drac. — Le Drac, à l'origine, est formé par deux branches, celle de Champoléon qui vient du col de la Cavale et du glacier de Sirac, celle d'Orcières, dont la source est aux Terres-Blanches. Les communes de Champoléon et d'Orcières se ressemblent peu bien que très rapprochées.

tandis que dans la première, les montagnes fort abruptes ne permettent des cultures à peu près qu'au fond de la vallée et sur les cônes de déjection des torrents, ce qui rend les inondations redoutables, dans la deuxième, villages, champs et prairies se trouvent étagés sur les pentes moins inclinées; seules, les propriétés près des rives sont exposées aux débordements des eaux.

A peine sorti des gorgès de la haute montagne où la pluie a été torrentielle, le Drac d'Orcières entame les prairies de Chabrières. Arrivé à Prapic, il menace les maisons les plus rapprochées de son lit après avoir emporté l'un des des deux moulins du village et rendu l'autre inutilisable. Grossi de Blési, il affouille ses berges tantôt à gauche dans les éboulis du Ranc, tantôt à droite dans les maigres champs qu'on y trouve, enlève entre les hameaux des Quartiers et des Chabauds le pont de Lachenal. A Pont-Peyron, il mine un champ et la route des Audiberts qui s'effondrent peu à peu dans la masse d'eau, laissant une rive à pic d'environ vingt cinq mètres de hauteur, emporte la passerelle, une scierie et une partie de la maison attenante; puis, son lit devenant plus large, le Drac divague, ravine ou détruit les propriétés voisines, arrache arbres et arbustes sur ses rives, ne laisse aucune passerelle et à Merdarel près des Tourrengs, où il creuse fortement son lit devenu plus étroit, il emporte la prise d'eau de l'usine de l'éclairage électrique et prive le pays de cette lumière probablement pour longtemps, tant les dégâts sont considérables. Il menace ensuite fortement le hameau des Garnauds et ses belles prairies qui, malheureusement forment cuvette entre les deux Dracs d'Orcières et de Champoléon dont les lits sont surélevés par des apports considérables de graviers anciens et récents. Les maisons sont évacuées, le travail acharné des habitants évite un désastre en empêchant l'eau de couper complètement une digue fortement entamée.

C'est près des Garnauds que les cours d'eau de Champoléon et d'Orcières se réunissent; le Drac, dès lors, n'en devient que plus redoutable, il détruit la prise du canal qui

amène l'eau dans la vallée de Gap, envahit et enseble sur une hauteur de un mètre la maisonnette du gardien, située près de là, coupe sur une longueur de vingt mètres la route de Corbière, la seule pour aller à Champoléon et à Orcières, emporte le pont des Riccus, arrive à Pont-du-Ressé, où le village formé de 55 maisons habitées par 67 familles n'est sauvé de l'inondation que parce que l'eau élargit son lit en emportant une partie de la maison la plus voisine ainsi que le pont dit du Diamant et ses culées, considérés comme inébranlables, au point que plusieurs personnes se trouvaient encore sur son tablier quelques minutes avant sa chute dans l'eau et n'étaient parties que sur l'injonction du brigadier de gendarmerie.

Plus loin, le Drac inonde la commune de Chabottes sur l'une et l'autre de ses rives, le pont qui les unit ne résiste que parce que la masse d'eau s'ouvre un débouché à droite et à gauche; mais en aval il emporte celui de Saint-Laurent, coupe la route de Gap à Grenoble au-dessous du village des Barraques. au 17^e kilomètres, sur une longueur de 250 mètres, ouvre une brèche dans la digue qui la soutient au 19^e kilomètre, et porte ensuite ses ravages dans le département de l'Isère.

Le Drac de Champoléon. — Ce cours d'eau et ses affluents dont les débordements sont signalés depuis le moyen âge, est encore plus redoutable que celui d'Orcières. » On ne pourrait pas vous dépeindre l'impétuosité des torrents dans le temps de leurs débordements », disent, en 1789, les consuls de cette vallée dans un mémoire à la Commission intermédiaire des États du Dauphiné.

Dans l'inondation du 28 septembre, il change de lit aux chalets de Chaumeille et s'en creuse un nouveau dans les prairies; il achève la démolition du hameau des Auberts, commencée en 1914, abandonné depuis, emporte le pont et une partie du chemin unissant le haut de la commune au chef-lieu, menace les maisons les plus rapprochées de son lit dans ce village, après avoir détruit l'enrochement destiné à le défendre, coupe la route entre le hameau des

Martins et celui des Eyrauds sur une longueur de 150 à 200 mètres, quitte son lit au pont des Blancs, comble en grande partie la digue en bordure de la route et des prés des Garnauds.

Les torrents qu'il reçoit à droite et à gauche ne font qu'augmenter le mal; les deux qui descendent de Val-Etroit et du Tourrond, rompent leurs digues, engravent aux trois quarts les terres mises en culture sur leurs cônes de déjection; celui de Méollion, se borne pour cette fois à la destruction du pont sur lequel on le franchit, après avoir engravé son lit et recouvert en grande partie les digues destinées à le contenir.

Veut-on quelques chiffres pour préciser les dégâts; voici, d'après le rapport adressé au Ministère des travaux publics par le service des Pont et Chaussées, les sommes nécessaires pour remettre en état ou protéger la route par suite de l'exhaussement du lit du Drac, du Pont-du-Fossé aux Borels, chef-lieu de la commune de Champoléon, sur une longueur de huit à neuf kilomètres :

Reconstruction du pont du Diamant à	
Pont-du-Fossé et digue aux abords...	800.000 fr.
Construction au même lieu d'une passerelle	
provisoire pour rétablir la circulation.	60.000 »
Construction d'une digue aux Foulons..	200.000 »
Rechargement de l'enrochement du Mail-	
lol.	40.000 »
Réparation d'une brèche et travaux d'en-	
rochement à Corbière.....	250.000 »
Rechargement de la digue des Garnauds	
remplie par les apports du Drac.....	80.000 »
Reconstruction du chemin et d'une digue	
entre les Eyrauds et les Martins.....	300.000 »
Reconstruction du pont de Méollion et des	
digues.	250.000 »
Rechargement de l'enrochement des Bo-	
rels.	100.000 »
Total.....	<u>2.080.000 fr.</u>

Il est vrai que les neuf kilomètres pris comme exemple se trouvent sur un des points les plus endommagés ; admettons aussi que l'Ingénieur ait un peu forcé son devis, mais les dégâts sur les autres routes sont à l'avenant, et il faut y ajouter les terres emportées, les maisons détruites ou détériorées, et combien d'autres ravages !

La Séveraisse. — Pour abrégér une énumération déjà trop longue, laissons la Séveraissette qui, fréquemment désole la commune de Molines-en-Champsaur et semble, cette année, avoir complètement découragé les habitants en emportant leurs chemins, en ravinant leurs champs, leurs récoltes et voyons les dégâts commis par la Séveraisse.

Ce cours d'eau sort des glaciers du Pelvoux et a environ 37 kilomètres de longueur du hameau du Clot au fond du Valgaudemar, jusqu'à son confluent dans le Drac. Il coule dans une vallée profonde et étroite entourée de montagnes aux massifs imposants dont la plupart des sommets dépassent 3.000 mètres. De ces sommets, sur des pentes abruptes, la plupart dénudées, l'eau de pluie descend rapidement, presque en totalité, formant des torrents aux cascades nombreuses qui, en temps ordinaires, font la joie des touristes, mais par les fortes pluies, se précipitent dans la vallée, ajoutant leurs ravages à ceux de la Séveraisse. Le plus redoutable de ces torrents est celui de Navette dont le confluent est au village de la Chapelle.

Cette configuration du sol facilite les inondations, aussi se renouvellent-elles fréquemment en Valgaudemar. Parmi les crues les plus redoutables de la Séveraisse, sans remonter au moyen âge, où elle ne furent pas moins terribles que de nos jours, on peut signaler celle de 1856 déjà citée, celle de 1763, où, d'après les archives, « la Séveraisse emporta d'une manière irréparable la majeure partie des fonds. »

En 1789, les consuls de Villard-Loubière, dans un mémoire à la Commission intermédiaire des Etats du Dauphiné, disaient : « C'est un torrent qui ruine, non seulement cette communauté, mais encore toute la contrée. Les fonds les plus précieux seraient à ses bords, si on pouvait

les y conserver; mais ce furieux torrent ne respecte rien; il prend, laisse, reprend, change et rechange de lit, emporte et submerge, au moyen de quoi on ne s'avise plus de défricher ses relaissés, parce qu'on est assuré que, dans moins d'un ou deux ans, il vient reprendre ce qu'il a abandonné. »

Moins de deux ans, c'est quelquefois vrai, mais le retour des fortes inondations est généralement beaucoup plus éloigné; dès lors, comment résister au désir d'étendre les propriétés riveraines ou d'en former de nouvelles, lorsque, après plusieurs années favorables, après la construction de quelques digues et autres travaux de défense, on croit pouvoir rester maître de délaissés qui donneraient après leur défrichement des terres fertiles? On les remet en culture, puis une nouvelle crue extraordinaire, comme celle de cette année, les envahit de nouveau, le cours d'eau reprend ses droits et détruit le travail de nombreuses années. Ainsi se poursuit, en pays de montagnes, cette lutte continue contre la nature, lutte qui crée les fortes races.

Voici les dégâts les plus importants causés en Valgaudemar par l'inondation du 28 septembre. Après avoir détruit sur bien des points la route, ou plutôt le chemin qui longe le cours d'eau et permet d'arriver au fond de la vallée, la Séveraisse emporte le pont faisant communiquer le haut de la commune avec le chef-lieu La Chapelle. Ce village est particulièrement éprouvé; construit sur les deux rives du torrent de Navette, on voit ce dernier, roulant des masses énormes de terre et de rochers arrachés à la montagne, sortir de son lit, envahir plusieurs maisons, engraver la route et la prairie où le Touring Club de France avait récemment fait construire un chalet-hôtel, la recouvrir d'un mètre de gravier et de cailloux.

En aval, la Séveraisse coupe la route entre la Chapelle et les Andrieux sur plus de 200 mètres; en même temps, elle exhausse son lit et se déverse sur les terrains de culture aux abords de ce dernier village, entraîne une des culées du pont en ciment y donnant accès et récemment construit. La route est également coupée en amont et en aval de Villard-Loubière, le pont du Roux est emporté,

si bien que, la plupart des hameaux de la vallée restent isolés les uns des autres pendant plusieurs jours, malgré le dévouement des soldats envoyés sur les lieux pour rétablir les communications. Vers Saint-Firmin, les canaux de l'usine électrique, de la fabrique de drap sont obstrués, le pont des Richards en construction est endommagé ainsi que la digue qui le protège.

Si aux nombreux dégâts énumérés on ajoute les terres emportées ou ravinées dont l'énumération serait longue, les éboulements produits, les aqueducs, ponceaux et fossés comblés un peu partout, on a une idée du mal fait par l'inondation du 28 septembre 1928.

Ce premier désastre des eaux ne devait malheureusement pas être le seul ; à peine avait-on rétabli la circulation par des travaux de fortune, des passerelles construites à la hâte, que le 20, 21 et 22 octobre, de nouvelles pluies torrentielles s'étendant sur tout le département et au-delà occasionnent une seconde inondation analogue à la première. Elle emporte non seulement tout ce qui a été rétabli, mais elle aggrave encore le mal qui ne fait que s'étendre. Tout est à recommencer sur la voie ferrée, sur les routes.

Comme pour la première inondation et jusqu'au 4 novembre les communications entre Embrun et Briançon ne peuvent se faire qu'avec des voitures légères et par la route étroite et défectueuse de la rive gauche de la Durance, impraticable aux lourds véhicules, trop étroite sur certains points pour que les convois puissent se croiser.

Ce sont des centaines de millions qu'il faudra pour remettre en état ce qui est réparable, mais jamais la terre arable emportée ne reviendra féconder le pays. Celui qui n'a pas vu les torrents de boue rouler et bondir dans le lit des rivières le 28 septembre, ne peut se douter du volume de matériaux entraînés par les eaux en furie,



Les dernières inondations ont permis de se rendre compte que les montagnes de Prapic, dans la haute vallée du Drac d'Orcières, restées nues jusqu'à la fin du siècle dernier, où l'administration des forêts y fit planter des conifères sur divers points, avaient autrefois du bois jusque vers 2.000 mètres d'altitude. Il y avait même de gros arbres à en juger par ceux que les affouillements du Drac ont mis à nu au-dessous de la chapelle de la Saulce, à quatre kilomètres environ de Prapic, au fond d'une gorge étroite.

Déjà, à différentes reprises, on avait trouvé, dans le lit du torrent, quelques troncs, de grosseur variable, que les habitants, dans leur langage pittoresque, pour montrer leur ancienneté, appelaient « *le bois du déluge* ». Cette année, pendant les grandes crues du Drac, une douzaine d'arbres, dont quelques-uns avaient encore de gros fragments de racines, ont été plus ou moins dégagés du sol où ils se trouvaient sans doute depuis plusieurs siècles, puisque, dans le pays, aucun vieillard n'a jamais entendu dire, même aux plus anciens qu'il a connus dans sa jeunesse, qu'il y eut du bois dans cette région; la tradition n'en a pas non plus conservé le souvenir.

Le 13 novembre 1928, l'un de ces arbres, un mélèze, les autres paraissent de même essence, encore enfoui en grande partie dans l'argile et les cailloux de la berge droite du Drac, avait environ un mètre de diamètre; un deuxième corrodé par l'eau sans écorce, peut-être aussi sans aubier, n'étant pas outillé pour le vérifier, mesurait 2 mètres 35 cent. de circonférence au point qui devait se trouver au niveau du sol lorsque l'arbre était en place, et 1 m. 65 cm. de circonférence, 4 mètres 70, plus loin; les autres corrodés également, brisés aux deux extrémités étaient plus petits.

Ces arbres, sans nul doute, n'ont dû leur conservation, à en juger par leurs cassures et la configuration du sol,

qu'à un éboulement de terrain produit sur la forte pente de la rive droite du torrent; entraînés et enfouis dans l'étroite gorge dont le fond se trouvait ainsi comblé, l'eau s'était fait un nouveau lit au-dessus, lit que les crues successives du Drac ont recreusé peu à peu jusqu'au point où il est aujourd'hui.

J. MEIZEL.

Observations du troisième trimestre 1928

121

JUILLET						AOUT						SEPTEMBRE					
Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie		Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie		Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie	
1	702.5	+10.0	+28.0	—		1	702.0	+11.0	+30.0	—		1	700.0	+8.0	+25.0	—	
2	703.3	+10.2	+29.5	—		2	701.0	+12.0	+30.0	—		2	698.0	+8.0	+25.0	—	
3	703.4	+11.0	+31.0	—		3	699.0	+13.0	+34.0	—		3	698.0	+9.0	+22.0	120	0
4	701.5	+12.0	+34.8	—		4	699.0	+13.0	+32.0	—		4	700.0	+10.0	+25.0	—	
5	702.0	+18.0	+31.0	—		5	698.0	+13.0	+28.0	—		5	702.0	+9.0	+26.0	—	
6	700.0	+11.6	+32.0	—		6	699.0	+10.0	+28.0	—		6	703.0	+9.0	+26.0	—	
7	700.0	+14.8	+27.0	—		7	702.0	+11.0	+29.0	—		7	703.0	+10.0	+28.0	—	
8	699.7	+12.5	+28.0	—		8	700.0	+9.0	+29.0	—		8	702.0	+9.0	+30.0	—	
9	700.5	+13.0	+28.0	6	0	9	701.0	+9.0	+31.0	—		9	702.0	+9.0	+28.0	—	
10	700.2	+13.0	+30.5	—		10	700.0	+12.0	+31.0	—		10	701.0	+10.5	+27.0	—	
11	704.8	+12.0	+30.0	—		11	699.0	+11.0	+32.5	—		11	700.0	+12.0	+26.0	—	
12	701.0	+13.0	+32.0	—		12	693.0	+11.0	+32.0	1	0	12	695.0	+11.0	+25.0	—	
13	704.0	+13.0	+31.0	4	0	13	699.0	+12.0	+31.5	—		13	698.0	+14.0	+25.0	—	
14	703.0	+12.0	+33.0	—		14	699.0	+10.0	+30.0	—		14	699.0	+13.0	+28.0	20	0
15	703.0	+12.0	+30.0	—		15	699.0	+10.0	+30.0	2	0	15	698.0	+10.5	+29.0	—	
16	702.0	+12.0	+36.0	—		16	700.0	+7.0	+28.0	—		16	696.0	+9.5	+24.0	20	0
17	702.0	+14.0	+36.0	—		17	699.0	+9.0	+25.0	—		17	697.0	+8.0	+24.0	—	
18	700.0	+13.0	+36.0	10	0	18	699.0	+11.0	+26.0	—		18	698.0	+9.5	+23.0	—	
19	699.0	+17.0	+35.0	—		19	698.0	+9.0	+28.0	—		19	700.0	+7.0	+23.0	—	
20	699.0	+14.0	+32.0	—		20	698.0	+9.0	+29.5	—		20	699.0	+6.0	+24.0	—	
21	700.0	+15.0	+34.0	—		21	697.0	+13.0	+25.0	—		21	697.0	+5.0	+24.0	10	0
22	701.0	+14.0	+32.0	—		22	697.0	+9.0	+23.5	—		22	693.0	+7.0	+23.0	—	
23	700.0	+13.0	+32.0	4	0	23	700.0	+9.0	+28.0	—		23	690.0	+2.5	+22.0	—	
24	700.0	+11.0	+34.0	—		24	698.0	+9.0	+29.0	—		24	695.0	+0.0	+25.0	—	
25	700.0	+11.0	+34.0	—		25	700.0	+11.0	+30.0	—		25	695.0	+0.0	+19.0	120	0
26	700.0	+14.0	+33.0	—		26	700.0	+11.0	+31.0	—		26	695.0	+6.5	+25.0	—	
27	700.0	+11.0	+32.0	2	0	27	693.0	+11.0	+30.0	—		27	695.0	+6.0	+22.0	—	
28	697.0	+13.0	+32.0	—		28	699.0	+12.0	+26.0	—		28	692.0	+9.5	+20.0	83	6
29	695.0	+12.0	+30.0	—		29	700.0	+13.0	+22.0	—		29	691.0	+6.0	+24.0	—	
30	700.0	+12.0	+35.0	—		30	698.0	+9.0	+24.0	12	0	30	693.0	+7.0	+24.0	—	
31	700.0	+9.0	+32.0	—		31	700.0	+7.0	+25.0	—		31	693.0	+7.0	+24.0	81	0

OBSERVATOIRE MÉTÉOROLOGIQUE DE L'ÉCOLE NORMALE DE GARÇONS DE GAP

Altitude : 735-20 (moyenne barom. 689 05), au nord, à l'ombre. Heure des observations : 7 h. du matin

Observations du quatrième trimestre 1928

OCTOBRE					NOVEMBRE					DÉCEMBRE						
Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie	Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie	Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie		
1	694.0	6.0	+19.0	—	1	691.0	+3.0	+12.0	1	0	1	701.0	7.0	7.0		
2	700.0	3.0	+19.2	—	2	690.0	+3.0	+14.5	16	0	2	693.0	5.5	9.5		
3	699.8	1.5	+15.5	20	0	3	693.0	+2.0	+15.0	6	0	3	697.0	3.4	8.0	
4	699.0	2.0	+19.4	—	4	692.0	+1.5	+13.0	—	—	4	701.0	4.0	4.0		
5	702.0	4.0	+19.8	—	5	694.5	+2.5	+10.0	—	—	5	702.0	3.0	4.0		
6	703.5	0.5	+19.9	—	6	696.0	+1.0	+12.0	—	—	6	701.0	11.0	8.0		
7	703.2	3.0	+20.0	—	7	690.0	+4.5	+13.0	5	1	7	701.0	8.0	7.0		
8	703.1	1.0	+20.8	—	8	681.0	+4.0	+9.0	—	—	8	696.0	8.0	4.0		
9	699.0	1.5	+20.5	—	9	685.0	+0.0	+10.0	3	1	9	694.0	0.0	5.0		
10	694.0	1.0	+20.5	52	2	10	693.0	+2.5	+7.5	—	—	10	686.0	1.0	10.0	
11	697.0	0.0	+19.5	—	11	698.0	—	+12.0	—	—	11	678.0	4.0	3.5		
12	697.6	4.0	+18.0	—	12	700.0	—	+16.0	—	—	12	679.0	2.0	4.0		
13	693.0	1.5	+17.5	2	0	13	701.0	—	+1.5	—	—	13	685.0	7.5	4.5	
14	695.0	1.0	+16.0	—	14	699.0	0.0	+18.0	—	—	14	688.0	10.0	3.0		
15	696.0	5.5	+10.0	—	15	696.0	0.0	+11.0	—	—	15	690.5	12.0	3.8		
16	700.0	3.0	+16.0	2	4	16	694.0	+5.0	+13.0	—	—	16	702.0	11.0	4.0	
17	705.0	6.0	+17.0	—	17	692.0	+1.5	+12.5	28	4	17	700.0	12.0	2.2		
18	703.5	3.5	+18.0	—	18	696.0	—	+13.0	14	6	18	696.0	6.0	6.5		
19	704.0	2.0	+19.5	—	19	700.0	—	+15.0	4	2	19	701.0	5.5	3.0		
20	695.0	1.0	+16.0	2	0	20	702.0	3.0	+14.0	—	—	20	701.0	10.0	2.5	
21	696.0	1.0	+16.5	50	0	21	706.0	—	+11.5	—	—	21	699.0	8.5	5.0	
22	693.0	4.0	+14.0	118	0	22	703.0	—	+12.0	—	—	22	703.0	11.5	3.0	
23	694.0	3.5	+16.0	—	23	699.6	+0.5	+10.0	—	—	23	701.0	8.0	3.0		
24	699.9	0.0	+18.0	—	24	689.5	+0.5	+10.0	21	0	24	702.0	11.0	4.0		
25	701.0	0.5	+19.0	—	25	691.3	+4.5	+8.0	16	0	25	701.0	12.0	2.0		
26	701.5	4.5	+15.5	—	26	683.5	—	+4.5	10.5	6	0	26	703.0	10.0	4.0	
27	683.7	8.0	+9.5	—	27	685.0	—	+1.0	8.0	12	6	27	701.0	6.0	8.0	
28	687.5	2.0	+15.0	114	0	28	689.0	—	+6.0	6.5	9	0	28	698.5	5.0	6.0
29	695.0	5.0	+14.5	40	0	29	696.0	—	+5.0	7.0	—	29	696.0	3.0	8.0	
30	698.7	2.0	+15.0	—	30	701.5	—	+4.0	2.5	—	—	30	696.0	3.0	1.0	
31	692.0	5.0	+11.0	38	0					—	—	31	693.0	6.5	3.0	

Le Secrétaire-Gérant, H. CLÉMENT.

EXTRAITS DES RÉGLEMENTS

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

ART. 23. — Toutes discussions politiques ou religieuses écrites ou orales, sont formellement interdites.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

ART. 15. — Le Comité a pour mission d'examiner toutes les publications à insérer au Bulletin; la lecture en sera confiée successivement à deux membres. Renvoi en sera fait au Secrétaire, dans le plus bref délai possible, avec avis pour ou contre; dans ce dernier cas, l'avis sera sommairement motivé; le nom des lecteurs ne pourra pas être révélé sans leur assentiment. En cas de doute, le Comité réuni se prononce à la majorité des voix; ses décisions ne peuvent provoquer des modifications; elles sont sans appel.

ART. 16. — Les manuscrits communiqués ne sont pas rendus et restent aux archives.

ART. 17. — En principe aucun travail déjà imprimé ne pourra être inséré autrement qu'à l'état de compte-rendu; toutefois, dans les cas exceptionnels dont il sera juge, le Comité de publication pourra autoriser une dérogation à cette règle.

SOMMAIRE DES BULLETINS N^{os} 29 et 30 (5^e Série)

	PAGES
COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	V
LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.....	VII
LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.....	XVIII
PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION du 7 mars 1929.....	XXI
PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du 20 mars 1929.....	XXII
COMPTE-RENDU FINANCIER DE L'ANNÉE 1928.	XXVII
BUDGET POUR 1929.....	XXVIII
PROCES-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION du 21 mars 1929.....	XXX
L'EXPANSION DE MARSEILLE DANS LE MONDE ANTIQUE, par M. Georges DE MANTEYER.....	
LA VIE DANS LA MONTAGNE DE SEUSE DU XIV ^e AU XVI ^e SIÈCLES, par Mlle Th. SCLAFERT.....	40
LES JÉSUITES ET LA BANQUE DANS L'EMBRUNAIS, par M. Pierre MARTIN-CIVAT.....	88
JOUGLAR, par M. Georges DE MANTEYER....	99
CHRONIQUE LOCALE POUR 1928, par M. J. MEIZEL.....	105
OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES (3 ^e et 4 ^e trimestres 1928).....	121

AVIS

La *Société d'Etudes* ne prend pas la responsabilité des opinions exprimées dans les écrits dont elle autorise l'insertion dans le *Bulletin*.



LES ORIGINES DE LA MAISON DE SAVOIE ET DU DAUPHINÉ DE VIENNOIS

Leurs monnaies féodales

(993 - 1325)

La monnaie royale de Vienne, à la mort de l'empereur Louis l'Aveugle (928), avait été recueillie par le roi de Lombardie Hugues parce qu'il était le maître réel du pays et, quand il dut céder le Viennois au roi de France (932), celui-ci ne la garda pas longtemps. L'atelier parvint au bout de dix ans à l'archevêque Sobon (927-949). Dès lors, cet instrument précieux ne devait plus sortir des mains de l'église qui en sut tirer le plus grand parti jusqu'au XIV^e siècle. Dans le Viennois méridional, à Saint-Donat, près du port de Romans sur l'Isère, l'église de Grenoble, munie d'un précepte impérial, suivit sans éclat cet exemple pendant plus d'un siècle; elle était tenue en bride par sa métropole dans le diocèse de laquelle elle opérait. Celle de Valence et puis celle de Genève, également sur le Rhône, comme d'ailleurs toutes celles qui, dans le bassin supérieur de ce fleuve, reçurent à la fin du X^e ou au début du XI^e siècle, des mains défaillantes du dernier roi de Bourgogne le comté de leur cité, se trouvèrent, dès le XI^e siècle au plus tard, à même d'en faire autant. La

mesure de leur succès dépendait de l'importance relative de leur siège urbain au point de vue du trafic commercial.

Cette situation une fois bien établie au profit des églises, il va de soi que les premières émissions tentées par les maisons féodales de cette région devaient y être tardives et modestes, d'autant plus que ces maisons étaient, en réalité, les familles des évêques placés sur ces trônes nouveaux au début du XI^e siècle. Les évêques avaient bien créé la fortune de leurs parents, mais la supériorité féodale de leur crosse élective se maintenait sur l'épée héréditaire destinée à la servir.

Un précepte impérial daté du mois de juin 1219 déclare encore le droit exclusif et coutumier des églises de la province Viennoise sur la monnaie¹.

*
**

Pour la Maison d'Albon, elle ne pouvait donc frapper ni en Viennois par suite de cette situation séculaire, confirmée par le privilège du 7 juin 1153², ni en Graisivaudan selon le privilège du mois de juin 1161³, ni même en Provence, c'est-à-dire en Embrunais selon le privilège du 14 septembre 1151⁴, ni en Gapençais selon celui du 31 juillet 1178⁵.

L'acquisition du Briançonnais, obtenue par le comte Guignes VI vers 1050 en fief direct de l'Empire, devait cependant ouvrir une voie à ses successeurs. Cette contrée était placée sur les deux versants du col du Mont-Genèvre, détachée de la Maurienne, elle ne provenait donc ni de la Viennoise ni de la Provence mais de la province de Tarentaise. Elle fut bien, au point de vue spirituel, rattachée au diocèse d'Embrun; mais, peu après le privilège général du 14 septembre 1151 accordé à son archevêque, quoique l'église d'Embrun possédât le tiers de la mine d'argent de Rame, le privilège spécial du 13 janvier 1155/6 concède⁶ en fief à Guignes X Dauphin cette mine d'argent briançonnaise, avec le pouvoir de frapper monnaie en Brian-

connais. Cet atelier projeté ne pouvait d'ailleurs s'ouvrir qu'au delà du col, à Césanne. Il faut attendre le règne d'André Dauphin (1192 † 14 mars 1237) et même, selon M. Roger Vallentin du Cheylard, celui de son fils Guigues XI à qui le privilège du 13 janvier 1155/6 se trouve confirmé' par celui du mois d'avril 1238, pour voir paraître les premiers deniers delphinaux dont le revers imite, soit le type du duc de Bourgogne Eudes III (1193-1218) émané de l'atelier de Dijon, soit plutôt celui du duc Hugues IV (1237-1278) émané de l'atelier plus proche de Châlon.

Poey d'Avant et M. Gustave Vallier ont publié un exemplaire de ce premier type delphinal du poids de 0 gr. 70, qui existait à Die dans la collection du docteur Long devenue depuis lors celle de M. de Fontgalland'. Dans le trésor de la montagne de Furfande trouvé vers 1920 sur le terroir de Saint-Crépin en Embrunais, précisément au-dessous de Rame et sur la rive gauche de la Durance, trésor dont le pot de terre grisâtre, figure maintenant, grâce à M. Paul Plat, au Musée de Gap, il s'en est retrouvé deux spécimens à fleur de coin, du module de 17^{mm} et dont voici la légende :

+ COMES. DALFINUS

+ VIENENSIVM

L'un d'eux pèse 0 gr. 93'. La composition de ce trésor date, semble-t-il, du règne de Philippe Auguste (1180-1223) : en effet, voici l'énumération de ses 1.067 pièces examinées par M. Plat.

Vienne, 556; Valence, 301; Louis VII, 110; Philippe Auguste, 1; Clermont, 50; Raymond marquis de Provence, 19; Le Puy, 17; Viviers, 3; Lyon, 2; Césanne, 2; Suse, Amédée, 4 et Humbert, 1; Le Puy, sans légende, 1.

M. Roger Vallentin du Cheylard a, d'autre part, publié un denier de ce premier type delphinal qui lui appartient et qui pourrait être même d'une émission antérieure à celle-ci; car, du côté dont le champ est occupé par l'image

du dauphin, la légende, au lieu de débiter au sommet de la pièce, commence à dextre au milieu de la hauteur", comme sur les anciens deniers de Saint Vincent de Grenoble.

Cet exemplaire a été trouvé dans l'Isère avec des deniers valentinois, viennois et genevois.

Quand leur seigneur, l'évêque de Grenoble, rétablit, dans Grenoble même, l'ancien atelier de son église qui fonctionnait jadis à Saint-Donat, les Dauphins, étant avoués de l'église de Grenoble et, comme tels, princes de Graisivaudan, obtiennent de lui un pariage monétaire en raison duquel cet atelier devient désormais mixte. La face des deniers reste ecclésiastique avec le nom le saint Vincent, leur revers est occupé par le type delphinal : M. Gustave Vallier a publié le spécimen le plus ancien de ce monnayage¹¹.

A Embrun, dans les derniers temps du règne de l'archevêque Raymond de Mévouillon († 28 juin 1294), l'église d'Embrun, dont le privilège du 14 septembre 1151 avait été renouvelé par ceux du 15 décembre 1251 et du 31 janvier 1276, se décide après avoir trouvé une mine d'argent à Châteauroux et l'avoir affermée pour dix ans le 2 mai 1290, sous réserve du 1/12 de son produit, à ouvrir son atelier.

Le Dauphin, par des conventions du 13 mai 1294, obtient¹² de participer à cette frappe exactement comme à Grenoble.

Le type des pièces retrouvées décèle discrètement ce pariage. La plus ancienne remonte au règne de l'archevêque Guillaume de Mandagout. D'un côté le titre de l'archevêque accompagne la croix et c'est la face ecclésiastique; de l'autre côté le nom d'Embrun se joint à l'aigle impérial, et c'est la face laïque.

En voici un spécimen, acquis le 6 janvier 1912 :

- ° ARC/HIE/PIS/COP Dans le champ croix débordant sur la légende.
- + EBREDV ° NENSIS Dans le champ, aigle impériale, la tête de profil à dextre.

Poids : 0 gr. 7380, module 16^{mm}, cuivre rouge argenté, fleur de coin. Cette pièce est anonyme. Elle a été trouvée dans un champ par M. Paul Plat, d'Orpierre.

Quant à Gap, dont les premières monnaies copient le type du Puy avant d'adopter celui de Vienne, cet atelier épiscopal paraît, par l'adoption successive de ces types, avoir été ouvert avant celui d'Embrun, quoique le texte le plus ancien où il soit question de lui date seulement de 1270. Rien ne fait connaître que le Dauphin soit intervenu dans son administration¹².

C'est seulement à la fin de ce siècle, sous le règne de Humbert I^{er} (1282-1307), que la production d'un précepte impérial apocryphe du 7 juillet 1155 calqué sur celui du 13 janvier 1155/6 permet à la Maison d'Albon d'ouvrir des ateliers monétaires lui appartenant en propre : « *monetam ubicumque in comitatu suo, ubicumque commodius et utiliùs sibi visum fuerit libere statuendam et ordinandam, omni contradictione remotâ.* » Jadis, des archevêques de Vienne avaient agi en faussaires ; maintenant un Dauphin de Viennois en fait autant.

Voilà le titre qui permet, comme le note M. Roger Valentin du Cheylard, à Humbert I^{er} en 1300 quand il acquiert Nyons, Vinsobres et Mirabel de frapper monnaie à Nyons dans le diocèse de Vaison. Cependant l'archevêque d'Arles qui en était voisin y met opposition. Ce Dauphin est le premier dont le nom s'exprime sur ses monnaies avec son titre ; son successeur Jean II (1307-1319) est le premier qui frappe, séparément de l'évêque de Grenoble, des gros d'argent en attendant les florins de son fils Guigues. La monnaie delphinale de Césanne disparaît alors devant les nouveaux ateliers delphinaux, sans doute sous le règne de Jean II.

Sous celui de Guigues XII, en tout cas, fonctionnent au plus tard sans opposition ces ateliers delphinaux, d'abord à Visan en Provence, à Serves en Viennois méridional (1327), puis en Valentinois (Chabeuil, Pisançon : 1329) et en Gapençais (Veynes : 1329), enfin, en Viennois septen-

trional, dans les terres patrimoniales de la Tour du Pin (Crémieu : 1339) ¹⁴. C'est Guigues XII sûrement qui met fin dès 1326 au pariage monétaire de Grenoble en le remplaçant par un atelier delphinal placé dans la banlieue de la cité.

L'Eglise cesse de dominer alors cette province; ce n'est pas elle qui y frappe de l'or : elle ne pourra plus émettre que des méreaux.

*
**

Pour la Maison de Savoie, son développement en Viennois fut, on le sait, parallèle à celui de la Maison d'Albon et ses débuts y furent prépondérants. Quoiqu'elle possédât le comté de Savoie dans le diocèse de Grenoble depuis la première moitié du X^e siècle et le comté rural du Viennois septentrional depuis 1029, elle ne pouvait frapper dans ces deux diocèses. Elle ne pouvait davantage frapper en Bugey, en Maurienne, en Val d'Aoste et en Valais, parce qu'elle y était aussi sujette des évêques de ces comtés.

Cependant les pièces forgées à Vienne par l'archevêque Thibaud (8 mars 957 † 21 mai 1009) doivent attirer l'attention. Celui-ci ne se contentant plus, comme son prédécesseur Sobon, d'indiquer son initiale, ce sont les seules de la série viennoise qui portent en toutes lettres le nom de l'archevêque et ce prince appartenait à la Maison de Savoie. Fils du premier comte de Savoie Hugues et frère du comte Humbert 1^{er}, il fut, par celui-ci, l'oncle du comte Humbert II, « aux Blanches Mains » : il concéda l'avouerie de l'église de Vienne à son frère Humbert 1^{er} et, après celui-ci, elle passa à son neveu.

Le Cabinet de France possède un denier de Thibaud, qui pèse 1 gr. 06 et qui porte comme légende : ¹⁵

+ TEUBALDVS .:

+ SCS MAVRICS

Le Cabinet de Lyon en possède un autre qui pèse 1 gr. "

+ TEVBALDVS

+ SCS MAVRICIS

Un troisième exemplaire de ce monnayage a passé par les mains de MM. Gariel, Joseph Roman et Chaper " : il pèse 1 gr. 0460 :

+ TEUBALDVS . .

+ SCS MAVRICI 9

Ces trois exemplaires sont, en somme, à peu près identiques.

En ajoutant aux légendes circulaires du pourtour le type du champ, leur lecture est la suivante :

+ *sanctus* MAVRICIUS et, dans le champ *rodulfus*

+ TEVBALDVS *viennensis* et, dans le champ *Presul*

Ce dernier mot est représenté par un monogramme des deux lettres P L liées et coupées, à mi-hauteur, en croix par une barre d'abréviation horizontale.

Le nom royal *rodulfus* est celui de Rodolphe le Fainéant (19 octobre 993 - 16 septembre 1032). Sur les espèces contemporaines de l'atelier de Lyon, au type du temple, il figure en toutes lettres dans la légende circulaire au lieu du nom de l'archevêque. "

Le Musée de Grenoble possède un quatrième exemplaire, pesant 1 gr. 10 des deniers de Thibaud qui est précieux et en voici la description exacte : "

+ TEBALDVS *Viennensis* *Presul*

+ SCRNVMS *Rodulfus*.

La seule difficulté consiste dans l'interprétation de la légende circulaire du revers de la pièce. Cette légende comporte deux lectures simultanées. La première est formée de lettres écrites, non pas de gauche à droite, mais bien de droite à gauche.

Rétablissant la série de ces lettres dans son sens normal, on obtient + SCMVNRCS, c'est-à-dire, à peu de chose près : + *sanctus* MAVRICIUS, l'A se trouve remplacé par

un V et le V par un N. Voilà ainsi reconstituée la légende usuelle du revers des pièces de Thibaud : mais ce n'est pas par négligence que le graveur a ainsi placé cette légende à l'envers et, surtout, qu'il y a remplacé les lettres A, V par V, N. On a d'autres exemples de légendes ainsi rebroussées volontairement, de manière à faire croire au public peu lettré qu'il s'agit toujours d'un denier viennois ordinaire quand on en fabrique de cette sorte une variété notable sur place ou bien une contrefaçon étrangère. Comme contrefaçon, la série genevoise, après les pièces des deux évêques Conrad et Frédéric, du type valaisan au temple, portant en toutes lettres les noms de ces deux prélats, préluce, de 1073 à 1078, au type viennois de Genève + SCUS PETRUS par une imitation flagrante des espèces de Vienne que caractérise le denier suivant où le Saint Pierre genevois n'est pas encore nommé :²⁹

+ GENEVA CIVITAS

+ SVICIRUAMS

Replaçant dans leur sens normal les lettres de la légende de ce revers, on restitue facilement + *Sanctus* MAVRICIUS. Il est évident que le graveur a voulu expressément mettre à l'envers le nom du saint Maurice viennois, qu'il copiait, sans indiquer encore le nom de saint Pierre que comportait l'atelier de Genève pour lequel il travaillait. Cette fois-ci, dans la contrefaçon, il n'a changé aucune des lettres de cette légende rétrograde, parce qu'il n'avait rien à exprimer de plus.

Pour le denier de Vienne placé sous le nom de l'archevêque Thibaud, la substitution des lettres V, N à A, V indique une variante partielle et expresse qui se dissimule dans l'ensemble et qu'il faut interpréter.

Quand on scrute cette légende + SCRNV MCS, les quatre lettres finales paraissent fort claires. Elles représentent *U*Mbertus *C*omeS et elles désignent le neveu de l'archevêque, c'est-à-dire le comte de Savoie Humbert II aux Blanches Mains, qui était l'avoué de son église. En effet, le père de celui-ci Humbert I, était mort avant le roi

Conrad et le denier donne, comme nom royal, celui de Rodolphe le Fainéant monté sur le trône le 19 octobre 993.

Cette expression, plus ou moins discrète, d'un nom comtal sur les deniers viennois n'est, d'ailleurs, pas ici une innovation unique et insolite.

Dans les derniers temps du règne de Louis l'Aveugle, avant même le moment où le comte de Viennois Hugues prend un rôle prépondérant comme marquis de Viennoise et duc de Provence (911), l'atelier impérial de Vienne le nomme par l'initiale de son nom et par celle de son titre, en tout petits caractères, dans le champ à la suite du titre impérial. Ces pièces sont bien connues²¹ : en voici quatre exemplaires.²²

La légende circulaire de ce type : + LVDVICVS IMPeRa s'achève en très grandes capitales, dans le champ, par la syllabe TOR dont les lettres sont fort claires.

Sur les deux premiers de ces quatre exemplaires, pesant 1 gr. 5137 et 1 gr. 3960, se lisent, au-dessus et au-dessous de ce grand O central, les deux petites lettres .v. .c., qui ne présentent pas non plus, aux yeux du lecteur, un problème de paléographie bien ardu à résoudre, pour peu que ce lecteur connaisse l'histoire. Par malheur, jusqu'ici, la plupart des numismates ont eu le défaut de l'ignorer, tandis que les historiens, en général, ont eu celui de négliger les ressources précieuses de la numismatique. Il s'agit donc d'*Vgo Comes* : impossible de lire *Vienna Civitas*, car cette lecture trop facile ferait double emploi avec la légende du revers : + VIENNA CIVIS.

Sur les deux derniers de ces quatre exemplaires, pesant 1 gr. 3993 et 1 gr. 2889, quatre petits traits assez indistincts se présentent au-dessus du grand O et, au-dessous, les trois lettres V G O expriment pleinement le nom du prince viennois devenu prépondérant. Ces deux dernières pièces ont donc été frappées de 911 à 928 quand le comte Hugues cesse d'être simplement le comte de Viennois : en 911, en effet, il devient marquis de Viennoise et duc de Provence, en attendant de ceindre, à Milan, la couronne de fer (21 juillet 926).

Pendant ce temps, à Lyon, le marquis Guillaume († 28 juin 921-923) profitait de ce que cette cité n'était pas la résidence personnelle de son beau-frère, l'empereur déchu, pour étaler son nom en toutes lettres, dans la légende, au lieu du sien, bornant au champ le monogramme de son souverain composé des lettres capitales H L D accostées, en dessous, et au-dessus des deux petites lettres *o c*, ce qui forme *HLuDOVICus*²¹. Ces deux dernières petites lettres *o c* du monogramme ont évidemment servi de modèle au graveur viennois qui a tracé, dans son champ, les deux initiales *H. C.* du comte Hugues de 900 à 911.

Le marquis Guillaume, à Lyon, va plus loin; il transforme finalement le monogramme impérial en une expression nette de son propre titre.²² On lit désormais, non pas :

+ *VVILELMVS* et *HLuDOVICus*
mais : + *VVILELMVS MaRCHiO*

Son neveu et successeur, nommé également Guillaume (923-932) remplacera naturellement, par suite, ce monogramme par les quatre lettres *CMES* de son titre personnel placées en croix autour d'un *O* central orné de croisillons et fort analogue à ceux qui distingueront la monnaie valentinoise²³ :

+ *V ∴ VILELMVS COMES*

Louis l'Aveugle était mort, d'ailleurs, en 928; mais son règne nominal, grâce au roi de Lombardie Hugues qui dominait les deux versants des Alpes, dura jusqu'en 932. Les rois de France Raoul († 15 janvier 936) et Louis d'Outremer lui succédèrent dans le bassin du Rhône de 932 à 942.

Si l'en poursuit l'examen instructif de cette série lyonnaise pour contrôler ce qui se passe à Vienne, le denier du comte Hugues le Noir (932 † 18 décembre 952) offre alors une particularité²⁴ : son nom, beaucoup moins apparent que ceux de ses deux prédécesseurs, se dissimule à la fin d'une légende dont le début est d'apparence royale :

+ *CRACIA DeI VGO*

Pour qu'il n'y ait pas d'erreur sur le maître réel du Lyonnais, le champ continue d'ailleurs à ajouter

COMES

Quinze de ces deniers lyonnais se sont trouvés à Villette d'Anthon avec 115 deniers viennois de l'archevêque Sobon (927-949), 5 deniers royaux de Conrad (937-993) de forme concave, par conséquent d'origine helvétique, frappés peut-être à Orbe, et 1 denier au type du roi de France Eudes frappé à Limoges. Ce trésor a dû être formé au début du règne de Conrad de Bourgogne (937-942); car, en 942 précisément, Hugues le Noir à Lyon, comme Sobon à Vienne doivent se soumettre à lui. Si pacifique que fût ce nouveau maître, il n'était cependant pas aveugle comme son malheureux prédécesseur : le nom du comte Hugues disparaît donc alors à Lyon pour permettre à la monnaie de reprendre le nom royal. A la fin du règne, le champ du revers recevra encore, il est vrai, un monogramme, mais ce ne sera plus celui du comte²⁷ :

+ CONRADUS	Rex
+ LUCDVNVS	Burchardu S

Ce monogramme formé des lettres B et S est celui de l'archevêque Burchard (979 † 22 juin 1031) qui était précisément le fils du roi. Cette filiation donne la raison de son élévation et de sa participation au type monétaire.

Si le nom royal figure prépondérant à Vienne sous Louis l'Aveugle, tandis qu'à Lyon, il se réduit à un monogramme, c'est que le souverain vit alors à Vienne; si le nom royal reprend la première place à Lyon à partir de Conrad le Pacifique, tandis qu'à Vienne il reste absent, puis s'y borne, sous son fils, à une initiale, c'est que ces souverains vivaient dans la haute Bourgogne, plus proche de Lyon que de Vienne. L'éloignement est toujours fâcheux.

En tout cas, l'expression discrète du nom comtal de Humbert II aux Blanches Mains à Vienne du vivant de son oncle, l'archevêque Thibaud, y indique bien sa présence et son influence importante. Cette expression est tout-à-

fait pareille à celle du comte Hugues, cinquante ans plus tôt, à Lyon ; elle est également analogue à l'expression, un siècle plus tôt, du nom du comte Hugues à Vienne. Elle concorde encore avec l'expression contemporaine du nom de l'archevêque Burchard sur les deniers lyonnais de son père le roi Conrad.

Cette situation prépondérante à Vienne, sur les deux rives du Rhône, du comte de Savoie Humbert comme avoué de l'église, dès la fin du X^e siècle, rend tout naturel que le texte de la paix soit stipulé par lui, en face de l'église, au nom des laïcs, en 1025, dans toute la région viennoise dont il donne alors les bornes et qu'il domine plus ou moins avant même de recevoir, en 1029, le comté du Viennois septentrional sur la rive gauche du Rhône.

De tout ce qui précède, il résulte qu'aucun doute ne peut subsister au sujet de l'interprétation des quatre lettres finales de la légende du revers de la pièce conservée si heureusement au Musée de Grenoble. Ces quatre lettres désignent l'avoué de l'église de Vienne (993-1001), c'est-à-dire le comte de Savoie Humbert II aux Blanches-Mains, neveu de l'archevêque Thibaud.

Les quatre lettres du début de cette légende S C R N présentent beaucoup plus de difficulté. Le plus sage paraît être de croire que ce début exprime tout simplement le nom *M au R i C i u S* rétrograde. Cependant, si l'on tenait absolument à présenter aux amateurs de sigles une hypothèse qui puisse satisfaire la hardiesse de leur esprit, il faudrait rappeler que le comte Humbert aux Blanches-Mains deviendra l'avoué de la reine de Bourgogne Hermengarde à la mort du roi Rodolphe. Il y a trente ans déjà, en marquant le rôle prépondérant de ce comte dans la région centrale du royaume et en précisant qu'on avait eu tort pourtant, en Italie, de voir en lui le connétable de ce royaume, on soulignait que, si avant de devenir l'avoué de la reine, Humbert eût été investi dans le royaume d'une dignité ou d'un office spécial autre que celui de comte, si insuffisant à lui seul pour expliquer son rôle personnel, « on s'attendrait plutôt à lui voir remplir les fonctions de sénéchal que celles alors inférieures de connétable »².

A supposer que le comte Humbert, avoué de l'église de Vienne, ait bien, en effet, été choisi par le roi Rodolphe dès le début de son règne, comme sénéchal de son palais, la légende entière du denier serait :

+ *senescallus regni vmbertus comes*

De fait, un siècle et demi plus tard, l'empereur restitue à l'archevêque de Vienne la dignité possédée jadis, par ses prédécesseurs, d'archichancelier et de protonotaire du royaume de Bourgogne²⁹ et cet archichancelier choisit le Dauphin comme comte palatin pour présider sa cour. D'autre part, le 9 septembre 1257, Alphonse de Castille, roi des Romains, choisit comme sénéchal du royaume d'Arles et de Vienne Albert de la Tour du Pin sur la demande de celui-ci qui, descendant direct des vicomtes de Vienne, était le principal vassal en Viennois des comtes de Savoie, de sorte que finalement aussi Humbert II se parera, dans les grandes circonstances, du titre d'archi-sénéchal du royaume³⁰. Ce titre ne sera donc pas ainsi, assurément, un simple effet de sa fastueuse imagination, mais il pourrait même être le reflet lointain d'une époque où le roi de Bourgogne s'était trouvé amené à choisir les dignitaires les plus élevés de sa cour parmi ceux qui dominaient, spirituellement et temporellement, la cité de Vienne, capitale de son royaume. Si l'archevêque Thibaud a dû être le chancelier, le neveu de celui-ci a pu être le sénéchal de sa cour.

**

La Maison de Savoie avait grandi, comme sa voisine d'Albon, par l'église qui lui avait donné la plupart de ses biens ; cependant sa sujétion prolongée aux évêques dont elle occupait les comtés finit aussi par trouver une exception qui s'ajoute à la Savoie proprement dite, sa base primitive et indépendante de l'Eglise.

Quand la dynastie bourguignonne s'éteignit, le 6 septembre 1032, le royaume fut partagé de sentiment sur le

choix de sa succession. Le roi mourant avait désigné l'empereur Conrad le Salique qui était l'époux de sa nièce Gisèle de Souabe; la reine Hermengarde et son avoué, le comte de Savoie Humbert II prirent aussitôt ce parti. Par contre, l'archevêque de Lyon et le comte de Genevois Gérold, préférèrent le comte de Champagne Eudes, neveu direct du roi par sa mère Berthe de Bourgogne. Il est probable que l'évêque de Maurienne Thibaud (1033-1046) suivit ce second parti qui sera définitivement écarté le 15 novembre 1037 par la mort d'Eudes. La dernière année de sa vie, Eudes s'appuie sur l'archevêque de Milan : il espère venir recevoir, non plus seulement la couronne de Bourgogne, mais celle de Lombardie, à la place de Conrad que l'on doit assassiner le 11 novembre. Ce complot est dénoncé à l'empereur par la marquise de Turin Berthe. Dévoilé, le comte de Champagne est défait et tué à Bar, le 15 novembre; les évêques de Verceil, de Crémone et de Plaisance sont exilés en Germanie. L'évêque de Maurienne était encore assurément mêlé à cette affaire, dans le parti opposé à celui du comte de Savoie, car on le voit transmettre à son chapitre divers biens de son évêché en raison de ce que le siège dont il est l'évêque lui paraît détruit (4 juin 1039- 3 juin 1041) : *eo quod locus unde videor esse episcopus destructus mihi videtur* ! Il existe un pseudo-précepte impérial du 15 mars 1038/9 d'après lequel, sur le conseil de l'évêque de Brescia, l'empereur aurait uni absolument et entièrement tout l'évêché de Maurienne au siège de Turin" cet acte forgé au XIII^e siècle par Turin contre Vienne dépasse la réalité. Celle-ci se compose d'ailleurs de deux faits nouveaux et fort insolites dans le cours de l'histoire.

Tout d'abord l'étendue du diocèse de Maurienne est restreinte : la vallée de Suse est définitivement unie au diocèse de Turin et celle du Briançonnais se trouve attribuée au diocèse d'Embrun. Cela, c'est une diminution dans l'ordre spirituel. Ensuite l'évêque de Maurienne cesse d'être souverain et de dépendre directement de l'empereur dans ce qui subsiste de son diocèse : il se trouve désormais

soumis à la seigneurie d'un laïc qui est le comte de Savoie Humbert aux Blanches Mains.

Ce fait, vraiment extraordinaire pour l'époque et la région où il se produit, résulte de deux actes dont l'authenticité n'est point douteuse.

D'après le premier d'entre eux, daté du 14 juin 1043, on voit le comte Humbert et l'évêque Thibaud donner ensemble au chapitre divers biens de l'évêché : le comte dispose du fief dominant, *dominaturam*, et l'évêque du domaine utile qui en dépend, *fevatariam*, tels que tous deux les possèdent, *sicut possidemus*²¹.

D'après le second de ces actes (1046 - 1^{er} juillet 1050), on voit le même comte Humbert assisté de son neveu Aymon, après la mort de l'évêque Thibaud, donner au Chapitre²² encore des biens de l'évêché et, en somme, tout ce que ledit évêque y tenait de sa libéralité : *omnia que Theobaldus episcopus per meam donationem tenere videbatur*; maisons, terres cultes et incultes, vignes, forêts, champs, prés, eaux courantes à Cuines, aux Etalons, à Grivolet, en descendant la rive gauche de l'Arc, au mont Rognier.

L'évêque, ainsi diminué et soumis au point de vue temporel, comme au point de vue spirituel, avait donc bien pu considérer son autorité comme détruite : il avait été dépouillé de son évêché concédé par l'empereur au comte de Savoie et ce comte avait bien voulu le lui redonner en fief sous sa seigneurie.

C'est désormais le comte de Savoie qui tient la clef des Alpes par le Mont-Cenis, puisqu'il est devenu comte de Maurienne.

En raison de cette situation exceptionnelle, on est fondé à penser que les premières monnaies émises par la Maison de Savoie ont dû être frappées en Maurienne, à partir de 1039, puisqu'elle ne pouvait le faire ni dans le diocèse de Vienne ni dans celui de Grenoble, ni dans la province de Vienne en général. En effet, malgré les prétentions viennoises, le diocèse de Maurienne dépendait, en réalité non du siège d'Embrun, mais de celui de Tarentaise.

On connaît, justement, à cet égard, la notice fort explicite²⁴ qu'a conservée le Cartulaire de Saint-Maurice de Vienne. Elle est du mercredi 27 novembre [1062] :

Noticia Viennensis monete. . . . moneta bona in pondere et mensurâ decenâ. Nuper autem. . . . tempore Oddonis marchionis. . . latrones et falsarii in burgo. . . . Aquâbellâ corruerunt eam. . . ignorante supradicto marchione qui. . . . praecepit ne ampliùs fieret. . . . Post mortem ejus. . . . alii latrones. . . falsaverunt eam quousque. . . . archiepiscopus Leudegarius venit in Italiam ad. . . . marchionissam. . . . quae. . . . ne ampliùs fieret praecepit. . . . Modo autem. . . . alii exorti sunt. . . . sed, mediante domnò Adraldo Bremetensium abbate et Artaldo. . . . praeposito. . . . ne ampliùs fiant promittit domna Adelaida Marchionissa. . . . ut in totâ potestate suâ viennensis moneta ampliùs non falsetur atque fiat neque vera neque falsa, illa quae in Viennâ fuerit facta.

L'église de Vienne n'aurait pas eu le droit de se plaindre qu'une monnaie fût frappée dans le diocèse de Maurienne si celui-ci ne relevait pas d'elle : elle pouvait seulement exiger que l'on n'y contrefit pas le type adopté par elle et que l'on n'en abaissât pas la valeur. Mais, comme ce type était fort répandu, sa faveur amenait précisément ses voisins à l'imiter.

D'après ce texte, dans le diocèse de Maurienne, les coins de la monnaie viennoise s'étaient trouvés contrefaits dans le bourg d'Aiguebelle et, cela, à trois reprises, par des filous sans que les comtes de Maurienne devenus marquis en Italie et résidant maintenant à Turin en eussent été informés.

La première contrefaçon dont la plainte dont il s'agit garde le souvenir, s'était produite sous le règne du premier marquis Odon († après le mois de mai 1057 et avant le 21 mai 1060). Cela était fort récent car Odon, fils cadet du comte Humbert II aux Blanches Mains, ne lui avait pas succédé directement en Savoie et en Maurienne : il y avait été l'héritier de son frère aîné Amédée I^{er}, mort sans enfant après le 13 décembre 1051 et avant le mois de janvier 1060. Cette première contrefaçon n'avait donc pu se produire, au plus tôt qu'en 1052 et au plus tard dans les premiers mois de 1060 ; la deuxième, que Dieu avait punie par la paralysie de son auteur, avait dû suivre immé-

diatement la mort d'Odon, puisque sa veuve prend, le 27 novembre 1062, l'engagement considéré comme définitif, d'arrêter la troisième de ces entreprises.

Que la monnaie d'Aiguebelle ait continué à subsister depuis le 27 novembre 1062, cela est certain. On en trouve cinq mentions dans le cartulaire de Grenoble et ailleurs¹⁶ dont la plus récente de date certaine, est de 1111 : cette monnaie se distingue d'ailleurs assez facilement du type viennois, puisque l'une de ces mentions spécifie la proportion de chacune des deux dans le paiement effectué.

Cependant, si cette monnaie de Maurienne et en particulier d'Aiguebelle a ainsi circulé pendant plus de cinquante ans en Savoie, les spécimens qui en ont été retrouvés à ce jour sont bien peu nombreux.

Tout d'abord, dans le clocher de Saint-Paul hors les murs de Rome, qui se démolissait à la fin de 1843, se trouvait un trésor de plus de mille deniers très variés avec un seul sou d'or et deux ou trois autres pièces d'or de bas aloi. Les ateliers d'Italie en composaient un peu plus de la moitié : le surplus provenait de France, de Bourgogne, d'Angleterre, de Germanie et de Hongrie. L'Espagne en était absente, aussi bien que l'atelier de Rome : mais cela est naturel pour ce dernier, car les Romains ne portent pas de tribut à Rome.

Ce trésor avait été mis là de 1047 à 1056 ; car, d'une part, André 1^{er} roi de Hongrie s'y trouve représenté (1047-† 1061). et, d'autre part, la pièce germanique la plus récente est de l'empereur Henri II (1046 † 5 octobre 1056).

Lyon fournit deux types frappés au coin du roi Henri II (4 juin 1039 - 25 décembre 1046) ; Genève, deux deniers fort rares de son évêque Conrad (1017-1032) au type du temple ; Vienne, deux types donnant l'un et l'autre la légende : + VRBS VIENNA + S. MAURICIVS. Mais, sur le premier figure le monogramme du roi Conrad le Salique (1032 † 4 juin 1039) et, sur l'autre, ce monogramme est remplacé par le chef auguste et imberbe de saint Maurice :

Enfin le trésor contenait un denier pesant 1 fr. 23 dont voici le type :

- + MAVR.IENNA Croix dans le champ.
- + SCI.IOANNIS Dans le champ, tête imberbe de profil à dextre.

Le titre en est bon, mais non excellent, dit M. Giulio di San Quintino en le décrivant, tandis que les deux deniers viennois sont de bon argent.

Ce denier, émané de la Maurienne, imite évidemment le type viennois alors récent frappé avec la tête de saint Maurice. Sa légende même, dans le mot MAVRIENNA, dont le début et la fin sont séparés d'un point, entend rappeler Vienne. MAVR répond à MAURICIUS et IENNA copie le VIENNA des légendes viennoises d'alors :

- + VRBS VIENNA
- + S. MAVRICIVS

La face + MAVR.IENNA comme celle de + VRBS VIENNA ou de + GENEVA CIVITAS offre un type qui, malgré la croix du champ, pourrait convenir à l'exercice du pouvoir laïque. Le revers + SGI.IOANNIS avec la tête sainte, comme ceux de + S.MAVRICIVS et de + CONRADVS EPS, représente forcément l'exercice du droit de monnaie concédé par le pouvoir royal aux églises.

En second lieu, Mr le Dr Roelrich, de Genève, vient de publier récemment * le denier suivant qui lui appartient et que l'on attendait depuis longtemps, car il paraît être identique comme type à celui qui appartient à Mr de Rivaz, au XVIII^e siècle.

+ AQVABELLA Dans le champ, grand monogramme formé des trois lettres capitales T A B ou T B A liées.

* SIOHANNES Dans le champ, tête barbue.

Cette pièce, du module de 18 mm., pèse 1 gr. 06 : elle est en argent. Mr le Dr Roelrich l'attribue à l'évêque Thibaud : cela n'est pas douteux.

Il ne s'agit plus de l'évêché de Maurienne nommé, com-

mê pays d'origine, d'une manière étendue : on précise que l'atelier se trouve, dans cet évêché, à Aiguebelle. D'autre part, le type est, cette fois, sans aucun doute, entièrement ecclésiastique, sur la face aussi bien que sur le revers. C'est l'évêque qui exerce à Aiguebelle, dans son diocèse, le pouvoir d'émettre la monnaie. Son monogramme prouve cette précision d'une manière indiscutable.

En troisième lieu, M. François Rabut a publié jadis " la pièce suivante :

+ AOVABELLA Dans le champ, croix dont les quatre cantons surmontent un nimbe. /

* S IOHANNES Dans le champ, tête barbue et de style barbare, de profil à senestre.

Cette pièce, du module de 18 mm. pèse 1 gr. 009 : elle a été trouvée à Montagnole, près de Chambéry.

Le monogramme épiscopal a disparu et le type de l'avvers n'est pas forcément ecclésiastique : ce type, malgré la croix du champ, peut aussi bien émaner du pouvoir civil qui, à cette époque, est sans aucun doute l'autorité comtale. Depuis longtemps, au sujet de ce type, on a remarqué que la croix nimbée existe à la fin du XI^e siècle sur les deniers d'Aimery de Narbonne (1080-1105), de Bernard Atton de Carcassonne (1083-1130). Ce ne sont pas eux, évidemment, qui auront imité ce que le pauvre atelier de Maurienne pouvait produire : mais Perre I († 9 août 1078) avait épousé, on le sait, Agnès de Poitou. Par suite, il a bien pu y avoir des rapports entre le Languedoc et la Maurienne à la fin du XI^e siècle, soit pendant le règne de Pierre, soit pendant celui de son neveu Humbert III († 18 septembre 1103).

Le revers de ce denier garde le type ecclésiastique.

Si l'on cherche à préciser la date de ces trois deniers, il est évident que le premier d'entre eux, puisqu'il imite le chef viennois célèbre de saint Maurice, est forcément postérieur au règne de l'archevêque de Vienne Thibaud († 21 mai 1001).

Au point de vue paléographique, la lettre E demeure,

sur les légendes viennoises, de forme capitale jusqu'à la fin du X^e siècle. Elle adopte la forme onciale à partir de l'introduction, dans le type, de ce chef de saint Maurice et du règne de Conrad (1034). Sur le denier de Maurienne, il semble que cette lettre E soit encore de forme capitale, tandis que sur ceux d'Aiguebelle elle est plutôt onciale.

M. di San Quintino, en décrivant le trésor de Rome, précise que le denier de Maurienne est très bien conservé. Pour les deux pièces de Vienne, il indique que le denier à la tête de saint Maurice est bien conservé aussi; que le denier muni du monogramme de Conrad (1034-1039) pèse davantage et qu'il est à fleur de coin. Cette dernière remarque tend à faire admettre que le premier type du chef de saint Maurice, dont il reste ici un spécimen, aurait été plus ancien que le type du monogramme de Conrad. Il faudrait donc croire que ce type du chef de saint Maurice a été adopté à Vienne vers l'époque où le comté de Viennois fut concédé par le roi Rodolphe à ce saint lui-même et aux évêques successifs de son église (Orbe, 14 septembre 1023)⁴⁰. Désormais, saint Maurice devenant comte de Viennois, il est naturel que sa tête, désormais souveraine, figure sur les monnaies de Vienne. Quant, en 1034, Conrad soumit Vienne par la force, il dut remplacer cette tête par son monogramme royal, et, après sa mort (Utrecht 4 juin 1039) le chef comtal reprit sa place pour y rester jusqu'au XIV^e siècle.

Ainsi, le denier de Maurienne, imité de ce dernier type viennois, ne peut être antérieur à 1024; il doit dater du pontificat de l'évêque Evrard, qui figure le 17 juin 1025 au concile de Saint-Romain d'Anse et qui a dû gouverner ce diocèse jusqu'à la mort du roi Rodolphe le Fainéant († 6 septembre 1032).

Le premier denier de l'atelier d'Aiguebelle émane forcément des premières années du pontificat de l'évêque Thibaud. Il garde la tête de saint Jean quand, à Vienne, celle de saint Maurice subit une éclipse. Mais, imitant le monogramme viennois de Conrad, dont il n'était pas le partisan, il lui substitue le sien. Ce denier de Thibaud date

donc du règne de Conrad (1034-1039) et il est forcément antérieur à cette dernière année où l'évêque se voit dépouillé de sa souveraineté en faveur du comte de Savoie Humbert aux Blanches moins. Celui-ci devient le maître en assumant le titre de comte de Maurienne et cette sujétion de l'évêque fait disparaître le monogramme épiscopal.

Le second denier de l'atelier d'Aiguebelle, par sa barbarie, doit dater de l'époque où le type viennois lui-même a pris ce caractère sauvage, c'est-à-dire au début du pontificat de Guy de Bourgogne (1088-1092). Suivant un mouvement alors général, cet archevêque diminue brusquement à la fois le titre et le poids des deniers : il compense cette perte que subit le public par les titres magnifiques et d'ailleurs mensongers dont il orne son église. Les graveurs de ses coins ne sont plus des artistes : ce sont des brutes, si l'on en juge par ce qui sort de leurs mains, et ces brutes, qui pis est, travaillent en séries massives dont les bas produits inondent tout le pays. Il est vraiment bien impossible d'admettre que le glorieux saint Maurice ait jamais pu présenter à la porte du Paradis une tête pareille : c'est un profil de charretier ivre et hirsute dont l'oreille rabattue et séparée du crâne dépasse toutes les proportions permises à l'espèce humaine. Cette oreille étonnante est la déformation stupide des fanons du diadème qui ornait son chef.

La monnaie d'Aiguebelle ayant fonctionné jusqu'en 1111, ce troisième denier connu serait donc du règne de Humbert III (28 janvier 1080 † 18 septembre 1103), le dernier prince qui y aura frappé monnaie sur le type traditionnel. Ce denier d'Aiguebelle est d'ailleurs plus lourd que les nouveaux deniers viennois, cela est notable.

Comme conclusion, par rapport à la notice viennoise du 27 novembre 1062, il faut convenir que le rédacteur de ce document était fort ignorant d'un passé cependant assez récent. La monnaie viennoise avait, en effet, été imitée en Maurienne, dès la première moitié du XI^e siècle. Il est vrai qu'elle l'avait été tout d'abord par les évêques

de ce diocèse : les seules contrefaçons dignes de mémoire, qui parussent aux yeux de l'église punissables par la justice divine assistée de la main des hommes, auraient-elles donc uniquement été celles dont étaient auteurs les laïcs ? Voilà le problème qui se pose. En tout cas, malgré les promesses réitérées et formelles de la Maison de Savoie, le scandale de l'imitation continua pendant plus de quarante ans et ces espèces maudites sur les bords du Rhône paraissent avoir trouvé le meilleur accueil sur les rives de l'Isère tout au moins en Savoie.

**

Le 18 juin 1104 paraît à Turin une première mention de la monnaie de Suse " au début du règne d'Amédée III (1103 † 30 mars 1148). Dès le 29 juillet 1029, la domination des marquis d'Italie résidant à Turin s'était étendue sur cette vallée de la Doire ripaire dépendant jadis du diocèse de Maurienne ". Ensuite, au milieu du XI^e siècle, la Maison de Savoie, par le mariage d'Odon avec Adélaïde, fille de Manfred Ulric, avait acquis cette marche d'où devait s'élever sa grandeur finale. On note avec intérêt que les marquis choisissent l'emplacement très particulier de cet atelier au débouché des cols du Mont-Cenis et du Mont-Genèvre, de même que, plus tard, la Maison d'Albon choisira Cesanne, dans cette même vallée, au delà des Alpes et au bas du col du Mont-Genèvre. Le site de ces ateliers devait profiter du trafic commercial qui passait par là.

Du 18 juin 1104 au 18 avril 1299, on peut donc grouper au moins 93 contrats, en dehors du diocèse d'Ivrée, qui stipulent en Piémont l'emploi des deniers de Suse, dont 37 au XII^e et 56 au XIII^e siècles.

Il n'en existe que 5 pour la première moitié du XII^e et 14 pour la seconde moitié du XIII^e. La plus grande vogue de cette monnaie a donc été acquise au début du XIII^e siècle. Dès le 8 avril 1109, en Piémont, comme le 10 août 1137 à Oulx, les parties qui stipulent, précisent

que ce sont de bons deniers : cette affirmation se répète le 25 mai 1152, le 24 mai 1161, le 2 octobre 1165, le 6 mars 1172. En somme, c'est la monnaie du comte du Savoie.

Sur les cols des Alpes qu'elle domine alors, elle a été précédée évidemment en Mauricenne par l'atelier d'Aiguebelle, mais jamais celui-ci n'avait pu se développer assez pour obtenir, en dehors de son cours local, une extension pareille. Dans la seconde moitié du XI^e siècle, sur les Alpes venaient courir et s'échanger la monnaie poitevine d'une part où se maintenait le type carolingien traditionnel de Charles le Chauve et, d'autre part, la monnaie de Pavie, qui présentait le nouveau type impérial germanique. On voit ainsi mentionner les poitevins depuis 1075 jusqu'en 1137, et les pavesans depuis 1079 jusqu'en 1134. Les deux actes du 4 janvier 1088 et du 27 février 1096 précisent qu'il faut deux poitevins pour un pavesan⁴. A Turin, le 22 avril 1083, la comtesse douairière de Savoie Alix et sa belle-fille Agnès stipulent l'amende de leur ban en cent livres de Pavie. Le comte Amédée, le 9 janvier 1137, à Avigliana, le stipule en cent livres de poitevins : c'est que la monnaie de Suse n'est pas encore d'un usage général dans ses États. Enfin, le 17 août 1167, le comte Humbert peut, dans un mandement qui s'adresse à tous ses sujets, fixer son ban à cent livres de deniers sécusins. Cette monnaie, désormais, domine dans tous ses États et il n'y en a pas d'autre en Piémont. Celle d'Asti, plus récente, reste locale⁵. Les valentinois se substituent aux poitevins⁶ en Embrunais et en Briançonnais : on les y voit mentionnés de 1118 à 1170. A Oulx, le 10 août 1137, le cours des sécusins qui commencent à se répandre, est considéré comme équivalent à la valeur des valentinois.

A partir du 12 avril 1183, dans un acte daté de Suse, les bons deniers sécusins reçoivent la qualité nouvelle de forts.

Cela se répète le 2 septembre 1185 à Turin, le 17 mars 1192 à Suse, le 3 novembre 1200, le 3 septembre 1201, le 30 mars 1202, le 6 mai 1202, le 2 novembre 1216, le 2 avril 1217. Cette dénomination s'arrête à cette dernière date.

Par contre, un acte isolé du 30 août 1188 stipule des deniers sécusins faibles : il est naturel de penser que ce contrat vise les espèces de l'atelier antérieures à l'innovation que constatait, pour la première fois, l'acte du 12 avril 1183.

Il est aisé d'en conclure que, sans doute, à la fin du règne de Humbert, vers 1182, les deniers de Suse furent améliorés, soit comme poids, soit comme aloi. Mais il est peu probable que cette amélioration se soit produite sans qu'un exemple contemporain et assurément voisin n'y ait invité l'atelier de Suse.

Précisément, à partir du 30 mai 1185, on voit les sécusins ainsi devenus meilleurs, associés, comme équivalents, à d'autres deniers que les contrats appellent reforciats, d'un nom bien rapproché de celui de forts. Il s'agit d'une vente de terre faite pour quatre livres de bons deniers et le prix s'en trouve payé à la fois en sécusins et en reforciats. Quarante ans plus tard, à Asti, le 18 juin 1224, il s'agit aussi d'un paiement de 10 livres et encore de 25 livres qui s'exprime en sécusins et reforciats, en reforciats et sécusins. Ces deux espèces figurent de nouveau côte à côte avec prédominance des sécusins le 16 juillet 1227 et c'est tout. Ces deux noms de forts et de reforciats sont si rapprochés que l'acte du 23 mars 1215, parle, sans doute par inadvertance, de 700 livres en reforciats sécusins quand il s'agit de sécusins forts.

Que sont donc ces deniers reforciats, distincts des sécusins forts, et que ceux-ci sans doute ont dû imiter pour équivaloir à leur valeur plus élevée annoncée par leur nom ? Les érudits italiens, qui publiaient ces textes n'étaient pas en état de le dire, si l'on en juge par l'appréciation de l'auteur plein de mérite que fut Delfino Muletti¹. Le reforciat de Ligurie à la fin du XII^e siècle n'a rien à voir avec le viennois qui existait alors. On ne connaît d'ailleurs que quelques contrats où figurent ces deniers reforciats² : sur les 10 qui s'énumèrent ici, du 30 mai 1185 au 24 mars 1242, il y en a plus de la moitié qui concernent Saluces. On est donc fondé à croire que cette monnaie était celle de ce marquisat.

Les marquis de Saluces formaient l'une des branches issues de ce Boniface de Guasto, marquis de Savone, dont l'hérédité, parce qu'il avait le malheur, après avoir déshérité, le 5 octobre 1125 Boniface, marquis d'Incisa, son fils aîné, d'avoir encore sept fils, sans compter les filles, se partagea, le 22 décembre 1142, en sept marquisats depuis la cime du mont Viso jusqu'à la mer, sous les yeux de Pierre, évêque d'Asti et d'Aldizon, évêque de Savone. Manfred eut Saluces, Guillaume eut Busca, Hugues eut Clavesana, Anselme eut Ceva, Boniface eut Cortemiglia, Henri eut Savone avec Guasto et Vado sur la mer, Odon Bouvier eut Loreto. Tous les sept sortirent sans doute, de la salle de la cheminée vieille du château de Savone, qui donnait sur la mer, en se frottant les mains, bien contents de leur sort : ils venaient pourtant, par ce beau partage, de ruiner la puissance de leur maison au profit de la commune voisine de Gênes qu'ils abhorraient, et ils pouvaient bien aller fêter gaiement Noël chacun chez soi². Une amende de 3.000 sous d'or était prévue pour punir celui qui voudrait revenir sur le fait accompli.

C'était le troisième et définitif partage de la marche.

Deux générations plus tôt, l'existence de deux frères en avait déjà séparé le marquisat del Bosco. Cinq générations plus tôt, l'existence de deux autres frères avait déjà aussi séparé Savone de Montferrat³. Heureusement pour elle, la Maison de Savoie fut alors moins féconde où, en tout cas, plus avisée.

Au point de vue monétaire⁴, si l'on se borne à énumérer les espèces actuellement connues et qui sont assez tardives, la maison de Montferrat a frappé monnaie à Chivasso depuis 1306 au moins et ensuite à Casal depuis 1435 jusqu'en 1708.

Les marquis d'Incisa sont issus de Boniface (1125 + avant 1157), l'aîné de sa famille et déshérité par son père en 1125; leur monnaie ne s'est conservée, elle aussi, que depuis le début du XV^e siècle. Elle se réclame d'un privilège de l'empereur Otton qui pourrait être Otton IV (1209-1218).

- + : O : ROMANORVM ★ Dans le champ, les quatre lettres I. P. T. R. autour d'une étoile à six rais.
- * MAR CHIONV ACISE Cette légende est en trois lignes dans le champ.

Les marquis de Saluces obtiennent, le 5 mai 1221, eux aussi pour Manfred III, un précepte leur confirmant leur marquisat avec le droit de frapper monnaie⁸². Des spécimens n'en sont conservés que depuis la fin du XV^e siècle et leur atelier fonctionnait alors à Carmagnola.

Les marquis de Busca dans le marquisat desquels se trouve la ville neuve de Coni, fondée en 1120, ont frappé monnaie dès le début du XIII^e siècle en vertu d'un privilège de l'empereur Frédéric Barberousse comme en témoigne un denier de Manfred II Lancia (1217-1256).

Le marquis de Clavesana Hugues mourut sans enfant, comme son frère cadet, le marquis de Loreto, Odon Bouvier.

Les marquis de Ceva ont frappé monnaie et celle-ci est connue dès le XIII^e siècle; le denier de Guillaume imite manifestement le type de Suse et, par son style, il pourrait s'attribuer à Guillaume II (1190-1204) ou à Guillaume III (1222-1256) beaucoup mieux qu'au XIV^e siècle.

- + : GVLIELMVS Dans le champ, croix cantonnée d'un besant au 2^e quartier.
- + MARCH CEVE Astre à six rais, cantonné de deux besants sous la 1^{re} et la 6^e lettre de la légende.

Les marquis de Cortemiglia ont frappé monnaie; elle se réclame d'un privilège de l'empereur Henri et se présente avec le type astesan.

Les marquis de Savone, en la personne de Henri I Guercio (1125-1183) lui-même, reçurent dès le 10 juin 1162, de l'empereur Frédéric, la confirmation de tout ce

qu'avait tenu son père Boniface (1065-1125), le père des huit marquis²². L'énumération des droits confirmés comporte les mines d'argent et on ne peut douter que cette puissante maison ait eu dès lors la faculté de frapper monnaie.

C'est assurément, en raison de ce privilège de 1162 que Henri I ou ses fils Henri II (1191-1226) Otton I (1209-1233) ouvrent un atelier à Alba dont un denier est connu.

+ . INPATOR. F. Dans le champ, en deux lignes :
ALBA

+ . MAR ∞AONE Dans le champ, la croix

Ce type s'exprime ainsi : + INPerATOR *Frédéricus*.
ALBA. et + MARCHio SAONE

Mais ce n'est pas tout.

L'espèce qui s'impose surtout à l'attention est la suivante :

. .LO .IMPERATOR. . Dans le champ, croix
cantonnée de quatre
annelets.

MAR SAGONA Dans le champ, les lettres REFR placées au
tour d'un anneau.

M. Domenico Promis²³ a été bien fâcheusement inspiré d'attribuer ce type à la Provence et, qui plus est, à un atelier qui aurait existé à Marsanne dans le diocèse de Valence : cette opinion est contraire aux leçons de l'histoire, aux exigences de la linguistique et aux réalités les plus claires.

Jamais le nom de Marsanne n'a présenté la forme MARSACONA et ce n'est pas le nom de Frédéric qui se lit sur ces deniers, mais bien celui de Lothaire : cet empereur n'a pas eu à s'occuper beaucoup de la Provence.

Voici ce qu'il faut lire :

Lotharius IMPERATOR
MARCHio de SAGONA REFORciatus.

Lothaire, roi des Romains depuis le 30 août 1125, a été couronné empereur le 4 juin 1133 et il est mort le 3 décembre 1137.

Lors de sa venue en Italie, il força à l'obéissance le comte de Savoie Amédée, qui lui était contraire, et il confirma les libertés de Turin²². Cette opposition d'Amédée donne à penser que, par contre, la Maison de Montferrat était favorable à Lothaire : par suite, il est tout naturel d'admettre que l'empereur ait alors, en 1136, concédé aux marquis de Savone un privilège monétaire antérieur à celui de 1162.

On comprend aisément que, jalouse de ce privilège, la commune urbaine de Gênes, voisine de Savone, se soit arrangée dès le début du règne suivant de Conrad III, au mois de décembre 1139, et celle d'Asti de même, en 1140, pour en obtenir au moins autant. Le bail de 1141 prouve que cette monnaie naissante de Gênes frappa des deniers dont l'aloi était de $\frac{4}{12}$ d'argent fin avec un alliage de $\frac{8}{12}$ de cuivre : leur poids est, en moyenne, de 1 gr. 099. Par une innovation capitale, la commune de Gênes, vouée au commerce maritime, frappe en même temps, dès 1149, des pièces d'or du même module, et dès 1172 (?), elle inaugure un fort d'argent du poids de 1 gr. 453, dont l'aloi est de $\frac{23}{24}$ d'argent fin avec un alliage de $\frac{1}{24}$ de cuivre, en attendant le gros de 1288, du poids de 2 gr. 920 et d'un aloi identique.

L'empereur n'en fera autant, pour l'or, qu'en 1232, dans sa monnaie de Sicile, et Florence suivra leur exemple en 1252; saint Louis, en 1266. Jusqu'en 1149, l'or monnayé qui circulait était antique ou oriental, et il en circulait évidemment, comme le prouve cet acte de 1035 où les vicontes de Marseille stipulent un ban de cent livres, non pas en onces, mais en pièces d'or : *centum libras numorum aurcorum*. A la fin du XI^e siècle, à Saint-Chaffre du Monastier, un paiement s'effectue en 60 sous de valentinois, 100 sous de pougeois, avec 3 pièces d'or et demie.²³

En ce qui concerne la forme *Sagona* du nom de Savone, il est vrai que, dès le XII^e siècle *Savona*, *Saona* s'emploient

et *Saona* est en effet celle du denier d'Alba : mais, le 18 1224, on voit reparaître la forme primitive *Sagona* précisément dans l'expression : *marchio de Sagona* que comporte la lecture précédente du denier *reforciatus*.

Reste à expliquer le mot *Reforciatus* de cette légende. Le métal de ces deniers est, comme aspect, d'assez bon argent et, d'ailleurs, l'équivalence du 24 mars 1242, d'après laquelle 80 reforciats valent 100 astesans, suffirait à prouver que la monnaie de Savone était plutôt forte. Cependant, malgré cette concordance entre la bonne valeur des pièces et la signification littérale apparente du mot inscrit dans leur champ, si l'on s'en tient au sens moderne de renforcé, on serait surpris que ce mot fût, à l'origine l'expression voulue de cette valeur élevée.

A cette époque, en premier lieu, sa présence dans l'une des deux légendes du type répond plutôt à un nom de personne qu'à une expression de valeur. Si l'on parcourt des yeux la généalogie des princes de cette Maison de Savone, on n'en trouve aucun dans la branche del Vasto issue au début du XII^e siècle d'Anselme I^{er}, dont le nom puisse donner la clef de ce petit problème ; mais, dans la branche ainée issue d'Odon I^{er} et qui possédait en propre le Montferrat, l'énigme paraît s'éclaircir. Guillaume II, dît de Ravenne, qui vivait en 1059 et meurt avant 1084, a eu d'Otta de Ravenne trois fils : Henri, dit Balbo, Guillaume III dît *Renforcé*, Rinzorziato, et Reinier, marquis de Montferrat (1101-1126). Précisément Guillaume II avait encore des droits à Savone, car il les affirme en 1059 : ces droits, il les a passés, non pas à Henri ou à Reinier, mais bien à Guillaume III le Renforcé, qui paraît, en effet, à Savone en 1085, et vit encore en 1101. La fin de sa vie est inconnue, mais son frère Reinier vivait encore en 1126, son cousin germain, Ardizzon II figure encore en 1135 dans un acte relatif à Asti. Guillaume III peut donc avoir vécu lui-même encore du temps de l'empereur Lothaire, et comme il n'a pas laissé d'enfant, on constate que la maison de Montferrat n'a plus de droit après lui sur Savone. Il était de la génération de Boniface del Vasto, qui teste

en 1125, et dont l'héritage se partage en 1142 : ses droits sur Savone ont du passer de ce côté. Bénéficiaire du précepte de Lothaire, son surnom se sera perpétué avec le nom de l'empereur sur le type de la monnaie et aura été pris finalement, par erreur, comme l'expression propre de sa valeur élevée. Cette valeur établie aura fait donner par analogie le nom de forts, à partir de 1183, aux deniers de Suse devenus meilleurs et comparables dès lors aux reforciats.

Le comte Humbert III de Savoie († 18 septembre 1103) a aussi reçu ce surnom de Renforcé². Les historiens y voient un symbole de force plus grande, mais on ignore l'origine exacte et, par suite, le sens précis de ce surnom aussi bien pour lui que pour Guillaume III de Montferrat, son contemporain qui ne paraît pas avoir prédominé beaucoup à Montferrat. Humbert III fut lui-même, en Piémont, plutôt en réalité « refoulé » que « renforcé ». il y perdit Saluces et Asti au profit de son cousin par alliance, le père des huit marquis. Il est vrai que le surnom de renforcé peut répondre à un aspect physique aussi bien qu'au caractère moral ou à la puissance politique des princes qui l'ont reçu.

Le marquis de Savone, *Marchio de Savona reforciatus*, Guillaume III de Montferrat (1085-1101) possesseur certain de ce surnom étant mort sans enfant, les deniers MARSAGONA ont dû forcément être émis par ses héritiers de 1136 à 1183, c'est-à-dire, par des membres de la Maison des marquis de Savone, soit à Savone même soit quelque part ailleurs dans leur Marquisat, en dehors d'Alba où depuis 1162 naît un autre type émané également d'eux. Cet atelier inconnu ne doit pas être très éloigné du marquisat de Saluces, puisque la monnaie des reforciats y est fréquemment employée. Les actes du 31 août 1240 et du 14 janvier 1241 paraissent préciser qu'il faut le placer à Coni.

M. de Castellane, le maître actuel de la numismatique française, note très justement que le type du revers des reforciats a été imité par Charles I^{er} d'Anjou, à partir du

moment où, maître de Coni, il devient, en 1259, comte de Piémont. Cette remarque si lumineuse confirme que l'atelier des reforciats n'était pas éloigné de Coni : or, la ville nouvelle de Coni était venue *renforcer* en 1120 le marquisat de Busca dont on ne connaît qu'un seul denier celui de Manfred II Lancia (1217-1256) émis en vertu d'un privilège plus tardif de Frédéric Barberousse. L'influence du type de Suse s'imposant jusqu'à Ceva, il n'est pas surprenant que l'influence de la valeur des reforciats de Coni se fasse par contre sentir jusqu'à Suse. Le type des reforciats piémontais lui-même, imité par Charles I^{er} d'Anjou à Coni finira par former un système de monnaie imposé par Charles II d'Anjou à la Provence. M. Maurice Rimbault, qui fait depuis de longues années une étude approfondie de la numismatique provençale, précise que ce système reforciat y est établi le 30 juillet 1302 en remplacement du système coronat et que sa valeur est beaucoup plus grande, puisque, d'après un texte du 31 octobre 1303, dit-il, on peut constater l'équivalence suivante : 13 sous de reforciats provençaux valent 28 sous de coronats.

Voilà donc l'origine des reforciats que leur cours simultané avec celui des forts de Suse a engagé à rechercher.

Les « faibles » de 1188, les « vieux » de 1203, de 1213, de 1214 paraissent, pour Turin, désigner les deniers provenant des frappes antérieures à 1183 faites à Suse. Cependant, après le 2 novembre 1216, la frappe des forts cesse à son tour. Le texte du 2 avril 1217, écrit en Tarentaise, en parle encore au sujet des droits de péage, qui existaient à Saint-Rambert, mais ce texte exprime un tarif établi en forts qui ne répond plus à la réalité de ce que produit dès lors l'atelier monétaire. En effet, dès le 26 mars 1217, à Suse, on indique l'existence des deniers de Suse neufs ou nouveaux. Cette expression se reproduit le 14 mai 1225, en septembre 1227, le 24 janvier 1229, en 1237, le 25 novembre 1239, le 27 février 1243, le 31 janvier 1246 et le 22 novembre 1249. Elle cesse alors.

A cette époque, les deniers qualifiés de « vieux » en février 1220, le 23 août 1226, en mars 1232, le 30 mai 1244,

indiquent forcément les deniers, qui, eux, remontent aux émissions antérieures à 1217.

Depuis le 12 janvier 1255 jusqu'au 18 avril 1299, il n'est plus question que de sécusins bons, ou tout simplement, de sécusins.

Il y a donc eu, semble-t-il, quatre phases dans les frappes de l'atelier de Suse d'après les textes que fournissent les actes privés.

1° Du 18 juin 1104 au 11 avril 1183, les deniers sécusins bons.

2° Du 12 avril 1183 au 2 novembre 1216, les deniers sécusins forts imités comme valeur des reforciats de Savone et peut-être du gros génois de 1172.

3° Du 26 mars 1217 au 22 novembre 1249, les deniers sécusins nouveaux.

4° Du 12 janvier 1255 à la fin du XIII^e siècle, les deniers sécusins bons.

Au point de vue de la valeur de ces quatre types successifs, quelques-uns des actes relevés offrent de l'intérêt.

Celui du 3 novembre 1200 montre que 37 marcs d'argent fin valent davantage que 56 livres de deniers forts, puisqu'ils y a encore un solde : *et cætera*.

L'acte du 25 août 1213, relatif aux sécusins vieux indique qu'un marc d'argent vaut quarante sous ou deux livres de cette monnaie. L'acte du 30 décembre 1200 assimile 112 marcs d'argent fin à 217 livres et 3 sous, dont semble-t-il, 75 livres de forts, 134 livres de sécusins vieux et 8 livres 3 sous de l'un ou de l'autre type. Il s'agit de rembourser des prêts conclus à quatre taux divers d'intérêts, qui sont le trente, le quarante, le cinquante et même le soixante pour cent par an.

L'acte du 6 mai 1202 montre que 100 marcs d'argent fin équivalent à 91 livres et à 1165 sous de deniers forts, c'est-à-dire en somme à 149 livres 5 sous de cette monnaie.

Voilà pour les forts: il semble que 100 marcs de fin répondissent à peu près à 150 livres de numéraire.

En ce qui concerne les neufs, l'acte du 22 janvier 1229 met en rapport un engagement de 100 marcs d'argent avec

un paiement probablement partiel consistant en 85 livres de bons deniers neufs.

Celui du 29 décembre 1229 rapproche, de cet engagement de 100 marcs, un paiement de 5.000 sous et de 28 livres de bons neufs, soit 278 livres, mais on a soin de dire qu'il faut ajouter au capital de la dette les intérêts et dépens qui en résultent. Ces intérêts et ces frais ont dû, semble-t-il, doubler la dette. Pour un an, c'est beaucoup. De là l'acte daté de Moirans, le 2 août 1233, par lequel le comte de Savoie compense le préjudice dont avait à se plaindre le maréchal de Dauphiné, victime de ce revers.

La conclusion est facile à tirer :

1° Le bon denier sécusin antérieur à 1183 est tel que vingt livres de cette monnaie équivalent à dix marcs d'argent fin.

2° Le fort sécusin de 1183 à 1216 est tel que quinze livres de cette monnaie équivalent à dix marcs de fin.

3° Si, dans le règlement du 29 décembre 1229, les 5.000 sous répondent au capital de la dette de 100 marcs, et les 28 livres aux dépens ou intérêts de cette dette, le sécusin neuf frappé de 1217 à 1249 est tel que vingt-cinq livres de cette monnaie équivalent à dix marcs de fin.

**

Les 93 contrats datés du 18 juin 1104 au 18 avril 1299 que l'on vient d'analyser, proviennent de la région où passait le transit du Mont-Cenis.

Grâce à l'activité sympathique et méritoire de M. le professeur Ferdinand Gabotto, qui a tant fait pour l'histoire des Alpes piémontaises, on peut examiner de même, dans la région du diocèse d'Ivrée, l'expansion de l'atelier de Suse vers le transit du Grand Saint-Bernard *.

Du 6 novembre 1156 au 2 février 1258 se succèdent 125 contrats qui y stipulent l'emploi des deniers de Suse, dont 19 au XII^e siècle, 42 dans le premier quart, 42 dans le second quart, 22 dans le troisième quart du XIII^e siècle.

Du 6 novembre 1156 au 25 avril 1204, il s'agit simple-

ment des deniers de Suse; quelques contrats du 16 novembre 1176, de mars 1179, du 20 février 1187, du 15 avril 1187, de décembre 1192, du 27 juillet 1195, du 9 mars 1203 précisent que ce sont de bons deniers.

Depuis le 24 mars 1207, plus de vingt contrats, jusqu'au 22 février 1241, et même un contrat attardé du 15 octobre 1252 stipulent expressément que la monnaie est celle des sécusins vieux: des bons sécusins vieux, dit-on le 21 juin 1210, le 17 mai 1213, le 18 mai 1216, le 25 juin 1217, le 1^{er} mai 1230, le 28 février 1231, le 9 novembre 1231, le 6 mai 1235, le 6 février 1237.

Jamais il ne s'agit dans cette région ni des forts qui paraissent en Piémont du 12 avril 1183 au 2 novembre 1216, ni des sécusins neufs qui y paraissent ensuite du 26 mars 1217 au 22 novembre 1249.

Il semble que le diocèse d'Ivrée dominé dès le milieu du XII^e siècle par la monnaie de Suse, soit resté fidèle aux émissions de deniers du règne d'Amédée III (1103-1148) ou de Humbert IV (1146-1182) et qu'il n'ait jamais admis comme base de ses transactions ni les forts de ce dernier prince, ni les neufs de Thomas et d'Amédée IV.

Les mentions de pavesans sont très rares au début du XIII^e siècle, les poitevins⁴¹ paraissent une fois, par hasard, le 22 août 1235.

Cependant, à dater du 2 juillet 1247 surgissent les impériaux⁴² et, à partir de 1257, cette dernière monnaie supplante presque absolument les sécusins à Ivree. Le 29 octobre 1257, l'évêque comte d'Ivrée stipule un cens annuel de trois sous, de la monnaie qui courra, et ⁴³ maintenant, dit-il, ce sont les impériaux qui passent dans la cité d'Ivrée. Quelques jours plus tôt, le 13 septembre, à Ivree, on paie XVI livres de pavesans au comte Heuri de San-Martino: les impériaux ne sont donc autres que la monnaie de Pavie.

Le prédécesseur de cet évêque, par le privilège du 25 février 1219 avait obtenu de l'empire la domination de sa cité, malgré la commune qui la lui disputait: il en avait été si heureux qu'il, le jour même, à Spire, il avait supplié

l'empereur de lui faire délivrer une expédition de cet acte écrit en lettres d'or *ut posset facere aureis litteris insigniri et scribi*.

En lui accordant cette demande, faite également par l'évêque de Turin, l'empereur décide que l'acte ainsi orné sera muni, par surcroît, de la bulle d'or.

Cette grandeur de l'évêque venait précisément de cesser : depuis le mois de novembre 1248 et le 22 mai 1252, l'empereur avait inféodé Ivree et le Canavais au comte Thomas de Savoie, et il est singulier de voir la monnaie de Suse disparaître d'Ivree au moment où la Maison de Savoie arrive à dominer cette cité.

La disparition de la monnaie de Suse à Ivree de 1248 à 1257 donne donc à penser que cet atelier de Suse avait été fermé dans les derniers temps du règne d'Amédée IV.

L'absence complète de la monnaie des reforciats dans cette région, confirme encore l'impression que cette monnaie s'était battue en Ligurie.

**

Les contrats connus ne mentionnent, on vient de le voir, la monnaie de Suse que depuis le 18 juin 1104, c'est-à-dire depuis le début du règne d'Amédée III (1103-1148) tandis qu'ils continuent à mentionner les deniers d'Aiguebelle jusqu'en 1111 au moins.

Examinant maintenant les espèces qui se sont conservées, on trouve, dans le magnifique recueil publié en 1911 par S. M. le Roi d'Italie, une pièce jusqu'alors inconnue et d'un intérêt puissant pour l'histoire.

+ PETRUS MR	Dans le champ, tête imberbe de profil à dextre.
+ SEVSIEVR	Dans le champ, croix cantonnée aux quatre quartiers d'une étoile à cinq rais.

Ce denier d'argent, du modèle de 18 mm, pèse 1 gr. 11.
Les légendes se lisent :

+ PETRUS MaRchio
+ SEUSIE VRbis

Il émane du marquis Pierre (21 mai 1060-9 août 1078), fils aîné du comte de Savoie Odon et de la marquise de Turin Alix, qui ainsi, après la promesse solennelle faite le 27 novembre 1062 par sa mère de ne plus laisser frapper de monnaie au type viennois bonne ou mauvaise dans ses états, ouvrit dans sa marche, hors de la Maurienne, l'atelier de Suse. Il y met son nom, mais il continue cependant à y copier le type du chef viennois de Saint-Maurice. Cette tête imberbe, sans fanons visibles de diadème, d'un art assez bon, copie littéralement le premier type viennois du chef de Saint-Maurice inauguré en 1023 quarante ans plus tôt et dont circulaient encore sans doute beaucoup de spécimens.

Après Pierre, son frère Amédée II († 26 janvier 1080) et son neveu Humbert III († 18 septembre 1103) ont probablement émis à Suse des deniers analogues de type viennois. Pour les contemporains, en raison de ce type c'était encore là une monnaie analogue à celle de Vienne et d'Aiguebelle et, d'ailleurs, les émissions de ce dernier atelier continuaient comme le prouve le denier de type barbare attribué ci-dessus à Humbert III.

Si les contrats commencent seulement en 1104, au début du règne d'Amédée III, à révéler la monnaie de Suse, déjà existante depuis quarante ans, c'est que cet atelier a seulement inauguré son type spécial à ce moment en renonçant à une manière définitive au type viennois.

Il est impossible de comprendre comment on a pu jusqu'ici attribuer les premières monnaies du type propre à Suse, non pas à Amédée III (1103-1148), mais à son père Humbert III (1080-1103) quand, à la fin du XI^e siècle, les textes diplomatiques n'indiquent pas encore l'existence de ce type.

Le résultat de cette bévue est qu'on n'en attribuait

d'abord aucune au fils d'Amédée III, Humbert IV (1148-1188) auteur réel des pièces qu'on donnait ainsi, on ne sait pourquoi à son grand-père: cependant, alors, dans la seconde moitié du XII^e siècle, les textes diplomatiques signalent la continuation de l'existence de l'atelier. Frappé évidemment de cette anomalie, M. le Dr Ladé s'est efforcé de partager entre Humbert III et Humbert IV tout le monnayage réel de Humbert IV; mais il suffit de voir le style des deniers de Humbert IV (1148-1188) pour constater que tous, sans exception, servent d'intermédiaires entre les espèces d'Amédée III (1103-1148) et celles de Thomas (1188-1232) le dernier prince qui ait frappé d'une manière exclusive à Suse. L'évolution du style montre aussi que le besant central du champ de ces espèces se transforme en astre au début du règne de Humbert IV, et en un astre dont le module ne dépasse pas tout d'abord celui de ce besant. Cet astre grandit peu à peu et envahit le champ de sa grandeur en réduisant les deux besants à deux points sans importance. L'évolution s'achève à la fin du règne de Humbert IV par la disparition des besants.

La clarté de cette évolution est telle qu'on a peine à comprendre encore comment M. le Dr Ladé peut la considérer à l'envers de la réalité en s'imaginant que le module de l'astre diminue, et comment il peut voir dans cet astre une fleur. L'étoile de la Maison de Savoie est cependant assez connue; elle est, en réalité, un astre authentique, le soleil lui-même.

Dans le royaume d'Arles, le soleil et la lune figurent aussi sur les espèces contemporaines du marquisat de Provence. Ce soleil, d'abord modeste, paraît à Suse au début du règne de Humbert III vers 1149. Or ce type apparaît, de son côté, en Provence, avec le marquis Raymond V (1148-1194). Il serait difficile de trouver une coïncidence plus claire et plus immédiate.

Le soleil de Raymond V est armé de six rais; à partir de Raymond VII (1222-1249), il en a huit. Sur les monnaies de Bertrand II de Forcalquier, comte d'Embrunais (2^e moitié du XII^e siècle), le soleil a déjà huit rais. Seuls

les deniers du Puy peuvent porter une fleur munie de six pétales dès la fin du XI^e siècle, car ils représentent le type de la Vierge. On peut donc, en effet, y voir la *Rosa Mystica*, aussi bien que la *Stella Matutina*.

L'astre que reprend Humbert IV au milieu du XII^e siècle, sous une influence provençale ou autre, succède, d'ailleurs, à celui qui ouvrait la légende des deniers d'Aiguebelle, et, là non plus, ce n'était pas une fleur.

En même temps que les deniers d'Aiguebelle, le premier denier de Suse frappé par le marquis Pierre offre lui même quatre astres de cinq rais.

*
**

Après avoir étudié les contrats qui parlent de ces espèces de Suse, il faut examiner en détail ces espèces elles-mêmes à partir de l'adoption de son type spécial.

Ayant sous les yeux, de cet atelier de Suse, cent trente deniers, et une obole d'Amédée III (1103-1148) ainsi que quatorze deniers de son fils Humbert IV (1148-1188), il paraît utile de les classer *.

Dans cet ensemble existent au moins dix variétés du type d'Amédée III.

Pendant tout son règne, le croix de la face se trouve accostée d'un besant aux 1^{er} et 2^e cantons, tandis que, dans le champ du revers, trois autres besants se présentent en pal.

Première variété : ; 48 exemplaires.

ΛΙΙΕΔΕΥ∞Ο
∞ΕCΥ∞ΙΛΟ

La légende est écrite avec des lettres capitales de forme barbare.

o gr. 86675, fleur de coin (La'dé); o gr. 8590, fleur de coin; o,8490, beau écrêché; o,8135, fleur de coin; o,7920; o,7920; o,78425; o,7835, usé; o,77725; o,77625; o,7605; o,75925; o,75375; o,75325; o,75075; o,7490; o,74825; o,74250; o,74175 usé; o,7385 fleur de coin flan mince et

éclaté sous la frappe; 0,73625, fleur de coin, ébréché; 0,7350 usé; 0,7325; 0,7315; 0,7265 très bon; 0,71975; 0,71925 avec la légende $\text{AMIDIV}\infty\text{O}$; 0,7180; 0,71075 usé; 0,7095; 0,7090; 0,7055; bien conservé; 0,69925, légende $\text{AMIEDIV}\infty\text{O}$; 0,6980 légende $\text{AMIIODIV}\infty\text{O}$; 0,69775; 0,69725; 0,6940; 0,69375; 0,6640; 0,6525; 0,6500; 0,62625, bien conservé; 0,62350 usé; 0,59025; 0,57125 ébréché; 0,5690 ébréché et usé; 0,5470, assez bien conservé; 0,53325 ébréché.

Dans cette échelle de poids, on voit qu'il subsiste des deniers assez bien conservés jusqu'aux poids les plus faibles. La moyenne de ces poids est de 0 gr. 71774.

L'analyse des deux deniers 0,5690 et 0,53325 a donné, pour le premier, 0,350 d'argent et, pour le second, 0,390. Cela revient à plus de $7/12$ de fin pour le premier, à près de $9/12$ de fin pour le second.

Deuxième variété : ; 5 exemplaires.

$\text{AMEDEV}\infty\text{O}$
 $\infty\text{ECV}\infty\text{IAO}$

La lettre M se trouve désormais liée.

0 gr. 78375, usé; 0,7590; 0,73275; 0,72075; 0,66950.

La moyenne de ces poids est de 0 gr. 73315.

L'analyse de la pièce 0,66950 a donné 0,487 d'argent, soit près de $9/12$ de fin.

A cette deuxième variété de type doivent se joindre les 8 pièces de cuivre pur :

1 gr. 0185; 0,90125; 0,88125; 0,8785; 0,81425; 0,8015; 0,7542; 0,70475 ébréché.

La moyenne de ces poids est de 0 gr. 84344.

L'analyse de la pièce 0,70475 a donné 0,009 d'argent; ces traces de métal fin répondent à un bain d'argent superficiel qui aura saucé cette pièce de cuivre, ou bien à un métal de cuivre dont la tonne contenait naturellement 9 kilos d'argent.

L'aloi de ces pièces se réduit donc à $1/120$ ou $2/120$ de fin. On doit croire qu'elles ont été émises après avoir été saucées dans une bain d'argent; mais cette sauce fort

légère aura disparu presque complètement dès les premiers frottements de leur cours.

Troisième variété : ; 2 exemplaires.

AMEDEV∞O
∞ECV∞IAO

0 gr. 7590; 0,69425, usé. La moyenne est de 0,726625. L'analyse de la pièce 0,69425 a donné 0,407 d'argent soit très exactement 7/12 de fin.

Quatrième variété : ; 2 exemplaires.

AMEDEV∞O
∞ECV∞IAO

La lettre initiale A de la face se trouve désormais munie de sa barre horizontale: la lettre finale A du revers en reste démunie. La lettre M est liée.

0 gr. 7520, à fleur de coin; 0,73275. La moyenne est de 0,742375.

L'analyse de la pièce 0,73275 a donné 0,399 d'argent, soit de 6/12 à 7/12 de fin.

Cinquième variété : ; 11 exemplaires.

AMEDEV∞O
∞ECV∞IAO

La lettre M est liée; les deux lettres A initiale et finale de la face et du revers sont munies de leur barre horizontale.

1 fr. 19375, fleur de coin, flan épais; 0,9855; 0,9445; 0,9080 fourré (Meyer); 0,73675; 0,73025; 0,7300; 0,72925, usé; 0,7145, usé; 0,6655, usé; 0,6260, usé.

La moyenne de ces poids est de 0 gr. 82395. quatre pièces pèsent plus de 0,90 et sept moins de 0,74.

Parmi les pièces lourdes, le denier fourré 0,9080 de la collection Meyer est à rapprocher des pièces de cuivre précédentes. L'expérience ayant promptement prouvé qu'un simple bain d'argent de trompait pas le public, la monnaie se mit ainsi à envelopper le cuivre d'une couche beaucoup plus épaisse de métal argenté et ces deniers fourrés,

assez lourds, ne composaient pas toute l'émission. On en mettait seulement un certain nombre avec les pièces normales.

L'analyse de la pièce 0,6260 a donné 0,488 d'argent, soit plus de 9/12 de fin et cette pièce n'était pas fourrée.

Sixième variété : ; 10 exemplaires.

ΛΙΙΕDEV∞O
∞ECV∞IΛO

La légende est formée de belles lettres épaisses et régulières, mais le besant central est quelquefois assez indistinct.

0 gr. 85925 fleur de coin ; 0,7630, ébréché ; 0,70225 ; 0,6980 ; 0,6950 ; 0,6710 ; 0,66425 ; 0,65975 ; 0,6110 ; 0,54325 usé.

La moyenne de ces poids est de 0 gr. 686675.

L'analyse de la pièce 0,54325 a donné 0,398 d'argent, soit près de 9/12 de fin.

Comme aspect, c'est l'art succédant brusquement à la barbarie ; la netteté de cette image et sa clarté sont saisissantes. L'artiste remarquable qui a gravé ces coins s'inspire sans doute de la belle monnaie qui, depuis 1140, se frappe à Gènes.

Septième variété : ; 6 exemplaires.

ΛΙΙΕDEV∞O
∞ECV∞IΛ'O

L'aspect en est à peu près le même que celui de la série précédente, mais un accent précède la lettre initiale A de la face, et la lettre finale A du revers se trouve placée elle-même entre deux accents pareils.

0 gr. 8355, fleur de coin ; 0,7930 ; 0,7780 ; 0,7435, bon ; 0,69425, écorné ; 0,6595, écorné.

La moyenne de ces poids est de 0 gr. 75062.

L'analyse de la pièce 0,6595 a donné 0,414 d'argent, soit de 7/12 à 8/12 de fin.

Huitième variété : ; 36 exemplaires.

ΛΙΙΕDEV∞O
∞ECV∞IΛ'O

Même aspect. La lettre initiale de la face s'encadre de deux accents, comme la finale du revers. C'est la seule différence apparente de cette variété avec la précédente.

0,8865, belle conservation; 0,85675, fleur de coin (Ladé); 0,8390; 0,8190; 0,7925; 0,78375; 0,7835; 0,77525; 0,7595; 0,75725; 0,7535; 0,7530; 0,7510; 0,7510; 0,74975; 0,74975; 0,74475; 0,74025; 0,73225; 0,7315; 0,73025; 0,7285; 0,7275; 0,7210; 1; 0,7210; 0,7160; 0,71375; 0,7130; 0,71225; 0,6950; 0,69225; 0,6740; 0,6730; 0,6220; 0,61675; 0,6015.

La moyenne de ces poids est de 0 gr. 73798.

L'analyse de la pièce 0,6015 a donné 0,452 d'argent, soit très exactement 9/12 de fin.

Neuvième variété:

1 exemplaire.

A'MEDEV∞O
∞ECV∞l'A'O'

Type pareil, mais les deux lettres A initiale et finale sont encadrées chacune de 2 accents; le plus l'annelet final se trouve, sur la face, précédé lui-même et, au revers, suivi d'un accent identique. Chacune des légendes comporte donc ainsi trois accents.

0 gr. 9050, fleur de coin.

Dixième variété:
plus 1 obole.

3 exemplaires et, de

AMEDEV∞
SECVSIA

L'innovation marquante de cette dernière variété est que l'annelet final disparaît des deux légendes. La lettre A manque de sa barre horizontale à l'avvers comme au revers; la lettre M reste liée. La lettre S, horizontale jusqu'ici, commence à s'élever. Les lettres sont beaucoup moins belles et régulières que celles du magnifique alphabet inauguré par la sixième variété.

1 gr. 12575, flan épais, fleur de coin; 1,1140, flan épais; 0 gr. 9125, flan épais,

La moyenne de ces poids est de 1 gr. 05075.

L'obole pèse 0 gr. 4925 (Ladé). Le double de ce poids répondrait à un denier de 0 gr. 9850, ce qui est un peu faible pour la moyenne précédente de 1 gr. 05075. Mais cette obole n'est pas à fleur de coin.

L'analyse de la pièce 0 gr. 9125 a donné 0,614 d'argent, soit très exactement $\frac{8}{12}$ de fin.

Telles sont les dix variétés du règne d'Amédée III (1103-1148). Les quatre principales sont la première, de style barbare, du poids moyen de 0 gr. 71774 et d'un aloi de $\frac{8}{12}$ de fin; à laquelle se rattache, avec la deuxième, la frappe de cuivre pur saucé d'argent, dont les exemplaires se trouvaient sans doute semés et dissimulés dans l'ensemble de la frappe; la sixième de très beau style, du poids moyen de 0 gr. 686675, et d'un aloi de $\frac{9}{12}$ de fin; la huitième, moins belle, munie d'accents, du poids moyen de 0 gr. 73798 et d'un aloi de $\frac{9}{12}$ de fin, et enfin, la dernière du poids de 1 gr. 05075, d'un module plus grand, d'une épaisseur plus forte, et d'un aloi de $\frac{8}{12}$ de fin, comportant une émission d'oboles avec celle des deniers.

Au point de vue chronologique, on serait tenté de croire que la 2^e variété mêlée de cuivres saucés, date de la guerre de 1136, contre l'empereur Lothaire, qui dut être une période de détresse financière; les 6^e, 7^e et 8^e variétés ont sans doute suivi l'ouverture de la monnaie de Gènes en 1140. Les 9^e et 10^e datent, forcément, de la fin du règne (1145-1148).

*
**

On peut se demander d'où vient ce type sécusin inauguré par Amédée III et auquel on ne peut plus reprocher de copier les espèces viennoises, comme à celui du marquis Pierre. L'origine de ce type nouveau paraît être restée un mystère jusqu'ici. Ce qui le caractérise, c'est que les légendes, au lieu d'être munies d'une croisette initiale, sont ponctuées d'un O final. Dans l'alphabet de ces légendes, l'A est démunie de sa barre, les deux traits verticaux de

l'M ne sont pas liés, l'S rampe à terre. Enfin le champ se trouve occupé par trois besants disposés en pal. Evidemment, rien de tout cela ne rappelle ce qui se voyait alors sur les bords du lac Léman; mais les horizons de la Maison de Savoie dépassaient et de beaucoup ceux de ce lac. La monnaie, d'ailleurs, se lie au commerce et les voies commerciales qui traversaient les Alpes venaient de plus loin que le Rhône. Somme toute, quand on parcourt les types de monnaie les plus répandus à la fin du XI^e siècle dans le midi, puisqu'il faut écarter le type viennois décidément interdit comme trop voisin à l'activité du nouvel atelier de Suse, il faut bien en trouver un autre qui aura été plus ou moins imité dans sa vogue pour fixer les yeux routiniers du public, ce bon public du XII^e siècle si semblable, on n'en doute pas, à celui du XX^e.

Que le comte Amédée III, dès le début de son règne, ait renoncé au type viennois, cela se comprend: par sa mère, Gisèle de Bourgogne, il était le propre neveu de l'archevêque de Vienne alors existant Guy de Bourgogne (1088-1119) et, par conséquent, il ne pouvait plus battre en brèche les intérêts évidents de cette église. Renonçant à imiter les espèces viennoises, il a imité les espèces melgoriennes qui, dans le midi, se trouvaient alors en faveur.

Que l'on lise, en effet, le cartulaire de Saint-Victor de Marseille; on y voit d'abord, du 16 janvier 1040 au 3 décembre 1045 mentionner la monnaie viennoise " près d'Arles, par les comtes de Provence eux-mêmes, puis les deniers ottonens ", depuis le mois de février 1051/2 jusqu'au mois d'avril 1077. Le commerce de Marseille les considérait alors comme les meilleurs, *optimi*, et ils couraient de Fréjus à Chorges. Ce sont les melgoriens qui les remplacent "; on les voit apparaître à partir du 1^{er} juillet 1055 et on les nomme encore au mois de mars 1159. Dans le dernier quart du XI^e siècle, ils courent à leur tour comme les meilleurs dans toute la Provence, jusqu'à Mévouillon, et au XII^e siècle, ils se restreindront au sud de la Durance, parce que les valentinois " puis les viennois " domineront les Alpes.

De 1115 à 1156, les valentinois sont la monnaie du Gapençais.

Depuis 1166 les viennois les remplacent, après y avoir disparu eux-mêmes à la fin du XI^e siècle devant ceux-ci¹³; on préférerait toujours les meilleurs espèces.

Les chartes de Montmajour et le cartulaire de Lérins confirment le cours prédominant des melgoriens en Provence, après celui des ottonens¹⁴.

Le 18 juillet 1141, on voit même les melgoriens courir à Vintimille. Les archives de l'archevêché d'Arles qui, en octobre 1059, parlent des ottonens, ne connaissent plus que les melgoriens¹⁵ depuis la fin du XI^e siècle jusqu'au moment où l'archevêque frappe monnaie lui-même, en 1186.

A Gênes, on voit les melgoriens courir avec les génois encore de 1158 à 1164.

Que constate, au sujet de la première croisade, Raymond de la Caille, l'historien originaire de Beaucaire ?

*Erat haec nostra moneta : pictavini, cartenses, manses, luccenses, talanzani, melgorienses, et duo puges pro uno istorum*¹⁶ ce qui revient à dire : « notre monnaie se composait de deniers poitevins, chartrains, mansois, lucquois, valentinois, melgoriens et pougeois ». Ces derniers, de moindre valeur, jouaient le rôle d'oboles : il en fallait deux pour équivaloir à un denier normal. Les pièces d'or, fort rares, valaient par contre huit ou neuf sous de monnaie courante.

En somme, les croisés, selon leur origine, maniaient sept espèces différentes, six françaises, dont trois du nord et trois du midi, avec une seule de frappe italienne.

Le viennois manque dans cette énumération, malgré la diffusion de son type, et il y a deux raisons à cela. Tout d'abord, le comte d'Albon préféra rester chez lui plutôt que de se joindre au comte de Savoie, au vicomte de Gapençais, au comte de Saint-Gilles, pour aller conquérir Jérusalem. En second lieu, la monnaie viennoise, trop affaiblie par l'archevêque Guy de Bourgogne, cé lait déjà le pas à la monnaie valentinoise.

Quel est donc le type de cette monnaie de Mauguio ou

Melgueil, frappée dans le diocèse de Maguelonne par les comtes de Melgueil, vassaux du Saint-Siège depuis 1085, et, après eux, par leurs héritiers, les comtes de Toulouse ?

Cette monnaie, connue dès le X^e siècle, est une copie de celle frappée à Narbonne par Raymond I, vicomte de Narbonne (966-1023). Le nom du vicomte y figure en légende autour du champ où se maintient celui du roi Eudes (888-898) adopté précédemment à Toulouse⁷⁰.

Le type de ces deniers se réduit à des lettres informes :

IAIIIVIIIO∞	dans le champ, un pal accosté de 2 pennons.
-------------	--

IIAIBOIIA	dans le champ, quatre annelets placés en croix, et au centre, un petit point clos.
-----------	---

Ce qui dérive de :

RAMVNS	Dans le champ, une croix.
N A R B O N A	Dans le champ, QDDO.

Les A n'ont pas de barre transversale, les M et les N ne sont pas liés, la lettre S est couchée, la lettre D se réduit à un O. Il n'y a pas de croix en tête des légendes.

Tous ces éléments se retrouvent précisément sur le type de la monnaie de Suse, cependant moins barbare.

Comme alphabet, l'A n'y a pas de barre, l'M n'y est pas liée, l'S est couchée, la croisette initiale y manque.

Faute de croisette, le graveur du type de Suse a gardé, pour marquer la fin de ses légendes, les deux O de

IAIIIVIIIO∞IIAIBOIIA mots qu'il lisait sans doute, sans les comprendre, en les groupant mal : ∞IAIIIVIIIO, IIAIAIBO et ainsi de cette lecture fautive sortent : ∞ECV∞IAO avec IIIIEDEV∞O.

Pour le champ, réduisant, d'une part, les 4 annelets OOOO à trois, il les a placés en pal sur le modèle du pal dérivé de la croix de Narbonne: cette réduction paraît avoir été son seul effort d'imagination. Il fallait, cependant,

une croix à la Maison de Savoie, et cette croix accostée des deux besants a garni l'autre champ.

On peut se demander si les trois besants en pal du champ de ces deniers de Suse ajoutés aux deux des cantons de la croix, ne représentent par les trois parties de cuivre sur douze que comportait l'aloi adopté au moment où fut ouvert l'atelier.

Voilà donc établie la provenance du type nouveau de Suse qui commence à ouvrir dès 1103, au début du règne d'Amédée III (1103-1148).



Quant au règne de Humbert IV (1148-1189), il comporte au moins six variétés. Sur toutes, le besant central du champ est remplacé par un astre et, on l'a déjà dit, à peine plus développé que le besant au début, cet astre envahit peu à peu le champ. Le nombre de ses rais varie. Dans l'alphabet, la lettre E prend désormais la forme onciale **E**, la lettre M reste liée, la lettre A n'a pas, tout d'abord, sa barre horizontale, ce qui était, d'ailleurs précisément le cas de la dernière émission d'Amédée III. La lettre S a achevé de s'élever. Une croissette ouvre désormais le texte des deux légendes et remplace les deux O disparus sur la dernière variété d'Amédée III.

Première variété: ; 2 exemplaires.

+ VMBERTV∞

+ ∞ECVSIA

La lettre S est encore penchée, la lettre A n'est pas barrée. L'astre est à 8 rais.

Les deux exemplaires qui sont au musée de Chambéry " pèsent 1 gr. 15 et 1 gr.

Deuxième variété: 1 exemplaire."

+ VMBERTVS

+ SECVSIA

La lettre S est debout, la lettre A n'est pas barrée, l'astre est à 4 rais seulement.

Poids inconnu.

Troisième variété: 6 exemplaires.

+ VMBERTVS

+ SECVSIA

La lettre S est debout, la lettre A n'est pas barrée, l'astre a désormais 6 rais, mais il est encore peu développé.

1 gr. 04725 (Ladé); 0,970 (Ladé); 0,9510 (Ladé); 0,92975 (Renouvier); 0,91150 (Vellein); 0,83225 (Ladé).

Le poids moyen est de 0 gr. 94021. L'analyse de la pièce 0,84225 a donné 0,538 d'argent, soit près de 8/12 de fin.

Quatrième variété: 1 exemplaire.

+ VMBERTVS

+ SECUSIA

La lettre A reprend sa barre horizontale, l'astre se développe et il existe un accent sous la lettre B dans le quatrième canton du champ.

0 gr. 9845 (Ladé).

Cinquième variété: 7 exemplaires.

+ VMBERTVS

+ S ECVSI'A'

Outre l'accent placé sous la lettre B sur la face, il en existe maintenant deux autres au revers qui encadrent la lettre A.

1 gr. 09150, fleur de coin (Renouvier); 1, 0825 (Renouvier) fleur de coin; 1 gr. 08125 (Renouvier), fleur de coin; 1,055 (Ladé); 1,02265 (Meyer); 0,90250 (Ladé); 0,885 (Ladé).

Le poids moyen est de 1 gr. 01720.

L'analyse de la pièce 0,885 a donné 0,458 d'argent soit 6/12 seulement de fin ou un peu plus. Cette réduction

du fin, de 8/12 à 6/12, est un fait très remarquable à noter. Cette frappe à 6/12 de fin doit répondre aux deniers *faibles* cités le 30 août 1188 qui ont pu être inaugurés dès le 12 avril 1183 et qui transforment donc en *forts* les deniers précédents à 9/12 de fin.

Sixième variété:

1 exemplaire.

+ VMBERTVS

+ SECVSIA

Poids 1 gr. 09. Cette variété se caractérise par le fait que les besants disparaissent du champ aussi bien du côté de la croix que du côté de l'astre". Comme la pièce est en argent, on doit penser que cette dernière variété inaugure les deniers forts dont l'existence se constate dès 1183. Les 4/12 de cuivre disparaissent de l'aloi, les 4 besants qui les représentent disparaissent aussi.

Il se retrouve moins de deniers du règne de Humbert IV (1148-1189) que du règne de son père. Cela n'est pas surprenant, car la vie de ce prince a été assez agitée. Le bourg de Suse fut brûlé et rasé le 30 septembre 1174, sauf la maison du comte, par l'empereur Frédéric I^{er} arrivé la veille du Mont-Cenis, pour se venger de ce qu'en 1168, lorsqu'il avait dû fuir l'Italie, ses habitants lui avaient enlevé les otages qu'il emmenait en Allemagne.

*Sola domus comitis stans integra, cetera planxit
Quae Segusa fuit, tota perusta ruit.*

*
**

Le monnayage de l'atelier de Suse sous les règnes d'Amédée III (1103-1148) et de Humbert IV (1148-1189) étant maintenant bien connu, l'intérêt qui se présente est d'en rapprocher le denier suivant : "

'A'MEDEV∞O

Dans le champ, trois
besants en bande.

RIMI'A'IVO

Dans le champ, croix
accostée d'un besant aux
3^e et 4^e cantons.

Ce denier de très bonne conservation et du module de 17 mm pèse 0 gr. 82750.

La lettre M est liée, la lettre A ne comporte pas de barre horizontale, ni sur la face, ni au revers. Des deux côtés de la pièce, elle se trouve encadrée de deux accents, la lettre S est relevée presque entièrement et chacune des deux légendes se termine par la lettre O.

La liaison qui joint les deux traits verticaux de la lettre M est formée d'un triangle isocèle placé sa pointe en bas et cette liaison a quelque rapport avec celle, en forme d'ellipse aplatie et au plus grand diamètre vertical, dont le dessin se voit sur la pièce pesant 0 gr. 72075 de la deuxième variété du type de Suse sous Amédée III. Les deux lettres A sont également encadrées chacune de deux accents dans le type de la huitième variété du type de Suse sous Amédée III et dans celui de la neuvième variété. Mais, dans la neuvième variété, ces A sont munis de leur barre horizontale et l'O final du revers s'accompagne encore d'un accent, tandis que, sur la huitième variété, les A sont, comme ici, démunis de cette barre.

En définitive, ce denier inconnu, s'apparente comme type, surtout avec la huitième variété sécusienne d'Amédée III, sauf que la lettre M dans cette huitième variété, n'est pas encore liée.

Elle le sera, il est vrai, dès la neuvième.

Le poids moyen de la 8^e variété était de 0 gr. 73798 ; celui de la 9^e de 0,9050, et, certes, ce sont des poids qui encadrent bien celui de ce denier, d'autant mieux que le poids le plus lourd de la 8^e variété est de 0,8865. Ainsi, même au point de vue du poids ce denier se rapproche bien de ces deux variétés sécusines.

Après y avoir réfléchi, on adopte, pour la légende du revers de ce denier la lecture suivante :

RIMIAI Vico

ou plutôt :

RIMIAI Vici

car, sur les monnaies de Valence,

VRBS VALENTIAI

se note, de même, un *i* final qui suggère, en somme, comme lecture correcte,

VRBS VALENTIAI

et

RIMIAI Vici

Cette lecture RIMIAI VICI se traduit forcément par Rhème Viù.

Au-dessus d'Aoste, sur la rive droite de la Doire Baltée, entre le Val Grisanche à l'ouest, et le Val Savaranche, à l'est, s'ouvre la vallée de Rhème dont la partie basse va en montant d'Introd à Malignon, et dont la partie haute commence à Artalle. Au centre de la basse-vallée sont les agglomérations de Rhème Saint-Georges et de Viù; dans la haute vallée se trouve Rhème Notre-Dame.

Entre Malignon et Artalle, c'est-à-dire au point central de toute la vallée, se voit le hameau de Money. Au surplus, la Cima Money (3.275 m.) domine, à l'est, le Val Savaranche et, plus à l'est encore, le val de Cogne, où coule le Grand Eypia, descend du lieu dit le Money (2.333 m.) que dominant le glacier de Money et un col placé entre le pic occidental Money (3564 m.), la Testa Money (3428 m.) orientale". On a dû frapper monnaie à Viù, près de Rhème Saint-Georges; les localités supérieures qui portent le nom de Money, doivent désigner des prés, des bois ou des pâturages concédés en fief au maître de la monnaie par le comte qui la lui faisait forger.

Le comté d'Aoste avait été concédé par le pouvoir royal" à l'évêque dès le pontificat d'Anselme (994-1025); celui-ci ayant eu pour successeur Brochard, fils du comte de Savoie, Humbert II, qui deviendra archevêque de Lyon et abbé de Saint-Maurice, ce dernier inféoda le comté d'Aoste à son père" avant l'année 1032, et le comte, à son tour, s'y fit représenter par un vicomte, car il n'y résidait pas. On voit maintenant que, devenue maîtresse de la Marche

de Turin, la Maison de Savoie, près d'un siècle après avoir ouvert l'atelier si connu de Suse, dépendant directement de sa marche au débouché du col du Mont-Cenis, s'attache, à la fin du règne d'Amédée III (1103-1148) vers 1145, à obtenir de l'évêque d'Aoste, son suzerain, la faculté d'ouvrir aussi un atelier à Rhême, c'est-à-dire au débouché du col du Grand Saint-Bernard. Cet atelier de Rhême a certainement été éphémère. La Maison de Savoie préféra, dès qu'elle le put, le reporter de l'autre côté du col, en deça des Alpes, c'est-à-dire en Valais où sa situation auprès de l'évêque était analogue à celle qu'elle possédait en Val d'Aoste. Cette situation y demeurera telle, en principe, jusqu'au précepte du 7 mai 1189, conférant le privilège de l'immédiateté à l'évêque désormais prince de l'Empire. Le comte ne gardera plus, dès lors, que son avouerie de l'abbaye de Saint-Maurice d'Agaune en Chablais.

Par le fait, on connaît un spécimen, méconnu jusqu'ici du monnayage du comte Amédée III (1103-1148) à Sion. Cette pièce est un denier publié depuis longtemps :

AMEDEUS COMES

Dans le champ, croix cantonnée d'un besant aux 1^{er} et 2^e cantons,

SIDVCVITAS

Dans le champ, trois besants qui ne sont pas tout-à-fait en pal, mais dont le sommet coïncide avec l'avant dernière lettre de la légende.

Le type du champ est donc celui de l'atelier de Suse, et non pas celui de Rhême. Dans l'alphabet de ces deux légendes, la lettre A ne comporte pas de barre horizontale, la lettre M est liée, la lettre S est tout-à-fait droite. Il n'y a plus d'O pour ponctuer la fin de ces légendes. En somme, toutes les apparences sont celles de la fin du règne du comte Amédée III (1103-1148), c'est-à-dire de sa dixième et dernière variété, avec, en plus, l'innovation de la lettre

S dressée, ce qui à Suse ne se produira pas avant le règne de Humbert IV.

M. Promis lisait SECVEUITAS ce qui est impossible.

La lecture SIDVCVITAS s'impose au point de vue paléographique, sauf que le trait vertical du D manque ; on n'en distingue que la panse. Il se peut aussi qu'un point figure dans le C de manière à lui donner l'apparence d'un E oncial ; mais sur l'autre face les E sont de forme capitale.

Cette lecture se complète ainsi :

SIDV^{num} CIVITAS.

Cette pièce importante, du module de 19 mm. et du poids de 1 gr. 25 se trouve au Cabinet de France.

Cependant, cet atelier de Sion ne dut pas, à son tour, durer plus longtemps que celui de Rhême. On voit Amédée, le 8 mars 1147, à Suse, en punition de ses péchés, sur l'ordre du pape qui passait, se préparer à partir pour la croisade et le clergé de ses Etats lui donne l'argent qui lui est nécessaire pour ce voyage.

De Silvion, abbé de Saint-Just de Suse, il reçoit onze mille sous de monnaie sécusine². Il abandonne à Hugues, évêque d'Aoste, le droit de dépouille qu'il avait sur les biens des évêques de ce siège au moment de leur mort, comme jadis, il l'avait déjà fait de son droit de dépouille sur les biens des chanoines qui y mouraient. On peut bien penser que de tels abandons ne se consentent pas gratis. D'autre part, l'abbaye de Saint-Maurice lui remet une table d'or servant à parer le devant de son autel majeur aux grands jours de fêtes, du poids de 66 marcs d'or, enrichie de gemmes. Le résultat de tout cela fut que la porte du ciel s'ouvrit promptement devant Amédée III sur le sol de Chypre à Nicosie, le 30 mars 1148, et que son fils Humbert IV, encore jeune, dut inaugurer un règne difficile sous la tutelle d'Amédée de Hauteville. En 1157, l'empereur enlève à Berthold de Zähringen le royaume de Bourgogne et, en compensation lui concède l'avouerie avec

les régales des trois évêchés de Genève, de Lausanne et de Sion²² : par suite, Humbert IV se trouve évincé du Valais. Il y garde seulement l'avouerie de l'abbaye de Saint-Maurice avec le Chablais. Dès ce moment, s'il a continué à frapper monnaie dans la cité de Sion à l'imitation de son père, il doit transporter cet atelier à Saint-Maurice. Bientôt, l'empereur, le 25 janvier 1159 donna à l'évêque de Turin la juridiction exclusive de sa cité et de sa banlieue jusqu'à dix mille pas à la ronde : ce privilège diminue encore l'autorité du comte.

Deux ans plus tard²³, l'empereur, en 1161, favorise de même l'évêque de Grenoble dans toute l'étendue de son évêché ; ce nouvel acte est encore fâcheux pour le comte.

Par suite, celui-ci se replie, semble-t-il, du Piémont sur la Maurienne. Le comte d'Albon Guigues X Dauphin étant mort le 29 juillet 1162, le comte de Savoie eut voulu son héritage, mais Raymond, duc de Narbonne, comte de Toulouse, marquis de Provence, agissant avec rapidité, obtient en mariage la fille en bas-âge de Guigues X, Béatrix, pour son fils Guillaume Taillefer. Il occupe ensuite la terre delphinale et se ménage l'agrément du roi de France²⁴. Le comte de Savoie part en guerre contre le comte de Toulouse en Graisivaudan ; mais il avait affaire à la France entière. Il se fait prendre en 1170 par le comte de Mâconnais Girard et doit lui payer une rançon de 6.000 mares. Après quoi, il se brouille avec l'évêque de Belley qui l'excommunie pour avoir emprisonné l'un de ses prêtres : l'amitié seule du pape Alexandre III le tire de cet interdit.

Vraiment, Humbert IV n'était pas né sous une bonne étoile.

En 1168, l'empereur Frédéric I^{er} fuyant l'Italie, passe par Suse dont les bourgeois lui arrachent de force les otages italiens qu'il emmenait. Cette insulte à la majesté souveraine se paiera bientôt²⁵. En 1173, Humbert IV par l'entremise de l'archevêque de Tarentaise, fait sa paix avec le comte de Toulouse et la France²⁶. Cependant pour exprimer sa rancune, à la fois contre la France et contre l'Empire, il se met sous la protection de l'Angleterre, lui

cédant avec sa fille aînée, s'il ne doit pas avoir d'autre héritier, tout ce qu'il a : la Savoie, le comté de Belley, Turin en Piémont, même toutes ses prétentions sur le comté de Graisivaudan.

Sans tarder, l'Empereur rentre en Italie par la Maurienne et le Mont-Cenis : dressant son camp sous les murs de Suse, le 29 septembre 1174, dès le lendemain, il la brûle et la rase, en obligeant Humbert IV à le suivre¹. Le 16 avril 1175, à Montebello, il se sert de lui pour faire une trêve avec la ligue de Lombardie, de la Marche, de Vénétie et de Romagne.

Quelques jours auparavant, le 28 mars, pour lui marquer ses sentiments réels, il concédait à l'évêque de Belley, l'immédiateté, l'élevant au rang de prince de l'Empire. Après les deux précédents préceptes donnés aux évêques de Turin et de Grenoble, c'était un troisième abaissement du pouvoir comtal.

Le désastre impérial du 29 mai 1170 à Legnano dut être un soulagement pour Humbert IV. Il n'avait encore que des filles ; pour arranger ses affaires, il se réconcilie avec l'évêque de Belley au lit de mort de celui-ci, qui l'avait excommunié et qui, maintenant, ne dépendait plus de lui². Ce saint homme, animé d'une vue prophétique, le bénit et lui annonce, le 26 juin 1178, la naissance du fils qu'il désirait tant. Bientôt, toujours par l'intermédiaire de l'archevêque de Tarentaise, dont le siège éminent lui était toujours fidèle, il fait sa paix³ avec l'évêque de Sion, en 1179, sur le pied où les choses s'étaient trouvées en 1147, avant la concession impériale de l'avouerie de cet évêché à Berthold de Zähringen.

Malheureusement, voici l'empereur qui revient. A Plaisance, en avril 1183, lui et son fils Henri ayant, à leur suite, Humbert IV concèdent finalement le pouvoir administratif et les régales à toutes les cités de Piémont. L'évêque de Turin profite de la présence impériale pour citer le comte devant la cour de justice du souverain alors à Pavie ; non content de l'enceinte urbaine de sa cité et de sa banlieue, il lui réclame Avigliana, Rivalta, la moitié de Cari-

gnan, et tout ce qu'il possède dans la cité de Turin, sans compter 700 livres de deniers sécusins forts, en raison du dommage qu'il en avait souffert à Rivoli. Pour gagner du temps, le comte demande des délais et va faire un petit voyage à Venise. Cependant l'évêque ne le lâche pas : mettant son absence à profit, le 25 mars 1184, à Milan, il se fait donner la possession provisoire de Pianezza, par le chancelier de la cour impériale, puis à Turin, en septembre 1185, du surplus des terres comtales, notamment d'Avigliana, par le même chancelier, sans oublier un gage suffisant pour couvrir la valeur des 700 livres de deniers forts. En 1186, le mardi qui précède la Toussaint, le sénéchal du roi des Romains achève cette confiscation en donnant au terrible évêque le château de Rivalta. Le comte faisait toujours le mort. Pour en finir, par sentence des princes de l'Empire pairs du comte, Henri VI, roi des Romains promulgue une sentence définitive mettant Humbert IV, comme ennemi manifeste, au ban de l'Empire. Cette sentence se met à exécution en prenant et en rasant Avigliana sous les yeux du roi des Romains lui-même, en 1187.

Toutes les fois que la bannière de l'Empire passait les Alpes, c'était pour y brûler plus ou moins quelque chose, par autorité de justice.

Humbert IV dépouillé de tout mourut dans cette situation désespérée, le 4 mars 1189 et, sans doute, dans son réduit de Tarentaise ou de Maurienne, car la date de sa mort se retrouve dans l'obituaire de cette dernière église.

La papauté qu'il avait préférée trop longtemps à l'Empire, lui devait bien une compensation, mais elle a été lente à s'en acquitter. Au bout de six siècles, par bref du 7 septembre 1838, Grégoire XVI a reconnu le culte que son peuple fidèle a toujours rendu à la mémoire de ce prince malheureux.

Au milieu de tout cela, on conçoit que l'atelier de Suse ait été peu florissant, que celui de Sion n'ait pu se maintenir, ou que celui de Saint-Maurice n'ait pu s'ouvrir. Et,

de fait, aussitôt après la mort du réprouvé, Henri VI, devenu empereur, recevant en grâce à Bâle, le 7 mai 1189, son malheureux fils Thomas, placé sous la tutelle du marquis de Montferrat Boniface, veut bien lui rendre tous les alleux et tous les fiefs confisqués dans les limites de l'Empire sur son père deux ans plus tôt; mais, du consentement de Thomas, il en excepte l'évêché de Sion. Sur les traces des évêques de Turin, de Grenoble et de Belley, l'évêque de Sion devient désormais prince de l'Empire².

En ce qui concerne l'atelier de Saint-Maurice, qui à dater de 1157 a dû selon les probabilités remplacer celui de Sion, il existe une preuve réelle de son existence sous le règne de Humbert IV.

Cette preuve est fournie par un acte des archives de l'abbaye où l'on voit Humbert, comte et marquis, lui engager tout ce qu'il possédait sur son domaine de Bagnes et Étiez, à partir du pont de Sembrancher, pour mille sous de monnaie mauricienne, *pro mille solidis mauritiensis monetae*. On devra distinguer avec soin dans ces terres qui lui seront rendues ce qu'il doit y tenir à titre royal ou comtal selon ce que l'église Saint-Maurice possédait en paix du temps de son père.³ Cet acte est forcément postérieur à celui de 1150, par lequel Humbert IV, après avoir examiné l'engagement de son père à l'abbaye, en 1147, des revenus de ces terres qui étaient au moins de 50 livres par an, les avait de l'avis de son tuteur rachetées, en promettant 100 marcs d'argent et 2 marcs d'or payables en quatre ans; puis, finalement, comme cela paraissait encore insuffisant à payer l'autel d'or, avait attribué à l'abbaye, par surcroît 10 livres à percevoir sur les terres⁴ de Bagnes et d'Étiez.

L'engagement total du domaine de Bagnes est fait en présence et sous la garantie de Pierre, archevêque de Tarentaise (septembre 1141, † 14 septembre 1174), en présence aussi et de l'aveu d'Aymon de Faucigny qui figurait déjà à Saint-Maurice lors du règlement de 1150. Le 31 janvier 1151, à Oulx, on voit encore Humbert III et sa femme se procurer de l'argent, c'est-à-dire 12 livres de

Suse, en donnant des montagnes pastorales aux chanoines d'Oulx^m. Il est probable que l'acte d'engagement de Bagnes est antérieur à la concession de l'évêché de Sion faite en 1157 par l'empereur au détriment du comte. Comme il est postérieur à 1154, date du quatrième et dernier paiement des 102 marcs promis en 1150, on serait porté à penser qu'il date de 1155 ou de 1156 et il en résulte que, sans nul doute, dès le début de son règne, Humbert IV frappait monnaie à Saint-Maurice^m.

On ne connaît aucun spécimen de ce monnayage comtal fort analogue, sans doute, à ceux de Suse, de Rhême et de Sion déjà étudiés; il y en a cependant un qui sort forcément de cet atelier du vivant de Humbert IV.

Cette pièce^m est un denier dont deux exemplaires subsistent, l'un au Musée de Lyon, où l'a vu M. Morin-Pons, du poids de 1 gr. et du module de 17 mm. 5, l'autre au Musée de Turin.

FRIDERICVS dans le champ, croix cantonnée d'un besant aux 1^{er} et 2^e cantons.

S MAVRICIVS dans le champ, trois besants en pal.

On reconnaît là, pour le champ, le type de l'atelier comtal de Suse de la fin du règne d'Amédée II tel qu'il avait passé à Sion avant sa mort. M. Morin-Pons a déclaré fort justement, par suite, que cette pièce ne peut absolument pas sortir de la monnaie de Vienne, malgré sa légende S. MAVRICIVS. Ce vocable impose donc la conviction qu'elle émane de Saint-Maurice en Valais et on retrouvera, il faut l'espérer, quelque jour, un denier comtal absolument pareil où le nom FRIDERICUS sera remplacé par celui du comte Humbert IV : UMBERTUS. Ce denier, s'il se retrouve, se datera de 1148 à 1187. Pour celui qu'a signalé M. Paul Ströehlin, c'est un petit monument fort intéressant qui commente avec éloquence la fâcheuse disgrâce dont le privilège du 7 mai 1189 a gardé les termes précis. Le jugement de ses pairs qui mit, en 1187, le comte Humbert IV au ban de l'Empire en confisquant tous ses alleux aussi bien que tous ses fiefs eut,

pour conséquence forcée, dans les ateliers monétaires qui dépendaient de lui, de substituer le nom de l'empereur régnant au sien pendant deux ans.

On a ainsi, dans l'atelier du Chablais :

FRIDERICVS
SANCTVS MAURICIVS .

On dut avoir, de même, dans l'atelier de Suse :

FRIDERICVS
SECUSIA

à supposer que Suse ait pu être enlevée réellement au pouvoir du comte par les émissaires de la justice impériale aussi bien que le Chablais.

De Thomas I^{er} (1189 † 1^{er} mars 1233) on n'a qu'un seul denier frappé à Suse : cependant, ce prince a régné plus de quarante années. On voit qu'il a fallu beaucoup de temps pour réparer la fin désastreuse de Humbert IV. Ce sera chose faite sous Amédée IV (1233-1253) aidé de son frère Thomas qui, suivant une politique opposée à celle de son aïeul, appuya en Italie le règne de l'empereur son souverain, au lieu d'obéir aux vues du pape : un grand bien en résulta pour la Maison de Savoie et, finalement, le pape lui-même, après l'avoir maudit⁹⁹ donna sa nièce à son frère Thomas, en le couvrant, du jour au lendemain, de bénédictions. Le 16 juillet 1245, Amédée inféode le Piémont à Thomas¹⁰⁰ ; mais il garde Suse, Aoste et le Chablais, dont il fait hommage au roi d'Angleterre¹⁰¹, le 16 janvier 1246. Le 21 avril 1247 à Chambéry, il promet sa fille la comtesse de Saluces Béatrix à un bâtard de l'empereur, le marquis Manfred Lancia, contre la promesse de la restitution du château de Rivalta pour lui et, en même temps, à condition que ce gendre assez imprévu reçoive le vicariat de l'Empire depuis Pavie jusqu'aux Alpes et à Gènes en

Italie, d'une part, dans le royaume d'Arles au-delà des Alpes, d'autre part.¹⁰⁸

Grâce à ce prince si avisé, la Maison de Savoie, on le voit, préludait ainsi d'une manière magistrale pour son profit particulier, à la politique future de l'équilibre européen. Là-dessus, Frédéric II, le mois suivant, ratifie le 8 mai les clauses du contrat de mariage, vient voir lui-même, à Turin le comte de Savoie, et les privilèges impériaux ne tardent pas à pleuvoir sur la tête des deux frères chargés par l'empereur, le 8 septembre 1248 de traiter sa paix avec le pape¹⁰⁹. C'est le comte Thomas, qui, au détriment du bâtard devient vicaire général de l'Empire depuis Pavie jusqu'aux Alpes, deux mois plus tard. Le plus, la Maison de Savoie reçoit en fief la cité d'Ivrée et le Canavais, elle reçoit Moncalieri, la promesse de Lancia. Elle reçoit, en fief direct, ce qui pour elle est l'atout essentiel, au détriment de l'évêque, la cité de Turin, son pont sur le Pô et le château, la faculté d'élever dans son diocèse et dans celui d'Ivrée, châteaux, tours et défenses à sa guise, à condition que la promesse de mariage dont se trouvait honoré, le bâtard Manfred s'exécute.

Voilà dix préceptes bien comptés qui s'accumulent, pour ainsi dire en un seul jour. Pour compléter la douzaine, le mois suivant, l'heureux Thomas, ayant ainsi pourvu à sa prédominance politique et militaire, fortifie définitivement sa situation économique. Un nouveau précepte lui concède au point de vue domanial les péages, les régales et les pâturages de toute sa terre, aussi bien au-delà des Alpes dans le comté de Savoie qu'en deçà, c'est-à-dire en Piémont.

Finalement, un dernier précepte lui donne, au point de vue financier, le droit de percevoir de ses propres mains toutes les recettes qui lui sont nécessaires, soit pour la garde et la défense de ses Etats, soit pour la contrainte à exercer contre celles de ses terres dont les possesseurs refuseraient de lui obéir¹⁰⁶.

L'année suivante Thomas se voit attribuer le vicariat de l'Empire au-delà de Pavie, c'est-à-dire en Lombardie, depuis le Lambro : de plus, il peut établir à Turin un

péage au tarif de dix sous par charge de mulet sur le trafic commercial¹⁰⁶.

La puissance de la Maison de Savoie était désormais établie d'une manière stable, sinon en Lombardie, du moins sur cette base du Piémont jusqu'à Pavie. Après la mort de Frédéric, les préceptes du 22 mai 1252 émanés à Utrecht du roi des Romains Guillaume, viendront en convaincre les évêques d'Ivrée et de Turin¹⁰⁷. Ratifiant le fait accompli, ce que l'Eglise fait toujours, plus tôt assurément pour autrui que pour elle-même, le pape Innocent IV, par son mandement du 28 janvier 1253, sans en laisser la décision à son successeur, déclare à l'évêque élu et au chapitre de Turin qu'ils doivent se montrer favorables à la Maison de Savoie, et même, lui obéir, sous peine des foudres du Saint-Siège.

A la lumière de ces faits historiques, l'évolution monétaire est plus claire.

Depuis la fin du règne de Thomas, si la date de l'acte du 26 mars 1217 est sûre, et, en tout cas, dès le début de celui d'Amédée IV, on travaille à l'atelier de Suse sur un type nouveau et on y inaugure des légendes inusitées jusqu'alors. Le comte abrège son nom pour exprimer son titre comtal et au revers, par suite, le nom de Savoie remplace celui de l'atelier. En effet, la vallée de Suse fait maintenant partie, avec la Maurienne, du comté de Savoie agrandi, ce qu'exprime nettement le privilège du 5 mai 1221, qui délimite le marquisat de Saluces.

Tandis qu'en Genevois courent les deniers genevois et dans le pays de Vaud les deniers lausannais, les actes diplomatiques aussi bien en Savoie qu'en Piémont stipulent la monnaie sécusine, en précisant qu'il s'agit des deniers forts et, quelquefois, à partir du 26 octobre 1235, sous Amédée IV, des bons deniers nouveaux. Les mentions de ce genre, toutes naturelles pour le Piémont, s'y succèdent du 2 août 1233 jusqu'au 31 janvier 1246 dans le recueil de M. Carutti¹⁰⁸.

Elles se rencontrent à Chambéry également, dès le début du règne, les 16 juillet 1233, 24 juin 1234, 28 juillet 1235,

29 mai 1238 : mais, à cette date, elles s'arrêtent¹⁰⁰ au lieu de continuer jusqu'en 1249, comme cela se produit en Piémont.

Le 1^{er} août 1241, le comte Amédée acquiert la suzeraineté de la mistralie de Novalaise, entre le mont du Chat et le Guiers, que possédait Guigues de Gerbaix en alleu. Huit paroisses en dépendaient : Gerbaix, Saint-Maurice de Rotherens, Rochefort, *I'eray*, Avressieux, Gresin, Champagneux et Sainte-Marie d'Alvey. L'achat se fait pour le prix de 80 livres de bons viennois et 40 livres de viennois en rentes foncières¹⁰¹.

Le 26 juin 1248, le comte Thomas, dans son testament, lègue aux abbayes Notre-Dame de Pignerol, Notre-Dame de Cavour, Saint-Michel de la Cluse, Saint-Just de Suse, et de Haute-Combe, à chacune dix livres de viennois par an pour cinq anniversaires funèbres à faire. Il dispose, de plus, que, le jour de sa mort, cent livres de viennois seront distribués aux pauvres¹⁰².

Le 27 mars 1252, à Chillon, le comte Amédée reçoit une donation importante en val d'Aoste : le donateur se réserve la faculté de vendre ou de donner, sur ses alleux, 100 livres de viennois par an, sa femme devra recevoir 10.000 sous de viennois pour sa dot et 10 livres de viennois en rentes soit en Val d'Aoste, soit en Savoie¹⁰³.

Enfin, le 19 septembre 1252, à La Rochette, dans son testament, le comte Amédée donne à la comtesse sa femme, en augment de dot, mille livres de viennois ; il lègue à la Chartreuse de Saint-Hugon mille sous de viennois¹⁰⁴.

Que représente cette monnaie de deniers viennois qui remplace les deniers forts et nouveaux de Suse en Savoie depuis 1241 pour les transactions comtales, puis qui s'étend en Chablais dès 1252 et que les comtes, dans leurs testaments, préfèrent à la monnaie sécusine, dès 1258 ? Ce ne sont assurément pas les deniers de l'église de Vienne, car les comtes ne pouvaient préférer à la monnaie qu'ils frappaient à Suse celle de Vienne qu'ils ne frappaient pas.

On doit conclure de ces textes que le comte Amédée

a ouvert la monnaie de Chambéry, entre le 29 mai 1238 et le 1^{er} août 1241.

Les pièces qu'il y frappe n'imitent évidemment plus le type des empreintes viennoises comme le faisait, deux siècles plus tôt, la monnaie épiscopale ou comtale de Maurienne; ces monnaies imitent seulement le poids, et peut-être l'aloi des espèces viennoises. Ce sont donc, à cet égard, des deniers viennois et, même, de bons deniers viennois.

M. le Dr Ladé a publié six pièces datant du règne d'Amédée IV (1232-1253): les trois premières sont lourdes, car elles pèsent 1 gr. 28, 1 gr. 48, 1 gr. 24. Dans leur champ, les deux besants ont disparu soit du côté de la croix, soit du côté de l'astre. Les trois dernières sont légères, car elles pèsent 0,75, 1,09, 0,88. L'une d'entre elles porte un besant au 2^e canton de la croix, et un besant au premier canton de l'astre, les deux autres joignent au besant du premier canton de la croix, deux autres besants entre les rais de l'astre¹⁰⁰.

Il est bien probable que les trois premières, étant les plus lourdes, représentent les forts sécusins. Leur type, d'ailleurs, confirme cette indication que donne leur poids. En effet, le dernier type de Humbert IV frappé à Suse, inaugurant les forts d'argent et publié par M. le Dr Ladé, ne comportait plus de besants, ni du côté de la croix, ni du côté de l'astre. Pareillement, la pièce de Pierre II (1263-1268) également fort lourde¹⁰¹, puisqu'elle pèse 1 gr. 71, n'en comportera pas davantage. Ce type, sans besants est donc celui des trois pièces lourdes d'Amédée IV et ce doit être celui de l'atelier de Suse émettant alors les forts.

Par suite, les trois pièces légères d'Amédée IV, munies de besants, seraient des deniers bons viennois sortis de l'atelier nouveau de Chambéry: ils se rapprochent mieux du poids des espèces viennoises frappées par l'église de Vienne.

Depuis les recherches du Dr Ladé, le *Corpus nummorum italicorum* a paru en 1910 et, cela va de soi, son premier

volume consacré à la Maison de Savoie constitue le répertoire le plus étendu des monnaies du comte Amédée IV. Ce magnifique ouvrage en énumère trente-deux spécimens dont neuf avec une étoile (n^{os} 1 à 6, 12, 14, 16) huit avec deux étoiles (n^{os} 9, 11, 13, 15, 17, 18, 19, 20) un avec une rose (21) huit avec deux roses (7, 8, 10, 22, 23, 24, 25, 26) deux avec deux roses d'un côté et trois étoiles de l'autre (21, 30) quatre avec trois étoiles (27, 29, 31, 32).

Cependant, ayant sous les yeux aujourd'hui onze pièces du règne d'Amédée IV, il ne sera pas superflu d'en donner les poids précis.

Atelier de Suse :

- + AM★COMES Dans le champ, la croix.
- + SABAVD★IE Dans le champ, astre à six rais.

Les deux S sont renversés "", une étoile à 5 rais coupe les deux légendes.

Cette pièce d'argent à fleur de coin, du module de 19 mm. pèse 1 gr. 4480.

Le poids moyen des cinq exemplaires vus par M. Ladé était, selon lui de 1 gr. 327.

Atelier de Chambéry :

Point clos :

- + AM'.COMES Dans le champ, croix accostée d'un besant aux 2^e et 3^e cantons.
- + SABAVD.IE Dans le champ, astre à six rais arrondis sans besants.

Les deux S sont renversés et verticaux : un point clos coupe les deux légendes.

Poids 1 gr. 0250, module 19 mm. argent ? C'est la pièce provenant de la collection Meyer (N^o 2.945).

Etoile à cinq rais.

- + AM★COMES Dans le champ, croix accostée d'un besant au 2^e canton seulement.

- + SABAUDIE Dans le champ, astre à six rais pointus, accostés en pal de deux besants sous la 4^e et 5^e lettre de la légende.

Poids 0 gr. 9540, module 18 mm.

Deux étoiles à cinq rais.

- + A.M'★COMES Dans le champ, croix accostée d'un besant au 2^e canton seulement.

- + SABAUDIE Dans le champ, astre à six rais pointus accostés en bande de deux besants, entre les 2^e et 3^e, et sous la 7^e lettre de la légende.

Sur la face, outre les 2 étoiles à 5 rais pointus, se trouve un point clos entre les deux premières lettres.

Poids : 0 gr. 9915, module 19 mm.

Deux roses à cinq pétales :

- + A.M'✱COMES Dans le champ, croix accostée d'un besant au 2^e canton seulement.

- + SABAUDIE Dans le champ, astre à six rais pointus accostés en pal de deux besants sous la 1^{re} et la 5^e lettres de la légende.

Les deux roses diffèrent des étoiles en ce que les cinq rais pointus se sont élargis et arrondis. Outre les deux roses, un point clos sépare les deux premières lettres de la légende sur la face.

Poids 1 gr. 0835, module 19 mm.

- + A.M'✱COMES Dans le champ, croix accostée d'un besant au 2^e canton seulement.

- + SABAUDIE Dans le champ, astre à six rais pointus sans besants.

Poids 0 gr. 9875, module 19 mm. argent.

Deux roses, le centre évidé, à cinq pétales :

- + AM^{*}COMES Dans le champ, croix sans besant.
- +SABAVDIE Dans le champ, astre à six rais pointus accosté en bande de deux besants entre la 2^e et la 3^e, la 6^e et la 7^e lettres de la légende.

Poids 1 gr. 11525, module 20 mm.

- + AM^{*}COMES Dans le champ, croix accostée d'un besant au 2^e canton.
- + SABAUDIE Dans le champ, astre à six rais pointus accosté en bande de deux besants entre la 2^e et la 3^e, la 6^e et la 7^e lettres de la légende.

Poids 1 gr. 0165, module 19 mm.

Deux roses, le centre en relief, à cinq pétales :

- + AM^{*}COMES Dans le champ, astre à six rais pointus, accosté d'un seul besant sous la dernière lettre de la légende.
- + ^{*}SABAVDIE^{*} Dans le champ, croix accostée d'un besant au 2^e canton.

Poids 0 gr. 9010, module 17 mm. seulement.

- + AMED^{*}COMÈS Dans le champ, astre à six rais pointus, accosté d'un seul besant sous la dernière lettre de la légende.
- + ^{*}SABAVDIE^{*} Dans le champ, croix accostée d'un besant au 2^e canton.

Poids 0 gr. 55875, module 17 mm. argent, flan mince.

Pièce ébréchée et usée, ce qui est la seule raison de la faiblesse de son poids.

Trois roses à cinq pétales :

+ AM [✱]✱ COMES [✱]

Dans le champ, astre à six rais pointus, accosté d'un seul besant sous la première lettre de la légende.

+ [✱]✱ SABAVDIE [✱] [✱]

Dans le champ, croix accostée d'un besant au 2^e canton.

Poids 0 gr. 9500, module 16 mm. flan épais.

Cet exemplaire paraît répondre à celui que M. le Dr Ladé a publié sous le n° 14. Cependant le poids qu'il en donne, c'est-à-dire 0 gr. 75, est bien inférieur à la réalité. D'autre part, quoi qu'il en dise, la légende n'est pas ponctuée par trois étoiles, mais bien par trois roses, comme l'indique la forme courbe, et non pointue des pétales de cette fleur. A cet égard, c'était M. Rabut qui avait raison.

De ces dix pièces frappées à Chambéry et qualifiées de bons viennois, aucune ne peut représenter l'obole de viennois, malgré l'avis exprimé par M. le Dr. Ladé. C'est une série de deniers dont le poids baisse progressivement, pour aboutir à l'innovation nécessaire du gros.

Evidemment, le précepte impérial donné à Verceil au mois de décembre 1248 est le premier titre juridique qui ait permis à la Maison de Savoie de posséder les régales dans tous ses domaines et, par conséquent, le droit de frapper monnaie en Savoie aussi bien qu'en Piémont¹⁰. Mais l'ouverture de l'atelier de Chambéry, dans le diocèse de Grenoble, a pu précéder ce titre de dix ans environ¹¹.

M. Roger Vallentin du Cheylard a attiré, avec beaucoup de raison, l'attention sur ce fait que l'empire confirme au même moment, à l'évêque de Grenoble, Pierre, l'exercice de ses droits régaliens et au Dauphin son ancien privilège le 1156 qui lui avait concédé le droit d'ouvrir un atelier de Césanne¹². Or, ces deux privilèges ont été donnés à Turin, en présence par conséquent on peut le croire du comte de Savoie Amédée, au mois d'avril 1238, quoiqu'il ne figure pas parmi les témoins de ces actes : à son défaut ses deux gendres, les marquis de Montferrat et de Saluces

y sont. Le 19 juillet, trois mois plus tard, Amédée se dispose à suivre l'armée impériale¹²¹ et depuis trois ans, il avait fait sa paix avec la commune de Turin¹²².

Cette cour tenue à Turin, en présence des archevêques de Vienne et d'Embrun, des évêques de Grenoble et de Gap, des princes de Piémont et du Dauphin de Viennois dut être une bonne occasion pour établir, sous les yeux de l'empereur, un accord s'adaptant aux circonstances.

Jusqu'ici, le précepte de 1218 interdisait d'ouvrir de nouvelles monnaies en Viennoise. Le comté de Savoie se trouvait dans le diocèse de Grenoble et le précepte impérial du mois de juin 1161 concédé à l'évêque Geoffroy qu'il transformait en prince de l'Empire, ne délimitant pas exactement la région de son diocèse où il devait désormais jouir des régales, menaçait de lui soumettre, par le fait, le comté de Savoie aussi bien que tout autre dans l'étendue de ce diocèse, indépendamment des biens propres de l'évêché sis à Grenoble, à Saint Donat et ailleurs, pour peu que l'église pût, en faveur de sa suzeraineté, trouver quelque précédent quelconque. Les précédents se trouvent toujours et, à cette époque, quand on n'avait pas de titres, on s'en créait¹²³. Le comte de Savoie Humbert III dut protester contre une formule aussi vague, car, le 20 août 1178, en confirmant ce précepte de 1161, l'empereur a soin de délimiter exactement la partie du diocèse de Grenoble sur laquelle l'évêque est prince souverain¹²⁴. Il domine la vallée de l'Isère et le Graisivaudan depuis le château de Bellecombe au terroir de Chapareillan, comme limite septentrionale. Cela revient à assurer la souveraineté temporelle du comte de Savoie, dans le diocèse de Grenoble, et sur les rives de l'Isère, depuis Montailleur jusqu'aux Marches et à Laissaud.

Il semble donc que, depuis lors, le comte de Savoie aurait pu frapper monnaie en Savoie : l'évêque de Grenoble ne pouvait plus s'y opposer, mais c'eût été préjudicier, au détriment de l'église métropolitaine de Vienne, à l'état de fait fixé par la coutume et c'est précisément pour maintenir cet état de fait en arrêtant quelque ten-

tative du comte de Savoie, ou du comte de Valentinois, ou du comte de Genevois, que fut obtenu ¹²³ le mandement de 1219.

Maintenant, au mois d'avril 1238, l'empereur confirme, au point de vue de la monnaie, les droits souverains de l'évêque de Grenoble, en même temps que ceux de l'archevêque de Vienne, et celui du Dauphin vassal de l'évêque de Grenoble de frapper monnaie à Césanne où il est vassal direct de l'Empire ¹²⁴.

Il est évident qu'en même temps un accord s'est établi pour laisser tomber la prescription de 1219, tout au moins en faveur du comte de Savoie et en ce qui concerne Chambéry dans le diocèse de Grenoble. Cet accord, aucun précepte impérial ne le confirme, mais la série des actes privés émanés du comte de Savoie et ci-dessus énumérés le prouve clairement. Ces actes montrent que l'atelier de Chambéry s'est ouvert entre le 29 mai 1238 et le 1^{er} août 1241 pour produire une monnaie viennoise plus faible que les forts de Suse. Ils prouvent aussi que l'atelier de Suse a vu son activité diminuer sans doute peu à peu, sinon s'arrêter, entre le 31 janvier 1246 et le 26 juin 1248.

Finalement, dès avant 1276, on fera à Chambéry aussi bien des forts que des viennois. La pièce que voici, du comte Philippe (1269-1285) paraît être en effet un fort de Chambéry.

- + . Ph . COMES * Dans le champ, croix accostée
d'un besant aux 2^e et 3^e cantons.
- + SABAVDIE * Dans le champ, astre à six rais.

Poids 1 gr. 0965; le centre des roses est en relief. Module de 19 mm. (Coll. Strœhlin).

Cette décroissance de Suse dont la proximité dominante n'avait pu que gêner jusqu'ici le Dauphin devait être considérée par lui comme un avantage : son intérêt était de voir le comte de Savoie transporter son atelier à Chambéry, loin du Briançonnais, de l'Embrunais, de l'Oisans et du Champsaur, assez loin même de Grenoble.

L'emploi imprévu des espèces viennoises par les comtes

de Savoie de ce côté-ci des Alpes, au lieu des espèces sécusines, vient de montrer que l'atelier de Chambéry a dû s'ouvrir entre le 29 mai 1238 et le 1^{er} août 1241, c'est-à-dire peu après le passage de l'empereur à Turin au mois d'avril 1238.

De même, l'abandon des espèces sécusines à Ivree, du 2 juillet 1247 au 29 octobre 1257 avait montré que l'atelier de Suse a dû fermer vers le moment où la mention du cours des sécusins nouveaux cesse en Piémont, c'est-à-dire peu après le 22 novembre 1249.

*
**

Maintenant, si l'on veut rechercher à quelle époque a pu s'ouvrir l'atelier delphinal de Césanne, dont les espèces, ainsi que celles de Chambéry dépendent plutôt du type viennois que de tout autre, il faut encore relever les actes privés du domaine delphinal susceptibles de répondre à cette difficulté.

La méthode historique se plie aux circonstances, mais ses principes ne varient pas.¹²⁷

On sait que les valentinois avaient gagné la faveur du Gapençais, de l'Embrunais et du Briançonnais. On les trouve à Gap de 1115 à 1156, à Briançon en 1170.

Voici 18 actes, de 1166 à 1250, qui montrent la monnaie viennoise de nouveau en faveur en Gapençais, en Embrunais et, surtout, en Briançonnais : par dessus tout, pourrait-on dire, dans le Briançonnais transalpin depuis le 19 avril 1192 jusqu'au 2 mai 1227. Deux contrats, même, sont passés à Suse, mais ils concernent Oulx et Chiomonte. La plupart émanent de Chiomonte. Ce n'est assurément pas l'influence de l'église de Vienne qui se fait sentir ainsi subitement dans le Briançonnais transalpin à la fin du XII^e siècle, bien davantage que dans le Briançonnais cisalpin, dans l'Embrunais, le Gapençais et le Graisivaudan réunis. Il faut que ce soit une influence locale et cette influence n'est assurément pas non plus celle du comté de Savoie. La chose est assez claire : c'est le Dauphin dont

la présence se devine, et, si elle agit ainsi, c'est que son atelier de Césanne vient de s'ouvrir. Laissons de côté le contrat de 1166 qui, lui, peut répondre à une influence autre. On peut conclure que l'atelier de Césanne s'est ouvert très probablement après le 6 août 1170, puisqu'à cette date Briançon stipulait encore en valentinois¹², mais très sûrement avant le 19 avril 1192.

Le duc de Bourgogne Hugues III avait, à la fin de 1183, divorcé pour épouser Béatrix Dauphine veuve du comte de Saint-Gilles Albéric Taillefer. Il avait ainsi mis la main sur le Dauphiné qui, vingt ans plus tôt, échappant à la Savoie était entré dans l'orbite de la France. Dès 1184, Hugues avait transigé avec l'évêque de Grenoble sur les difficultés qui l'en séparaient et il était allé visiter le Briançonnais transalpin. Dès 1184 aussi, plus heureux que son prédécesseur, il avait eu un fils de Béatrix qu'il avait nommé André Dauphin. Dans l'acte daté de cette année qui récompense la nourrice de cet enfant, il prend le titre de duc de Bourgogne, comte d'Albon.

En 1185, il prend, par exception et assurément à tort, le titre de duc de Bourgogne, comte de Grenoble. Le 5 juillet 1186, à Orvieto, les bases de ses relations avec l'empire se trouvent établies : il fait hommage à l'empereur du comté d'Albon mais n'aidra jamais l'empire en guerre contre la France, à moins que le roi n'attaque l'empereur et, par contre, si l'empereur attaque le roi, il aidera le roi. En 1188, le duc fait un second séjour en Briançonnais : il ne borne pas son excursion à Briançon, mais il va jusqu'à Césanne.

Pour la troisième fois, il revient à Césanne en 1189 et, évidemment, ce prince, qui avait des terres si considérables, si éloignées de là, n'y reporte pas si souvent ses pas, sans une raison qui lui paraisse impérieuse. C'est qu'il cherche à utiliser le précepte de 1156, permettant d'y ouvrir un atelier monétaire. L'année précédente, il avait donné, à l'église Saint-Laurent d'Oulx, la succession de tous les pèlerins qui mourraient ab intestat depuis le mont Genève jusqu'à Suse : cette fois-ci, le 15 mai 1189, il lui remet la

dime de tous les métaux de tout genre, argent, plomb, fer et autres qui proviendraient des mines d'argent déjà découvertes ou à découvrir depuis le Mont Janus à l'ouest en descendant la Dora jusqu'à Chiomonte au nord-est, en descendant le Chisone au sud-est jusqu'à Perosa Argentina, et en remontant au nord la vallée de Bardonnèche, jusqu'au col de-la Roue.

Le puissant duc qui savait mener si rondement ses affaires avec tout le monde, même avec sa femme, ne venait donc pas contempler les glaciers ou gravir la cime du Viso : il cherchait le métal qui lui permettrait d'ouvrir son atelier. Son appui local était la prévôté de Saint-Laurent d'Oulx qui possédait toutes les églises du Briançonnais. Mais il se laisse entraîner avec Philippe Auguste dans la prochaine croisade et, dès le 7 novembre 1189, envisage son départ. Il juge dangereux de laisser la Dauphine en Dauphiné et la confie en Bourgogne, d'où elle ne pourra sortir sans l'escorte de son fils aîné Eudes. Le roi de France la prend sous sa protection. Quand le duc meurt à Acre, le 25 août 1192, il laissait donc, heureusement, un fils de la Dauphine. A peine celui-ci avait-il dix ans¹²⁹ que sa mère le mène avec elle, pour la première fois à Césanne et à Oulx, en 1194.

Tout considéré, l'atelier delphinal de Césanne a dû être ouvert par Hugues duc de Bourgogne, comme comte d'Albon, entre le 13 juin 1184 et le 15 mai 1189.

La légende du sceau de ce prince est :¹³⁰

SIGILLVM HVGONIS COMITIS ALBONII
PALACIVM VIANNE

Ses dernières monnaies à Dijon portent la légende :

+ HVGOBVRG:DIE Dans le champ : DVX avec trois annelets.

+ DIVIONENSIS

Ses deniers de Césanne n'ont pas été retrouvés encore. Si l'on examine le type de son fils André Dauphin, qui doit en dériver plus ou moins,

- + CO.DALFINVS Dans le champ, un dauphin.
- + VIENENSIVM Dans le champ, croix cantonnée
aux 1^{er} et 4^e cantons d'un
trèfle hampé.

On pourrait attendre :

- + HV.CO.ALBONII Dans le champ. B. DVX.
- + VIENENSIS Dans le champ, croix cantonnée
aux 1^{er} et 4^e cantons d'un
trèfle hampé.

En ce qui concerne le type de la croix accostée aux 1^{er} et 4^e cantons d'un trèfle hampé, on sait qu'à Dijon, le Duc Eudes III (1193-1218) adoptera, également aux 1^{er} et 4^e cantons, une lance qui imite ce trèfle, puis Hugues IV (1237-1278) à Chalon, ce trèfle hampé lui-même.

Mais, le second type de la monnaie de Clermont en Auvergne, au XII^e siècle, offre déjà, avec le buste couronné de la Vierge, une croix cantonnée dans les quatre cantons d'un trèfle hampé identique à celui de Césanne sous André Dauphin qui le réduit à deux cantons seulement ¹²¹.

On sait les rapports qui existaient entre la Maison d'Albon et l'Auvergne dans la deuxième moitié du XII^e siècle, depuis que Marquise d'Albon, sœur de Guigues X avait, avant 1167, épousé Guillaume IV comte d'Auvergne. Marquise vient mourir aux Ayes en Dauphiné le 21 juillet 1196, et elle est la tante de Béatrix Dauphine, duchesse de Bourgogne. Marquise a porté en Auvergne le prénom de Dauphin et le Dauphiné a bien pu, par contre, imiter les deniers de Clermont sur ses deniers de Césanne, où il ne pouvait copier le type exact des viennois de Vienne ¹²².

A l'autre extrémité du bassin du Pô, l'archevêque de Ravenne frappe, d'ailleurs, des deniers dont le revers offre sur son champ un type identique à celui de Césanne et à celui de Chalon sous Hugues IV (1237-1278) ¹²³. C'est encore une croix accostée aux 1^{er} et 4^e cantons d'un trèfle hampé. Evidemment, il n'y a pas de rapport direct probable entre Ravenne et Césanne, mais ce denier de Ra-

venne peut dériver de ceux de Frédéric II (1198-1250) frappés en Sicile, qui d'un côté offrent la tête couronnée de l'empereur, de profil à senestre, et, de l'autre, cette croix cantonnée de quatre trèfles hampés¹⁹⁴.

Ce type impérial peut, lui, se rapprocher de celui de Notre-Dame de Clermont. D'un côté, sur tous deux, paraît une tête couronnée; de l'autre, sur tous deux aussi, la croix cantonnée de quatre trèfles hampés. Le type sicilien paraît plus récent que celui de Clermont, et, par conséquent, s'il y a imitation, cette imitation est faite par l'empereur. Après cela, l'archevêque de Ravenne imite le denier impérial en réduisant les trèfles à deux des cantons de sa croix. D'autre part, l'atelier delphinal de Césanne imite le denier épiscopal de Clermont en réduisant de même les trèfles à deux des cantons de sa croix.

Ce sont donc, en définitive, les ateliers bourguignons de Dijon sous Eudes III (1193-1218) et de Châlon sous Hugues IV (1237-1278) qui imitent, comme celui de Césanne ouvert par Hugues III dès 1189, le revers des deniers de Clermont, et non pas celui de Césanne qui, comme on le croyait, copie Châlon ou Dijon.

Le revers delphinal de Césanne, auvergnat par le type de sa croix, éveille forcément la désignation de viennois pour la monnaie qu'on y frappe, puisque sa légende porte en toutes lettres le nom de VIENENSIUM. Les contrats qui depuis 1192, en Dauphiné et, tout d'abord, en Briançonnais, parlent de deniers viennois, ne peuvent s'appliquer à une autre monnaie qu'à celle de l'atelier delphinal de Césanne ou de l'atelier de Grenoble tenu en pariage par le Dauphin. Pour celui-ci en effet, le duc Hugues III, à la suite de son accord avec l'évêque en 1184, a dû aussi bien l'ouvrir et même plus aisément que celui de Césanne.

Si quelque personne hésitait toutefois encore à admettre que l'atelier de Césanne ait pu s'ouvrir avant Guigues XI, et que les contrats de cette région, en stipulant des espèces viennoises depuis 1192, indiquent simplement le cours des espèces frappées soit à Grenoble, soit à Césanne,

il suffirait, pour calmer ses derniers scrupules, de se reporter à l'acte^{ms} qui s'écrivit à Oulx, le 7 décembre 1218: A cette date, Etienne, curé de la paroisse de Pragela sur le Cluson, désireux d'aller en pèlerinage outre mer, prévoyant une absence qui pourrait bien durer deux ou trois ans, qui pourrait bien aussi se réduire à un an et même à six mois, loue au prêtre Pierre du Plan, qui, comme son nom l'indique habitait un hameau supérieur de la paroisse entre Pallemouchè et les Traverses du Villar d'Amont, tous les revenus de son bénéfice, soit comme rentes des terres qui en dépendaient, terres, prés et maisons, soit comme offrandes des fidèles pour messes ou pénitences, pour l'office des morts, pour le baptême des enfants, pour le mariage des époux. Ce bail doit commencer à dater du 2 juillet 1219, et il devra durer au moins un an, si ce n'est deux ou trois. S'il revient au bout d'un an, Etienne est tenu de donner à son remplaçant six livres d'indemnité. S'il rentre au bout de deux ans, il ne lui donnera que soixante sous de compensation. S'il rentre seulement à la fin des trois ans prévus, il ne lui en donnera aucune. De toute manière, à son retour, il le gardera comme prêtre, ou au moins, comme clerc de son bénéfice, pendant deux mois. Ce qui sera légué ou adjudgé ou donné audit Pierre, au sujet de la cure jusqu'au jour du retour d'Etienne, sera pleinement acquis à Pierre, et aussi bien ce qu'il aura récolté alors des terres ou des prés du bénéfice. De ce que l'absent aurait eu à lui s'il avait été présent, il n'en retiendra que le tiers et Pierre en gardera les deux tiers. Au surplus, Pierre doit tenir avec lui un jeune serviteur d'Etienne et, s'il ne le menait pas bien, alors, il devrait donner aux frères d'Etienne 20 sous pour que ceux-ci le tiennent à leur guise. Voilà l'accord fort détaillé que ratifient le prieur d'Oulx, Guillaume, et de même le procureur de la prévôté, Jean, comme il convient, puisqu'ils sont les maîtres et seigneurs des biens dont il s'agit. Pierre promet de ne déroger à ses droits en rien, de servir l'église et de garder ses biens de bonne foi. Pour ce bail, Etienne reçoit de Pierre huit livres et demie. Or

toutes les stipulations de ce contrat sont faites, non pas en monnaie viennoise, comme celles de tous les autres contrats de cette région à cette époque, mais en monnaie *delphinale* ¹³⁶.

Ce fait tranche absolument la question relative à l'existence de l'atelier de Césanne du temps d'André Dauphin. La monnaie viennoise stipulée par les contrats du Briançonnais dès 1192, n'est donc bien que la monnaie de cet atelier.

Il y a longtemps que cet acte décisif ne se cache plus dans des archives plus ou moins secrètes : publié en 1753, voilà bientôt deux siècles qu'il s'offre à tous les yeux.

Le tout pour l'histoire de jadis est de lire avant d'écrire : mais il y a tant à lire...

*
**

Les mines domaniales de plomb argentifère de Brandes en Oisans et de l'Argentière en Briançonnais possédées par le Dauphin étaient exploitées à cette époque, comme celles du Briançonnais transalpin ouvertes par le duc Hugues III.

Pour celle de Brandes, le testament d'André Dauphin du 4 mars 1236/7, montre que son revenu domanial pouvait être alors de 10.000 sous de viennois par an, c'est-à-dire de 500 livres ¹³⁶. Vingt-cinq ans plus tard, selon l'enquête consignée dans le registre *Probus* de la Chambre des Comptes delphinale, l'argentière de Brandes pouvait valoir au domaine 200 livres par an. Sa valeur avait donc laissé de plus de la moitié ¹³⁷ pour le trésor.

Quant à celle de l'Argentière, cette enquête ne donne pas sa valeur, mais elle prouve son activité. Sur 16 marcs d'argent qui en provenaient, le Dauphin prélevait 6 onces et quart gratis ¹³⁸ et pour chaque cornue de minerai (?) qui s'y vendait, six deniers de seigneurage. S'il lui convenait d'avoir toute la masse d'argent provenant de ladite argentière, en sus de son prélèvement gratuit, et qu'il consentit au préalable à payer les mineurs de ses espèces monnayées,

il devra avoir le métal qu'il aura payé ainsi, de préférence à tous autres acquéreurs et au même prix que le prendraient les marchands évincés par lui.

Dans son testament du 2 mars 1236/7, on voit le Dauphin prescrire¹²⁹, au surplus, une aumône de trente mille sous viennois pour envoyer quinze chevaliers en Terre Sainte.

Les trois Dauphins Guigues XI (1237-1270), Jean I (1270-1282) de la Maison de Bourgogne, Humbert I (1282-1307) de la maison de la Tour-du-Pin n'ont pu, comme André, frapper monnaie qu'à Césanne et de plus en pariage avec l'évêque, à Grenoble. Les monnaies des deux premiers sont anonymes; le troisième indique l'initiale H de son nom. Pour montrer combien sont rares ces premières monnaies delphinales, il suffit de dire que l'excellent ouvrage de M. Morin-Pons¹³⁰ indique seulement deux spécimens du monnayage anonyme de Césanne et un seul du règne de Humbert I. Pour le pariage de Grenoble, il en indique deux anonymes et ignore le type de Humbert I¹³¹.

Depuis lors s'est heureusement trouvé le denier d'André Dauphin, frappé à Césanne et celui de ce prince frappé pour le pariage de Grenoble que M. Gustave Vallier a fait connaître.

Cependant, après de longues recherches, on n'en a pu grouper que sept exemplaires, dont trois pour le règne de Jean I, et quatre pour celui de Humbert I. Ces sept exemplaires n'ajoutent rien ou presque rien à ce que connaissait M. Morin-Pons.

Jean I (1270-1282)

Deux annelets :

+ ⚬DALPH ⚬S⚬VIEN Dans le champ, dauphin à dextre, surmonté d'un point clos.

+ ⚬CÔMES⚬ALBONI Dans le champ, la croix.

Poids 0 gr. 5515, module 18 mm., surface argentée bien conservée.

Cet exemplaire¹⁴² provient de la collection Poncet. M. Morin-Pons en a connu quatre, dont celui-ci, et a décrit ce type sous son n° 1.

Un second exemplaire identique de cette pièce n'a pu encore être pesé¹⁴³, la surface en a bruni.

Deux points clos.

+ : DÁLPH'S : VIEN : Dans le champ, dauphin à dextre surmonté d'un petit point clos dans un anneau.

ET : A/LBO/N : CO/MES Dans le champ, croix empiétant la légende.

Poids 0 gr. 49125, module 17 mm.¹⁴⁴ M. Morin-Pons a publié une variante de ce type, sous son n° 2, d'après l'exemplaire du Cabinet de France où le dauphin est surmonté de trois petits points clos et où le revers donne : COM/ES A/LBO/NIS.

Trois points clos :

{+ : DALPH'S : VI[EN] Dans le champ, dauphin à dextre dont le chef est invisible.

[+ : COMES : A]LBON : Dans le champ, croix.

Cette pièce a été cassée et il en reste à peine la moitié, qui, cependant, pèse 0 gr. 407. Elle était à fleur de coin¹⁴⁵ et pesait, par conséquent, plus de 0 gr. 814.

Humbert 1^{er} (1282-1307).

Deux points clos :

+ : H'DALPHSVIEN Dans le champ, dauphin dont le chef n'est surmonté de rien.

+ : COMES ALBONIS Dans le champ, la croix.

Quatre exemplaires dont les trois premiers seuls ont pu être pesés :

0 gr. 919, 0,75825, 0,7375, module 18 mm. cuivre argenté¹⁴⁶.

Trois annelets :

+ :: hVMB' :: DÁLPh'S :: Dans le champ, dauphin à
dextre.

ET :: COMES :: ALBONIS * Dans le champ, la croix.

Gros d'argent ; module de 25 mm. L'exemplaire publié par M. de Castellane pèse 2 gr. 16.

La collection Chaper en possédait trois exemplaires. Ce sont des pièces fourrées dont l'âme, composée d'un billon plus ou moins bon, est revêtue d'une mince feuille plaquée d'argent pur.

Tel fut le pauvre atelier de Césanne dont les deniers sont promptement réduits, dès le règne de Jean I^{er}, comme métal, à être du cuivre saucé. Ces princes évidemment, tiraient des mines de Brandes ou de l'Argentière, sans bourse délier, des marcs d'argent fin en lingots, pour leur trésor personnel, mais les maîtres de leur monnaie de Césanne ne devaient pas être obligés d'acheter beaucoup d'argent provenant des mines delphinales pour blanchir le métal si mince et si fragile de leurs espèces. Cette monnaie est assurément la plus médiocre de toute la France.

Les évêques de Gap eurent une monnaie de princes¹⁴ si on la compare à ces deniers de ladres. L'évêque de Gap, Dragonet de Montauban, recevant d'un prieur trois cents sous de ces viennois le 29 janvier 1250, remarque avec mépris qu'ils sont noirs.

**

En même temps que végète l'atelier delphinal de Césanne, l'évêque de Grenoble tient lui-même son atelier nouveau de Grenoble en remplacement de celui que ses prédécesseurs avaient jadis possédé dans le diocèse de Vienne, à Saint-Donat sur l'Herbasse,¹⁵ depuis le privilège du 11 août 894, émané de Louis l'Aveugle jusqu'au pontificat de l'évêque Humbert d'Albon.

Il y a eu deux évêques de Grenoble de ce nom : Humbert I a régné de 993 à 1025, Humbert II, de 1076 à 1078.

Or les seules monnaies bien connues qui puissent être attribuées à cet atelier présentent le buste de saint Vincent.

Elles imitent, par conséquent, comme la monnaie de Maurienne, le chef viennois de saint Maurice, inauguré en 1023, et elles n'ont pu être frappées, vu leur métal relativement bon, que par l'évêque Mallein (1030-1034) ou, plutôt, par son successeur Artaud (1037-1057), qui, précisément, appartient à la Maison des princes de Royans, dont les possessions voisinaient avec le péage de Romans.

M. Morin-Pons a publié quatre exemplaires des deniers de saint Vincent du XI^e siècle,¹⁵⁰ dont trois sont au cabinet de France, et le quatrième appartenait à la collection Poncet. Ces quatre exemplaires pèsent 1 gr. 24, 1 gr. 22, 1 gr. 05 et 0 gr. 97.

En voici deux autres.

+ SVINCENTIUS Dans le champ, buste habillé à sénestre.

* GRANOPOLIS Dans le champ, croix accostée aux 1^{er} et 2^e cantons des lettres A ω; aux 3^e et 4^e, des lettres D S.

La légende du revers débute un quart de cercle au dessous du sommet à dextre. Le centre de la rose qui a cinq pétales est en relief. Poids : 1 gr. 09675, module de 18 mm., argent.

+ S VINCENCIVS Dans le champ, buste habillé à sénestre.

* GRANOPOLIS Dans le champ, croix accostée aux 1^{er} et 2^e cantons des lettres A ω; aux 3^e et 4^e, des lettres D S.

La légende du revers débute également un quart de cercle vers la dextre au-dessous du sommet.

Cette pièce n'a pu encore être pesée exactement. Sur une balance ordinaire, son poids est de 1 gr 03.

M. Roger Vallentin du Cheylard a émis l'hypothèse très

probable que la rose placée ainsi dès le début de la légende sur les deniers de Grenoble du XI^e siècle, et qui est demeurée dans les armes de cette ville, est, par sa couleur, le symbole du martyr de saint Vincent. Les trois roses rouges de Grenoble sont donc : saint Laurent, saint Vincent et saint André, tous trois martyrs et tous trois titulaires de ses églises urbaines.

A Aiguebelle, c'est un astre qui domine la tête de saint Jean Baptiste.

Les lettres D S s'interprètent très exactement par *Dei Signum* : prises à rebours, elles pourraient également répondre à *Sanctus Donatus*.

Au point de vue économique, cette monnaie grenobloise était mieux placée, comme émission, dans la vallée du Rhône, à proximité du passage de l'Isère, qu'à Grenoble même. Cependant, l'église de Vienne ne devait pas la voir d'un œil beaucoup plus favorable que celle de Maurienne et elle arriva sans doute à en obtenir la disparition.

Il est difficile de croire qu'il ne reste rien de plus ancien comme production de cet atelier que les deniers de saint Vincent, puisque sa monnaie existait depuis la fin du IX^e siècle.

Précisément, quand on se reporte au premier type du règne de Louis l'Aveugle, d'allure bractéate, émis avant son accession à l'empire, soit à Vienne, soit à Lyon, on en trouve quelques exemplaires dont la disposition locale se trouve écrite à rebours :

+ LUDOVVICVS Dans le champ, la croix.

Au revers, pas de légende entre les deux grénétis. Dans le champ : L V.

Sur ce denier, L V se lit *LVgdunum*¹⁵¹.

— LUDOVVICVS Dans le champ, la croix.

Pas de légende entre les grénétis. Dans le champ V I.

Sur ce denier V I se lit *V Ienna*¹⁵².

Autre exemplaire avec + LUDOVVICVS et un point clos dans chacune des trois lettres O V V¹⁵³.

Poids 1 gr. 4024, module de 21 mm. argent.

Autre exemplaire avec + IVDOVVICVS¹³⁴.

+ LVDOVVICVS. Dans le champ, la croix.

Pas de légende entre les grénétis. Dans le champ I V.

Poids 1 gr. 2840, module de 20 mm.

Autre exemplaire où la lettre S finale de la légende est rebroussée.¹³⁵

Poids 1 gr. 3248, module de 20 mm.

Cette légende viennoise placée à rebours ne pourrait-elle se traduire par *IVenciaco* ?

Ce seraient deux spécimens des premiers deniers qui y auraient été émis de 894 à 900.

Dès le pontificat d'Austrobert (712-721), il est vrai, la monnaie de Vienne présente à la fois deux aspects. En voici trois spécimens.

Sur le premier, le monogramme de l'évêque formé de ses trois lettres initiales liées, se lit AVStrobertus et au revers, VIenna.

Sur le second, les deux lettres VI sont séparées d'un point.

Sur le troisième, le monogramme du nom épiscopal est rétrograde et la légende du revers aussi. Est-ce *IVenciaco* ? Dans ce cas, Vienne aurait frappé d'abord à Vienne et à Saint-Donat près de l'Isère. Puis, en 894, ce second atelier aurait été cédé à l'église de Grenoble.

Les deniers épiscopaux lyonnais de cette époque où L V se lit V L pourraient s'attribuer à l'évêque Fulcoald.

En dernier lieu, sur les 115 deniers viennois de Sobon (931-952) trouvés à Villette d'Anthon, il en existait trois dont la légende également rétrograde est :

+ ICIRVAMS

et même : + ICRAMICS

L'un deux pèse¹³⁷ 1 gr. 055 : on peut l'attribuer à l'atelier grenoblois de Saint-Donat sous l'évêque de Grenoble Isarn (950-976) dont le nom peut se retrouver plus ou moins dans la lecture rétrograde de cette légende.

Depuis les deniers de saint Vincent jusqu'à la fin du XII^e siècle, l'atelier de Saint-Donat n'a rien produit qui se soit retrouvé, ce qui présume son inexistence.

La monnaie grenobloise, à dater de 1182 et de l'établissement du pariage entre l'évêque et le Dauphin, se trouve reportée de Saint-Donat à Grenoble même, où, dès l'époque franque elle avait existé. Du règne de Clotaire II (584-628) on connaît un triens royal frappé par le monétaire Lioncius et muni, au revers, des deux côtés de la croix, des deux lettres initiales G R ¹². Quand le type des triens cesse d'être royal pour porter en toutes lettres le nom de l'atelier, quatre monétaires au moins frappent à Grenoble : Domnicius, Flavinius, Ricoaldus, Secundinus et leurs triens ont l'intérêt d'indiquer la forme que portait alors le nom de la ville dans la langue romane qui s'élaborait.

Du monétaire Flavinius, on a ainsi sous les yeux trois tiers de sou.

Le premier, dont le métal n'a pas encore tout-à-fait pâli, peut dater du milieu de la seconde moitié du VII^e siècle.

La légende donne : ¹²⁰

+ GRACIANOPOLESI

Les deux autres, dont l'or est presque complètement blanc, peuvent dater de la fin du VII^e siècle.

Ils donnent ¹²⁰ :

+ GRACAENOPOLE

et ¹²¹

+ GRACIANOPIE

Celui-ci pèse 1 gr. 2430.

Le Cabinet de France en possède un quatrième exemplaire, avec la légende ¹²¹

+ GRACINOBLE

et du poids de 1 gr. 05.

Le règne de Pépin le Bref (741-768) ne changea pas

grand chose au métal en remplaçant l'or pâle par l'argent pur : mais il fit disparaître le type épiscopal qui régnait depuis 725 environ sur les espèces d'argent dans la province viennoise. La royauté domine de nouveau.

Voici un denier de ce prince, frappé précisément à Grenoble.

Le nom royal se lit dans le monogramme de trois lettres liées placées à rebours avec deux signes abrégatifs et deux points sur la face de cette pièce :

PiPiNus Rex ou même : *PiPiNus Rex*, en répétant les lettres du monogramme.

Au revers, un second monogramme, accosté lui aussi des deux points et de deux signes abrégatifs, se lit :

GRACiaNople ou même *GRACIANople* en répétant les lettres.

Ce petit monument d'un grand prince pèse environ 1 gr. 125 ; son module est de 16 mm. et il est à fleur de coin¹⁶³. Par son flan mince, il doit dater de la réforme de Vernon du 11 juillet 755 qui rehausse le poids des deniers, en n'en taillant plus que 22 sous à la livre au lieu de 25.

Voici huit pièces relatives au pariage grenoblois, inauguré sans doute, de 1184 à 1192.

Jean I^{er} (1270-1282).

Deux points clos :

+ : *DALPHINVS : VIEN* Dans le champ, dauphin à dextre dont la tête n'est surmontée de rien.

+ : *SCS : VINCENCIVS* Dans le champ, la croix.

Poids 1 gr. 11175, et non pas 1 gr. 05, module 19 mm. à fleur de coin, le métal a gardé son aspect argenté.¹⁶⁴

Un point clos sur la face et deux points clos au revers :

+ . D_ΔLPHINVS_{VIEN} Dans le champ, dauphin à dextre, dont la tête peu distincte paraît être surmontée d'un point clos fort indistinct.

+ : EPS : GRONOPOL' Dans le champ, la croix.

Poids 0 gr. 9245, et non 0,95, module de 19 mm. : le cuivre rouge est encore recouvert de son bain argenté¹⁰⁶
Humbert I (1282-1307).

Deux points clos, et deux croisettes :

+ : h[×]_×DALPh'S[×]_×VIENS : Dans le champ, dauphin à dextre, surmonté d'un anneau ouvert.

+ : EPS[×]_×GRONOPQL' : Dans le champ, la croix.

Module de 18 mm. à fleur de coin, bon billon¹⁰⁶, et non plus cuivre argenté.

Deux annelets :

+ °h' [°DA]LPh'S°VIEN Dans le champ, dauphin à dextre surmonté d'un anneau.

+ °EPS°GRONOP [OL°] Dans le champ, la croix.

Pièce ébréchée, module de 18 mm. bon billon¹⁰⁷.

[+ °h'°DA]LPh'S°VIEN Dans le champ, dauphin à dextre dont le chef a disparu.

[EPS°]GROPOL' Dans le champ, la croix.

Pièce ébréchée, module de 18 mm., bon billon¹⁰⁸.

Deux annelets, sur la face, et trois au revers.

+ °h°DALPh'°VIEN Dans le champ, dauphin à dextre dont le chef est surmonté d'un point clos.

+ : EPS : GRONOPOL' Dans le champ, la croix.

Poids 1 gr. 22475, module de 18 mm., à fleur de coin, excellent billon qui a presque l'apparence de l'argent.¹⁰⁹

Dans cette série du pariage, il est remarquable de voir

l'aloi des pièces bien supérieur à la fâcheuse nullité de celles qui, dès le règne de Jean I^{er}, sortent de l'atelier de Césanne. Dans doute l'état delphinal estimait-il celles-ci bien assez bonnes pour les montagnes du Briançonnais et de l'Oisans, tandis qu'à Grenoble, le voisinage du Viennois, et, surtout, de la Savoie, obligeait le pouvoir à ménager davantage la plaine du Graisivaudan.

Dès la fin du règne de Humbert I^{er}, vers 1290-1295, paraît, d'ailleurs, le gros d'argent grenoblois que le comte Henri de Castellane a fait connaître.

Cette belle pièce, dont les pareilles ont dû paraître simultanément à Vienne, avec le chef de saint Maurice, à Valence avec l'aigle impérial unicéphale sous le règne de l'évêque Jean II (1283-1297) et même en Savoie, sur ce type valentinois, avec cette même aigle au début du règne d'Amédée V (20 septembre 1297) prouve que l'atelier de Grenoble savait se tenir à la hauteur de toutes les exigences nouvelles du progrès.

+ : hUMB':DALPh'S:VIEN Dans le champ, dauphin à dextre dont le chef est surmonté d'un point clos placé dans un anneau.

+ :EPS:GRACIONOPOL' Dans le champ, la croix.

Poids 2 gr. 692, module 25 mm., à fleur de coin^{me}, argent.

Guigues XII (1319-1325).

Une croisette :

+GVYG/O×DALPhS×V/IEH Dans le champ, le Dauphin séant sur son trône, tenant le sceptre de la droite, entre quatre dauphins dont les deux plus hauts, gros, sont affrontés, et les deux plus bas, petits, surmontés chacun d'un point clos, sont adossés.

+SANTUS×VINCENCIVS (Crosson de crosse). Dans le champ, croix feuillue.

Poids 1 gr. 764, module de 24 mm. Argent ^m; carlin.
Une croissette sur la face et deux au revers.

+ G × DALPhS × VIEN' Dans le champ, dauphin à dextre dont le chef est surmonté de quatre crêtes.

+ SCS × VINCENCI (Crosson de crosse) Dans le champ, croix feuillue.

Module de 19 mm. ¹⁷²

Le pariage monétaire grenoblois de l'évêque et du comte s'arrête ici, précisément au moment où, fort de son pseudo-précepte du 7 juillet 1155, le Dauphin établit des ateliers indépendants là où il le veut. Dès le 7 février 1327, on voit fonctionner les trois ateliers delphinaux indépendants de Mirabel, de Serves et de Grenoble ¹⁷³, depuis au moins un an.

Visan, entre l'Eygues et l'Erein se trouve voisin de Nyons où avait été ouvert le premier atelier méridional de Humbert I^{er}. Mais, au lieu d'être dans le diocèse de Vaison, cette localité dépend de celui de Saint-Paul-Trois-Châteaux dont l'évêque, évidemment, avait dû consentir à son ouverture. L'atelier voisin qui frappait à Montdragon pour l'archevêque d'Arles était dans le diocèse d'Orange.

Quant à Serves, sur le Rhône, dans le diocèse de Vienne, cette localité, voisine de l'ancien atelier grenoblois de Saint-Donat, se trouvait dans les terres patrimoniales primitives des comtes d'Albon.

En ce qui concerne Grenoble, il est évident que dès lors, le comte a mis fin au pariage et qu'il y frappe seul, dans la localité suburbaine de la Tronche. Dès lors aussi, l'atelier de Césanne n'existe plus.

Ce même jour de l'année 1327, Guigues XII prend un grand parti : prince illustre et magnifique, après en avoir conféré avec le Piémontais Bindarello, de l'avis d'un conseil de quatorze bourgeois notables de Grenoble, parmi lesquels se voit l'orfèvre Pierre Chabridon, pour son honneur de souverain et pour la commodité de tout le Dauphiné, le Dauphin inaugure une monnaie d'or sur le pied du marc

de la Cour romaine qui, depuis cinq années, frappait des florins dans le Comtat.¹⁷¹

Au point de vue monétaire, l'église de Grenoble n'existe plus.

Depuis l'ouverture des ateliers de Suse et de Chambéry, c'est-à-dire depuis plus de deux siècles, la Maison de Savoie dominait de haut les Dauphins par ses grosses monnaies de bon billon : voici maintenant que la Maison d'Albon s'élève en répandant l'or autour d'elle.

La Maison de Savoie suivra cet exemple vingt-cinq ans plus tard. Jamais celle-ci n'a pu tenir d'atelier monétaire dans le diocèse de Vienne quoique, depuis 1029, elle eût obtenu le comté septentrional du Viennois de rive gauche. A la fin du XIII^e siècle, en 1297, Amédée V ouvre, il est vrai, sur la rive gauche du Rhône, entre Vienne et Lyon, l'atelier de Saint-Symphorien d'Ozon : sur cette rive, c'est la localité la plus méridionale avec Solaize, du diocèse de Lyon. Donc, s'il obtint cette faveur, ce fut uniquement en raison de la prépondérance momentanée de sa Maison dans l'église de Lyon. Philippe de Savoie, avant d'être comte, avait été archevêque de Lyon (1246-1267) et, après lui, Pierre de Savoie, neveu d'Amédée V va le devenir de 1308 à 1332. A la mort de ce dernier pontife, la monnaie savoisienne de Saint-Symphorien d'Ozon fermera promptement et forcément.

*
**

La numismatique du moyen âge est assurément d'un abord difficile pour l'histoire ; il y faut beaucoup de temps, de patience et d'attention, si l'on veut analyser ses aspects multiples et dispersés, pour en restituer l'ensemble dans la vie maintenant effacée qui les a créés. Ces petites images n'ont pas toujours la divine beauté de la Grèce la plus lointaine pour les défendre de la fonte et de l'oubli. Mais, telles qu'elles sont, elles jugent avec fidélité le mérite ou l'erreur des maîtres du monde. Belle ou laide, forte ou faible, nette ou confuse, leur figure est le vrai portrait

de ceux qui les ont faites et nos contemporains devraient s'en aviser qui n'y pensent pas tous ni toujours. Les coins d'Auguste ne sont pas ceux d'Olybrius ou de Childéric III. Ceux de Charlemagne et de saint Louis ne sont pas ceux de l'anarchie féodale : les monnaies de 1640 ou de l'an XII ne sont pas les jetons de ces années-ci.

Autrefois, on s'évertuait à muer le cuivre en or : les modernes ont trouvé le secret plus pratique de changer l'or en papier. Boson, le premier, fit à Vienne du cuivre argenté, puis Amédée de Savoie, à Suse, et Jean de Bourgogne, à Césanne. Maintenant, les billets de la Régence nous ont menés aux assignats, et les assignats à de nouveaux billets.

Depuis que Crésus l'a fait luire, rien ne peut plus remplacer l'éclat si positif de l'or. La barbarie seule s'en est passée longtemps et seule, désormais, s'en passera la pauvreté.

Manteyer, 3-26 janvier 1929.

NOTES

¹ Geilinghausen, juin 1219 (Arch. de l'Isère; *Ul Chevalier*. Diplomatie de Bourgogne, 1892, p. 84. Pièces annexes n° XIX).

² Worms [7], juin 1153 (*l'albonnais*. Hist. de Dauphiné, t. I, p. 138).

³ [Lodi, 18-30 juin] 1161 (*Ul Chevalier*. Diplomatie, pp. 76-77, pièces annexes. n° XI).

⁴ Worms, 14 septembre 1151 (Arch. de l'Isère : B. 3.011).

⁵ Arles, 31 juillet 1178 (Arch. de l'Isère : B. 3.248, ff. 295-296).

⁶ *G. de Manteyer*. Les origines du Dauphiné de Viennois. La première race des comtes d'Albon. Gap 1925. pp. 35-37.

⁷ *Ibidem*, pp. 70-71. Arch. de l'Isère. B. 3.162. — *Valbonnais*. Hist. de Dauphiné, t. I, p. 93, preuves du 4^e discours, lettre V.

⁸ *Pocq d'Avant*. Monnaies féodales de France, t. III, p. 51, n° 4.866. *Gustave Vallier*. Monnaies féodales du Dauphiné, p. 44 et pl. IV, n° 20.

⁹ Acquis le 4 mai 1923. — M. Paul Plat possède l'autre (*G. de Manteyer*: Les origines du Dauphiné de Viennois. D'où provient le surnom de baptême Dauphin reçu par Guigues IX, comte d'Albon. Gap, 1925, planche V hors texte, figure 9). — *Paul Plat*. Trouvaille de monnaies à Saint-Crépin, Hautes-Alpes (*Rhodania*. Association des préhistoriens, des archéologues classiques et des numismatistes du bassin du Rhône. 2^e année, 1920, fascicule 1. Cavaillon, imprimerie Mistral, 1921, pp. 38-39).

¹⁰ *R. Vallentin de Cheylard*. Essai de classification des deux plus anciens denier anonymes des Dauphins de Viennois. Paris, Raymond Serrure, 1899, in-4^e de 42 pp.

¹¹ *Gustave Vallier*. Monnaies féodales du Dauphiné, n° 19.

¹² Bibl. Nat. ms lat. 10.955, p. 15. Embrun, 2 mai 1290 (*l'albonnais*, Hist. de Dauphiné, t. 2, p. 54-55, n° LI et t. I, pp. 240-241).

¹³ Criée du Sénéchal de Venaissin prohibant les monnaies du prince d'Oranges frappées à Courthézon, de l'archevêque d'Arles, frappées à Montdragon, des évêques de Saint-Paul, de Gap et de Viviers, à moins qu'elles ne présentent un type déjà ancien et consacré (Archives de la Drôme. G. Saint-Paul, registre ff. 94-95).

¹⁴ *R. Vallentin de Cheylard*. L'atelier delphinal de Piégon (Drôme). Paris, R. Serrure, 1897, in-4^e de 10 pp.

¹⁵ *Pocq d'Avant*, n° 4.817.

¹⁶ *Ibidem*, n° 4.816.

¹⁷ Acquis le 12 mai 1925 de M. Florange.

¹⁸ *Poc'y d'Avant*, n° 5.015-5.023.

¹⁹ E. Caron. Monnaies féodales françaises. Paris, 1882, n° 489.

Le 22 juin 1907, date à laquelle cette pièce a été l'objet du présent examen et photographiée par M. Hippolyte Müller, elle portait le n° 198 dans la vitrine 163 du Musée. Son module est de 20 mm.

²⁰ Pièce acquise le 23 novembre 1909 de la Collection Stroehlin.

²¹ *Poc'y d'Avant*, n° 4.804-4.809. — Sur sa planche CV, fig. 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, l'auteur observe de présenter correctement la gravure des pièces selon leur aplomb réel, c'est-à-dire en faisant figurer le début de la légende un quart de cercle à gauche de leur sommet. Il oublie d'en faire autant sur cette planche CV, fig. 24, de sorte qu'il ne comprend plus cette monnaie et indique, n° 4.810, p. 38, qu'elle a un « champ incertain ». M. Maurice Prou observe aussi la bonne règle sur la pl. XIX, fig. 824, 846 de son ouvrage, mais il ne l'observe pas, fig. 848, pour Louis l'Aveugle de sorte qu'il ne comprend pas le type de cette dernière pièce (*Maurice Prou*, Catalogue des monnaies françaises de la Bibliothèque Nationale : Les Monnaies Carolingiennes, Paris, C. Rollin et Fruardent, 1896, p. 117, n° s 847, 848 : « monogramme confus »).

²² Acquis le 14 janvier 1903 de MM. Rollin et Feuardent.

²³ *Poc'y d'Avant*, n° 4.999.

²⁴ *Ibidem*, n° s 4.998 et 5.000.

²⁵ *Ibidem*, n° 4.996.

²⁶ *Ibidem*, n° 4.997. — M. C. Guigue. Notes sur des deniers du x^e siècle aux noms de Sobon, archevêque de Vienne, de Conrad le Pacifique, et de Hugues, comte de Lyon, trouvés à Villette d'Anthon. Lyon, impr. d'Aimé Vingtrinier, rue de la Belle Cordelière, 14, 1866, in-8° de 16 pp.

²⁷ *Ibidem*, n° 5.012, 5.011.

²⁸ 1039 : Ego Ermengart regina... par advocatum neum comitem Humbertum (*G. de Manteyer*. Les Origines de la Maison de Savoie, Rome, 1899, pp. 28-29, 39-40).

²⁹ Besançon, 27 octobre 1157 (*Ioannis a Bosco*, Floriacensis vetus bibliotheca, Lugduni, 1605, *Lævum Xyston*, pp. 87-88).

³⁰ 27 août 1338 : Illustris princeps dominus Humbertus, Dalphinus Viennensis, comes Viennæ palatinus, archiscenescallus regnorum Viennæ et Arelatis (*Valbonnais*. Histoire de Dauphiné, MDCCXXII, tome second, pp. 364-368). Burgos, 9 septembre 1257 (*Ibidem*, t. I, p. 121 ; preuves du 5^e discours, lettre A).

³¹ *G. de Manteyer*. Les Origines, 1899, p. 44.

Pour la Savoie, l'acte du 6 novembre 1036 prouve bien que le comte y dépendait seulement du roi dont il tenait les biens fiscaux « in pago Savogiense, in agro Pignonnense, in valle qui dicitur Cozia... ecclesiam... Sancte Dei Genetricis Marie... et portum super Isera,, Terminant...

ipse res a mane terra regis sive Uberti Comititis, a meridie sive ab occidente, terra regis et comitis, a circia flumen... Isera (*Carlo Cipolla*. Monumenta Novaliciensia, vol. I, pp. 164-165).

²¹ *G. de Manteyer*. La Provence du premier au douzième siècles. Tables, Gap, 1926, pp. 645 et 963-964.

²² *G. de Manteyer*. Les Origines, 1899. p. 42.

²³ *Besson*. Mémoires pour l'histoire ecclésiastique des diocèses de Genève, Tarentaise, Aoste et Maurienne, et du décanat de Savoie. A Nancy, Sébastien Henault, MDCCLIX, p. 346, n° 7. Saint-Etienne et Sainte-Marie de Cuines, Savoie, arr. St-Jean-de-Maurienne, cant. La Chambre; Les Etalons et Grivolet, comm. de Saint-Rémy; pointe de Rognier, comm. de Saint-Rémy. Cet acte important avait échappé, en 1899, à l'auteur de ces recherches.

²⁴ *Ul. Chevalier*. Descr. du Cart. de Saint-Maurice de Vienne, 1891, p. 24, n° 61 : d'Achery, Spicilegium, t. III, 1723. p. 393.

L'atelier de Maurienne, comme celui de Tarentaise, a existé dès l'époque franque. En voici un tiers de sou :

MAURIENNA et au revers
SCOPILIO MONTARIO.

Poids 1 gr. 2455 (acquis le 29 février 1903 à la vente Hauet).

²⁵ [vers 1110] : CXII solidos Viennensis monete et ex Aquabellensium denariorum CX solidos (*Jules Marion*, Cartulaires de l'église Cathédrale de Grenoble. Paris, 1869, p. 214. Chartularium C, n° XL). — 4 juillet 1111 : Apud Savogiam... pro XL^a et VI solidis et 1111^{or} denariis monete Aque Bele (*Ibidem*, p. 172, Chartularium B, n° CXVII). [1080-1132] : 1111^{or} sextariis frumenti Cambariacensis mensure et 1111^{or} solidis Aquabellensis monete (*Ibidem*, p. 171, Chartularium B, n° CXVI).

17 décembre 1103 : Pardevant Conon, évêque de Maurienne « censualiter quinque solidos Aquabellensis monete vel alterius que capitaliter cucurrerit per totam terram illam episcopali ecclesie Beati Ioannis et canonicis ejus persolvat » (*Ul. Chevalier*: Cartulaire de l'abbaye de Saint-Chaffre du Monastier, Paris, 1891, n° CCCCXXXVI, — Hist. Patr. monumenta Chartarum, t. I, 1854, col. 190-191, n° CXLIX).

²⁶ Monete del decimo e dell'undecimo secolo, scoperte nei dintorni di Roma nel 1843, descritte e dichiarate da Giulio di S. Quintino. Torino, dalla stamperia reale, 1846, in-4° de 3 pp. nch + 1 p. bl. + 1 p. nch. + 2-116 + 5 planches hors texte (Estratto della R. Accademia delle scienze di Torino, serie II, tom. X).

²⁷ *Dr A. W. Roehrich*. Un denier inédit d'Aiguebelle en Maurienne (Rivista italiana di numismatica e scienze affine, Milano, vol. II, serie terza. XXXVIII, 1925, pp. 41-47).

« Un exemplaire en avait déjà été trouvé au siècle passé par de Rivaz. Cet historien affirme qu'il possède un denier d'Aiguebelle où l'on voit d'un côté la tête de St-Jean-Baptiste, et, de l'autre un mo-

nogramme... avec la légende AOVABELLA. Mais ce denier a été égaré, dès lors, et n'a plus été signalé nulle part » (*François Rabut*. Denier de l'évêché de Saint-Jean-de-Maurienne, 1858, p. 9).

* Numismatique Savoisienne, Denier de l'évêché de Saint-Jean-de-Maurienne, frappé à Aiguebelle au XI^e siècle, publié par François Rabut, professeur d'histoire; in-8° de 13 pp. + 1 planche hors texte (Extrait du Tome 3 des Mémoires et documents publiés par la Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie). Notice lue dans la réunion tenue à Aix-les-Bains, le 2 septembre 1858. — *André Perrin*. Le monnayage en Savoie sous les princes de cette Maison, ateliers, monnayeurs, règlements, association, fabrication. Paris, Rollin et Feuardent, Chambéry, André Perrin, 1872 (Extrait du t. XIII des Mémoires et documents publiés par la Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie) p. 118, planche hors texte qui suit, n° 2.

* *G. de Manteyer*. Les Origines, 1904, pp. 49-50.

* *G. de Manteyer*. La Provence, 1908, pp. 87-88.

* La monnaie de Suse a existé dès la fin de l'époque franque avec la légende SICVSIO (*Engel et Serrure*, Traité, t. I, p. 144. — *Maurice Prou*. Catalogue des monnaies françaises de la Bibliothèque Nationale. Les Monnaies Mérovingiennes, Paris, 1892, p. 344, n° 1667).

Voici l'énumération des contrats passés dans sa région, depuis sa réouverture par la Maison de Savoie, et qui stipulent des paiements faits avec les deniers émis par cet atelier.

Turin 18 juin 1104: per solidos quinquaginta et quinque secusiensium (Arch. de l'église de Turin. *Domenico Promis* Monete dei reali di Savoia, t. I, Torino, 1841, p. 60; t. II, p. 4). — Avigliana, 8 avril 1109: librarum decem denariorum bonorum secusiensium (*Antonius RivauteUa et Franciscus Berta*. Ulciensis ecclesie chartarium, Augustae Taurinorum, MDCCLIII, p. 120, n° 131). — 4 janvier 1128 (*Barone Giuseppe Vernazza di Freney*. Della moneta secusina, Torino 1793, in-4°; *Promis*, t. 2, p. 4). — Oulx, 10 août 1137: CXL solidis denariorum bonorum, medietate valentinensium et medietate secusiensium (*RivauteUa*, p. 117, n° 125; acte omis par *Promis*). — Suse, 8 mars 1147: le comte Amédée, partant pour Jérusalem, reçoit en présence de son fils Humbert, de l'abbé Silvion « undecim millia solidorum secusiensium monete (*Carlo Cipolla*. Le più antiche carte diplomatiche del monastero di San Giusto di Susa. — *Bullettino dell'Istituto storico italiano* n° 18, Roma, 1896, n° 103-109). — 3 janvier 1151: duodecim libras secusiensium et LX solidos (*Ibidem*, pp. 62-63, n° 591). — 25 mai 1152: XL solidis bonorum denariorum secusiensium (*Ibidem*, p. 91, n° 92). — Turin, 1153 (Arch. de l'église de Turin. *D. Promis*, t. 2, p. 4). — [1154 ?]: mille quadringentos solidos secusiensium (*BrueU*. Chartes de Cluny, n° 4.177). — Lucerna, avril 1159: viginti quinque libras denariorum bonorum secusiensium (*Historia Patrie monumenta*. Chartarum, t. I, col. 820, n° DXII: *Promis*, t. 2, p. 4). — [Oulx, 1140-1150]: tercentis solidis secusiensium (*RivauteUa*,

p. 124, n° 137). — Turin, 24 mai 1161: Argenti denariorum bonorum monetæ secusiensium sedecim libras (*Rivautea*, p. 167, n° 200). — Saluces, 20 novembre 1163: viginti libras bonorum denariorum secusinorum (*Hist. Patr. monum.*, Chart., t. I, col. 829-830, n° DXXIII; *Promis*, t. 2, p. 4). — Suse, 18 mai 1165: XLVI libras et dimidiam secusiensis monete (*Rivautea*, pp. 91-92, n° 93). — Saluces, 2 octobre 1165: XV libras denariorum bonorum monetæ Segusiæ (*Delfino Muletii*. Memorie storico-diplomatiche appartenenti alla città et ai marchesi di Saluzzo, t. 2, Saluzzo, 1829, pp. 63-64). — Oulx, 25 avril 1167: solidos triginta monetæ secusiensis (*Rivautea*, p. 76, n° 77). — Lagnasco, 20 juin 1167: quatuor libris bonorum denariorum secusinorum (*Hist. Patr. Monum.*, Chart., t. II, col. 1012-1013, n° MDXXVI). — Sant Ambrogio, 17 août 1167: Umbertus Mauriennæ et Savoie comes et Italiæ Marchio universis in terrâ suâ... bannum meum, vide licet centum libras secusiensium... impono (*Rivautea*, pp. 99-100, n° 103; acte omis par *Promis*). — Turin, 11 novembre 1167: Omni anno solidos II secusiensium (*Ibidem*, p. 184, n° 224, acte omis par *Promis*). — Villar Focchiardo, 31 mars 1171: libras VI monetæ secusiensis (*Rivautea*, p. 122, n° 134: acte omis par *Promis*). — Saluces, 6 mars 1171/2 ind. 9.: LX solidis bonorum secusinorum (*Domenico Promis*. Monete dei reali di Savoia, t. 2, p. 4). — Caramagna, 7 février 1173/4: decem libris bonorum secusiensium (*Historia patriæ Monumenta*, Chart., t. I, col. 873-874, n° DLVI, acte omis par *Promis*). — 1181: libris quatuor centum seguxinorum (*Hist. patr. Monum.*, Chart., t. II, col. 1092-1093, n° MDXC).

Fruttuaria, 11 août 1182: solidos decem denariorum segusinensium (*Ibidem*, t. II, col. 1098-1099, n° MDXCVI). — Fruttuaria, 11 août 1182: quatuor centum et octuoginta libras denariorum secusinensium (*Ibidem*, t. II, col. 1100-1102, n° MDCXVIII). — Rivalta, 11 avril 1183, pro XVI libris secusinorum (*Ferdinando Gabotto*. Cartario di Pinerolo. Pinerolo, pp. 76-77, n° 54). — Suse, 12 avril 1183: pretium centum solidorum bonorum denariorum secusiensium fortium (*Rivautea*, pp. 111-112, n° 108). — Aoste, 29 septembre 1183: decem libras bonorum secusiensium (*Hist. patr. monum.* Chart. t. II, col. 1110-1111, n° MDCVIII). — Sant Albano, 4 novembre 1184: soldos quinquaginta et quatuor bonorum secusinorum (*Ibidem*, col. 1113-1114, n° MDCXII). — Robella, 30 mai 1185: quatuor libris bonorum denariorum scilicet secusinorum et refortiatorum (*Rivautea*, p. 169, n° 203; acte omis par *Promis*). — Racconigi, 26 août 1185: XVII librarum bonorum secusinorum (*Muletii*, t. 2, pp. 106-107). — Turin, 2 septembre 1185: septingentas libras secusinorum fortium (*Hist. patr. Monum.* Chart. t. I, col. 938-939, n° DCVIII; *Promis*, t. 2, p. 4). — Turin, 5 septembre 1185: LX libris secuxinorum (*Hist. patr. monum.* Chart. t. I, col. 939-940, n° DCIX, acte omis par *Promis*). — Trana, 30 août 1188: denariorum debilium secusinorum (*Giuseppe Vernazza di Freney*, Della moneta secusina. Torino, 1793, p. 14. *Domenico Pro-*

mis, t. I, p. 64, et t. 2, p. 4. — Promis, t. I, date cet acte du mois d'août, puis, t. 2, du mois d'octobre). — Turin, 2 février 1191: (Arch. de l'église de Turin: Promis, t. 2, p. 4). — Vercelli, 1191: libris quatuorcentum segusianis... pedagio quod est solidorum novem segusianorum pro carro (*Hist. patr. monum.* Chart. t. I, col. 975-976, n° DCXLVIII, acte omis par Promis). — Suse, 17 mars 1192: pro triginta solidis fortium (*Hist. patr. Monum.* Chart. t. I, col. 988, n° DCLV; *Promis*, t. 2, p. 4). — Pianezza, 10 août 1194: quinque millia solidos denariorum bonorum segusinensium (*Hist. patr. Monum.* Chart. t. I, col. 1019-1029, n° DCLXXXV, acte omis par Promis). — 6 octobre 1194: viginti et unam libras secusinorum bonorum (*Hist. patr. Monum.* Chart. t. II, col. 1164-1165, n° MDCLXVI). — 15 juillet 1195: XL solidos secusinorum bonorum denariorum (*Gabotto*, Cart. di Pinerolo, p. 297, n° 59 bi-). — Villafranca, 28 juin 1197: septuaginta libras bonorum denariorum secusiensis monete (*Hist. patr. Monum.* Chart. t. I, col. 1038-1039, n° DCCX; *Promis*, t. 2, p. 4). — Mirandolo, 14 mars 1198: solidos II bonorum secusinorum (*Gabotto*, pp. 83-84, n° 61).

1199: XII libras secu-iansium denariorum (*Hist. patr. Monum.* Chart. t. II, col. 1201, n° MDCCI). — Avigliana, 3 novembre 1200: septuaginta marcas argenti fini... de quâ pecunia... persolvit... XXXIII marcas argenti fini... XLIV libras fortium, XII libras secusinorum... et coetera... (*Ricautella*, pp. 56-57, n° 54; acte omis par Promis). — Suse, 30 décembre 1200: vente pour payer « centum et duodecim marcas argenti fini et puri... ex quibus habuit... quadraginta et quinque libras fortium quarum unaqueque fenabatur per mensem XII denariis, et... triginta libras fortium que fenabatur unaqueque libra per mensem X denarii, et... centum solidos quarum unaqueque fenabatur per mensem VIII denariis, et... quadraginta libras secusinorum quarum unaqueque libra fenabatur sex denariis, et decem libras secusinorum quarum unaqueque fenabatur per mensem VIII denariis, et episcopo Taurinensi quindecim libras secusinorum... quatuor libras secusinorum... LXV libras solidorum secusinorum... XXIII solidos secusinorum pro quibus... querebat modium unum siligenis per annum... XL solidos secusinorum (*Carlo Cipolla*, Le più antiche carte diplomatiche del monastero di San Giusto di Susa: *Bullettino dell'Istituto storico italiano*, n° 18, Roma, 1896, pp. 56-58). — Villar Focchiardo, 3 septembre 1201: octo libras fortium de Secusia (*Ricautella*, pp. 164-165, n° 196). — Pignerol, 18 février 1202, XI solidos bonorum secusinorum (*Gabotto*, pp. 83-94, n° 61). — 30 mars 1202: quatuor solidorum fortium Secusiæ (*Ricautella*, pp. 55-56, n° 53). — Avigliana, 6 mai 1202: Centum marcas boni et fini argenti absolverunt... M solidis... XVIII libris... XXXII libris... XII libris... IV libris... L solidis... XV solidis... VIII libris... XVII libris... X solidis... XXX solidis... LX solidis. Universa autem debita ista erant fortium secusiensium (*Ricautella*, p. 75, n° 76; acte omis quoique fort important, par Promis). — Suse, 5 juin 1202:

XXI solidorum bonorum denariorum secusinorum (*Ibidem*, pp. 118-119, n° 128). — 21 octobre 1203: deniers de Suse vicux (*Giuseppe Vernazza*, Della moneta secusina. Torino, 1793, p. ; Promis, t. 2, p. 4). — 10 novembre 1203: triginta libras denariorum bonorum secusiensis monete (*Hist. patr. Monum. Chart. t. I, col. 1098-1099*, n° DCCXLVII, acte omis par Promis). — Suse, 12 mai 1204: LXV solidorum bonorum denariorum secusiensium (*Rivautea*, p. 118, n° 127; acte omis par Promis). — Turin, 25 janvier 1207: singulis annis denarios tres et obolum unum monetæ secusiensium (*Ibidem*, pp. 184-185, n° 225). — Pignerol, 17 décembre 1209: VIII librarum et solidorum X bonorum secusinorum (*Gabotto*, p. 93, n° 72). — 12 novembre 1210: libras decem et octo segusinorum (*Hist. patr. Monum. Chart. t. II, col. 1268-1269*, n° MDCCXLIV).

Ivrée, 6 mars 1211: duodecim libras denariorum bonorum secusiensium veterum (*Hist. patr. Monum. Chart. t. I, col. 1176-1177*, n° DCCXCIX, acte omis par Promis). — Suse, 2 novembre 1211: X solidos secusinorum (*Ibidem*, t. I, col. 1178-1179, n° DCCCI, acte omis par Promis). — Vercelli, 7 décembre 1211: denariis sex secusianis omni anno (*Ibidem*, t. I, col. 1180-1181, n° DCCCIII, acte omis par Promis). — Suse, 5 mars 1212: viginti milia solidos Secusie (*Ibidem*, t. I, col. 1183-1186, n° DCCCV, acte omis par Promis). — Turin, 25 août 1213: solvet domino Jacobo episcopo Taurinensi... ducentum et triginta quinque libras secusinorum veterum vel marcharum fini argenti per XL solidos in electione creditoris si moneta nova fieret vel transcambiareretur quos denarios fuit confessus se... accepisse (*Hist. patr. Monum. Chart. t. I, col. 1197-1198*, n° DCCCXIII; Promis, t. 2, p. 4). — Turin, 3 avril 1214: (Arch. de l'Eglise de Turin: Promis, t. 2, p. 4). — 6 janvier 1215: solidos XXIII denariorum bonorum secusiensium veterum (*Hist. patr. Monum. Chart. t. II, col. 1285-1286*, n° MDCCCLV). — Robella, 23 mars 1215: septingentarum librarum reforciatorum secusinorum (*Mulletti*, t. 2, pp. 195-197). — Pignerol, 23 juin 1215: duos solidos secusinorum (*Gabotto*, pp. 98-99, n° 77). — Pignerol, 4 janvier 1216: VII librarum et X solidorum bonorum secusinorum (*Ibidem*, pp. 99-100, n° 78). — Turin, 25 janvier 1216: solidos sexaginta bonorum secusiensium veterum (*Hist. patr. Monum. Chart. t. I, col. 1226*, n° DCCCXXVI, acte omis par Promis). — 7 août 1216: Decem libras bonorum secusinorum (*Gabotto*, pp. 106-107, n° 82).

Suse, 2 novembre 1216: octo solidos fortium (*Rivautea*, p. 57, n° 55). — Suse, 26 mars 1217: XXX et unius librarum bonorum denariorum Secusie novorum (*Hist. patr. Monum. Chart., t. I, col. 1236-1237*, n° DCCCXXXII; Promis, t. 2, n° 4). — Tarentaise, 2 avril 1217: quatuor libras fortium in pedagio Sancti Regniberti (*Guichenon*, Hist. de Savoie, t. 2, p. 52). — Février 1220, vente par l'évêque d'Ivrée à l'évêque d'Aoste: precium est XII libræ veterum secusinorum (*Mgr Joseph-Auguste Duc*, Cartulaire de l'évêché d'Aoste, Miscellanea di storia italiana, t. XXIII, Torino, 1899, pp. 233-234, n° 33). — 27 mars

1222: solidorum XL secusiensium veterum (*Hist. patr. Monum. Chart.* t. II, col. 1309, n° MDCCLXXIV). — 12 novembre 1222: XV librarum bonorum secusinorum (*Gabotto*, pp. 119-120, n° 59). — Asti, 18 juin 1224: libra: decem secuxinorum seu reforciatorum... libras XXV reforciatorum seu secuxinorum (*Muletti*, t. 2, p. 251). — 14 mai 1225: (*Giuseppe Vernazza*. Della moneta secusina. Torino, 1793: *Promis*, t. 2, p. 4). — 4 juillet 1225: solidos LXX bonorum secusiensium veterum (*Hist. patr. Monum. Chart.*, t. II, col. 1331-1332, n° MDCCLXXXVIII). — Vigone, 2 juin 1226: libras XXIII denariorum bonorum secusiensium novium (*Hist. patr. Monum. Chart.* t. II, col. 1336-1337, n° MDCCXCI). — Oulx, 23 août 1226: in cautione census XXV solidorum secusiensium veterum (*Rivautea*, p. 208, n° 269). — 10 mars 1227: solidos LXV secusiensium veterum (*Hist. patr. Monum. Chart.* t. II, col. 1339-1340, n° MDCCXCVII). — 16 juillet 1227: VII libras et IV solidos secusinorum, solidos XXX secusinorum, solidos XI reforciatorum (*Gabotto*, pp. 122-123, n° 93). — Septembre 1227: pro XXV libris novorum secusinorum (*Duc. Cart. d'Aoste*, pp. 238-239, n° 38). — Ivrea, 2 octobre 1228: (*Domenico Promis*. Monete dei reali di Savoia, t. 2, n° 4). — Oulx, 22 janvier 1229: octoginta et quinque libras bonorum denariorum secusiensium novorum et hoc nomine fidejussionis centum marcharum argenti (*Rivautea*, p. 113, n° 120, acte daté à tort par Promis de mars 1229, t. 2, p. 6). — Turin, 24 janvier 1229: libras CCC secusinorum novorum (*Gabotto*, pp. 133-138, n° 95). — Suse, 29 décembre 1229: quinque millia solidorum et XXVIII libras bonorum denariorum secusiensium novorum, inter sortem et expensas, et hoc nomine centum marcharum argenti (*Rivautea*, pp. 162-163, n° 194). — Suse, 20 avril 1230: (*Domenico Promis*. Monete dei reali di Savoia, t. 2, p. 4). — Suse, 28 septembre 1231: annuatim... solidos XII secusinorum veterum... libras C bonorum secusiensium novorum... (*Hist. patr. Monum. Chart.* t. I, col. 1317-1321, n° DCCCLXXXII; *Promis*, t. 2, p. 4). — Mars 1232: XII solidos veterum secusiensium annuales (*Duc. Cart. d'Aoste*, p. 244, n° 45). — Moirans, 2 août 1233 inféodation par le comte de Savoie: decem libras secusinorum (*Gabotto* pp. 150-151, n° 98). — 12 novembre 1334: solidos X denariorum bonorum secusinorum veterum (*Hist. patr. Monum. Chart.* t. II, col. 1389, n° MDCCCXVII). — Turin, 1234: (*Arch. de l'église de Turin: Promis*, t. 2, p. 4). — Turin, 18 novembre 1235: libras CCL secusinas (*Gabotto*, pp. 151-161, n° 100). — 1237: XX libras secusiensium novorum (*Duc. Cart. d'Aoste*, pp. 316-317, n° 112). — Pignerol, 25 novembre 1239: librarum C secusinorum bonorum novorum (*Gabotto*, pp. 163-171, n° 103). — Racconigi, 24 septembre 1240: precio librarum octo et solidorum quinque, medietatem secusiensium novorum et medietatem reforciatorum (*Hist. patr. Monum. Chart.* t. II, col. 1415-1417, n° MDCCCXLIV: acte omis par Promis).

Suse, 22 avril 1241: lettres du comte Amédée au mistral de Cham

béry: « pedagio condam domini Bertlionis de Cambariaco quod est tres denarii forcium (*Hist. patr. Monum. Chart. t. 2, col. 1426, n° MDCCCXLVIII*). — Turin 25 août 1241: libras decem bonorum secusiensium veterum (*Hist. patr. Monum. Chart. t. II, col. 1427-1428, n° MDCCCXLIX*). — 27 février 1243: solidos centum et quinque secusinorum novorum (*Gabotto pp. 171-172, n° 104*). — 30 mai 1244: libras XX bonorum secusinorum veterum (*Ibidem, pp. 174-175 n° 107*). — Pignerol, 31 janvier 1246: librarum centum secusinorum... libras mille bonorum denariorum secusinorum novorum (*Ibidem, pp. 181-188, n° 112*). — Saint-Jean-de-Maurienne 1^{er} juin 1247: Transaction entre l'évêque et le chapitre: « sub pena centum librarum bonorum forcium Secusie » (*Hist. patr. Monum. Chart. t. II, col. 1467-1470, n° MDCCCLXXIV*). — 29 août 1249: librarum XVI secusinorum bonorum (*Gabotto, pp. 195-196, n° 117*). — Turin, 21 novembre 1249: annuatim solidos decem bonorum secusiensium veterum (*Hist. patr. Monum. Chart. t. II, col. 1486-1488, n° MDCCCLXXXV*). — 21 novembre 1249: libras XIII bonorum secusiensium veterum (*Ibidem, t. II, col. 1488-1489, n° MDCCCLXXXVI*).

22 novembre 1249: librarum octo et solidorum quinque secusinorum bonorum novorum (*Gabotto, pp. 196-197, n° 118*). — Turin, 5 janvier 1251: libras trescentas et quinquaginta secuxiensium veterum (*Hist. patr. Monum. Chart. t. II, col. 1497-1498, n° MDCCCXIII*). — Saint-Jean-de-Maurienne, 15 septembre 1251: de sex marcis auri vel centum XX libras bonorum fortium de Secusia (*Hist. patr. Monum. Chart. t. II, col. 1503-1504, n° MDCCCXLVIII, acte omis par Promis*). — 25 avril 1253: V solidos secusinorum de censu (*Duc, Cart. d'Aoste, pp. 273-274, n° 79*). — Valesia, 2 avril 1254: centum solidos susinorum bonorum veterum (*Hist. patr. Monum. Chart. t. II, col. 1525, n° MDCCCCXI*). — Turin, 23 juin 1254: libras centum et XL secuxiensium... libras trescentas secuxiensium vel vianensium... (*Ibidem, col. 1526-1528, n° MDCCCCXII*). — Turin, 23 juin 1254: libras viginti et quinque vianensium... precio librarum trescentarum secuxiensium vel vianensium (*Ibidem, col. 1529-1531, n° MDCCCCXIII*).

12 janvier 1255: librarum VI et solidorum X secusinorum bonorum (*Gabotto, pp. 201-202, n° 122*). — 2 octobre 1255: librarum X et dimidiam (?) bonorum secusinorum (*Ibid., pp. 202-203, n° 123*). — 20 octobre 1255: solidos C et V secusinorum (*Ibid., pp. 203-206, n° 124*). — 25 octobre 1255: librarum XIII secusinorum bonorum (*Ibid., pp. 206-207, n° 125*). — Pignerol, 10 juin 1257, emprunts faits par le comte de Savoie: libras quinquagintas secusinas vel vianenses, libras quinquagintas ejusdem monetæ, libras quinquagintas imperialium, libras CC et L imperialium (*Ibid., pp. 207-208, n° 127*). — Pignerol, 24 septembre 1262, librarum XXX secusinorum bonorum (*Ibid., pp. 209-210, n° 129*). — 1 septembre 1264: libras XXI et solidos X secusinorum bonorum (*Ibid., pp. 210-211, n° 130*). — Moncalieri,

1^{er} juillet 1271: sub penâ XXV librarum secusinorum (*Ibidem*, t. II, col. 1640. n° MDCCCCLXX). — Moncalieri, 2 juillet 1271: X libris secusinorum (*Ibidem*, col. 1639, n° MDCCCCLXX).

1272: libras XVIII secusinorum bonorum (*Gabotto*, t. I, pp. 223-224 n° 141). — Turin, 20 août 1273 (Arch. de l'église de Turin: *Promis*, t. 2, p. 4). — 3 avril 1277: librarum XXVIII secusinorum (*Gabotto*, pp. 246-247, n° 156). — 19 janvier 1279: libras LX secusinorum (*Ibid.*, pp. 256-260, n° 162). — Pignerol, 20 juin 1280: libras CGLXXXV secusinorum bonorum (*Ibid.*, p. 263, n° 164). — 3 août 1295: solidos V secusinorum (*Ibid.*, pp. 280, n° 178). — 18 avril 1299: librarum XL secusinorum (*Ibid.*, pp. 285-286, n° 182).

* G. de Manteyer. La Provence, 1908, p. 181.

"Oulx, 1075: centum solidis nummorum pictaviensium (*Rivautella*, pp. 207-208, n° 268). — Pignerol, 17 décembre 1079: ex denariis bonis papiensibus libras CC (*Gabotto*, pp. 27-28, n° 19). — Turin, 22 avril 1083: penæ mille argenti denarios bonos, papienses libras centum (*Rivautella*, pp. 58-61, n° 57). — Oulx, 4 janvier 1088: reddat... viginti libras denariorum de Papia vel quadraginta pictaviensium (*Ibidem*, pp. 80-81, n° 84). — Pignerol, 27 février 1096: solidos decem pictaviensium vel quinque papiensium (*Gabotto*, pp. 38-40, n° 28). — Turin, avril 1098 (Archives de Saint-André de Turin; *Promis*, t. 2, p. 4, denari buoni papiensi). — [Turin, 20 septembre 1098]: sub censu duorum solidorum pictaviensium (*Rivautella*, pp. 139-140, n° 161, cf. pp. 31-32, n° 26). — Briançon, 1101: XVI denarios de Papia (*Ibidem*, pp. 196-197, n° 243). — Turin, décembre 1114 (Arch. de l'église de Turin; *Promis*, t. 2, p. 4: denari pictavini buoni). — Asti, 29 août 1123: libras XXXVIII denariorum bonorum papiensium medie monete (*Hist. patr. Monum.*, Chart. t. I, col. 753-754, n° CCCCLVII; *Promis*, t. 2, p. 4). — Césanne 23 mai 1132: dedit viginti et duas libras et dimidiam denariorum bonorum pictaviensium (*Rivautella*, p. 133, n° 149). — Asti, mai 1134: libras quatuor denarii mediane monete Papie (*Hist. patr. Monum.*, Chart. t. I, col. 770, n° CCCCLXX; *Promis*, t. 2, p. 4). — Avigliana, 9 janvier 1137: centum libras pictaviensis monetæ potestati persolvat (*Guichenon. Hist. de Savoie*, t. 2, p. 33; *Promis*, t. 2, p. 4).

A la fin du XII^e siècle, une once d'or équivalait à deux livres d'argent

20 mars 1096: auri optimi uncias viginti, argenti pondera quadraginta (*Gabotto*, pp. 40-42, n° 29).

* 1140: Précepte de Conrad: Astensibus... jus faciendi monetam in civitate Astensi donamus (*Quintinus Sella Codex Astensis* vol. II, pp. 72-73, n° 5; p. 97, n° 25; cf. n° 26, Romæ. Salviucci, 1880). — Asti, 26 mai 1156 (*Domenico Promis. Monete dei reali di Savoia*, t. 2, p. 4). — Asti, 5 mars 1159 (*Ibidem*, t. 2, p. 4: denari buoni astesi).

Le 8 mars 1147, à Suse, le comte Amédée, comme aussi, le 5 mars 1212, à Suse, le comte Thomas, stipulent un ban de 100 onces d'or

ou 200 livres d'argent (*Carlo Cipolla*. Le più antiche carte diplomatiche del monastero di San Giusto di Susa, pp. 103-109 et 111-115).

⁴⁶ Embrun, 7 juin 1118: centum solidis valentiniensis monetæ (*Rivautella*, p. 160, n° 189). — Oulx, 10 août 1137: CXL solidis denariorum bonorum, medietate valentinensium et medietate secusientium (*Ibidem*, p. 117, n° 125, *Promis*, t. 2, p. 4, date cet acte à tort de 1187). — Briançon, 6 août 1170: X libras valentinæ monetæ (*Ibidem* p. 147, n° 168).*

Un acte du Cartulaire d'Oulx, de la fin du XI^e siècle, mentionne: « X solidos denarierum viennensium » mais cet acte émane d'un archevêque de Vienne et concerne une église viennoise (*Rivautella*, p. 67, n° 66).

⁴⁷ Per soldi reforti o rinforzati intendevansi i Viennesi, i quali circa questi tempi furono battuti di miglior lega di quegli antichi (*Mulletti*, t. 2, 1829, p. 113, note 2).

Le nom de *forts* porté depuis 1183 en Piémont par les deniers de Suse indique, sans aucun doute, qu'ils sont considérés comme meilleurs. Deux actes du cartulaire de Saint-Victor de Marseille sont à rapprocher de cette expression et l'annoncent un siècle à l'avance. Le premier qui se passe à Marseille, vers 1062, stipule: vacas duas optimas et insuper solidos octo fortiori monete (*Guéraud*, n° 35). Le second, à Vaucluse, stipule: solidos duos... de denarios fortes (*Ibidem*, n° 1093).

Ces Marseillais voulaient, on le voit, ce qu'on pouvait trouver de mieux.

Pour les réforciaats, ils peuvent également être bons, mais ce n'est pas leur nom qui l'indique.

⁴⁸ Robella, 30 mai 1185: pro quatuor libris bonorum denariorum scilicet secusinorum et refortiatorum (*Rivautella*, p. 169, n° 203). — Saluces, juillet 1192, vente à la comtesse de Saluces. Alix: acceperunt a Domina comitissa C solidos reforciorum (*Ibidem*, pp. 173-174, n° 266; *Mulletti*, t. 2, pp. 113-114). — Saluces, 25 mai 1198, confirmation par Manfred II, marquis de Saluces: pro triginta libris bonorum denariorum refortiatorum (*Mulletti*, t. 2, pp. 126-127). — Racconigi, 12 décembre 1198: Don par Manfred, marquis de Saluces, aux hommes de Racconigi de cent muids de grain dont le tiers d'épeautre pour « octoginta libras denariorum bonorum reforciorum (*Hist. patr. Monum.*, Chart. t. 2, col. 1190-1191, n° MDCXCII).

Saluces, 4 avril 1216, obligation de la comtesse Alix, veuve du marquis Manfred II: pro DCC libris reforciorum (*Mulletti*, p. 207). — 18 juin 1224, paix entre la commune d'Asti et Manfred, marquis de Saluces: petebat a dicto Manfredo libras decem secusinorum seu reforciorum pro fodro de Salucis et libras. XXV reforciorum seu secusinorum pro fodro Romanixii (*Ibidem*, p. 251). — 16 juillet 1227: VII libras et IV solidos secusinorum... solidos XXX secusinorum... solidos XL reforcios (*Gabotto*, pp. 122-123, n° 93). — Saluces,

27 avril 1231, confirmation par les marquis de Busca: pro XV libris reforciatorum (*Rivautella*, pp. 171-173, n° 205; *Muletti*, t. 2, pp. 276-277). — 8 avril 1233: quindecim libras reforciatorum bonorum (*Ibidem*, p. 173, n° 205; *Mulcui*, p. 278; *Promis*, t. 2, p. 4, date cet acte de 1123, ce qui est une grave erreur; il a omis de lire la note de Rivautella, p. 171, n° 1). — Asti, janvier 1234, paix faite par la commune d'Asti entre l'évêque d'Asti, les marquis de Saluces et de Ceva: homines burgi Sancti Dalmatii qui habitant in Cuneo tribuant libras XXV januensium... marchionibus Ceve restituantur per homines Cunei libre XXIV januensium et solidi XII reforsaliorum (*Muletti*, t. 2, pp. 287-294). — 31 août 1240: Sentence entre les seigneurs de Morozzo et les communes de Coni et de Montereale: commune Cunei det... solidos LX reforciatos... » (*Hist. patr. Monum.*, Chart. t. II, col. 1413-1415, n° MDCCCXLI). — 24 septembre 1240: precio librarum octo et solidorum quinque, medietatem secuxiensium novorum et medietatem reforciatorum (*Ibidem*, col. 1415-1417, n° MDCCCXLIV).

14 janvier 1241: Traité de paix entre les communes d'Asti et d'Alba d'une part, celles de Coni, Mondovì Fossano et Savigliano, d'autre part: « homines Cunei... dent... libras sexaginta reforciatorum ductas in Asti et Alba... alias libras CL reforciatorum... » (*Hist. patr. Monum.*, Chart. t. 2, col. 1418-1425, n° MDCCCXLVII).

Fontana, 24 mars 1242, la commune d'Asti paie: libras centum astenses pro libris LXXX reforciatorum (*Quintinus Sella*, *Codex Astensis*, Romæ. Salicrucci, 1880, t. 3, p. 687, n° 666). — 21 février 1245: libras decem reforciatorum (*Hist. patr. Monum.*, Chart. t. II, col. 1449-1451, n° MDCCCLXI).

⁹ Loretto, 5 octobre 1125 (*Muletti*, t. II, pp. 20-34, t. I, pp. 429-430).

¹⁰ *Quintino Sella*, *Codex Astensis*, vol. I, pp. 75-87, 282-293. — *Cornelio Desimoni*. Sulle marche d'Italie e sulle loro diramazioni in marchesati. Lettere cinque al comm. Domenico Promis del Comm. Cornelio Desimoni. Seconda edizione accresciuta di altri studi dello stesso autore e corredata di alcune tavole genealogiche. Grand in-8° de 338 pp. (Estratto dagli Atti della Società Ligure di storia patria, vol. XXVIII, fasc. I, serie terza).

¹¹ Atelier de Chivasso (*Corpus nummorum italicorum*, vol. II, pp. 202-213 et, en particulier, les deux deniers de Manfred IV, datés de 1306, planche XXXVII, figure 10, 11).

Atelier de Casal (*Ibidem* pp. 97-199).

Atelier d'Incisa (*Ibidem*, pp. 293-294, et planche XXVII, fig. 3, 4).

Atelier de Carmagnola (*Ibidem*, pp. 55-97).

Atelier de Busca (*Ibidem*, pp. 50-51, et planche V, figure 21).

Atelier de Ceva (*Ibidem*, pp. 200-202, et planche XVII, figure 2).

Atelier de Cortemiglia (*Ibidem*, pp. 214-217, et planche XVIII, figure 18).

Atelier d'Alba (*Ibidem*, pp. 3-4, et planche I, figure 8).

¹² Capoue, 5 mai 1221: Fredericus... Manfredo marchioni Salucia-

rum... marchisatum sicut constringit comitatum Provincie et comitatum Delphinatus et comitatum Sabaudie et etiam marchisatum Montisfer-rati, videlicet picium Cunii, mons de Vitis, Sabiliani et omnes burgos et villas... cum advocatiis ecclesiarum, cum bataliis et torneis... cum monetâ bonâ et confestâ exercuendis... duximus concedendum (*Mu-letti*, t. 2, p. 230-231).

⁵⁹ 10 juin 1162: Fredericus... Henricum Guercium Savone marchi-onem investimus de hoc toto quod marchio Bonifacius pater ejus habuit, in civitate Savone et in marchia et in episcopatu... sive in castro et in civitate... et in communi et argentariis... (*Muletti*, t. I, pp. 378-379).

⁶⁰ *D. Promis*. Recherches sur deux monnaies sur lesquelles se trouve le mot Marsacona (*Revue Numismatique*, 1836, p. 348); cf. *Ibidem*, 1865, pp. 259-260. — *Engel et Serrure*, *Traité*, t. 2, p. 776. — Ces deniers s'accompagnent d'oboles (Collection Chaper n° 336, 337). Cette monnaie MARSAGONA du marquis de Savone dont le type doit remonter à 1136 est forcément antérieure à celle de la commune de Savone, au type de l'aigle couronné : + COMVNIS SAONE MONETA SAONE (*Napione*: Osservazioni intorno ad alcune antiche monete del Piemonte: Memorie dell'Accademia delle Scienze di Torino, t. XXI, *D. Promis*, t. I, p. 68).

M. le Comte Henri de Castellane, dont l'œil est si précis, l'expérience si grande, veut bien confirmer de son autorité le sentiment qui s'exprime ci-dessus. S'il veut bien me permettre de citer ici les termes de sa lettre du 7 février, voici son impression qui est très nette: « Il est évident que l'attribution de Promis à Marsanne n'est pas soutenable... Les monnaies sont incontestablement de style piémontais... Je ne connais que les reforciats institués plus tard en Provence. Il en fut peut-être frappé aussi à Coni par Charles d'Anjou, dont les deniers piémontais ont un revers identique (4 annelets cantonnent la croix) à celui des pièces à la légende MARSAGONA. Les documents que l'on possède sur Cuneo concernent Charles II et on a voulu y rattacher toutes les monnaies au nom de Charles que l'on connaît, mais je suis persuadé qu'une bonne partie de ces monnaies ont été frappées par Charles I^{er}, qui a aussi possédé Coni. »

La monnaie de Charles II a été ouverte à Coni en 1307 seulement et le denier piémontais dont le champ conserve au revers, selon la remarque si juste de M. de Castellane, le type des reforciats du XII^e siècle, est un 1/20 de gros (*Corpus nummorum italicorum*, volume II. Piemonte, Salviucci, 1911, p. 221, n° 9 et 10, planche XIX, fig. 13).

⁶¹ Borgo San Donnino, 1136: privilège de Turin, sauf les droits de l'empereur et comitis illius cui vicem nostram commiserimus (*Carutti*, p. 98, n° 270). Ce comte ne sera évidemment pas Amédée. — 1136: Lotharius... ingressus est terram Hamadam principis sue majestati contradicentis quem, destructis innumeris urbibus et locis munitis sub-jei sibi compulit (*Ann. Saxo*: Mon. Germ. hist. t. 5, p. 771; *Carutti*, pp. 98-99, n° 272).

¹¹⁴¹: *eam monetam januensem in suo statu firmiter honesteve retineant, ita videlicet ut tertiam argenti optimi et duas partes rami* (Engel et Serrure, *Traité* t. 2, p. 800). — C. Desimoni, *Tavola dei valori delle principali monete genevosi dal 1139 al 1804* (L. T. Belgrano, *Della vita privata dei Genovesi*, seconda edizione, Genova, 1875, pp. 514-515). — Guérard, *Ch. de Saint-Victor*, n° 56: *Ul. Chevalier*, *Saint-Chaffre*, n° 49.

¹¹⁴² 22 décembre 1142: *villam Savone, marchionatus Savone, in castro Saone* (Muletto, t. 2, pp. 28, 30, 33). — 1155: *marcha Saone*, (*Ibid.*, p. 45). — 10 juin 1162: *Savone marchionem* (*Ibid.*, t. I, p. 378). — 18 juin 1224: *a domino Henrico marchione de Sagona* (*Ibid.*, t. 2, p. 251).

¹¹⁴³ Guglielmo IV e Rainero del 1101 si professano figli del quondam Guglielmo III, surnomato di Ravenna, della patria come pare di Otta sua moglie... Nulla dunque di più naturale che il Guglielmo del 1101 sia quegli stesso che prese possesso nel 1085 de' suoi diritti marchionali di Savona prestando giuramenta e che l'omonimo padre di lui sia quegli stesso che avea fatto simile giuramento nel 1059 (*Desimoni*, p. 24). — 1085: *Giuramento di Guglielmo IV in Savona* (*Giulio di San Quintino*: Osservazioni critiche sopra alcuni particolari della Storia del Piemonte, et della Liguria, nei secoli XI e XII: *Memorie dell'Accademia delle Scienze di Torino*, vol. XIII, serie II, doc. IX, p. 49). — 1101: *Guglielmo IV e Rainero fanno donazioni alla chiesa di San Eusebio in Vercelli* (*Moriondo*. *Monumenta Aquensia*, Torino, 1789, y. I, p. 41). Cf. *Desimoni*, pp. 321, 322.

¹¹⁴⁴ Dominus Umbertus nobilissimus comes, qui cognominatus est Reinforcatus, dedit... (*S. Guichenon*. *Hist. de Savoie*, t. 2, p. 28). Ce nom de Reforciat se trouva porté en Provence au XIII^e siècle par des membres de la Maison d'Agout et aussi de la Maison de Castellane.

¹¹⁴⁵ 6 novembre 1156. Le comte de Canavese Guy reçoit « viginti libras denariorum segusinensium » (*Ferdinando Gabotto*. *Le carte dello archivio vescovile d'Ivrea*, t. I, Pinerolo, 1900, p. 18, n° 7). — 1156: *duodecim denariorum secusinorum* (*Ibidem* p. 19, n° 8). — Mars 1160: *XLII libris denariorum segusinensium* (*Ibidem*, p. 20, n° 9). — Février 1161: *Guy, évêque d'Ivrée, investit sous le cens de « denarios duos denariorum segusinensium »* (*Ibidem*, p. 22, n° 10). — 16 novembre 1176: *denarios duo denariorum bonorum segusinensium... solidos XX denariorum segusinensium* (*Ibidem*, pp. 25-26, n° 13). — Mars 1179: *X libras denariorum bonorum segusinensium* (*Ibidem*, p. 27, n° 14). — 1^{er} février 1180: *denarios quatuor denariorum segusinensium... libras sex denariorum segusinensium* (*Ibidem*, pp. 28-29, n° 15). — Janvier 1181: *XX libras segusinorum* (*Ibid.*, p. 31, n° 16). — 8 décembre 1183: *libris tribus denariorum secusinensium* (*Ibid.*, p. 33, n° 17). — 19 mai 1186: *libris XX segusinensium* (*Ibid.*, p. 34, n° 18). — 20 février 1187: *XII libras denariorum bonorum segusin-*

sium (*Ibid.*, p. 35, n° 19). — 15 avril 1187: X libras minus X solidos denariorum bonorum segusinensium (*Ibid.*, p. 36, n° 20). — Décembre 1192: denarios XII secusinorum, libras X et mediam denariorum bonorum segusinorum (*Ibid.*, pp. 37-38, n° 21). — Ivrée, 31 janvier 1193: sex denarios segusinensium (*Ibid.*, pp. 38-39, n° 22). — 12 mars 1194: libras XIII segusinorum (*Ibidem*, p. 40, n° 23). — 7 mai 1194: libras III segusinorum (*Ibid.*, p. 42, n° 25). — 27 juillet 1195: libras septem denariorum bonorum segusinorum (*Ibid.*, p. 47, n° 30). — Ivrée, 3 novembre 1195: solidos XL secusinensium (*Ib.*, p. 47, n° 31). — 25 juillet 1200. Transaction entre l'évêque et la commune d'Ivrée: « mille libras secusinorum » (*Ibid.*, p. 51, n° 33). — 9 mars 1203: libras XIII denariorum bonorum secusinorum (*Ibid.*, p. 54, n° 35). — 13 avril 1203: denarios tres secuxinos (*Ibid.*, p. 56, n° 36). — 25 avril 1204: mille librarum denariorum secusinensium (*Ibid.*, p. 58, n° 38). — 24 mars 1207: precii centum et VII libras denariorum secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 61, n° 42). — 21 août 1208: denarios decem secusinos (*Ibid.*, p. 66, n° 48). — 28 octobre 1208: libras VI denariorum bonorum segusinorum (*Ibid.*, p. 68, n° 49). — 7 novembre 1208: solidos X segusinorum... denariorum bonorum segusinorum, solidos XXX (*Ibid.*, p. 69, n° 50). — 21 janvier 1209: denarios VI segusinorum veterum (*Ibid.*, p. 71, n° 52). — 21 juin 1210: XII bonos segusinos, libras XVIII bonorum segusinorum veterum (*Ibid.*, p. 78, n° 56). — 1211: VI libras segusinorum veterum (*Ibid.*, p. 79, n° 57). — 1^{er} mai 1211: XL solidorum secusinorum, X libras et demidiam papiensium (*Ibid.*, p. 80, n° 58). — 30 octobre 1211: XL solidos secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 89, n° 61). — 8 février 1212: libras XII secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 90, n° 62). — Ivrée, 6-13 septembre 1212: XII denarios segusinorum veterum, decem libras secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 96-97, n° 66). — 20 janvier 1213: denariorum veterum secusinorum solidos XL (*Ibidem*, p. 98, n° 67). — 26 janvier 1213: X solidos secusinorum (*Ibid.*, p. 98, n° 68). — 28 février 1213: solidos XL segusinorum veterum (*Ibid.*, p. 99, n° 69). — 17 mai 1213: XXX libras denariorum bonorum secusinorum veterum, XII denarios minus (*Ibid.*, p. 103, n° 72). — 3 janvier 1214: XX solidos secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 106, n° 74). — 30 mai 1214: XVI solidos et dimidium secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 107, n° 76). — 20 juillet 1215: X solidos secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 109, n° 77). — 14-18 mai 1216: L libras denariorum bonorum veterum segusinorum (*Ibid.*, p. 111, n° 79). — 18 mai 1216: libris XLV papiensibus... XX libras segusinorum... denariorum bonorum veterum segusinorum libras L (*Ibid.*, p. 112-114, n° 80). — 21 avril 1217: duos denarios segusinorum (*Ibid.*, p. 115, n° 81). — 25 juin 1217: denariorum bonorum secusinorum veterum libras X (*Ibid.*, p. 116, n° 82). — 11 juillet 1217: duobus denariis segusinorum (*Ibid.*, p. 117, n° 83). — 28 août 1217: precio C solidorum segusinorum veterum (*Ibid.*, p. 119, n° 84). — 15 avril 1219: libras XXX et denarios XII secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 130,

n° 90). — 16 février 1220: XXV libras secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 132, n° 92). — 20 mai 1220: péage d'Ivrée: « XXV librarum secusinensium veterum » (*Ibid.*, p. 133, n° 93). — 13 septembre 1220: solidos XXX secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 136, n° 95). — 5 avril 1221: solidos II denariorum bonorum segusinorum (*Ibid.*, p. 138, n° 97). — 13 avril 1221: XVI denarios segusinos (*Ibid.*, p. 140, n° 99). — 2 septembre 1221: XX libras secusinorum (*Ibid.*, p. 142, n° 101). — 24 décembre 1221: X solidos segusinorum veterum (*Ibid.*, p. 144, n° 102). — 9 février 1224: XI solidos secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 152, n° 109). — 16 février 1224: XXV solidos secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 152, n° 109). — Ivree, 11 février 1224: libras XVII secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 153, n° 110). — 24 juillet 1225: solidos XIII et dimidium segusinorum veterum (*Ibid.*, p. 154, n° 111). — 27 août 1225: libras VII segusinorum veterum (*Ibid.*, p. 156, n° 112). — 6 décembre 1225: solidos XX denariorum bonorum segusinorum (*Ibid.*, p. 157, n° 113). — 6 février 1226: solidorum L et duo bonorum segusinorum veterum (*Ibid.*, p. 159, n° 114). — 6 mars 1227: solidos LXX secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 162, n° 116). — 1^{er} mai 1230: solidorum XX bonorum segusinorum veterum (*Ibid.*, p. 169, n° 122). — 28 février 1231: denarios XII segusinorum bonorum veterum (*Ibid.*, p. 172, n° 124). — 7 avril 1231: VIII segusinorum veterum (*Ibid.*, p. 173, n° 125). — 9 novembre 1231: libras X bonorum segusinorum veterum (*Ibid.*, p. 176, n° 127). — 4 janvier 1232: solidos XV segusinorum (*Ibid.*, p. 177, n° 128). — 26-27 août 1232: L libras secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 179, n° 129). — 9 février 1233: XXV solidos segusinorum (*Ibid.*, p. 182, n° 130). — 4 juin 1233: librarum XI et solidorum III segusinorum (*Ibid.*, p. 187, n° 123). — 9 avril 1234: denarios XII segusinorum (*Ibid.*, p. 195, n° 139). — 26 octobre 1234: denarios VIII segusinorum (*Ibid.*, p. 196, n° 140). — 6 mai 1235: solidos III segusinorum bonorum veterum (*Ibid.*, p. 202, n° 144). — 10 juillet 1235: segusinorum bonorum libras C et X (*Ibid.*, p. 203, n° 145). — 6-7 février 1237: solidos LX secusinorum bonorum veterum (*Ibid.*, p. 210, n° 153). — 12 juin 1237: denarios VI segusinos (*Ibid.*, p. 212, n° 156). — 12 septembre 1238: solidos XV bonorum segusinorum (*Ibid.*, p. 221, n° 160). — 5 octobre 1238: XXV librarum segusinensium (*Ibid.*, p. 222, n° 161). — 30 novembre 1238: solidos XXV bonorum segusinorum (*Ibid.*, p. 223, n° 162). — 18 mars 1239: solido: C segusinorum (*Ibid.*, p. 225, n° 164). — 24 avril 1239: solidos XII segusinorum... solidos III bonorum segusinorum (*Ibid.*, p. 226, n° 165). — 21 mai 1239: precio XXX et VIII librarum et medie bonorum segusinorum (*Ibid.*, p. 231, n° 168). — 19-20 septembre 1239: solidos X secusinorum (*Ibid.*, p. 234, n° 169). — 3-7 mars 1240: I librarum segusinensium (*Ibid.*, p. 235, n° 170). — 2 mai 1240: solidos X secusinorum (*Ibid.*, p. 237, n° 171). — 22 février 1241: solidos III secusinorum veterum (*Ibid.*, p. 242, n° 175). — 11 juin 1241: XII denarios segusinorum (*Ibid.*, p. 243, n° 176). — 11-28 mars 1243:

solidos V secusinarum libras XV, secusinarum (*Ibid.*, pp. 245-246, n° 178). — 1^{er} mai 1243: XXX librarum segusinorum (*Ibid.*, p. 248, n° 179). — 8 janvier 1245: libras L secusinarum (*Ibid.*, p. 256, n° 184). — 12 mars 1245: solidos II segusinorum (*Ibid.*, p. 257, n° 185). — 27-28 juillet 1246: II segusinos (*Ibid.*, p. 257, n° 186). — 6 décembre 1246: solidos XXXVII secusinarum (*Ibid.*, p. 263, n° 188). — 26 décembre 1246: denarios X segusinos (*Ibid.*, p. 264, n° 189). — 30 décembre 1246: solidos V segusinorum (*Ibid.*, p. 265, n° 190). — 8 décembre 1247: solidos V segusinorum bonorum (*Ibid.*, p. 267, n° 192. M. Gabotto note avec soin que le scribe, après avoir écrit *solidos V denariorum segusinorum bonorum*, a biffé le mot *denariorum*). — 23-28 février, 1^{er}-5 mars, 1^{er} avril, 17 mai 1248: solidis XV secusinarum... solidis IIII secusinarum... solidis IX secusinarum (*Ibid.*, p. 270, n° 194). — 6 mars 1249: solidos V segusinorum (*Ibid.*, p. 274, n° 196). — 9 mars 1249: libras X segusinorum (*Ibid.*, p. 276, n° 198). — 18-21 avril 1249: LXV libras segusinorum (*Ibid.*, p. 277, n° 199). — 4 avril 1250: VI segusinos (*Ibid.*, p. 282, n° 203). — 27-28 juillet 1250: XIIII librarum segusinorum (*Ibid.*, p. 284, n° 206). — 12 octobre 1250: librarum X et solidorum XVIII secusinarum (*Ibid.*, p. 300, n° 208). — 9 mai 1251: libras LX segusinorum (*Ibid.*, p. 312, n° 213). — 17 décembre 1251: librarum LXXX segusinensium (*Ibid.*, p. 317, n° 216). — 18 août 1252: solidos X secusinarum (*Ibid.*, p. 320, n° 220). — 15 octobre 1252: LX solidorum secusinarum veterum (*Ibid.*, p. 322, n° 222). — 22 décembre 1253: libras L secusinarum... (*Ibid.*, p. 331, n° 230). — 6 mai 1254: solidorum LX secusinarum (*Ibid.*, p. 338, n° 235). — 21 mai 1255: denarios XX secusinos... solidos V secusinarum... solidos X et denarios VIII secusinarum... solidos II secusinarum (*Ibid.*, p. 347, n° 244). — 12 octobre, 23 novembre 1255: librarum X segusinensium (*Ibid.*, p. 353, n° 248). — 26-27 novembre 1255: libras V et solidos V segusinorum (*Ibid.*, p. 354, n° 249). — 15-16 novembre 1255: libras XX secusinarum (*Ibid.*, p. 357, n° 251). — 25-26 novembre 1255: denarios XX secusinarum bonorum (*Ibid.*, p. 358, n° 252). — 6 avril 1256: solidos XXV secusinarum (*Ibid.*, p. 362, n° 257). — 10-11 avril 1256: librarum XII segusinensium (*Ibid.*, p. 364, n° 259). — 23 avril 1256: LVII solidorum secusinarum (*Ibid.*, p. 365, n° 261). — 18-19 juin 1256: libras VIII secusinarum (*Ibid.*, p. 367, n° 263). — 18-19 décembre 1256: denarios XII segusinorum bonorum, solidos C bonorum segusinorum (*Ibid.*, pp. 367-368, n° 264). — 30-31 janvier 1257: denarios VI secusinos (*Ibid.*, p. 371, n° 267). — 11 février 1257: librarum XI secusinarum (*Ibid.*, p. 372, n° 268). — 2 mars 1257: libras VI bonorum segusinorum (*Ibid.*, p. 373, n° 269). — 15 mai 1257: l'évêque d'Ivrée reçoit: « solidos C segusinorum » (*Ibid.*, p. 376, n° 273). — 20 mai 1257: le même reçoit: « solidos XV segusinorum » (*Ibid.*, p. 377, n° 274). — 19-20 janvier, 2 février 1258: solidorum II segusinorum (*Ibid.*, p. 388, n° 282).

“ 22 août 1235: XII denarios pictavinos (*Ibidem*, p. 207, n° 149).

⁶² 2 juillet 1247: LX libris imperialium (*Ibid.*, p. 265, n° 191). — 22 mai 1256: solidos XXV imperialium (*Ibid.*, p. 366, n° 262). — 31 mars 1257: solidos LV imperialium (*Ibid.*, p. 373, n° 270). — 5 juin 1257: libras XXVIII imperialium (*Ibid.*, p. 379, n° 276).

⁶³ Voir les deux tarifs du péage d'Ivrée, le 1^{er} du 20 mai 1220, qui stipule les secusins vieux (*Ibid.*, p. 133, n° 93), le deuxième du 16 août 1257 (*Ibid.*, pp. 379-381, n° 277) qui stipule, pour les paiements des marchands qui passent, la monnaie du pays d'où ils viennent, celle de Tours pour les Français, les sterlings pour les Anglais et Ecossais, les deniers de Cologne pour les Allemands. Ce tarif laisse indécise la monnaie d'Ivrée: il ne nomme plus les sécusins. Chaque perroquet paie 6 deniers et chaque singe, 12: c'est qu'ils venaient de loin.

⁶⁴ Ivree 29 octobre 1257: pro censu... annuatim solidos III illius monete que curet... pro tempore, pro imperialibus in civitate Yporegie (*Ibid.*, p. 382, n° 279). — Ivree, 13 septembre 1257* (*Ibid.*, p. 382, n° 278).

⁶⁵ André Perrin. Musée de Chambéry. Catalogue du médaillier de Savoie, Chambéry, 1882, p. 110.

Atelier de Suse, Pierre II, 1 denier (*Corpus nummorum italicorum*, volume II, Piemonte, Sardegna, zecche d'oltremonti di Casa Savoia. Roma, Salviucci, 1911, p. 390 et planche XXXVII, figure 12). — Amédée III, 18 deniers et 1 obole, (*Ibid.*, pp. 392-304 et planche XXXVII, figures 16, 17, 18, 19). — Humbert IV: 24 deniers et 1 obole. (*Ibid.*, pp. 390-392 et 394-395, pl. XXXVII, fig. 13, 14, 15, 20, 21). — Thomas: 1 denier (*Ibidem*, p. 395 et planche XXXVII, fig. 22).

⁶⁶ M. le Dr Ladé a d'abord étudié 68 deniers de Suse du règne d'Amédée III provenant, semble-t-il, d'une seule trouvaille. Il y a reconnu, en tenant compte des différences de facture dans les grénétis, 14 variétés, dont 8 pour les deniers barbares, et 6 pour ceux de beau style (*Dr A. Ladé. Note sur quelques deniers sécusins d'Amédée III, comte de Savoie: Bulletin de la Société Suisse de Numismatique*, 1891, p. 209). — Trois ans plus tard, il est revenu sur ce monnayage dans l'ouvrage suivant: *Dr A. Ladé, Contribution à la numismatique des comtes de Savoie*. Genève, L. F. Jarrys, 1894 (Extrait de la même Revue).

Sur les 130 deniers actuels, un seul provient du département des Hautes-Alpes; acquis le 12 août 1902 de M. Meynaud, il a été trouvé à Chaumiane. Un autre provient de la collection Meyer (19 juin 1902): il est fourré. Un troisième, en cuivre, a été rencontré chez MM. Rollin et Feuadent (14 janvier 1903). Dix-sept deniers, dont cinq en cuivre, proviennent de la collection Ladé (20 août 1906). Cent-dix deniers, dont un en cuivre, proviennent de la collection Stroehlin, de Genève (23 novembre 1909).

Voici la provenance des 14 deniers de Humbert IV. Le premier est celui de la Collection Meyer (19 juin 1902); huit proviennent de la

collection Ladé (20 août 1906); un de M. Gustave Vellein, de Grenoble (24 juin 1907) et quatre de la collection Renouvier (31 janvier 1912).

Ces 145 pièces ont été pesées, du 12 au 15 septembre 1917, à Paris, par M. Louis Gardelle, 11, rue Thouin, sur l'une de ses balances de haute précision à pesées rapides, sensibles au dixième de milligramme.

⁶⁷ B. Guérard. Cartulaire de l'abbaye de Saint-Victor de Marseille, Paris, 1857, n^{os} 172, 166, 194.

⁶⁸ *Ibidem*, n^{os} 51, 544, 53, 692, 218, 87, 88, 36, 39, 42, 50, 67, 84, 95, 302, 305, 331, 472, 474, 545, 565, 663, 664.

⁶⁹ *Ibidem*, n^{os} 153 (Arles, 1^{er} juillet 1055: de denarios melgoirosos solidos centum obtimos), 162 (Arles, 27 mars 1067/8), 138 (22 octobre 1093), 143 (24 août 1096), 144 (14 août 1097), 181, 191, 326, 341 (Aix), 813 (Mevouillon), 1076, 1091, 1096, 1099, 969, 481, 952, 953 (Aix, décembre 1194).

⁷⁰ *Ibidem*, n^{os} 734 (Gap, 21 mars 1115), 735 (26 août 1129).

⁷¹ *Ibidem*, n^{os} 988 (Embrun, 1218), 922 (Gigors, 27 octobre 1234), 993 (Gigors, 19 avril 1235), 1128 (Montguers, 21 et 29 janvier 1249/50).

⁷² Le cartulaire de Domène mentionne bien la monnaie viennoise (Comte Charles de Montcynard, Cartulaire de Domena, Lyon, 1859, n^{os} 80, 167, 238 § 2), mais un paiement, sous le pontificat de Grégoire VII, se fait en stipulant la meilleure monnaie qu'on puisse avoir (n^o 163): enfin, les valentinois paraissent au début du XI^e siècle (n^{os} 24, 154, 165, 166, 235 § 2).

Gap, 23 juillet 1126: CXL solidos valentinensis monete (*Paul Guillaume*, Chartes de Durbon, n^o 6). — 1156: CCCX solidis valentinensis integre monete (*Ibid.*, n^o 39). — 1166: CC solidos viennensis integre monete (*Ibid.*, n^o 51).

Voir plus haut, la note 46 montrant encore les valentinois à Embrun, en 1118 et à Briançon jusqu'en 1170.

⁷³ Henri Moris, Edmond Blanc. Cartulaire de l'abbaye de Lérins, Paris, Champion 1883, n^{os} CCXXXIX (Châteaurenard, mars 1096), CCXIII (Riez, 5 mai 1096), CCXLII (1109), CCLI (Arles, mai 1110), CCLXX (1119), XXXIII (Vintimille, 18 juillet 1141), CCCII (Fréjus, 1162), LXV, LXXXVIII, CCIII, CCIV.

Baron du Roure, Histoire de Montmajour (Revue hist. de Provence, 1^{re} année, Aix, 1890-1891): Avignon 1096-1107 (p. 198), 30 août 1097 (p. 199), 1136 (pp. 247-248), janvier 1167 (p. 255).

⁷⁴ Albanès, Gallia christiana novissima: Arles, n^o 2512 (1054?), n^o 405 (octobre 1059), 353 (1057), 433 (1078?), 488 (août 1118), 509 (11 juillet 1126), 516 (19 octobre 1129), 532 (octobre 1137), 543 (1142), 544 (1143), 552 (28 mars 1144), 558 (1150), 596 (mars 1159), 598 (1159), 611 (6 juin 1166), 626 (1173), 632 (Arles, août 1177: établissement d'un atelier comtal, dont l'évêque recevra le 1/10^e), 635 (1178), 635 (15 juin 1178), 646 (30 mai 1180), 660 (août 1186).

Gènes, 26 septembre 1158: libras novem mirgorenses pro triginta

sex bisanciis (*Hist. patr. Monum.*, Chart. t. II, col. 554-555, n° DCCXVIII). — Gênes, 23 avril 1160: libras quinquaginta quatuor et solidos sex mirgorensium (*Ibidem*, col. 638, n° DCCCLVIII). — Gênes, 20 août 1160: libras centum sexaginta septem minus terza mirgorensis... bisancias centum (*Ibidem*, col. 689, n° DCCCLV). — Gênes, 4 mai 1162. — cepi... libras quinquaginta denariorum januensium, pro quibus promitto solvere... mirgorenses sicut comprehendunt ad trodecenos et medium infra quindecim dies postquam Montem pesulanum iveris et pignus meum detuleris hoc est librarum triginta duarum safrani, lucensium librarum sex solidorum quinque, morlanorum solidorum sexdecim minus denario uno et dimidio infortiatorum, engolismorum et valencianorum librarum octo. Si hoc non fecero, pignus vendas (*Hist. patr. Monum.*, Chart. t. 2, col. 798-799, n° MCLXI). — Gênes, 10 septembre 1163: libras quinquaginta mirgorensium (*Ibidem*, col. 882-883, n° MCCCIX). — Gênes, 25 janvier 1164: habeo in Provincia libras quatercentas mirgorensium (*Ibidem*, col. 911, n° MCCCXLV). — Gênes, 7 août 1164: libras LXXIV mirgorensium... libras LV mirgorensium... bisancias CLX... bisancias XI, (*Ibid.*, col. 974, n° MCCCCLXXXI).

¹⁵ *Raimundi de Aguilers*, Historia Francorum cap. XVI (*Recueil des historiens des croisades. Historiens occidentaux*, t. III, Paris, 1866, p. 278). L'éditeur se demande s'il ne faut pas interpréter *Luccenses* par *Lochienses*: Loches aurait été l'atelier monétaire des comtes d'Anjou. En réalité, les comtes d'Anjou ont frappé à Angers et on ne connaît qu'un seul spécimen de denier du XI^e siècle frappé à Loches (*Engel et Serrure*, Traité de numismatique du moyen-âge, t. 2, Paris, Leroux, 1894, p. 394).

¹⁶ *Emile Bonnet*. Des variations de valeur de la monnaie melgorienne (Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Bulletin archéologique du comité des travaux historiques et scientifiques, année 1903, Paris, Impr. nat., 1903, pp. 490-514).

L'auteur de cet intéressant mémoire, par erreur, fait apparaître seulement la monnaie melgorienne vers 1050. Il suffit d'ouvrir le cartulaire de Nîmes, pour l'y rencontrer dès le mois de janvier 988: pro CLXX et VI solidos de denarios de Melgorii obtimos (*Eug. Germer-Durand*. Cartulaire du chapitre de l'église Cathédrale de Nîmes. Nîmes, 1874, pp. 135-137, n° LXXXIV). Poey d'Avant la cite dès 946. Le 9 juin 1097, elle était à huit douzièmes de fin, comme aloi; le 9 mai 1125, à cinq douzièmes, moins 1/24, c'est-à-dire à trois huitièmes de fin, et comme poids, de 14 deniers à l'once; en avril 1130, elle tombe à 4 douzièmes.

¹⁷ *André Perrin*. Musée départemental de Chambéry. Catalogue du médaillier de Savoie. Chambéry, librairie André Perrin, 1882, pp. 106-107, n° 4, p. 107, n° 5.

¹⁸ *Dr A. Laddé*. Contribution à la numismatique des comtes de Savoie (monnaies inédites, rarissimes ou mal attribuées). Genève, impr. L.-F. Jarrys, rue de la Treille, 4, 1894, p. 6, n° 2.

⁷⁰ D^r A. Ladé. Contribution à la numismatique des comtes de Savoie. Genève, 1894, p. 21, n° 10.

Suse, 30 septembre 1174 (*Domenico Carutti*. Regesta Comitum Sabaudia, Torino, Bocca, MDCCCLXXXIX, p. 122, n° 336, 337; pp. 127-128 n° 348, 349).

⁸⁰ Acquis le 20 août 1906 par le très obligeant intermédiaire de M. Jules Florange, il provient de la collection du D^r Ladé, qui, paraît-il, avait trouvé lui-même cette pièce importante, à Paris, chez MM. Rollin et Feuardent.

⁸¹ Piccole borgatelle si seguono giacenti fra i prati Money, Artale, Carre... (*G. Bobba*, e *L. Vaccarone*. Guida delle Alpi Occidentali, vol. II: Graie et Pennine, parte seconda; le Valli di Aosta, di Biella, della Sesia et dell'Ossola. Sezione prima: da Torino a Courmayeur, Champorcher, Cogne, valli minori della Dora Baltea, Valsavaranche. Rhême: Pubblicazione della Sezione di Torino, del Club Alpino italiano, 1896, p. 148, avec la carte: Alte Alpi Graie: Grand Paradiso, Levanna Rutor, Æmilium, Cerevole, Aosta, Pré S. Didier, Scala di 1: 100 000). Money cité p. 148, n'est pas porté sur la carte.

⁸² Ego Anselmus... episcopus Augustensis ecclesie et comes... (*G. de Manteyer*. Les Origines, 1899, p. 30).

⁸³ Donat domnus Ubertus comes de terra de suo comitatu... per manum Bavoni qui est advocatus de vice comitatu... (*Ibid.*, pp. 26-27).

Il y avait ou on pensait, tout au moins, pouvoir trouver des mines de plomb argentifère dans le Val d'Aoste, car un acte subsiste du comte Humbert IV, concédant à Arnoux, évêque d'Aoste, la moitié de celles qui se rencontreront en terre d'église, sauf le 1/5 qui doit en revenir au vicomte: « medietatem argentarie, excepta quintâ parte vice comitis si in ettra ecclesie inventa fuerit aliaque privilegia que ad argentarias fodinas spectant concedit (*Carutti*, Regesta, p. 114, n° 310). D'autre part, la Maison de Savoie a frappé monnaie, de 1338 à 1400, à Donnaz sous Bard (*Corpus nummorum italicorum*, vol. II, p. 276).

⁸⁴ *Vincenzo Promis*. Monete di zecche italiane inedite o corrette, Memoria quarta, Torino 1882, in-8°, pl. I, n° I. Trompé par l'erreur de Promis, le *Corpus nummorum italicorum* a placé naturellement cette pièce à l'atelier de Suse (*Volume II*, 1911, p. 392, n° 1 et planche XXXVII, figure 16).

⁸⁵ Turin, jeudi 16 janvier [1147] (*Carutti*, p. 94, n° 256). — Suse, 8 mars 1147 (*Carlo Cipolla*. Le più antiche carte diplomatiche del monastero di San Giusto di Susa; Bullettino dell'Istituto storico italiano, n° 18, Roma, Lincei, 1896, pp. 103-109; *Carutti*, *Ibidem*, pp. 105-106, n° 294). — Aoste, 1147 (*Ibidem*, p. 106, n° 295). — Nicosie, 30 mars 1148, (*Ibidem*, p. 107, n° 297). — 6 mars ou 27 novembre 1150 (*Ibidem*, p. 111, n° 303 et 304).

⁸⁶ 1157 (*Carutti*, pp. 116-117, n° 319). — 25 janvier 1159 (*Ibid.*, p. 117, n° 322).

* Lodi, 18-30 juin 1161 (*Ulysse Chevalier*. Diplomatie de Bourgogne, pp. 76-77, pièces annexes, n° XI).

* Recueil des Historiens des Gaules, t. XVI, 1814, p. 70, n° 220.

* 1168 (*Carutti*, pp. 122-123, n° 336, 337).

* 1173 (*Ibidem*, p. 125, n° 344 : pp. 126-127, n° 346).

* 29 septembre 1174 (*Carutti*, pp. 127-128, n° 348, 349). — Roveredo, 28 mars 1175 (*Ibidem*, p. 129, n° 352). — Montebello, 16 avril 1175 (*Ibidem*, p. 128, n° 351). — 29 mai 1176 (*Ibidem*, pp. 129-130, n° 354).

* 26 juin 1178 (*Carutti*, p. 130, n° 356).

* L'abbé M. Gremaud. Documents relatifs à l'histoire du Vallais, t. I (300-1255). Lausanne, Georges Bridel, pp. 109-111, n° 160 (*Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, tome XXIX).

* 1183 (*Carutti*, p. 131, n° 359 ; p. 132, n° 361). — 1184 (*Ibid.*, pp. 132-133, n° 363 ; p. 132, n° 362 ; p. 133, n° 364). — 1185 (*Ibid.*, p. 133, n° 365). — 1186 (*Ibidem*, p. 134, n° 366). — 1187 (*Ibidem*, p. 134, n° 367, 368). — 4 mars 1189 (*Ibidem*, p. 135, n° 369).

* Bâle, 7 mai 1189 : Cum Humbertus quondam Sabaudie comes manifestus hostis imperii, propter suorum multitudinem excessuum et precipue quod allodia et bona episcopo et episcopio ecclesie sancti Johannis in Taurino ex antiquâ fidelium donacione collata violenter abstulerat et ad frequentem serenissimi patris nostri Friderici Romanorum imperatoris et semper Augusti, amonicionem et nostram incorrigibilis et contumax extiterat, tandem plurimis edictis eciam peremptoriis citatus contumaciter absens venire contempsit. Nos universa allodia et feoda que ipse infra fines Romani imperii possidebat observato omnimode ordine judiciario et per justam principum imperii sententiam et parium quorum abjudicavimus, et cum secundum justiciam condemnatum perpetuo imperii banno subicimus. In qua condemnatione diem clausit extremum (*J. Gremaud*. Documents relatifs à l'Histoire du Vallais, t. I, pp. 122-125, n° 176).

* S. Guichenon. Histoire généalogique de la royale maison de Savoie, t. 2, preuves, pp. 40-41.

Les deux ateliers de Sion et de Saint-Maurice ont fonctionné dès l'époque franque. Pour Sion, notamment, on a, sous les yeux, un tiers de sou frappé au nom de Justinien (527-566), du poids de 1 gr. 3940, et portant au revers avec une étoile à six rais, et les lettres CON dans le champ, les lettres SID à rebours en exergue, c'est-à-dire SIDuno (acquis le 21 mai 1909 de M. Florange).

Pour Saint-Maurice, on a également le tiers de sou suivant : +ACAVNO FIT : et, au revers : +GHISONE MVNITAVR (acquis le 29 septembre 1919 de M. Platt).

Dès l'époque franque, outre ACAVNO, se relève la légende SCI MAVRICI (*Engel et Serrure*, Traité, t. I, p. 143).

A la fin de l'époque carolingienne, remonte sans doute la bractéate uniface que voici, en laiton argenté, du module de 24 mm. et pesant

1 gr. 08075, acquise le 1^{er} février 1912 de la collection Renouvier : +RCIVACUNE. Cette légende qui est à rebours, doit se lire : *Regalis CIVitas ACVNensis*.

On peut attribuer cette pièce à Rodolphe I (888-912).

⁹⁷ *Ibidem*, pp. 38-39 et 40.

⁹⁸ *Ibidem*, pp. 41-42.

⁹⁹ 1^{er} juillet 1237 : centum solidos honorum maurisiensium (*Luigi Cibrario* et *Domenico Casimiro Promis*, Documenti, sigilli et monete appartenenti alla storia della monarchia di Savoia. Torino, dalla Stamperia reale. MDCCCXXXIII. Documenti, pp. 137-138). — Torino, septembre 1257 : XXV libras maurisiensium (*Ibidem*, p. 199).

¹⁰⁰ *Paul Strochlin*. Denier inédit au nom de Saint Maurice, (*Catalogue* n° 5, mai 1895, Genève, 5, rue des Granges).

¹⁰¹ Latran, 18 décembre 1243. Mandement d'Innocent IV à Amédée IV, à l'église d'Aoste et l'archevêque de Tarentaise : « Augustensis ecclesia quæ pastoris caret solatio in medio nationis perversæ posita usque adeo per vicinorum malitiam et potentiam est concussa » (*Elie Berger*, Registres d'Innocent IV, t. I, p. 60, n° 341 ; *Carutti*, p. 248, n° 708). — Gênes, 9 juin 1251 : mandement d'Innocent IV à l'archevêque de Vienne et à l'évêque de Grenoble : « de nobili viro... Comite Sabaudie justiore et vehementiore materiam romano pontifici indignationis et admirationis proebuit (*Elie Berger*, *Ibidem*, t. II, n° 5343 ; *Carutti*, pp. 294-295, n° 859). — 1251 : papa recessurus a Janua quosdam nobiles quos, in die coenæ horribiliter excommunicaverat, ad pacem Ecclesiæ, missis pacificis nunciis ac solennibus, studet revocare. Quorum unus fuit Thomas de Sabaudia cui neptem suam matrimonio satagebat copulare... Tante nempe virtutis fuerant illæ sacræ nuptiæ ut de filio iræ filius fieret gratiæ et vas electionis (*Mathieu Paris*, *Historia major*, p. 825 ; *Carutti*, p. 296, n° 761).

¹⁰² *Carutti*, p. 258, n° 742.

¹⁰³ *Ibidem*, p. 260, n° 755. — *Ibidem*, pp. 265-266, n° 765. — Crémone, 8 mai 1247 (*Ibidem*, p. 266, n° 767).

¹⁰⁴ Verceil, 8 septembre 1248 (*Carutti*, p. 272, n° 790). — Verceil, novembre 1248 (*Ibidem*, pp. 274, n° 794, 795, 796 ; pp. 274-275, n° 797 ; p. 275, n° 798, 799, 800, 801, 802 ; p. 276-277, n° 803).

¹⁰⁵ Verceil, décembre 1248 (*Carutti* p. 277, n° 804, 805).

¹⁰⁶ Bénévent, 21 juin 1249 (*Carutti*, p. 281, n° 817 et 816).

Manfred était le fils de Frédéric II et de Bianca Lancia (1226-1241), née de Manfred Lancia, marquis de Busca, comte de Loréto (1160-1215) ; l'empereur finit par épouser sa maîtresse. Leur fils devait, à défaut du royaume d'Arles, devenir roi de Naples et de Sicile (+1266) : il n'eut lui-même qu'un enfant, le célèbre Conradin décapité à Naples, en 1268.

¹⁰⁷ Utrecht, 22 mai 1252 (*Carutti*, pp. 305-306, n° 890 ; p. 306, n° 891, 892, 893 ; pp. 306-307 n° 894 ; p. 307, n° 895, 896, 897 ;

pp. 307-308, n° 898; p. 308 n° 899). — Pérouse, 28 janvier 1253 (*Carutti*, p. 314, n° 919).

¹⁰⁰ Moirans, 2 août 1233: cet acte est passé en Viennois et il concerne le maréchal de Dauphiné Aubert Auruce, mais le comte de Savoie lui inféode des biens sis au-delà des Alpes et, par conséquent, la monnaie de Suse y est naturelle: le fief concédé devra servir une rente « decem librarum seuxinorum » (*Carutti*, p. 329, n° 951). — Avigliana, 26 octobre 1235: précieux librarum quinquaginta quinque bonorum secusinorum novorum (*Ibidem*, p. 331, n° 956). — Val d'Aoste, 3 juillet 1237: decem et septem milia solidos secusinorum novorum (*Ibidem*, p. 333, n° 949). — Suse, 22 avril 1241: tres denarii fortium (*Ibidem*, p. 228, n° 640). — Avigliana, 7 mars 1242: triginta tria milia solidos bonæ monetæ secusinorum novorum (*Ibidem*, pp. 335-336, n° 965, et p. 236, n° 670). — Pignerol, vendredi 6-13-20-27 février 1243, indication 1: solidos centum et quinque secusinorum novorum (*Ibidem*, pp. 244-245, n° 697). — Avigliana, 9 juin 1245: pro pretia quindecim millia solidorum bonorum Secusiz novorum (*Ibidem*, p. 337, n° 969). — Pignerol, 31 janvier 1246: libras mille bonorum denariorum secusiensium (*Ibidem*, pp. 261-262, n° 753).

¹⁰¹ Chambéry, 16 juillet 1233: investiture de la terre de Chambéry par le comte « sub annua pensione XXV librarum fortium Secusiz » (*Ibidem*, p. 328, n° 950). — Chambéry, 24 février 1234: vente par le comte de sa terre depuis la Leisse jusqu'au Nivolet, pour 4.000 sous de forts secusins (*Ibidem*, pp. 200-201, n° 548). Le texte, connu seulement par une transcription de 1708, contient une bévue évidente par la faute de son copiste. Il faut au lieu de *solidorum fortium excutolatorum* rétablir *solidorum fortium secusinorum*. Les « excucellés » ne se frappaient pas encore alors). — Chambéry, 28 juillet 1235: don en emphytéose par le comte de la leyde du bourg neuf de Chambéry sous la rente de « sexaginta solidis fortium » avec un prix d'achat également de 60 sous (*Ibidem*, p. 330, n° 954). — Chambéry, 28 juillet 1235: vente du quart de la leyde de Chambéry « pro pretio LXVII librarum fortium secusinorum ». La femme du vendeur reçoit 40 sous de forts (*Ibidem*, p. 331, n° 955). — Chambéry, 29 mai 1238: le comte, pour la construction d'une halle de marché public qu'il concède à Loche reçoit « viginti quinque libras fortium » (*Ibidem*, p. 334, n° 962).

¹⁰² 1^{er} août 1241: pro praetio octuagintarum librarum viennensium bonorum... item... quadraginta libras viennensium... in redditibus (*Ibidem*, p. 231, n° 653).

¹⁰³ S. Guichenon. Histoire de la Maison de Savoie, t. 2, pp. 97-99; *Carutti*, pp. 271-272, n° 788.

¹⁰⁴ *Carutti*, p. 303, n° 884.

¹⁰⁵ S. Guichenon, t. 2, pp. 69-70.

16 février 1254: sentence arbitrale de Jean, archevêque de Vienne, Aymon, évêque de Maurienne, Jean, évêque de Belley sur l'hérédité

de Thomas 1^{er}, comte de Savoie « novem millia solidorum viennensium » (*Hist. patr. Monum.*, Chart. t. II, col. 1521-1523, n° MDCCCCIX). — Turin, 23 juin 1254: libras trescentas secuxiensium vel vianensium (*Ibidem*, col. 1526-1528, n° MDCCCCXII). — Turin, 23 juin 1254: libras viginti et quinque vianensium... librarum trescentarum secuxiensium vel vianensium (*Ibidem*, col. 1529-1531, n° MDCCCCXIII). — Lyon, 8 juin 1255: testament de Pierre II, comte de Savoie: « quinque millibus libris viennensium » (*Ibidem*, col. 1535-1536, n° MDCCCCXIX). — Pignerol, 10 juin 1257. Le comte de Savoie doit: « libras quingentas secusinas vel viennenses » (*Ferd. Gabotto*, Cartario di Pinerolo, 1899, pp. 207-208, n° 127). — Moncalieri, 19 juin 1271: sub pena librarum XXV vianensium bonorum sive secusinarum (*Hist. patr. Monum.*, Chartarium, t. II, col. 1636-1637, n° MDCCCCLXIX). — Moncalieri, 1^{er} mars 1277: solidos XL bonorum denariorum vianensium (*Ibidem*, col. 1650, n° MDCCCCLXXVI). — Turin, 24 novembre 1275: solidos XLII bonorum viannensium (*Gabotto*, Cart. di Pinerolo, pp. 242-243, n° 154). — 25 février 1290: le châtelain de Pignerol édicte une défense sous une amende de « XXV librarum viennensium » (*Ibid.*, pp. 279-280, n° 177). — 25 juillet 1296: libras XV viennensium (*Ibid.*, pp. 282-283, n° 180).

¹¹⁴ D^r A. Ladé. Contribution à la numismatique des comtes de Savoie, Genève, 1894, pp. 23-29, n°^s 11, 12, 13, 14, 15, 16.

¹¹⁵ *Ibidem*, pp. 29-32, n° 17.

¹¹⁶ Dont une de la collection Meyer, acquise le 19 juin 1902 et dix de la collection du D^r Ladé, acquises le 20 août 1906.

Corpus Nummorum Italicorum, volume I: casa Savoia, Roma, tipogr. de Lincei, 1910, in-4° de VIII-532 pp. et 42 planches hors texte, aux pp. 3-7 et à la pl. I, n°^s 1-5.

¹¹⁷ C'est le n° 12 publié par M. Ladé. Cependant le dessin qu'il donne de la croix n'est pas réel, et le poids qu'il indique, c'est-à-dire 1 gr. 48, est supérieur à la réalité.

¹¹⁸ Verceil, décembre 1248: Fridericus... Romanorum Imperator... nos, attendentes fidem puram et devotionem sinceram quam Thomas de Sabaudia, Comes... erga majestatem nostram habet... pedagia, regalia et pascua omnia terræ suæ quam habet in comitatu Sabaudie et pertinentiis ejus ac in partibus Pedemontium sibi et haeredibus suis... de nostra gratia duximus concedendum (*S. Guichenon*, Hist. de Savoie, t. 2, p. 92; *Carutti*, p. 277, n° 804).

¹¹⁹ La mention la plus ancienne de l'atelier de Chambéry qu'ait donnée M. Perrin date de 1263. et, en 1276, on mentionne les forts nouveaux de Chambéry (*André Perrin*, Le Monnayage en Savoie, 1872, p. 18, note 1).

¹²⁰ Roger Vallentin du Cheylard. Essai de classification des deux plus anciens deniers anonymes des Dauphins de Viennois. Paris, 1890, p. 20.

¹²¹ Aiguebelle, 19 juillet 1238 (*Carutti*, p. 212, n° 580).

¹²² Turin, 18 novembre 1235 (*Ibidem*, p. 205, n° 560).

¹²³ [Lodi, 18-30 juin] 1161: regalia nostra prout ea antecessores sui habuerunt et quæ in Gratianopoli et apud Sanctum Donatum sive in toto episcopatu suo possidere cognoscitur confirmamus... nullus princeps vel prepotens... episcopum vel ejus aecclesiam in aliquo gravare vel offendere sive diminuere presumat (*U. Chevalier*, *Diplomatique*, pp. 76-77, pièces annexes, n° XI).

¹²⁴ Lyon, 20 août 1178: confirmamus quidquid de antiquo vel de novo jure ipse vel sui antecessores possederunt... videlicet regalia omnia a castello quod dicitur Bellacumba inferius in utraque ripa Ysare fluminis per totum episcopatum, in civitate et extra civitatem, in... pedagiis, monetis, foro, argenti fodinis (*Ulysse Chevalier*, *Diplomatique*, pp. 79-81, pièces annexes, n° XIV).

¹²⁵ Geilinghausen, juin 1219: universis in provincia Vienne... quia, sub occasione novorum pedagogiorum et nova inconsuete pecunie adinventione in provincia et dioecesi Viennensi... dampna quamplurima emergebant, ideo mandamus... quod nullus audeat in eadem provincia novam pecuniam emere, nisi in locis illis in quibus cudi similiter consuevit (*Ulysse Chevalier*, *Diplomatique*, p. 84, pièces annexes, n° XIX).

¹²⁶ Turin, 10 avril 1238: précepte pour Jean, archevêque de Vienne (*Joannis a Bosco*, *Floriacensis vetus bibliotheca*, Laevum Xyston, p. 92). — Turin, avril 1238: précepte pour Pierre, évêque de Grenoble (*Ulysse Chevalier*, *Diplomatique*, pp. 85-87, pièces annexes, n° XXI). — Turin, avril 1238: précepte pour Béatrix, veuve d'André Dauphin et son fils Guigues (*Valbonnais*, *Histoire de Dauphiné*, t. I, pp. 93-94, preuves du 4^e discours, lettre V).

¹²⁷ Voir les notes 70 et 72.

1166: CC solidos viennensis integre monete (*Paul Guillaume*, *Chartes de Durbon*, n° 51). — Chiomonte, 19 avril 1192: decem et octo libris bonorum viennensium... pro XL solidis... XL solidis... XL solidis... XL solidorum... XL solidis... XL solidis... XX solidis... XX solidis... XX solidis... XX solidis... (*Rivantella*, p. 115, n° 122). — Grenoble, 15 novembre 1196: Bernardus... presbyter cardinalis... legatus... praeposito Uciensi, qui... ecclesiae Romanae dedisti juxtas portam Brienzonis ecclesiam, ex qua Romanae ecclesiae duos solidos viennenses pro censu annis singulis persolvetis (*Ibidem*, p. 78, n° 81). — Chiomonte, 11 novembre 1197: pro XVI solidis viennensium... omni anno duos denarios (*Ibidem*, p. 116, n° 123). — Bardonnèche, 30 novembre 1197: pro decem libris bonorum viennensium (*Ibidem*, pp. 100-101, n° 104). — Suse, 29 septembre 1200: vente par l'abbaye de Saint-Just de Suse à la prévôté d'Oulx de ce qu'elle possède à Chiomonte « per centum viginti libras bonorum denariorum viennensium et pro septuaginta marcis argenti fini » (*Ibidem*, pp. 73-74, n° 74). — Chiomonte, 8 octobre 1200: pro pretio XXVI libris denariorum viennensium (*Ibidem*, p. 102, n° 106). — Chiomonte, 15 avril 1201: per XV libras bonorum denariorum viennensium (*Ibidem*, pp. 74-75, n° 75). — Oulx, 1^{re} juil-

let 1202: mille solidos viennenses... et... XL libras (*Ibidem*, p. 129, n° 143). — Suse, 4 mars 1205: vente à Oulx, de quatre setiers de vin pur perçus à Chiomonte « pro vice comitatu... pro pretio quatuor librarum bonorum denariorum viennensium (*Ibidem*, pp. 77-78, n° 80). — Chiomonte, 15 octobre 1205: VIII libras bonorum denariorum viennensium (*Ibidem*, p. 84, n° 88). — Chiomonte, 6 avril 1207: XIII librarum bonorum denariorum viennensium (*Ibidem*, p. 77, n° 79). — Embrun, 1218: monettè mille solidorum viennensis (*B. Guerard*, Cartulaire de Saint-Victor de Marseille, n° 988). — Oulx, 12 juillet 1225: unum porcum censualem congrue valentem V solidos viennensium (*Rivautea*, pp. 136-137, n° 155). — Oulx, 2 mai 1227: pro quadam vageria mille solidorum... solveret... LX libras viennensium... et... vageriam mille solidorum... de dictis mille solidis viennensium... in granerio Brianzonii MCC sestarios et... CLX sestarios (*Ibidem*, pp. 145-146, n° 966). — Gigors, 27 octobre 1234: sub pena C librarum viennensium (*Guérard*, n° 922). — Gigors, 19 avril 1235: quingentos solidos viennensium (*Ibid.*, n° 993). — Montguers, 21-29 janvier 1249/50: CCC solidos viennensium nigrorum (*Ibidem*, n° 1128).

¹²⁸ Oulx, 6 août 1175: Petrus Arnaldi de Brianzone veniens... decimas quas apud praedictum castrum possidebat... guerpivit... ob hoc... Petrus... X libras valentinæ monetæ quæ pro guageria decimarum Cer veria sibi debebantur condonavit (*Rivautea*, p. 187, n° 168).

¹²⁹ *Rivautea*. Uliciensis ecclesiæ chartarium, n° 158, 36, 37, 38, 35, 39, 43, 50.

¹³⁰ *Pierre-François Chifflet*. Lettre touchant Béatrix. Dijon, 1656, p. 136.

¹³¹ *Arthur Engel, Raymond Serrure*. Traité de numismatique du moyen-âge. t. 2, Paris, Leroux, 1894, p. 419, figure 767.

¹³² *G. de Manteyer*. Les Origines du Dauphiné de Viennois. La première race des comtes d'Albon. Gap, 1925, p. 89.

¹³³ *Engel, Serrure*, t. 2, p. 804, fig. 1275.

¹³⁴ *Ibidem*, p. 814, fig. 1285.

¹³⁵ Oulx, 7 décembre 1218... si in primo, daret et dare tenetur Stephanus Petro de Plano VI libras delphin[alium]; si vero ad duos annos sexaginta solidos de lu[cro]; si ad tertium annum, nihil... Pro jam dicto dono, fuit confessus dictus Stephanus se accepisse a dicto Petro VIII libras et dimidam delphin[alium]... (*Uliciensis ecclesiæ chartarium* animadversionibus illustratum, Augustæ Taurionrum, typis regiis, MDCCCLIII, superiorum permissu, pp. 133-134, n° CL). Les éditeurs n'ont pas su lire *luero* qui paraît certain. Quant aux *librae* [denariorum] delphin, on peut hésiter, pour cet adjectif, entre *delphinatum* « delphinaux », ou *delphincensium* « dauphinois », par analogie avec *valentinensium* « valentinois » et avec *viennensium* « viennois ». Le substantif *dalpinus* ayant donné tout d'abord, semble-t-il, *Dalphinialis* et *Dalphinatus*, on préfère la dérivation la plus ancienne, mais sans aucune certitude.

¹²⁶ Dedit... redditus argentariæ de Brandis trium annorum spatio, sumpto initio a Pascha proxime venturo et, is redditus ipsius argentariæ XXX milia solidorum non valerent per dictum triennium, voluit... ut de aliis redditibus sui comitatus... complerentur (*Valbonnais*, t. I, pp. 60-61, preuves du 3^e discours, lettre F).

¹²⁷ Item argenteria de la Branda potest valere, secundum quod nunc est, CC libras per annum (*Ibidem*, t. I, p. 94, preuves du 4^e discours, lettre X).

¹²⁸ et capit in quibuslibet sexdecim marchis provenientibus de argenteria sex uncias et unum quartayronum et hoc non aestimatur et, in qualibet corneta dellis quæ venditur ibi, sex denarios pro dominio suo et, si dominus comes velit habere argentum quod provenit de dicta argenteria et velit prius tradere denarios suos minatoribus, debet illud habere præ omnibus aliis pro eodem foro pro quo daretur aliis (*Ibidem*, pp. 92-93, preuves du 4^e discours, lettre I). Les mots *corneta dellis* paraissent devoir se corriger en *cornuta de illis quæ venduntur*.

¹²⁹ Item legavit triginta millia solidorum viennensis monetæ ad servitium Jesu Christi, de quibus quindecim milites transmittantur cruce signati in exercitum transmarinum... et unicuique de dicta summa donentur C libras (*Ibidem*, p. 60).

¹³⁰ H. Morin. Numismatique féodale du Dauphiné. Archevêques de Vienne, évêques de Grenoble, Dauphins de Viennois. Paris, Rollin, MDCCCLIV, in 4^e de 4 pp. nch + VIII-392 pp. + XXIII planches hors texte.

Voir p. 65, n^o 1 et 2, et pl. VI, fig. 1, 2, pour les deux premières pièces anonymes : voir p. 100, n^o 16, et pl. VIII, fig. 3 pour celle de Humbert I.

¹³¹ *Ibidem*, p. 45, n^o 5, et pl. V, fig. 5 ; p. 389, et pl. XXIII, fig. 2.

¹³² Pièce acquise, le 19 juin 1902 (Coll. Meyer, n^o 1913).

¹³³ Pièce acquise le 7 août 1920 de M. Etienne Bourgey.

¹³⁴ Cette pièce trouvée à Saint-André-de-Rosans par M. Paul Plat a été acquise de lui le 14 juillet 1907.

¹³⁵ Cette pièce trouvée à Orpierre, au lieu dit Couriaud, par M. Paul Plat, a été acquise de M. Hippolyte Müller le 24 juin 1907.

¹³⁶ Pièces acquises, le 15 juillet 1909, de M. Jules Florange, le 19 septembre 1907, de M. Joseph Roman, le 19 juin 1902, de la collection Meyer (n^o 1913), le 20 décembre 1911, de la vente Caron (n^o 767).

Le gros de Humbert I a été publié par M. le Comte Henri de Castellane (Bulletin de Numismatique, Paris, *Serrure*, 1894, p. 109).

¹³⁷ Ayant sous les yeux huit pièces du monnayage de Gap, dont une au type du Puy et sept au type postérieur de Vienne, il suffit de dire que la première :

+ : EPISCOPVS . Dans le champ, croix à branches arrondies.

+ VAPIENSIS : . Dans le champ, astre à six rais arrondis du module de 20 mm. et du poids de 1 gr. 2985, paraît être d'un billon

fort honorable, et même en argent (acquise de M. Joseph Roman, le 29 mai 1907).

Cette pièce a dû être précédée par celle du Cabinet de France.

+ . EIRAMETAEB .

+ VAPIENSIS

où la légende du Puy BEATE MARIE est écrite à rebours.

Deux des deniers du type viennois pèsent, l'un 0 gr. 8060, et l'autre 0 gr. 85875.

Les viennois noirs du XIII^e siècle frappés à Césanne rappellent, comme vocable, la monnaie brune ou les deniers brunets qui, au siècle précédent couraient à Gênes avant la création, en 1140, de la belle monnaie génoise et même après.

1^{er} octobre 1130 : traité entre Gênes et Pavie « libris VII et dimidium brune monete (*Hist. patr. Monum.*, Chart. t. II, col. 213-214, n° CLXVIII). — Albenga, 6 janvier 1131 : argenti denariorum brunorum solidos duodecim (*Hist. patr. Monum.*, Chart. t. II, col. 214-215, n° CLXIX). — Gênes, 13 mai 1164 : libras viginti monete brunetorum (*Ibidem*, col. 940, n° MCCCCXVI).

¹⁴⁸ Roger Vallentin. La monnaie de Jovinzieu ou Saint-Donat, (894-1025 ?). Valence, Jules Céas, 1895, in-8° de 24 pp.

¹⁴⁹ *Ibidem*, pp. 43-44, et pl. V, fig. 1-4.

¹⁵⁰ Acquis le 19 juin 1902 (collection Meyer, n° 1902) et le 12 mai 1925 (collection Chaper) : M. Chaper tenait cette dernière pièce de M. Joseph Roman qui l'avait trouvée dans la collection Charvet.

¹⁵¹ Acquis le 12 mai 1925 (collection Chaper, n° 119).

¹⁵² Acquis le 12 mai 1925 (collection Chaper, n° 116).

¹⁵³ Acquis le 14 janvier 1903 de MM. Rollin.

¹⁵⁴ Acquis le 12 mai 1925 (collection Chaper, n° 117).

¹⁵⁵ Ces deux derniers deniers acquis le 14 janvier 1903 de MM. Rollin.

¹⁵⁶ Ces deux pièces acquises de MM. Rollin le 14 janvier 1903. Maurice Prou. Les Monnaies mérovingiennes, Paris, Rollin, 1892, pp. 288-289 n°s 1316 à 1323. M. Prou n'a pas saisi la réalité de ce monnayage épiscopal d'argent à Vienne. Les patrices ne mettent leur nom sur l'argent qu'en Provence seulement.

A. Chabouillet. Catalogue raisonné de la collection de deniers mérovingiens des VII^e et VIII^e siècles de la trouvaille de Cimiez. Paris, Rollin, 1890. Ce trésor contient des deniers des évêques Ranemir (673) et Palladius de Nîmes, Austrobert de Vienne, Avitus (676-691), Proculus (vers 710), Eubus de Clermont, Landebertus (678-683) de Lyon Norbert du Velay, Léodebert d'Orléans.

¹⁵⁷ Acquis le 12 mai 1925 (coll. Chaper, n° 352). Cette pièce avait été trouvée dans la collection Charvet par M. Joseph Roman.

Deux autres exemplaires de ce type viennois de Sobon à légende normale et, par conséquent, frappés incontestablement à Vienne, pèsent 1 gr. 180, 1 gr. 020. Tous deux sont à fleur de coin.

¹⁵⁸ Engel et Serrure. Traité, t. I, p. 75, fig. 187 et p. 132. — Prou, n° 60.

¹⁵⁰ Coll. Chaper, n° 107. Cette pièce avait été acquise par M. Joseph Roman chez MM. Rollin.

¹⁰⁶ Coll. Chaper, n° 106.

¹⁶¹ Vente Hauet, n° 289, le 29 février 1908.

¹⁶² *Prou*, p. 293, n° 1341 et pl. XXII, n° 9.

¹⁶³ Coll. Chaper, n° 110. Ce denier, unique jusqu'ici, fut trouvé par M. Joseph Roman, chez MM. Rollin, vers 1868 et leur illustre maison, si favorable à la science, si accueillante pour la jeunesse, connaissait toute la valeur de l'objet. Elle fit à ce jeune homme, pour l'encourager dans la voie de la numismatique, la faveur de la lui céder au prix assez modique de 750 frs. Cette aventure a sans doute été la seule folie de jeunesse de M. Roman et même de toute sa vie au point de vue monétaire. Folie en effet, car maintenant seul le métal compte et, comme Pépin n'a pas frappé d'or, ses monnaies n'ont plus beaucoup de prix, semble-t-il, aux yeux de nos contemporains.

¹⁶⁴ Collection Meyer (n° 1903), vente du 19 juin 1902. Cette pièce provient de la collection Poncet (*Revue numismatique*, 1887, p. 191).

¹⁶⁵ Collection Meyer (n° 1904). Cette pièce provient de la collection Poncet: c'est celle qu'a publiée M. Morin-Pons, pp. 45-46, n° 5, et pl. V, fig. 5.

¹⁶⁶ Collection Chaper, n° 341. Le rédacteur, cependant soigneux, du catalogue de cette collection a lu: K au lieu de H (*Monnaies, médailles et jetons du Dauphiné* Jules Florange, 17, Rue de la Banque, Paris, 1925, p. 20. Supplément de la *Revue Aréthuse*, n° 4). Cela pourrait faire croire que ces pièces sont du règne du Dauphin Charles de France: elles sont en réalité de Humbert I^{er}.

¹⁶⁷ Collection Chaper, n° 342, même observation.

¹⁶⁸ Collection Chaper, n° 342: même observation.

¹⁶⁹ Collection Meyer, n° 1905, vente du 19 juin 1902. *Caron*, n° 4.

¹⁷⁰ *Comte Henri de Castellane* (*Revue numismatique*. Procès-verbaux de la Société de Numismatique, séance du 4 avril 1925, p. XXXVIII).

Georges de Manteyer. Les Origines du Dauphiné de Viennois. D'où provient le surnom de baptême Dauphin reçu par Guigues IX, comte d'Albon (1100-1105): Gap, L. Jean et Peyrot, 1925, planche V, hors texte, figure 10.

En ce qui concerne la Savoie l'ordre daté de Turin le 20 septembre 1297, pour l'atelier de Saint-Symphorien d'Ozon, de frapper des gros valentinois, prouve évidemment que le premier gros de Savoie imite celui de Valence (*Promis*, t. 2, p. 6).

¹⁷¹ Collection Meyer, n° 1906, vente du 19 juin 1902. L'exemplaire de M. Morin-Pons, p. 48, n° 7 et pl. V, fig. 7, pesait 1 gr. 65.

¹⁷² Collection Chaper, n° 343. Cette pièce avait été acquise par M. Joseph Roman du Vicomte Jarry, L'exemplaire de M. Morin-Pons pesait 0 gr. 650, p. 46, n° 6, et pl. V, fig. 6.

¹⁷³ *Valbonnais*, t. II, p. 215, pièce XXXII.

¹⁷⁴ *Ibidem*, pp. 214-215, n° XXXI.

ADDITION

Nous devons remercier la Maison Protat, de Maçon, d'avoir bien voulu nous prêter les roses qui figurent aux pp. 309, 310, 311, 313, 324 de ce mémoire et qu'il nous a été impossible de trouver ailleurs.

Les analyses des treize pièces d'Amédée III et d'Humbert IV qui sont notées, pp. 283-287, 292 ont été opérées par le Laboratoire régional de Chimie et de Bactériologie de M. E. Badel, Docteur en pharmacie, Chimiste-expert près les Tribunaux, Directeur du laboratoire d'essais de la garantie, 2, rue des Alpes à Valence (Drôme), selon son relevé n° XII-12429-41, du 27 avril 1929. Il y note : « Nous n'avons pas constaté que les pièces étaient fourrées. La pièce n° 4 ne contient que 9 millièmes d'argent. On peut émettre deux hypothèses relativement à ce titre : ou la pièce était de cuivre argenté, ou la pièce était simplement en cuivre contenant 9 kilos d'argent à la tonne. Un fait certain, c'est qu'à la coupe on voit nettement qu'elle est en cuivre. Le surface noirâtre plus ou moins oxydée et sulfurée ne permet pas de choisir entre les deux hypothèses ci-dessus. »

ERRATA

Lire :

p. 246, lignes 33-34, cette mine d'argent embrunaise.

p. 247, ajouter après

la ligne 32: Outre ces 1067 pièces vues par M. Paul Plat, M. l'abbé Grimaud, curé-archiprêtre de l'église Notre-Dame d'Embrun, en possède 234 dont voici le détail, d'après une note de M. Joseph Roman, dont le 12 septembre 1929, il a bien voulu me communiquer le texte: Vienne, 119, Valence,

PL. I.



1



2



3



4



5



6

Photogr. DOYEN et CHRISTANI.

Clichés Hipp. MÜLLER et SANSAINI.

Monnaies de Vienne, d'Aiguebelle et de Suse
(face et revers)





1



2



3



4



5



6



7



8



9



10



11



12



13



14



15

Photogr. DOYEN et CHRISTANI.

Cliché MOUNIER - GAP.

Monnaies de Suse (face)

•

• 1911-1912

• 1913



1



2



3



4



5



6



7



8



9



10



11



12



13



14



15

Photogr. DOYEN et CHRISTANI.

Cliché MOUNIER - GAP.

Monnaies de Suse
(revers)



Photogr. DOYEN et CHRISTIANI.

Cliché MOUNIER - GAP.

**Monnaies du Val d'Aoste et du Valais,
de Saint-Donat et de Césanne**
(face et revers)

74, Philippe-Auguste, 5, Louis VIII, 10, Clermont, 11, Raymond VII, marquis de Provence, 1, le Puy, 6, Lyon, 1, Tours, 15. Ce trésor comprenait donc au moins 1301 pièces et sa composition remonte, non pas au règne de Philippe-Auguste, mais à celui de son fils Louis VIII (1223-1226).

p. 249, ligne 25-29 Ce Dauphin est le premier dont le nom s'exprime sur ses monnaies avec son titre. Il est aussi le premier qui frappe séparément de l'évêque de Grenoble des gros d'argent en attendant les florins de son petit-fils Guigues.

p. 258, ligne 3 Souabe.

p. 265, ligne 4 mains.

p. 270, ligne 25 cantonnée.

p. 273, lignes 1-2 le 18 juin 1224.

p. 287, ligne 13 module.

p. 293, lignes 3-5 cités le 30 août 1188.

supprimer ce qui suit : *Qui ont pu être inaugurés dès le 12 avril 1183 et qui transforment donc en forts les deniers précédents à 9/12 de fin.*

p. 299, ligne 18 du 29 mai 1176.

p. 318, ligne 15.

●jouter : Dans la vallée du Rhône, le type de Notre-Dame de Clermont avec ses quatre trèfles hampés fut imité par les archevêques d'Arles et par les princes d'Orange dans la première moitié du XIII^e siècle, sans doute avant de passer en Sicile (*Louis Blantard*, *Essai sur les monnaies de Charles 1^{er}, comte de Provence*, Paris, J. B. Dumoulin, 1868-1879, p. 152, fig. 5. *Serrure*, *Traité*, t. II, p. 783).
Je dois à l'amitié de M. de Castellane d'avoir bien voulu me rappeler ce fait.

p. 322, après la
 ligne 5, ajouter : M. de Castellane m'écrit le 11 novembre
 1929: « Je possède un denier anonyme de
 Jean 1er qui se rattache au 1er type décrit
 ici, mais qui en est une légère variété.
 Au droit, il n'y a pas de point au dessus
 de la tête du Dauphin ; au revers, la lé-
 gende se termine par ALBON (Il n'y a
 pas l'I final qui se trouve sur votre pièce).
 Mon denier est de bonne conservation,
 mais il est devenu noir. Il pèse: 0 gr. 735,
 Module : 17 mm. »

p. 323. ligne 6 pèse 2 gr. 61. A propos de ce gros, M. de
 Castellane m'écrit: « Ce gros, qui a l'ap-
 arence d'une très bonne pièce, pèse 2 gr.
 61, c'est à peu près le poids de tous les
 autres gros contemporains. »

L'Industrie dans les Alpes

Notre Président me demandait au cours d'une dernière réunion, de vous dire quelques mots sur l'Industrie dans les Alpes. C'est avec un grand plaisir, mais avec une certaine appréhension, que j'ai accepté de venir vous parler du peu que je sais de ce long sujet.

Refaire l'histoire de l'évolution de l'industrie dans notre pays, dépasserait beaucoup le cadre de cette petite causerie. Aussi, ne voulant pas remonter à la naissance de la transformation de la matière première en outils ou en objets de première nécessité, je veux prendre pour point de départ l'état de l'industrie il y a 40 ans.

C'est en effet en 1891, que M. Sibour, un membre, décédé depuis, de notre Société, faisait éditer une brochure intitulée : *Centralisation industrielle excessive, ses causes, ses effets*. Cette brochure n'était d'ailleurs qu'un extrait du Bulletin de la *Société d'Etude des Hautes-Alpes*, année 1890; N° 35.

Ce fascicule qui contient des critiques fort justes, définit très bien l'évolution apportée par des moyens mécaniques nouveaux à la lenteur presque uniquement manuelle de nos industriels locaux.

Il est incontestable, que les chemins de fer, en facilitant l'accès de nos vallées, ont centralisé en quelque sorte, l'industrie de cette époque. Les petites industries locales non servies par la machinerie moderne, n'ont pu survivre à cette révolution produite dans nos pays par la pénétration du rail. D'autre part, les objets importés par les industries organisées étaient meilleur marché, mieux finis, mieux présentés, et devaient fatalement supplanter les marchandises fabriquées par les artisans alpins.

Le progrès, qui a tendance à niveler la façon de vivre de tous les individus, a pénétré jusque dans nos campagnes, et a permis aux paysans de s'habiller et de vivre presque comme les habitants des cités.

Dans la lutte au plus bas prix, la spécialisation de l'industrie devient obligatoire ; et l'on voit naître alors des grandes firmes ne fabriquant que quelques articles de même catégorie, ou même qu'un seul article.

Les facilités et le bon marché des transports permettent la centralisation des pièces détachées dans les établissements de montage, et par ce travail en série, le prix de revient baisse considérablement.

C'est certainement aux causes ci-dessus qu'est due la disparition de la petite industrie. Voici d'ailleurs, telles qu'elles sont relevées dans l'ouvrage de M. Sibour, les principales industries alpines.

Tisserands.—Travail manuel au métier, tué par les tissages mécaniques.

Potiers. — Remplacés par les ustensiles métalliques.

Chaudronniers et Ferblantiers. — La rue Perolière n'existe plus que de nom ; la grande usine fabrique plus vite et meilleur marché.

Peigneurs, Cardeurs, et Tanneurs. — Pour les premiers, les machines vont plus vite et pour les seconds, les procédés nouveaux sont plus rapides aussi.

Chapeliers en feutre. — Idem.

Serruriers, Forgerons en bâtiment. — Idem.

Ébénistes. — Il en reste heureusement, et des usines organisées travaillent en série.

Tapissiers. — Quelques-uns subsistent encore.

Batonniers et Tourneurs sur bois. — Petite industrie disparue, mais remplacée par des usines faisant les pièces détachées des chaises et sièges en série (Veynes).

Cordiers. — Travaillent encore manuellement pour le travail à façon ; mais de grandes corderies établies

dans les ports ou dans les pays textiles, fournissent la majorité des cordes.

Marbrerie. — L'exploitation du marbre se fait toujours dans les Alpes et l'exportation est faite en blocs. Le sciage mécanique est utilisé par les marbriers funéraires du pays.

Fonderie. — Disparue...

Brasserie. — Disparue... sauf une qui subsiste à Barcelonnette (B.-Alpes). Cette industrie s'est transportée aux pays de l'orge et du houblon.

Chauffourniers. — Les fours particuliers de petite production ont été remplacés par des usines à production intensive.

Toliers. — Il en existe de nombreux dans notre pays. Il n'existe plus à Gap que quelques ouvriers faisant un peu de neuf et surtout la réparation.

Lithographes. — Disparus..., notre pays n'offrant pas les débouchés suffisants pour une organisation moderne.

Parapluies. — Nous avons vu disparaître les derniers fabbricants de parapluies ; mais n'est-ce pas plutôt le climat qui a tué dans notre pays, cet ustensile bourgeois...

Ganterie. — Disparue en fait dans la campagne, mais reparu à Gap et à Embrun, dans deux ateliers importants, donnant même du travail à domicile.

Tcinturiers. — Plus de travail, puisque plus de tisserands.

Roulage, Postillons, Conducteurs. — Davantage métiers, qu'industries, qui étaient attachés au service des Messagerie sur route, disparus depuis.

Charrons, Bourrelliers, Marechaux-Ferrants, Portefaix. — Ont suivi le sort de la diligence, mais ont été remplacés par les garages. Il subsiste néanmoins de ces métiers pour l'usage local.

Et maintenant que nous avons jeté un coup d'œil rapide

sur les industries locales disparues, nous verrons que ces établissements ont fait place à l'industrie d'exportation.

Devons-nous regretter le bon vieux temps ? L'originalité et la tradition sont bien quelque chose, mais le progrès apporte avec lui de telles compensations, qu'il vaut mieux vivre avec ce progrès, et même si possible, le devancer.

Essayons donc de mettre au point la situation actuelle des industries établies dans notre département.

Pourquoi les industriels sont-ils venus se fixer dans les Alpes et que sont-ils venus y chercher ? Nous allons, si vous le voulez bien, essayer de trouver les motifs de leur venue.

Quatre facteurs principaux ont attiré ou maintenu les industries.

- 1° Matières premières ;
- 2° Moyens d'accès ;
- 3° Main d'œuvre à meilleur marché ;
- 4° Force.

Quelquefois, tout s'est trouvé réuni pour la plus grande prospérité de l'industrie, qui a pu en profiter.

1° L'usine cherche toujours à se rapprocher de la matière première. Il est en effet plus avantageux de transporter l'objet ouvré, son prix étant plus élevé, puisqu'il est déjà majoré des frais de fabrication. Les frais de transport sont donc moins élevés puisque à poids égal ils acheminent une marchandise plus chère.

2° L'industrie s'est placée autant que possible près de la voie ferrée, afin de pouvoir recevoir et évacuer sa marchandise avec rapidité et à bon marché.

Pas de voie ferrée, pas d'industrie importante (Vallée de la Durance entre Sisteron et Savines, Champsaur).

3° L'industriel est venu chercher dans nos pays la main d'œuvre à meilleur marché. Cette main-d'œuvre, mi-agricole, mi-industrielle, ne travaille souvent à l'usine que l'hiver ou pendant les mauvais jours, et s'occupe aux travaux agricoles l'été. Il est heureux que notre industrie

retienne dans les Alpes le supplément de natalité produite par la campagne ; sans cette industrie, la population diminuerait plus rapidement que jusqu'à ce jour, et irait grossir, bien souvent, les déracinés qui végètent dans les grandes villes.

4° Enfin et surtout, l'industrie est venue dans notre pays chercher la force, sous la forme de la houille blanche. Dans les pays miniers, l'industrie se groupe auprès du charbon, c'est-à-dire auprès de la vapeur ; dans les Alpes, les milliers de k. w. produits par les chutes d'eau ont attiré aussitôt les grandes, les moyennes, les petites industries. La souplesse de l'électricité et son transport facile ont permis l'introduction de petits moteurs jusque chez les petits travailleurs à domicile.

Malheureusement, l'électricité, reine de la force, a un tempérament extrêmement voyageur et s'expatrie un peu trop facilement, pour peu qu'on l'y aide.

Dispensons aux autres départements le surplus non utilisé sur place des forces électriques, mais sachons nous réserver à bas prix, une quantité d'électricité égale à nos besoins présents ou futurs.

Administrer, c'est prévoir et l'avenir de notre petite patrie réside uniquement dans ces prévisions.

Messieurs, j'ai terminé, et mon plus grand désir est que nos successeurs puissent faire dans quarante ans un inventaire encore plus important et plus long de l'industrie alpine.

F. DAVAGNIER.

REGION DU GAPENCAIS

Firmes	Localités	Personnel employé	Force en kw	Nature de l'industrie
Valisère	Gap	150	9	Fabrique de gants de fil. Maison mère Grenoble.
E. Charmasson.....	»	250	200	Fabr. poteaux en bois, caisserie et parquets.
Us. Schappe.....	»	70	30	Peignage des déchets de soie. Malson princip. à Briançon.
Sté Bois Ouvré.....	»	40	30	Fabr. articles de bureau pour écoliers et fabr. boîtes et étuis d'emballage en bois.
Labor. Escallier.....	»	30	5	Industrie de produits pharmaceutiques.
Fabr. Articles souvenirs (Malson A. Fournier)	»	30	5	Fabrig. articles de souvenirs (bâches, images collées sur bois, etc...).
Ganterie de peau.....	»	25	5	Fabrique de gants de peau (Sucursale d'une fabrique de Grenoble).
Usine Badin.....	»	20	15	Triage et exportation des graines fourragères.
Robert-Blanc	»	20	15	Triage et exportation des graines fourragères.
Tissage de soie.....	»	20	12	Tisse soie naturelle et artificielle. Tra- vaillé à façon pour Lyon.

Firmes	Localités	Personnel employé	Force en kw	Nature de l'industrie
Farnaud	»	20	2	Confectionnerie des fruits des Alpes (exporte étranger).
L'usine d'émulsion de bitume.....	»	6	30	Fabrique de bitume pour le revêtement des chaussées.
Distillerie Mathias.....	»	6		Fabrique quelques spécialités en spiritueux (exporte).
Mlle Voltaire.....	»	10		Fabrique de petite maroquinerie et d'objets de fantaisie.
Minoterie Benoit et Chabrand.....	»	20	65	Importante minoterie, vend en dehors du département.
Minoterie Tourrès.....	»	15	50	Importante minoterie. Vend en dehors du département.
Basset	»	15	12	Menuiserie importante, travaille pour le dehors.
Jeanselme	»	12	10	Menuiserie importante, travaille pour le dehors.
Pugot	»	15	15	Menuiserie importante, travaille pour le dehors.
Bégou	»	25	30	Carrosserie p ^r camions et cars automobiles. Tombereaux, brouettes, voitures.
Tuilerie de Fonteyne.....	»	18	30	Fabr. importante de tuiles et briques.

Firmes	Localités	Personnel employé	Force en kw	Nature de l'industrie
Société Nestlé.....	»	18	30	Va s'installer à Gap p' fabriquer le lait condensé, 150 à 200 ouvriers, 36.000 boîtes par jour.
Etablissements Boyer et Fils.....	»	15	7	Elénisterie importante travaillant surtout les noyers de pays.
Donadien	»	10	7	Elénisterie importante travaillant surtout les noyers de pays.
Hermite	»	10	7	Elénisterie importante travaillant surtout les noyers de pays.
Chiala	Veynes	17	40	Fabrique de enisses (succ. à Marseille)
Nord et Alpes.....	»	35	50	Fabrique de ciment.
Jay	»	6	30	Fabrique de fournitures pour chaises.
Chevallier	»	6	30	Fabrique de manches à balais et four- nitures de fauteuils rustiques en bois
Semelles de liège.....	»	25	10	Fabrique de semelles de liège (expor- tation).
Scintézia	»	10	10	Fabrique de sole artificielle (en cours de construction).
Gauthier	Serres	6	20	Défilage de bois (paille de bois).
Richard	»	6	10	Fabrique de mesures en bois.
Peuzin	»	6	20	Minoterie.
Moulet	Lavagne	6	30	Minoterie.

REGION DE L'EMBRUNAIS

Usines	Localités	Personnel employé	Force en kw	Nature de l'industrie
Cotonnière du Sud-Est.....	Savines	150	750	Tissage de coton.
Papeterie Pavie.....	»	30	750	Fabrique de pâte de bois et scierie importante.
Valisère	Embrun	15	5	Ganterie de fil (maison mère à Grenoble).
Perrier	»	15		Filature de laine à domicile.
Laiterie Gabus.....	Pralong	4		Fromagerie (exportation).
Fabrique de Jouets.....	Arvioux	20		Fabrique de jouets décorés (sujets découpés) domicile.

REGION DU BRIANÇONNAIS

La Schappe.....	Briançon	1.200	200	Peignage de déchets de soie (cocons percés) Japon.
Sté Alais, Froges et Camargue.....	L'Argentière	1.200	30.000	Fonderie d'aluminium et fabrique chlorate de potasse.
Sté Nitrogène.....	Roche-de-Rame	60	6.000	Acide nitrique.
Sté Quartz Fondu.....	L'Argentière	40	525	Fabrique d'instruments de laboratoire et d'isolants électriques par vitrification du sable (Seine-et-Marne).

Firmes	Localités	Personnel employé	Force en kw	Nature de l'industrie
Cie Mines du Sud-Est.....	Briançon	200	40	Charbonnage et fabrication de boulets.
Mines du Fraissinet.....	Ste-Catherine	30	40	Charbonnage et fabrication de boulets.
Charbonnages du Briançonnais.....	Les Guilbertes	30	40	Charbonnage et fabrication de boulets.
Laiterie Gravier.....	P. de Cervières	40	22	Laiterie et fabrique de fromages.
Chapellerie Gravier.....	La Salle	40	10	Fabrique de chapeaux de paille.
Sté Le Chamolais des Alpes.....	La Salle	20	20	Tricotage de laine.
Blanchard	Chantemerle	15	20	Fabrique de draps.
« L'Oiseau de France ».....	Briançon	20	20	Fabrique de jouets (avions), affaire importante.
Au total....		4.069	37.027	

Le total des forces exploitées est d'environ..... 70.000 kw

Les forces à exploiter ou en projet sont d'environ..... 200.000 —

Le total des forces utilisées dans le département est d'environ.. 38.000 —

Disponibles 162.000 —

LES RECONNAISSANCES

DE LA

TERRE D'ANTONAVES

(1268-1782)

La communauté d'Antonaves, comme celles de Romette, d'Aspres-sur-Buëch, de Lagrand et de Saint-André-de-Rosans, n'avait qu'un seul seigneur à la fois spirituel et temporel en la personne de son prieur, ce qui était une exception assez rare en Gapençais, en dehors de Gap et de ses environs lesquels dépendaient aussi pareillement de l'Evêque de Gap et de son chapitre (Gap, La Bâtie-Neuve, La Bâtie-Vieille, Rambaud, Rabou, Chaudun, Le Noyer, Poligny, Le Glaizil, La Fare, Châteaueux sur Tallard et Lazer).

Il y aurait intérêt à observer quels purent être les résultats découlant de cette domination, de titulaires successifs et étrangers les uns aux autres sur une localité, par rapport à la tutelle héréditaire et ordinaire d'une seule famille, pour la conservation plus ou moins rigoureuse des droits domaniaux et, en particulier, pour la préservation des bois ou des pâturages dont la population livrée à elle-même était toujours portée à tirer le plus possible sans ménager l'avenir.

Les archives connues ne sont pas assez complètes pour espérer le succès d'une telle recherche ; il faut se borner à faire connaître les documents isolés qui se retrouvent.

En ce qui concerne Antonaves, l'origine du pouvoir temporel de son prieur est connu : c'est un acte du roi de Bourgogne-Provence Conrad, daté de Vienne le 8 dé-

cembre 966 qui concède cette terre à l'abbaye arlésienne alors naissante de Montmajour avec celle d'Allemont. Le roi indique que ces deux terres lui ont été rendues par le Comte de Provence Boson pour les concéder à cette abbaye¹.

En réalité, ce Boson, fils du duc de Bourgogne Richard avait été Comte d'Arles de 931 à 935, grâce à sa femme Berthe, fille elle-même du Comte viennois et provençal Boson, nièce du roi de Lombardie Hugues. Après la mort de ce Boson bourguignon, Berthe s'était remariée avec Raymond, Comte de Rouergue, mais elle était restée en possession du comté de Provence jusqu'en 948² et elle y avait gardé même son domaine privé qui lui venait de son oncle, le roi Hugues, jusqu'au 26 février 960, date à laquelle elle l'avait offert précisément à Montmajour. Ce domaine fort étendu, comportait dans le Comté de Gapençais huit communautés et toute une vallée avec leurs serfs et leurs serves : *Dominiaca*, *Molion*, *Dianara*, *Cellulas*, *Lanatis*, *Esa*, *Carcicampus*, une église de Saint-Pierre avec *Marnenno* et la vallée de *Cortinha*. De plus dans le Comté de Diois, ce qu'elle a dans la vallée de *Salaramis*³.

On reconnaît là des terres qui avaient jadis déjà été léguées à l'église par le patrice Abon en Champsaur, notamment Mcollion sur le terroir de Champoléon et Chaillol en Champsaur : l'église ne gardait pas toujours ce qu'on lui donnait. Pour *Esa*, il s'agit sans doute d'Oze et, par suite *Carcicampus* pourrait répondre à Chabestan qui provenait également d'Abon. La vallée de *Cortinha* pourrait désigner celle de Chardavon, et le *Salaramis* ne peut répondre à Salérans, puisqu'il se trouvait dans le comté de Die, ce doit être le Salerand du terroir de Nyons. Il ne reste pour Antonaves et Le Monétier-Allemont, seuls

¹ in comitatu Wapinco, cellam quam vocant Alamunto Sancti Martini et in alio loco cellam quam nominant Antunnavia (*G. de Manteyer*, Chartes d'Avignon, pp. 51-52, n° LIII).

² *G. de Manteyer*, La Provence, pp. 151-162.

³ *Baron du Roure*, Revue historique de Provence, 1^{re} année, Aix, 7, Remonet-Aubin, 1890-1891 : Histoire de Montmajour, pp. 32-33.

reconnus à Montmajour cinq ans plus tard par l'autorité royale que les mots : *et in ipso comitatu dono ecclesiam que est in honore Sancti Petri cum villa quam nominant Marneno, res et mancipia que ad eam pertinent*. Précisément, la principale église d'Antonaves était dédiée à Saint-Pierre ès liens et *Marnenno* pourrait indiquer la déformation de *Alamunto*. Quoiqu'il en soit, dès le 8 décembre 966, Montmajour avait déjà installé un prieuré composé de plusieurs prêtres, une *cella*, à la fois à Allemont et à Antonaves. Montmajour devait d'ailleurs aliéner Le Monétier-Allemont entre 1102 et 1152 à l'abbaye lyonnaise de l'Île Barbe qu'on voit ensuite maîtresse également de Bruis, de Montmorin et de Sainte-Marie, tandis que le chapitre de Puy-en-Velay hérite de Saint-Genis.

Voici les dépendances que Montmajour garde dans le Gapençais : ce sont les deux prieurés de Saint-Pierre d'Antonaves (dont dépendaient à la fois Antonaves, Châteauneuf-de-Chabre et Pomet), de Saint-Léger de Laup-Jubiès (dont dépendaient Saint-Genis, Saint-Georges de Lazer, Saint-Marcellin d'Arzelier et Saint-Martin de Laragne)⁴. Toutes ces localités entourent Antonaves : on peut donc conclure que toutes en dépendaient primitivement au X^e siècle, lors de la donation de la comtesse Berthe et de son approbation par l'autorité royale, en 966.

Les empereurs Otton IV, le 29 mars 1210, et Frédéric II, au mois de mai 1223, confinent Antonaves à Montmajour⁵.

Le plus ancien hommage et serment de fidélité prêté par les habitants d'Antonaves à leur prieur qui soit connu est du 20 avril 1268 : ce même jour, en sa qualité de seigneur temporel, le prieur mitige à 100 sous viennois d'amende la condamnation de l'un de ses sujets accusé d'avoir tué sa

⁴ G. de Manteyer. Les origines Chrétiennes, p. 228.

⁵ L'abbé Fillet. Dépendances de Montmajour dans les Hautes-Alpes (Bull. de la Soc. d'Études des H.-A., 1886, pp. 361-367).

femme et défend à tous les habitants de lui reprocher désormais ce crime⁶.

Si l'on en juge par les hommages du 17 octobre 1270 et du 24 mars 1298, il semble cependant que la puissante maison des Mévouillon ait réussi à garder le haut domaine d'Antonaves jusqu'à cette époque, puisque Galburge de Mévouillon, de qui relevait toute cette région, en fait hommage elle-même à Jean Dauphin, comte de Gapençais⁷.

L'hommage direct du prieur au Dauphin se note dès la fin du XIV^e siècle. Quand on compare les reconnaissances finales de 1782 aux précédentes, on voit que les choses avaient peu changé au cours des siècles, en ce qui concerne les redevances féodales ; leur atténuation porte surtout sur les censes payables en numéraire dont la valeur n'a jamais cessé de décroître au profit du débiteur.

En ce qui concerne les bois, l'une des deux garennes disparaît entre 1572 et 1782.

En ce qui concerne les dîmes dues au seigneur spirituel, de l'époque de Charlemagne à la fin du XVI^e siècle, elles demeurèrent sur le pied légal et primitif du dixième. Il faut arriver aux troubles des guerres de religion, accrus par des pluies diluviennes pour que la transaction du 29 décembre 1568 réduise le taux de perception du 1/10^e au 1/14^e.

Cette transaction offre un grand intérêt, celui de préciser la raison d'être de l'aumône à faire aux pauvres, par le prieur, sur les revenus de la dîme. Cette aumône, évaluée à deux charges de froment, n'a pas pour objet de nourrir des pauvres, mais celui très précis de rémunérer le maître d'école chargé d'instruire les enfants de la communauté. Ce maître reçoit donc, d'une part, la rétribution que lui font les pères de famille dont les ressources sont suffisantes pour acquitter ce paiement, il reçoit, d'autre part,

⁶ Arch. des H.-A., G. 2677 : analyse des papiers concernant le prieuré d'Antonaves qui se trouvaient alors dans les archives de Montmajour, à Arles.

⁷ *Ibidem*.

deux charges de froment fournies par le prieur pour instruire également les enfants des pauvres*.

L'instruction primaire et gratuite existe, on le voit, depuis longtemps pour les enfants indigents : tous les autres payaient leur maître.

Les reconnaissances générales du 9 janvier 1572, prescrites par les lettres du 11 août 1571 furent précédées, du 31 octobre 1571 au 30 octobre 1572, par les reconnaissances particulières des 89 chefs de famille d'Antonaves qui y possédaient alors des terres et qui, en cas de vente de ces terres, en devaient à leur seigneur le droit de loés au sixième denier.

Le dénombrement de 1926 accuse, pour cette commune, une population de 149 habitants (dont 14 étrangers) répartie en 39 ménages. De 1572 à 1926 la population d'Antonaves a donc diminué de l'effectif de 50 foyers. Par contre, de 1268 à 1572, le nombre des chefs de famille n'avait diminué que de deux unités.

I

Antonaves, [20 avril 1268].

Hommige et serment de fidélité fait à dom Bertrand Raibaud, prieur et seigneur d'Antonaves, par 91 habitants d'Antonaves, chefs de famille, et 1 forains, habitants de Châteauneuf-de-Chabre.

Arch. des Bouches-du-Rhône :
H. Montmajeur. Antonaves.
Parchemin original mutilé.

..... /
requirunt. Item..... /
..... /
..... et sua consilia t..... /
..... /
promiserunt quod ipsi nunquam erunt..... facto
ut ipse dominus B[ertrandus]..... /
consilium quod ipse dominus B[ertrandus] manifestabit eis

* Arch. des H.-A. : G. 2671, ff. 116r^o-119v^o.

per se vel per literas vel per nuncium nulli patident nec
 revelabunt et..... / B[ertrandum] et eclesiani de
 Antonavis juvabunt et defendent pro posse suo, census
 annuales, tasqtas, decimas secundum quod.....
 / reddere ei reddent. Item recognoverunt quod
 predicti homines debent illud idem homagium facere et
 predicta omnia recognoscere cuilibet priori de / Antonavis
 de nouvo istituto. Et sub forma predicta ipsi fecerunt
 homagium et predicta omnia capitula eis lecta et speciffi-
 cata / ita esse predicto domino. B[ertrando]
 Raibauda nomine ipsius ecclesie et iuraverunt se tenere
 omnia supradicta et singula et contra in aliquo non venire
 per se vel per / interpositam personam. Nomina vero
 hominum qui predictum homagium et fidelitatem fecerunt
 eidem domino B[ertrando] Raibauda sunt hec, videlicet
 inpiri / mis Michael Tellena, Petrus Olerius, Bertrandus
Ros, Johannes de Tezia, Raimundus *Fontainas*, Guillelmus
Esmisol, Guillelmus Robaudus, Guillelmus Laugerius /
 Stephanus Escoferius, Guillelmus Gaufridus, Durantus
 Brunellus, Bertrandus *Alois*, Hugo Chambarellus, Petrus
 Trebaillus, Guillelmus Baboinus, *Esmisol*, Petrus Lauge-
 rius / Guillelmus Escoferius, Guillelmus Giraudi, Guillel-
 mus Ruffi, Guillelmus Armandi, Poncius Rainaudi, Mat-
 freda, Johannes Armandi, B[ertrandus] Duranti, Dragonis
 / G[iraudus] Chanbarelli, Jacobus Trebailli, G[iraudus]
 Bermundi, B[ertrandus] Escoferii, Raimundus Robaudi,
 Raimundus Arnulphi, Bermundus de Torono, Rostagnus
 Fornerius / Raimundus Textor, Johannes Bermundus,
 Armandus, Guillelmus Ruffi, J[ohannes] *Ros*, B[ertran-
 dus] Dragonis, Petrus Monnerii, Petrus Chavallerii,
 Petrus *Silves*, Bertrandus Rainaudi, / Poncius Bermundi,
 Poncius Laugerius, Johannes Tellene, Jac[obus] *Alois*,
 J[ohannes] Fornerii, Petrus Bailonus, G[iraudus]
 Rostagni, P[etrus] Tellene, B[ertrandus] Esmisolus,
 Bermundus *Puorius* / Hugo Roffi, Raimundus Armandi,
 Martinus Robaudi, Guillelmus Siricus, Raimundus Pon-
 ticii Rostagnus Dragonis, Petrus Rainaudi, Poncius /
 Martinus, Hugo Fulconis, Petrus Bernardi, Petrus Pon-
 ticii, Raimundus Bedoini, Jacobus de Teza, Petrus de
 Airaga, B[ertrandus] Maurini, Johannes Toschani, Ber-
 trandus / *Baros*, Ebredunus, Durandus Robaudi, Petrus
 de Rocha, Isoardus Esmisoli, Johannes Olerius, Esmido
 B[ertrandus] Yssoardi, Johannes Michaelis / Albertus
 Brunelli, Poncius Fornerii, B[ertrandus] Aserii, Durantus
 Trebaillus Poncius Silve, Michel de Armando, Johannes
 de Moriana, G[iraudus] Olerius, / Martinus, Raimundus

Robaudi, Petrus Richanni, Jacobus Escharicii. Homines infrascripti sunt de Castro Nouvo Guillelmus Johannes Petrus Rainaudi / Petrus *Maza bucu*, Bertrandus Audeerii, Actum apud Antonavas in ecclesia Beate Marie ; testes interfuerunt videlicet dominus / Guillelmus de Relania, dominus Petrus Lamberti, monachi Montis Maioris, dominus Petrus cappellanus dicte Ecclesie, dominus Bertrandus Aiguezanus / sacerdos Guillelmus Tellena clericus, Et ego Petrus de Cailla publicus notarius domini Karoli illustris comitis Provincie et nunc regis / Sicilie qui hanc cartam de mandato dicti domini Bertrandi Raibaudi scripsi et meo signo signavi.

II

Antonaves, 9 janvier 1572.

Reconnaissances générales de la communauté d'Antonaves.

Archives des Hautes - Alpes :
G. 2671, ff. 111^r°-114^v°.

Recougnissance générale faite à Messire Clémens Giraud, prebtre et beneficié en l'eiglise metropolitaine Saint Saulveur de la ville d'Aix, prothonotere du Saint Sieige apostolique et sieur temporel et spirituel du lieu d'Anthonaves pour les sindiez et particulliers dudict lieu, *per modum unizersi* de tous les droitz et delvoirs que ledit Sr a et prend audict lieu.

Saichent tous presens et advenir qu'en l'an mil cinq cens septante deux et le neufviesme janvier au lieu d'Anthonaves en Dauphiné, diocèse de Gap, en la rue publique, devant la maison de Henry Garcin dudict lieu auquel est acostumé fere assemblées et tenir le conseil dudict lieu, feurent présens et constitués en leurs personnes, par devant moy, notaire roial delphinal et commissaire en ceste partie députté par lettres roiaulx et tesmoins c'y après noumés, Me Henry Garcin, baille dudict Anthonaves, Robert Tourniaire, Aurrias Garcin le jeusne, consuls dudict lieu, François Talleuo, Estienne Chainé, consçillers, Estienne Mounier, Jehan Rivas, Jehan Baille, Noel Rivas, Jaume Teissiere, Jaume Giraud, Denis Talleno, M. Antoine Boursier, Anthoine Tourniaire, Pierre Drac, Jehan Talleve, Guillen Tallevo, Antoine Tallevo, Jehan Garcin,

Guillen Drac, Esperit Richier, Chaffret Martin, Imbert Moinier, Jehan Tallevo, Bertrand Chaud, Antoine Talleve, Claude Rivas, Phellip et Pierre Drac, Jehan Raymond, Jehan Gintard, Jehan Tallevo, Imbert Chaine, Guillen Chaine, Jehan Tallevo Blanc, Jehan Rivas filz de feu Lambert, noble Balthesard de Rame, Imbert Drac- Guillen Tourniaire dict Tallabias, tous particulliers, manans et habitans dudict lieu d'Anthonaves. Lesquels de leur bon gré, pure, franche et liberalle vollunté et tant en leur propre nom, que au nom de ladicte communaulté, manans et habitans dudict lieu d'Anthonaves *per modum univcrsi* assemblés et congrégés par maniere de conseil général à son de cloche à la maniere acostumée faisans et representans la majeure et plus grande partie de tous les manans et habitans dudict lieu et des trois partz les deux. Ont recogneu, dict et declaire, recognaissent, disent et declairent que Reverend messire Clemens Giraud, prothonotere du Saint Siege apostolique là présent et acceptant tant pour luy que pour ses successeurs, est prieur et seigneur temporel dudict lieu d'Anthonaves, seul et pour le tout et, comme tel, il a la toutelle, juridiction haulte, moyenne et basse audict lieu et son terroir, avec droict de mère et mixte impère, droict de regalles, condamnations, esmendes, confiscations, desemparations de coumis et caducité respectivement, contre tous les particulliers dudict lieu et estrangers quant comectent crisme audict lieu et son terroir et tous aultres droicts seigneuriaux, mettant et destituant quant bon luy semble officiers audict lieu, à son plaisir et vollunté pour rendre justice civile et criminelle, à tous les manans et habitans dudict Anthonaves et que tous les hommes dudict lieu sont à luy hounmageables et tenus de luy fere et prester hounmaige, lige de foy et de fidelité en bonne fourme et comme de tous tempz ses predecesseurs audict prieuré en ont ainsi jouy et usé quiettement et paisiblement, sans contradiction, ensemble de lever et exiger le droict de lodz et tresain de toutes les possessions, maisons, vignes, jardins et de tout aultre sorte de biens, immeubles que se viennent à se vendre, permuter, donner et exchanger de maistre en quelque façon que ce soit, à raison de deux solz pour florin et le droict de retention par prellation et aultrement et en telle jouissance et usage n'entendent l'empêcher ny ses successeurs audict prieuré⁹.

⁹ La transaction du 7 janvier 1572 (G. 2671, ff. 120^r-121^v) spécifie que chaque maison formant un feu doit comme cense un liard à la

Item. Ont pareillement confessé et recogneu audict sieur prieur present et acceptans comme dessus tenir soubz sa directe et majeur seigneurie le mollin à bled dudict lieu, avec ses regalles et belliages, tous ses droitz et appartenances amplement speciffies en l'acte ed transaction fait entre feu Me Estienne d'Arbes quand vivoit, prieur et sieur dudict Anthonaves d'une part et ladicte communauté, particulliers, manans et habitans d'autre, receue par Me Loys Armand notaire de la Baulme d'Argensson, dattée du XXIII^e mars mil cinq cens vingt sept, à la cense annuelle et perpétuelle de trois charges de bon bled, une livre de cire, payable chascune année au jour et feste de Toussaintz, audict. Anthonaves et pourté à leurs despens dans la maison seigneuriale dudict sieur, sur les peynes et aultres charges contenues en laditte transaction et avec la reservation que ledict sieur pourra fere mouldre le bled necessere pour la provision de luy, sa famille et deppendances d'icelle et en son absence de ses rentiers, franc audict sieur et à sesdicts rentiers de multure.

Item, encores ont lesdicts sindicz et particulliers audict nom, confessé, recogneu et declairé audict sieur présent et stipullant coume dessus tenir en emphitéote soubz la majeur directe et seigneurie dudict sieur, le paroïr à draps dudict lieu d'Anthonaves avec ses régalles et baillage, ses droitz et appartenances à la cense d'une galline chascune année et perpétuellement.

Item, ont lesdicts sindicz et particulliers audict nom confessé et recogneu et declairé, confessent et recognaissent et declairent audict sieur prieur présent et stipullant coume dessus qu'il est en possession et a droict et tiltre de prendre et exiger de tous les manans et habitans dudict lieu d'Antonaves et aultres qui ont biens audict lieu et son terroir le droict des censes et services telz qu'ils ont declairé et recogneu aux actes de recognaissances cy devant faites, et comme plus amplement est declairé, en icelles et audict acte de transaction acostumés, tant en cens personnel, bled, que en argent, gallines et aultres et ce, dèz tant de temps qu'il n'y a memoire d'home au contrere¹⁰.

Toussaint, et que la communauté, pour le moulin et le paroïr à elle affectés en 1527, par le précédent prieur, doit tous les 18 ans, un lods à raison du sixième denier, ou deux sols pour florin selon le prix d'estimation desdits édifices qui seront estimés par des prulhommes.

¹⁰ Selon la reconnaissance particulière du 31 octobre 1571 (*Ibidem*, ff. 13 recto-14 verso), le tenancier et emphitéote est tenu de payer

Item, ont aussi declairé et confessé que ledict sieur prieur a, tient et possède coume ses predecesseurs audict prieuré ont tenu et posselé quiettement et paisiblement sans contradiction dez le tempz susdict deux garenés, dans lesquelles les particulliers, manans et habitans n'y les estrangers n'auzent aller sans le vouloyr et consentement dudict sieur prieur pour chasser en aulcune façon et sorte de chasse sans reservacion aucune et, quant aucuns y vont pour chasser ne fere aucuns aultres exploitz, ledict sieur est en possession et a droict et faculté de les fere condanner par ses officiers, tant pour la fourme de droict que aux peines indictes par les cries annuelles et aultre, ce qu'ils n'ont aucune liberté d'entrer ne fere aucuns exploitz auxdictes garenés sans le sceu et consentement que dessus, sinon de prendre de verges pour fere de revoltes pour fermer les jardins et predz.

Item, ont pareillement recogneu et confessé audict sieur prieur présent et stipullant qu'il est et ses predecesseurs sont estés en possession et jouissances de tous temps que n'est memoire d'houme au contrere de prendre et lever audict lieu et son terroir, les droicts de passaige, pulvéraige et leide accostumés sur tous allans, passans et retournans, exepté Poumet, Chateaneuf-de-Chabre, Upais, Ribiers et Mison.

Item, ont confessé et recogneu audict sieur prieur présent coume dessus que tous les particulliers, manans et habitans dudict lieu d'Antonaves qui ont beste de bast sont tenus toutes les années à chascun jour de la veille de Noël fere pourter audict sieur prieur et dans sa maison seigneuriale, une charge de bon bois souffisante pour fere feu et, ledict sieur est tenu leur donner ung pain pour chascun de la vaille d'ung patac ou ung patac, au choix desdicts particulliers.

Item, ont aussi recogneu audict sieur prieur present et à la Toussaint, comme cens personnel les deux tiers d'une émine de froment à la mesure de Serres, cinq patacs et deux deniers d'argent. S'il possède une paire de bœufs, il doit trois corvées, l'une au *mourre*, l'autre au *binar*, l'autre au *couverir*. S'il n'a qu'un bœuf, ou une vache, il n'en doit point et le prieur doit nourrir les *boviers*. Il doit cuire au four banal et, pour le fournage, il doit un pain sur trente-huit. Il doit aider à faucher les prés du prieur, à les recueillir, à les porter à la *feniere*. A Noël, il doit porter une charge de bo's pour un patac. Il doit un poulet pour chaque couvée et un fromage; s'il tient un *parc* d'aver, le lods au sixième denier, le septième de la récolte de ses vignes.

acceptant coume dessus que le four à cuir pain dudict lieu est et appartient audict sieur, coume il a appartenu à ses predecesseurs et que tous les particulliers, manans et habitans audict lieu, sont tenus d'aller cuire leur pain audict four et non ailleurs, ainsi qu'est declairé par les recognoissances par eux faites, et sont tenus paier pour le droict de fournaige de trente huict pains ung, tant gros que de petitz et, de fournir le bois pour le cuir et ledict sieur leur entretenir ledict fourt.

Item, ont confessé et recogneu audict sieur prieur présent et stippullant coume dessus qu'il est en possession coume ses predecesseurs sont estés dez tant de tempz qu'il n'y a memoire d'home au contrere, de lever exhiger de tous les particulliers, manans et habitans dudict lieu et d'autres qui ont biens audict terroir, le dixme de tous les grains coume sont : bled d'annone, seigle, avoyne, espeaulte et de toute sorte de légumes ensemble du chéneve, oignons, pourreaux, ailletz, du vin, ensemble des aigneaux et chevreaulx, le tout à raison du quatorzain, excepté des pieces qui sont declairées auxdictes recognoissances, lesquelles ne sont subjectes à aucune dixme.

Item, est en possession, dèz ledict temps d'exiger de tous lesdicts manans et habitans dudict lieu pour chascune maison ung poulet au temps des pouletz pour toutes les covainées qu'ils feront en ung an audict lieu et, s'il n'en font point, n'y seront tenus aucunement.

Item, qu'il est en mesme possession d'exiger de tous lesdicts manans et habitans qui ont bestail tant lanut que cabrun, tenans pastre ung fromaige souffisant, sellon la faculté de la maison.

Item, ont lesdicts sindicz recogneu, audict sieur prieur présent et acceptant, que tous chascun de tous les particulliers, manans et habitans dudict Anthonaves qui ont boeufz arans sont tenus de fere trois journées d'araïre : une au *moure*, l'autre au *binar* et l'autre au *semnar* et qui n'a qu'ung boeuf la moitié moins et, ledict sieur n'est tenu que nourrir le bovier tant seullement, sans donner aucun grain ne pasture auxdictz beufz.

Item, de faucher les predz dudict sieur prieur et reduire les foins à la grange dudict sieur prieur et nest tenu que de les nourrir.

Promectans lesdictz sindicz et particulliers ci-dessus noumes, tant en leur nom que de ladicte communauté *per modum universi*, avoir et tenir pour agréable, ferme et stable lesdictes recognoissances, confessions et declarations sans y contrevenir en aucune manière, soubz l'obli-

gation de leurs personnes et biens de ladicte communauté et particulliers d'icelle. Lesquels ont soubzmis à toutes courtz et rigueurs tant dudict Anthonaves que aultres pais, renenciation de tous droictz et loix à ce contreres et ainsi l'ont promis et juré. Fait et publié au lieu que dessus, présent Antoine Dupuy, Piarre Magdallin de Barret de Chabre le Bas et Lagier Accarier de feu Guilhem, de Romette et M^e Gilles de la Porte, habitant d'Aix, ne sachans scripre, comme ilz ont dict, ne aussy lesdicts particulliers susdicts et ledict prieur, soubzsigné à l'original.

Clemens GIRAUD.

et de moy Piarre Bouisson, notere royal et commissaire en ceste partie depputé soubzsigné.

P. Buysson' notere.

III

Antonaves, 16-septembre 1782.

*Reconnaissance générale par la communauté
d'Antonaves au seigneur dudit lieu.*

Arch. des H.-A. : G. 2681.

Par devant le notaire royal de Chateauf-neuf-de-Chabre, Antonaves, Pomiet et Saléon soussigné et présents les témoins après nommés. Ce jourd'hui seize du mois de septembre avant midy, année mil sept cent quatre vingt deux, ce sont etablis en personne Jacques Drac et Charles P'lat, consuls de la communauté dudit Antonaves, Paul Laudigeois, masson, Fierre Garcin, ménager, Allexandre Garcin, cordonnier, Caezard Drac et Jean François Garcin, ménagers, habitants dudit Antonaves, tous les sept députés des la communauté dudit Antonaves par délibération générale de ladite communauté du jour d'hier, contrôlée qui demeurera annexée aux présents. Lesquels de leur gré, ensuite du pouvoir à eux donné par ladite délibération ont déclaré reconnaître Monseigneur Félicien Beucon de la Merlière, ancien évêque d'Apt absent, M^e Antoine Gaudoz, chancine de l'église cathédrale de la ville d'Apt, son procureur fondé par acte de procuration du vingt deux may mil sept cent quatre vingt, reçu M^e Juvent, notaire de la ville de Saint-Marcellin, c'y présent et pour

luy stipulant et acceptant tant pour luy que pour ses successeurs est prieur et en cette qualité seigneur spirituel et temporel de ce lieu d'Antonaves, avec haute, moyenne et basse juridiction, qu'il a la faculté de prendre lods au sixième denier à raison de deux sols par florins de tous les biens vendus, échangés, permutés et donnés, et qu'il a droit de rétention et prélation desdits biens, conformément à la reconnaissance du neuf janvier mil cinq cent soixante et douze, Buisson, notaire.

Item, que chaque habitant faizant feu audit Antonaves et son mandement doit audit seigneur prieur une cense personnelle d'une eymine bled froment mesure de ce lieu, beau bled, payable toutes les ans à la récolte, aux haïres, les officiers francs, conformément à la transaction du vingt quatre mars mil six cent soixante deux. Reçu. Tourniaire, notaire.

Item, que ledit seigneur prieur a le droit de passage, pulvéraige et layde sur toutes les allants et retournants exepté Pomet, Chateaufneuf-de-Chabre, Upaix, Ribiers et Mizon.

Item, que ledit seigneur possède en ce lieu, une garenne, dans laquelle les habitans ne pourront n'y chasser, n'y mener paître leur bétail, n'y couper du bois, sinon des verges pour faire des revortis pour fermer leurs jardins et prés, et ledit M^e Gaudoz en la qualité qu'il agit proteste de la seconde garenne mentionnée dans la susdite reconnaissance du neuf janvier mil cinq cent soixante et douze.

Item, que le four à cuire pain et celluy qui est au dessus pour cuire le fruit, apartiennent audit seigneur et que tous les particuliers, manants et habitans sont tenus d'aller cuire leur pain et fruit auxdits fours et non ailleurs, ainsi qu'il est porté par la susdite reconnaissance et par la délibération de la communauté du vingt deux octobre mil sep tcent quatre vingt, et lesdits habitans seront tenus de payer pour le droit de fournage de trente huit pains un et du fruit le même taux et de fournir le bois pour les cuire et ledit seigneur leur entretenir les fours et fourniers.

Item, que ledit seigneur prieur est en droit d'exiger de tous les habitants dudit lieu, de chacune maison un poullét au temps des poulettes pour toutes les couvées qu'ils fairont en un an et s'ils n'en font point, ils n'y seront pas tenus.

Item, que chaque habitant de ce lieu ou y possédans bien, doit audit seigneur prieur la dixme de tous grains croissans audit terroir comme bled, seigle, avoine, espeautre, et de toute sorte de légumes et celle du vin à la cotte

quatorzième et celle du chanvre et des agneaux et chevreaux à la cotte vingtième, et quant aux agneaux et chevreaux, lorsque les habitants n'en auront que dix ou moins, il leur sera libre de payer en argent à raison de deux liards par agneau et lorsqu'ils en auront onze ou plus, le seigneur prieur en prendra un et payera deux liards par chaque agneau qui manquera du nombre de vingt.

Item, et finalement que les habitants sont tenus d'empêcher que leur bétail n'aille dans les prés dudit seigneur prieur, huit jours avant et huit jours après qu'ils peuvent aller dans les autres, et que dans le cas qu'ils fassent quelques dommages, dans lesdits prés, ledit seigneur prieur se contentera de l'estime du dan et ban constitué dans ce lieu conformément à la transaction du vingt neuf décembre mil cinq cent soixante huit. Reçue, M^e Louis Flour, notaire à Upaix, et M^e Pierre Bernard, notaire à Ribiers.

Promettant lesdits députés en la qualité qu'ils agissent avoir et tenir pour agréable, ferme et stable lesdites reconnaissances et de n'y contrevenir en aucune manière, obligeant, soumettant et hypothéquant tous les biens présents et avenir de la communauté à toutes cours, en due forme, de quoy requis acte que nous avons octroyé. Fait, lu, publié et récité en entier aux parties, audit lieu d'Antonaves, dans la maison de sieur Jacques Abel, aux présences de sieur Jean Jean, négociant du lieu de Saint-Serice et sieur André Lamotte, maître chirurgien du lieu d'Orpierre, témoins requis et signés avec ledit M^e Gaudoz, Paul Laudigeois, Pierre Garcin, Charles Plat, Jacques Drac, Alexandre Garcin et Caezard Drac, non ledit François Garcin qui a déclaré ne le savoir. De se enquis et requis, ainsi signés à la minute : Gaudoz, chanoine, C. Plat, I. Drac, C. Drac, A. Garcin, P. Laudigeois, P. Garcin, Lamotte, Jean. Abel, notaire. Contrôlé à Ribiers, le vingt septembre mil sept cent quatre vingt deux. Recu quinze sols, sans préjudice de plus amples droits.

LA ROCLETTE.

S'ensuit la Délibération

Du dimanche quinze septembre mil sept cent quatre vingt deux, au lieu d'Antonaves, dans la maison de ville, le conseil général de la communauté dudit lieu a été convoqué à cry public aux formes ordinaires, devant sieur Charles Antoine Julien, chatelain, au requis de Charles

Plat et Jacques Drac, consuls, aux assistances de Jean Jacques Sala, Paul Laudigeois, Caezard Drac, Baltazard Sala, Jacques Lagier, Pierre Chirounier Vigne, Joseph Drac, Esprit Drac, Jean Pierre Lagier, Jean André Turrier, Antoine Roux, Pierre Plat, Gaspard Dôze, Jean Gautier, Pierre Garcin, Alexandre Garcin, François Rivas, Jean Plaindoux, Jacques Rivas, Charles Lagier, Jean Imbert, dit Femeou, Jean François Garcin.

Auquel conseil a été proposé par lesdits Plat et Drac, consuls que Monsieur de la Merlière, ancien évêque d'Apt, seigneur spirituel et temporel de ce lieu d'Antonaves, demande qui luy soit passée par la communauté des nouvelles reconnaissances de tous ses droits et devoirs seigneuriaux, conformément aux anciennes reconnaissances et tranzactions qui les ont suivies, qu'en conséquence Monsieur Antoine Gaudoz, chanoine de l'église cathédrale d'Apt, son procureur fondé s'est rendu ici pour les faire passer et les accepter au nom dudit seigneur et pour cet effet, il est nécessaire de députer un quelqu'un pour les passer, requièrent le conseil de délibérer et nommer telles personnes qu'il jugera à propos pour les passer et consentir au nom de la communauté. Sur laquelle proposition le susdit conseil assemblée toute d'une voix unanime, nul discordante, après avoir examiné et fait examiner les anciennes reconnaissances et tranzaction passées entre les anciens seigneurs et la communauté, a délibéré et nommé Charles Plat et Jacques Drac, consuls, Paul Laudigeois, Pierre Garcin, Alexandre Garcin, Caezard Drac, Jean François Garcin, auxquels ledit conseil donne pouvoir de pour et au nom de la communauté passer et consentir à de nouvelles reconnaissances au profit dudit seigneur et luy reconnaître ses droits et devoirs seigneuriaux tels que c'y après :

1^o Que ledit seigneur prieur est en cette qualité seigneur spirituel et temporel de ce lieu d'Antonaves avec haute, moyenne et basse juridiction, qu'il a la faculté de prendre lods au sixième denier à raison de deux sols par florin de toutes les biens vendus, échangés, permutés et donné, et qu'il a le droit de rétention et probation desdits biens.

2^o Que chaque habitant faizant feu audit Antonaves et son mandement doit audit seigneur prieur une cense personnelle d'une cymine bled froment, beau bled, mesure de ce lieu, payable tous les ans à la récolte, aux haïres, les officiers francs, conformément à la transaction du vingt quatre mars mil six cent soixante deux. Reçu Torniaire, notaire.

3° Que ledit seigneur prieur a le droit de passage, pulvérage et layde sur toutes allantes et retournantes, exepté Pomet, Chateaneuf-de-Chabre, Upaix, Ribiers et Mizon.

4° Que ledit seigneur possède en ce lieu une garenne dans laquelle les habitans ne pourront n'y chasser, n'y mener paître leur bétail, n'y couper du bois sinon des verges pour faire des revortis pour fermer leurs jardins et prés.

5° Que le four à cuire pain et celluy qui est au-dessus pour cuire le fruit apartiennent audit seigneur et que tous les particuliers, manants et habitans sont tenus d'aller cuire leur pain et fruit auxdits fours et non ailleurs, ainsi qu'il est porté par la reconnaissance du neuf janvier mil cinq cent septante deux et par la délibération de la communauté du vingt deux octobre mil sept cent quatre vingt et seront tenus de payer pour le droit de fournage de trente huit pains un et du fruit le même taux et de fournir le bois pour le cuire et ledit seigneur leur entretenir les fours et fourniers.

6° Que ledit seigneur prieur est en droit d'exiger de tous les habitans dudit lieu, de chacune maison un poullet au temps des poulettes pour toutes les couvées qu'ils feront en un an et s'ils n'en font point, ils n'y seront pas tenus.

7° Que chaque habitant de ce lieu ou y possédant biens doit audit seigneur prieur la dixme de toutes graines croissantes audit terroir comme bled, seigle, avoine, es-peautre et toute sorte de légume et celle du vin à la cote quatorzième et celle du chanvre et des agneaux et chevreaux à la cote vingtième et quant aux agneaux et chevreaux lorsque les habitans n'en auront que dix il leur sera libre de payer en argent à raizon de deux liards par agneau et lorsqu'ils en auront onze ou plus, le seigneur prieur en prendra un et payera deux liards pour chaque agneau qui manquera du nombre de vingt.

Et finalement que les habitans sont tenus d'empêcher que leur bétail n'aille dans les prés dudit seigneur prieur huit jours avant et huit jours après qu'ils peuvent aller dans les autres et que dans le cas qu'ils feront quelques dommages dans lesdits prés, ledit seigneur prieur se contentera de l'estime du dan et ban constitué dans ce lieu, conformément à la tranzaction du vingt neuf décembre mil cinq cent soixante huit. Reçu Maître Louis Flour, notaire à Upaix, et Maître Pierre Bernard, notaire à Ribiers, avec promesse par ledit conseil d'avoir à gré tout

ce que par lesdits députés sera fait et de les reléver des charges de la présente.

De tout quoy nous dit chatelain avons donné acte pour servir et valloir à ce que de raizon et avons signé avec ceux qui l'on seu, non les illitrés, de ce enquis et requis. C. Plat, consul, I. Drac, consul, P. Laudigeois, P. Garcin, J. Gautier, F. Garcin, A. Garcin, J. Turrier, C. Drac, J. Drac, J. Plaindoux, J. F. Lagier, Jullien, chatelain, Arnaud, greffier, commis et controlé à Ribiers le quinze septembre mil sept cent quatre vingt deux, reçu quinze sols.

SARLIN pour M. La Rochette.

Extrait pour seconde expédition au requis dudit seigneur, le premier en parchemin.

ABEL, notaire.

LES INSTRUCTIONS A SON FILS

de M. FANTIN DES ODOARDS

subdélégué au département d'Embrun

(1771 ?)

Par M. Paul GUERIN-LONG

Ces conseils sont écrits par M. Fantin des Odoards, mon cinquième aïeul : ils s'adressent à mon quatrième aïeul, son fils.

La famille Fantin des Odoards est très ancienne : en 1490, un Fantin des Odoards était notaire à Arvieux, en Queyras.

De 1490 à la fin du XVI^e siècle, je n'ai rien trouvé dans mes archives sur cette famille ; mais des documents et ce que m'a raconté ma mère, m'ont appris qu'à partir du XVIII^e siècle les descendants en ligne directe du notaire d'Arvieux furent : 1^o un juge de la ville d'Embrun ; 2^o un Fantin des Odoards (Antoine), historien et publiciste, né en 1738, décédé en 1820 ; 3^o un Fantin des Odoards (Florimond), qui fut général et Inspecteur d'armée, né en 1778 et décédé en 1866 ; 4^o le père et le grand-père du juge d'Embrun, mes quatrième et cinquième aïeux, qui furent subdélégués de l'Intendant du Dauphiné.

C'est le premier qui écrivit le manuscrit (Conseils à mon fils).

Le juge d'Embrun, mon trisaïeul, fut successivement administrateur du Département des Hautes-Alpes en 1790 ; membre du Tribunal de Cassation en 1791 ; député aux Cinq Cents en l'an VI et nommé en 1808 ordonnateur de l'Armée d'Italie.

Son fils, Louis Florimond, fit toutes les campagnes de l'Empire, devint général de Division et inspecteur d'armée sous Louis Philippe.

Voici à la suite de quels évènements il fut nommé général. La guerre est déclarée à l'Espagne, le 9 juillet 1822 ; l'étendard royal va recevoir le baptême du feu sur les bords du Llobregat. Le colonel Fantin des Odoards réunit ses officiers et leur dit : « L'ennemi est là, Messieurs, il ne s'agit plus de s'enrouer dans un café à crier Vive le Roi ! Le moment est venu de se conduire en gens d'honneur. J'espère que vous ferez votre devoir. **Votre** colonel fera le sien ». Le général qui commande la Brigade n'a pas pris les mesures que la situation comporte. Le 3^e de ligne que commande le colonel Fantin des Odoards tombe à l'improviste sous le feu de toute une division espagnole. Que faut-il faire, demande le Général au Colonel qui lui répond : vous ne m'avez pas fait l'honneur de me le demander quand il en était temps. Maintenant le vin est tiré, il faut le boire et, sans attendre d'autres ordres, il se place en tête du régiment, fait battre la charge et prescrit à des hommes de marcher à l'ennemi, l'arme au bras, comme on faisait dans la Garde dont il avait fait partie, et de ne faire feu qu'à bout portant. Peu de jours après, le Colonel Fantin des Odoards était Maréchal de Camp. Je l'ai bien connu. Lorsque je finissais mes études à Paris j'allais le voir dans sa propriété qu'il possédait à Saint-Leu-Taverny, où il avait pris sa retraite et s'était marié. Comme je l'ai mentionné plus haut, le Général Fantin des Odoards est mort en 1866. Il a laissé un livre très intéressant. « Les étapes d'un officier de la Grande Armée ». Il était fils du juge d'Embrun. Sa sœur épouse mon bisaïeul Louis Guérin, avocat au Parlement. Fantin des Odoards, l'historien, était son oncle.

Le Grand Larousse lui consacre un article et un autre au Général. Il est dit dans celui qui concerne l'historien (né en 1734 et décédé en 1820) qu'il a changé d'opinions politiques. Qu'y a-t-il d'étonnant à cela, étant donné le

chaos politique dans lequel on vivait à cette époque. L'auteur ajoute qu'il n'était qu'un compilateur ; mais quel est donc l'historien qui, peu ou prou, ne l'a pas été ?

Chanoine séculier *ad honorem* de la Sainte-Chapelle, il fut emprisonné le 10 août, mais bientôt remis en liberté. Ses œuvres sont : 1° Histoire de la Révolution ; 2° Histoire de la République depuis le traité de Campo Formio jusqu'à l'acceptation de la Constitution de l'An VII ; 3° Contes Orientaux ; 4° Histoire de l'Italie ; 5° Théorie des Gouvernements ; 6° Histoire de France ; 7° Histoire de Louis XV et de Louis XVI et un abrégé chronologique de l'Histoire de France. Il a laissé plus de 20 volumes manuscrits. C'était un écrivain, fécond, érudit ; mais il manquait peut-être un peu de personnalité. Il eut le bon sens de comprendre dès la première heure l'influence néfaste de l'association Jacobine et plus encore la courage de la dénoncer dans des écrits. Enfin il fut un travailleur infatigable : toutes qualités que n'aurait peut-être pas eues l'auteur de l'article du Grand Larousse.

Au bas de son portrait gravé que je possède, il y a ces vers :

Dans le feu du volcan qui dévorait la France
Le talent, la vertu, les arts, les mœurs, les lo's,
Clio lui confia son burin, sa balance.
Il instruisit le peuple, il instruisit les rois,
et de la vérité n'écoutans que la voix
des méchants et des sots il brava la Puissance.

La mode, à cette époque, était d'écrire et de parler en type pompeux.

J'ai le buste du Général Fantin des Odoards fait par un ancien député des Hautes-Alpes, M. Allier, officier et sculpteur de talent.

Je possède aussi les portraits de mes quatrième et cinquième aïeux ainsi que celui de ma bisaïeule, née Fantin des Odoards, épouse de M. Louis Guérin, avocat.

Paul GUÉRIN-LONG.

TEXTE DES INSTRUCTIONS

Original : cahier de 22 feuillets de papier mesurant 179^{mm} de large × 288^{mm} de haut, liés, en haut et en bas sur le dos par un ruban de soie verte de 11^{mm} de large. Texte écrit de la main d'un commis et signé par l'auteur.

1 INSTRUCTIONS POUR MON FILS

2 INSTRUCTIONS POUR MON FILS

Puisque Monsieur l'Intendant veut bien, en considération de mes longs services et à la sollicitation de mes amis, vous nommer mon adjoint à la subdélégation, je crois devoir entrer avec vous dans des détails qui pourront vous être nécessaires et que vous pouvez ignorer quoique vous travaillés avec moi depuis près de huit ans.

Vous devés savoir, mon cher fils, que le premier devoir d'un subdélégué est d'exécuter et faire exécuter avec la dernière exactitude les ordres qu'il reçoit de M. l'Intendant et, en son absence, de son subdélégué général et quelquefois du premier secrétaire qui, quoique sous le nom de prière, n'en sont pas moins des ordres.

M. les Commandans de la Province ou officiers généraux qui y sont employés peuvent, dans de certaines circonstances, envoyer des ordres aux subdélégués ; s'ils demandent célérité, il faut les exécuter et en rendre compte tout de suite à M. l'Intendant et, s'ils peuvent être différés de quelque temps, il faut lui écrire, même par exprès, et attendre ses ordres ultérieurs.

J'ai vu, mon cher fils, que sous le 2^o commandement

¹ f^o 1 recto.

² f^o 2 recto.

³ f^o 2 verso.

de M. le marquis du Mesnil, quelques uns de mes confrères furent blâmés par M. de Marcheval pour lui avoir donné des états et des détails qui n'étoient pas de son ressort. Je remplis les états imprimés, mais je ne les lui envoyai pas sans en avoir prévenu M. l'Intendant. Je m'en trouvai très bien et je n'en ai jamais fait l'envoy.

MM. les Commendens des places se croient quelquefois autorisés à donner des ordres, mais vous pûvès en suspendre l'exécution jusques à ce que vous ayés reçu ceux de M. l'Intendant ; s'ils veulent passer outre, il faut leur laisser le soin de démeler cette fusée avec qui de droit.

Lorsque M. de la Porte jugea à propos en 1747, tems critique où nous avions dans ces montagnes un corps d'armée considérable destiné à passer en Piémont, de me retirer du Pont de Beauvoisin pour m'envoyer à Embrun, je trouvai les affaires de la subdélégation dans un cahos affreux. Je ne parlerai pas du deffaut de provisions puisqu'il n'y en avoit point, quoiqu'elles eussent été ordonnées, mais je trouvai toute sorte de gens en possession de donner des ordres, excepté celui qui devoit le faire.

MM. les commandans d'Embrun et de Montdauphin étoient en usage d'envoyer des soldats en contrainte dans les communautéz sur la simple réquisition des comis des fourrages et des vivres, des entrepreneurs des fortifications et de ceux des hopitaux ; enfin j'ai vu jusques au comis de la fourniture des lits, donner des ordres pour faire fournir de la paille et les faire exécuter par la voye de la garnison ; je parvins, mais ce ne fut pas sans peine, à corriger ces abus et à acoutumer les communautés à ne recevoir d'autres ordres que ceux de M. l'Intendant ou de son subdélégué pour tout ce qui concerne les fournitures de toutes espèces et les voitures. MM. les commissaires des guerres qui s'étoient arrogés le droit d'ordonner les fournitures et de faire les repartitions eux mêmes voulurent bien convenir qu'ils pouvoient faire leur réquisition par écrit à M. l'Intendant ou si la chose pressoit, à son subdélégué, mais que les repartitions regardoient ce dernier.

Vous savés, mon fils, que la subdélégation d'Embrun est composée de 38 communautés parmi lesquelles celles de Brésiers, Rochebrune et Le Sauze sont exemptes de la taille, des milices, des corvées des grands chemins et des voi-

⁴ f° 3 recto.

⁵ f° 3 verso.

tures. Vous savés aussi que les habitans de Montdauphin sont exempts de toutes impositions, des milices, des corvées et des voitures de même que du droit des inspecteurs aux boucheries et qu'au moyen de cette exemption le boucher auquel le subdélégué d'Embrun, autorisé à ce sujet par M. l'Intendant ou la personne qu'il comet en sa place passe le marché tous les trois ans et qu'il fait homologuer par M. l'Intendant, est obligé de fournir la viande pendant toute la tenue de son bail à la garnison et aux habitans à un prix plus bas que le taux d'Embrun et, outre ce, de payer le salaire du maître d'école, le loyer de la Maison de Ville, le salaire et l'habillement du Valet de Ville. Vous trouverez dans le carton étiqueté Montdauphin une copie du dernier bail.

Vous savés aussi qu'on est obligé de tems à autre de faire fournir aux entrepreneurs des fortifications de Montdauphin du fourrage pour leurs ⁶/₇ équipages, des voitures pour charier le sable à Montdauphin et assés souvent des bois de construction, des borneaux pour les fontaines et de l'ardoise. Vous trouverez dans le carton étiqueté pièces instructives, les mémoires concernant les endroits d'où l'on peut tirer les bois de construction et les borneaux. Quant à l'ardoise, les entrepreneurs doivent s'en fournir à Châteauroux et tirer le charbon des mines de Chanteloube et, en cas de refus par les propriétaires, si on a recours à vous, il faut donner les ordres nécessaires. Il ne faut donner des ordres au sujet de toutes ces fournitures, qu'en conséquence de ceux de M. l'Intendant ou de son subdélégué général avec la precaution de metre dans les ordres qu'elles ne seront faites qu'à condition par les entrepreneurs de payer à fur et mesure de livraison de gré à gré, ou à dèffaut suivant la taxe qui en sera faite par M. l'Intendant ou par vous, vous trouverez dans le carton de Montdauphin les differens ordres et répartition que j'ai faites à ce sujet qui vous serviront de modèle. On est arssi en usage de faire fournir par les communautés annuellement une certaine quantité de toises de ⁷/₈ bois de chauffage plus ou moins grande suivant le nombre de troupes qu'il y a dans cette place. Vous trouverez dans le même carton des copies des différentes répartitions que j'ai faites de même que pour la paille que de tems à autre on a été obligé de faire fournir à l'entrepreneur de la fourniture des lits et quelque fois aux troupes en cantonnement à

⁶ f° 4 recto.

⁷ f° 4 verso.

Guillestre, Saint-Crépin et Saint-Clément, lorsque les casernes de Montdauphin ne sont pas suffisantes pour la garnison qui est destinée pour cette place.

Les majors des régimens en garnison à Montdauphin ont souvent prétendu être en droit d'y établir une boucherie. Ils en ont toujours été déboutés parce qu'il n'y a que les régimens suisses qui aient le privilège d'avoir des vivandiers. Vous trouverez dans le carton de Montdauphin la copie d'une lettre écrite ensuite des ordres de M. le Duc de Choiseul par M. le Comte de Tonnerre à M. de Polastre le 7 septembre 1769 qui déboute ces commandans et majors de leurs prétentions. M.M. les officiers de l'état major de Montdauphin ont voulu dans un tems y établir une cantine et des billards à eux appartenans. Ils en ont toujours été aussi déboutés, parce que Montdauphin a été fondé par Louis 14 de glorieuse mémoire ^{*/} en 1693 avec le titre de ville et les mêmes privilèges qu'il avoit accordés à celle de Saar Louis, que ce titre de ville lui a encore été confirmé par les arrêts du Conseil des mois d'avril et de septembre 1753 et que les états majors ne sont en droit d'établir des cantines que dans les forts, réduits ou citadelles. Vous trouverez dans le même carton un imprimé des appointemens et émolumens des états majors de Montdauphin dans lequel la cantine ni les billards ne sont pas compris.

Les communautés qui forment le gouvernement ou arondissement de Montdauphin sont celles de L'Argentière, la Roche, Saint-Crépin, Eygliers (qui, quoique uni à Montdauphin, ne jouit pas des mêmes privilèges), Guillestre, Vars, Seillac, Risoul, Saint-Clément, Réotier, Chancela et Freissinières. Ces deux dernières, attendu leur éloignement et la privation du pont de Chanteloube qui est enlevé presque toutes les années par les incursions de la Durance ne fournissent que très rarement des fourrages et des bois.

Les communautés de Risoul, Guillestre et Seillac jouissent par indivis de leurs montagnes et paquérages communs.

Les soldats de la garnison de Montdauphin ^{*/} étoient en usage d'aller chercher des balais pour le service de la place dans les isles au dessous de Montdauphin et, sous prétexte de ces balais, ils ne laissaient rien dans ces isles. Je fis ordonner par M. de Fontanieu en 1734, tems auquel j'étois subdélégué à Montdauphin, que cette fourniture

* f° 5 recto.

° f° 5 verso.

seroit faite annuellement par les communautés auxquelles appartiennent ces isles qui sont celles de Guillestre, Risoul, Saint-Crépin et Eygliers ; Guillestre et Risoul fournissent une année 300 balays, savoir Guillestre 200 et Risoul 100, Saint-Crépin et Eygliers fournissent l'année suivante même quantité de balays : savoir Saint-Crépin les trois cinquièmes et Eygliers le surplus. Vous trouverez dans le carton de Montdauphin les ordres que je donne à ce sujet, qui vous serviront de modèle.

Vous savés que, conformément à l'arrêt du Conseil du 24 avril 1753, la communauté d'Eygliers a été désunie d'avec celle de Saint-Crépin pour former une communauté particulière avec Montdauphin sous la dénomination de Communauté de Montdauphin-Eygliers. Vous verrés que par le même arrêt il a été dit que les montagnes, bois et paquérages communaux resteront indivis entre lesdites deux communautés de Saint-Crépin et Eygliers. ¹⁰/ Je fus comis pour faire la désunion de ces deux communautés et l'union d'Eygliers avec Montdauphin. Le tout a été homologué ainsi que vous le verrés par ces deux arrêts dans l'un desquels il est dit que le subdélégué d'Embrun présidera toutes les années à l'élection des consuls de Montdauphin Eygliers, ce que j'ai fait jusques en 1768, tems auquel l'édit municipal a été établi à Montdauphin.

Vous devés, mon fils, protéger autant qu'il dépendra de vous, auprès de M. l'Intendant les habitans de Montdauphin et en soutenir les privilèges, celui de l'exemption des tailles et autres impositions n'étoit que pour neuf années, il a été renouvelé en 1763 pour neuf autres années. Il faut leur aider autant qu'il dependra de vous à en obtenir la continuation. Si on donne atteinte aux privilèges de ces gens là, cette ville naissante se dépeuplera. Montdauphin deviendra un désert et les soldats de la garnison désertent. Cette garnison dont le fonds est ordinairement de deux bataillons sera peut-être réduite à un demy bataillon et les communautés voisines en souffriront, parce qu'elles n'y trouveront plus le débit de leurs denrées. Voilà bien des raisons pour engager ¹¹/ M. l'Intendant et ses successeurs à être les protecteurs de cette nouvelle ville, mais il faut que son subdélégué lui en rappelle quelquefois la mémoire et c'est ce que je vous recommande, le long séjour que j'ai fait à Montdauphin m'en a fait sentir la conséquence et même la nécessité. J'y ai vu des commandans

¹⁰ f^o 6 recto.

¹¹ f^o 6 verso.

qui s'en étoient rendus les tirans. J'y ai vu un baron de Flotte que le Roy a été obligé d'en retirer, exiger des droits insoutenables. Son successeur pense bien différemment, mais par qui sera-t-il succédé ? le tems vous l'apprendra, mais ne refusés jamais à ces habitants lorsqu'ils seront opprimés, d'appuyer leurs représentations auprès de M. l'Intendant.

Vous trouverez dans le carton de Montdauphin différens mémoires que j'ai dressés au sujet de cette place et des décisions des ministres ordinairement en faveur des habitants. Vous y trouverez encore différentes pièces qui, en occupant vos loisirs, vous metront au fait de l'endroit le plus important de la subdélégation d'Embrun et en même tems le plus pénible.

Je dois avant de quitter le haut Embrunois qui compose le gouvernement de Montdauphin ²²/ vous dire que les limites en sont La Bessée du milieu du côté du Briançonois, le ruisseau de Furfande du côté de la Vallée de Queyras et celui du Couloux du côté d'Embrun. Il faut encore vous observer que, pour entretenir une communication libre avec la vallée de Queyras, communication très nécessaire pour le service du Roy et en même tems pour l'avantage des habitans de cette vallée qui, pendant huit mois de l'année, ne peuvent communiquer qu'avec l'Embrunois les communautés de cette vallée entretiennent leurs chemins jusques au ruisseau de Furfande, celles de Saint-Crépin et d'Eygliers jusques au pont de pierre en commençant par ce ruisseau, celle de Guillestre depuis le pont de pierre jusques au ruisseau de Chaigne au dessous de leur bourg et celle de Risoul jusques au grand chemin royal. L'usage établi de tout tems est de commander des corvées dans ces communautés d'abord après les vendanges pour metre les gens de la vallée de Queyras en état de fréquenter la foire de Saint-Luc de Guillestre et que dans les premiers jours de May, lorsqu'il est survenu quelque détérioration dans les chemins de cette combe, ²³/ on commande les communautés cy dessus pour les réparer. Il faut user au sujet de ces corvées de la voye de la brigade, de même que pour celle des grands chemins royaux. Si cette communication étoit interrompue, non seulement les habitans de la vallée de Queyras mais encore la garnison du Château seroient exposée à mourir de faim et tout le haut Embrunois et Embrun même seroient dé-

²² f^o 7 recto.

²³ f^o 7 verso.

pourvus des ressources que fournit journellement cette vallée qui sont les veaux et le beurre. Indépendamment des corvées de printemps et d'automne, lorsqu'il survient pendant l'hiver des coulées de terre ou de neige, il faut commander, sur le premier avis qu'on en a, des corvées extraordinaires des communautés de Guillestre, Saint-Crépin et Eygliers.

Il peut survenir en tems de guerre des évènements qui obligent d'ouvrir le col de Vars. Pour lors, il faut commander les gens de Peyre et ceux de Vars le logn de leur territoire et en donner en même tems avis au subdélégué de Barcelonnette pour qu'il donne de pareils ordres à la communauté de Saint-Paul et successivement aux autres ¹⁴/ de son département.

Vous savés que les lieux d'étape du département d'Embrun sont Chorges, Embrun, Saint-Crépin et la Roche qui ne font qu'un seul lieu d'étape pour les troupes qui montent à Briançon et celles qui en descendent et Guillestre pour celles qui vont en Queyras et celles qui passent le col de Vars pour aller à Barcelonnette. Vous savés aussi que les troupes qui viennent par les montagnes de Provence arrivent à Embrun par la Bréoule et celles qui descendent, les unes passent par Chorges et de là à Gap et les autres par la Bréoule pour se rendre à Seyne.

Si par des évènements que l'on ne prévoit pas et qui ne sont pas à désirer, on chargeoit de nouveau les communautés de fournir les voitures aux troupes, les communautés du Gouvernement de Montdauphin doivent fournir à Guillestre, Saint-Crépin et la Roche, de même qu'à Montdauphin pour les régimens qui en partent, celles de Châteauroux, Crevoux, Saint-André, Saint-Sauveur, les Orres, Baratier, les Crottes, Puy-Sanières, Puy-Saint-Eusèbe, Savine et Realon doivent fournir à Embrun et celles de Saint-Apollinard, Prunières, Montgardin, Avançon, Saint-Etienne d'Avançon ¹⁵/ Valserre ; Remolon, Theus, Espinasses et Rousset doivent fournir à Chorges. Si le cas arrive, vous vous conformerez aux nouveaux ordres que vous recevrez à cet effet. Vous trouverez dans le carton des pièces instructives les répartitions qui ont été faites au sujet des voitures et elles vous serviront de modèle en augmentant ou diminuant le nombre suivant les circonstances.

Je ne vous parlerai que très légèrement de la ville

¹⁴ f° 8 recto.

¹⁵ f° 8 verso.

d'Embrun. Vous la connoissés puisque vous y êtes né et que vous n'en êtes pour ainsi dire jamais sorti. Quant au caractère de ses habitans, je ne saurois le définir : ayés beaucoup de politesse pour eux, mais ne leur donnés que peu de confiance.

Vous savés que, suivant les ordonnances de MM. les Intendans, les subdélégués doivent presider à la répartition de la capitation et même à la délibération dans laquelle sont nommés les pérécateurs. Ne soyes point curieux de cette prérogative. Il arrive presque toujours que les officiers municipaux font nommer des pérécateurs à leur choix. Quand vous assisterés à la répartition qu'en résultera-t-il ? Si vous opinés le premier pour décharger des ¹⁶/gens que vous croirés véritablement pauvres et pour augmenter ceux que vous croirés favorisés, tous les suffrages s'uniront pour combatre le votre et les choses resteront en l'état qu'elles étoient ; si vous opinés le dernier, que ferés vous contre cinq ou six suffrages qui auront délibéré autrement que vous aurés désiré.

Ne vous melés que le moins que vous pourrés des affaires de cette communauté et uniquement lorsque M. l'Intendant l'exigera ; rendés service aux habitans lorsque vous le pourrés. Je ne vous garantis pas de leur ingratitude mais il faut toujours faire le bien lorsque l'occasion s'en présente.

Vous savés que les communautés de Saint-André et Saint-Sauveur sont unies à celle d'Embrun pour la jouissance des montagnes et des forêts et que les députés de ces deux communautés se rendent à l'Assemblée générale qui se tient pour décider du jour que l'on vendagera. Vous savés aussi que ces deux communautés doivent contribuer à l'entretien des fontaines et du pavé de la ville ; elles n'en font cependant rien. C'est sans doute la faute des administrateurs. Vous savés encore que la forêt de Saluces ¹⁷/ appartient par indivis à ces trois communautés qu'on apelle la Terre Comune, que la communauté d'Embrun doit en avoir les trois cinquièmes, celle de Saint-André un cinquième et celle de Saint-Sauveur l'autre cinquième. On a toujours regardé cette forêt comme ne pouvant fournir que du bois de chauffage, mais l'entreprise que fit, il y a cinq ou six ans, un bourgeois de cette ville vous a appris qu'on en pouvoit extraire des bois de cons-

¹⁶ f^o 9 recto

¹⁷ f^o 9 verso.

truction: Si dans les suites on étoit obligé de fournir des pièces de charpente, soit pour les batimens royaux soit pour les ponts de Saint-Privas de la Clapiere et de Savine, on pourroit en tirer de cette forêt de même que de celles de Saint-André, Saint-Sauveur, les Orres, les Crottes, et de la montagne de Morgon quoique en litige entre cette dernière communauté et celles du mandement de Savine.

Le bois de chauffage de la garnison d'Embrun est fourni par les communautés de Châteauroux, Crévoux, Saint-André, Saint-Sauveur, les Orres, Baratier, les Crottes et le mandement de Savine. Je n'ai jamais pu savoir pourquoy Puy-Sanières n'y est pas compris, non plus que la communauté d'Embrun, mais j'ai trouvé les choses établies sur ce pied là depuis plus ^m/ de cinquante ans. Sans doute que mes prédécesseurs avoient eu des ordres à ce sujet. Ainsi il faut laisser les choses sur le pied que je les ai trouvées. Vous verrez dans le carton des pièces instructives les différentes répartitions que j'ai faites pour cette fourniture. J'ai suivi celles de MM. Garcin et Vial mes prédécesseurs et il n'y a jamais eu de plaintes à ce sujet. Si les communautés n'étoient pas d'acord à l'avenir avec le préposé de la ville, pour cette fourniture, vous en donneriez avis à M. l'Intendant qui en feroit la taxe ou qui vous ordonneroit de la faire.

L'entrepreneur des fortifications d'Embrun na jamais demandé des ordonnances pour la fourniture des bois ed construction, des borneaux, du sable et des fourrages, comme font ceux de Montdauphin et, si quelque nouvel entrepreneur vous demandoit des ordres à ce sujet, renvoyés le à se pourvoir à M. l'Intendant.

Vous verrez dans un registre dans lequel j'ai inscrit les états des charges locales de toutes les communautés de mon département que plusieurs d'entre elles imposent annuellement pour les ustenciles de M. le Gouverneur ; c'est un usage établi ¹⁹/ depuis si long tems sans savoir sur quel titre qu'il faut le regarder comme un droit auquel on ne doit pas toucher. D'ailleurs, l'objet est peu considérable ainsi que vous le verrez par la lecture de ce regitre.

Le mandement de Savine est composé de cinq communautés qui sont Savine, Réalon, Puy-Saint-Eusèbe, Saint-Apollinard et Prunières. La communauté de Savine forme le tiers de ce mandement, celle de Réalon l'autre tiers et les trois autres le troisième tiers. Lorsqu'elles sont obligées

¹⁸ f^o 10 recto.

¹⁹ f^o 10 recto.

de faire des fournitures, les ordres sont adressés au syndic de Savine. Celuy cy les communique à celuy de Réalon et à celui des trois autres communautés qui roulent entre elles pour nommer annuellement un syndic, les trois syndics assemblés font ensuite la répartition de ce qui doit être fourni par chaque communauté.

Theus et Remolon ne forment dans le parcellaire général de la province qu'une même communauté ; elles sont cependant chacune ses officiers et consuls séparés et elles payent par moitié les impositions royales. Ainsi, lorsque vous aurés des ordres à leur donner, il faut en adresser un à Théus et l'autre à Remolon. ^{20/}

Toutes les autres communautés de l'Embrunois n'ont rien de commun entre elles que d'être de la même province, de la même élection, même baillage et même subdélégation. Elles sont aussi toutes du même diocèse à l'exception de celle de Valserre qui est de celuy de Gap.

Milices. — Je ne vous dirai rien au sujet des milices. Je vous les ai vu faire sous mes yeux pendant quatre années consécutives ; il m'a paru que vous vous en acquitiés assés bien et j'espère que cela ira de mieux en mieux. Noubliez pas de m'avoir entendu dire souvent que le tirage des milices étoit la foire aux mensonges. Les plus honnetes gens ne se font pas un scrupule de tromper le subdélégué dans ces sortes d'occasions et lorsque les curés, officiers et consuls des communautés vous proposeront des exécutions qui vous paraîtront suspectes, témoignés leur que, malgré la confiance que vous avés en eux, vous voulés cependant consulter là dessus les garçons. Je me suis toujours bien trouvé de cette méthode et, si vous la suivés, vous ne serés pas exposé à être trompé aussi souvent. Au reste, vous avés sous les yeux l'ordonnance du Roy concernant les milices et celles de ^{21/} M. l'Intendant, dont il ne faut jamais vous écarter. Vous trouverez le tout dans le carton éitqueté Milices avec les procès verbaux des quatre derniers tirages et l'état général des miliciens existans et de ceux qui sont morts ou ont désertés. Vous y trouverez aussi des mémoires que j'ai dressés de tems à autre pour demander l'exemption des milices en faveur de l'Embrunois à l'instar du Briançonnois et enfin vous en trouverez un dans lequel je tache de prouver qu'il faut prescrire des bornes plus étroites aux exemptions accordées

²⁰ f° 11 recto.

²¹ f° 11 verso.

par l'ordonnance du Roy si l'on ne veut pas se trouver dans l'impossibilité morale de lever le nombre de miliciens demandés.

Dégreèvemens. — Vous savés que le tems auquel on travaille aux dégreèvemens est sujet à varier suivant les différentes occupations que peut avoir M. l'Intendant. Il faut cependant tenir les matériaux prêts pour le mois d'octobre. Les communautés ont des modèles de procès verbaux ; il faut les obliger à s'y conformer et suivre au surplus pour cette opération les ordres ou instructions que vous recevrez de l'Intendance. Vous trouverez dans le carton étiqueté ²²/ Dégreèvemens les états de ceux qui ont été adressés à cette subdélégation depuis 1747 que je suis en place. Vous y trouverez encore des copies des plunitifs et un tableau général, année par année, des dommages qu'ont essuyés les communautés et les particuliers et des demandes que j'ai faites en leur faveur.

Les plunitifs dont j'ai gardé copie vous instruiront des forces des communautés et de leurs différentes productions, ce qui vous seroit d'une grande utilité si nous venions à avoir la guerre sur cette frontière.

Substances. — Quoique les Maisons de Bourbon et de Savoie paroissent vivre dans la plus parfaite intelligence, un rien peut la rompre dans le tems qu'on y pensera le moins et alors vous vous trouveriez souvent dans l'embarras si vous ne connoissiez pas les secours que l'on peut tirer des communautés de l'Embrunois. Vous trouverez dans le carton des pièces instructives des mémoires et répartitions qui vous seront d'un grand secours. Les magasins des vivres sont comme vous le savés établis à Embrun et à Montdauphin. ²³/ Ceux des fourrages sont placés en tems de guerre à Chorges, à Embrun, à Montdauphin et quelquefois à la Bessée. Il y a ordinairement un camp sur le plateau de Guillestre et le quartier général est établi dans ce bourg. Les fourriers de l'armée marquent à la craye les logemens de MM. les officiers généraux et de l'état major. Ainsi, cela ne regarde le subdélégué qu'autant qu'il seroit obligé de faire de très humbles représentations au Général sur l'inégalité de ces logemens. On place M. l'Intendant à Villarobert, chés M. de Ville. Quant à MM. les commissaires des guerres, leurs logemens sont marqués à la craye comme ceux de tous les autres.

²² f° 12 recto.

²³ f° 12 verso.

Si on forme un camp, on vous demandera des fourches, des travers, des piquets, etc. Vous en trouverez dans les communautés d'Eygliers, de Risoul, de Saint-Crépin et de la Roche et vous verrez dans le carton des pièces instructives les repartitions que j'ai faites à ce sujet en 1747 et elles vous serviront de modèle, de même que les répartitions pour les fourrages et vous observerez que la communauté de Remolon est la seule de ce département qui n'est pas dans le cas d'en fournir puisqu'elle n'en a point.

Les hôpitaux de campagne sont pour l'ordinaire établis à la Charrière de Savine, à Saint-Clément et à Saint-Crépin.

On est obligé de mettre quelquefois des malades dans l'hôpital de la garnison d'Embrun, mais c'est un abus auquel il faut toujours s'opposer auprès de M. l'Intendant parce que c'est souvent une pomme de discorde entre les entrepreneurs des hôpitaux de l'armée et celui de la garnison. Je trouvai cet établissement fait à mon arrivée à Embrun en 1747 et je parvins à faire renvoyer les malades de l'armée aux hôpitaux dont je viens de parler et à éviter par là les suites des contestations qui s'étoient déjà élevées.

Ponts et chaussées. — La partie des ponts et chaussées est devenue d'une grande conséquence et mérite la plus grande attention. Il est de l'intérêt de l'Etat que les chemins soient bien entretenus et vous savez que ceux de l'Embrunois commencent au ruisseau de Saint-Pancrace et finissent à la Bessée du milieu où commencent ceux du Briançonois. Quoique on y travaille depuis bien long tems, ces ouvrages ne sont pas encore prêts à être perfectionnés. On n'a encore pu donner à l'entretien que la partie la plus voisine du Gapençois dont sont chargées les communautés de Remolon, Valserre, Avançon, Saint-Etienne, Montgardin, Chorges, Espinasse, Théus et Rousset depuis ²⁴/ le n° 8 jusques et inclus le n° 17, ce qui fait la quantité de 9549 toises. M. l'Intendant me fit l'honneur de m'adresser le 13 may 1766 ses ordonnances à ce sujet. Ce fut M. Aubry qui fit cette repartition et, comme il devoit connoître cette partie de l'Embrunois qui est proche de Gap où il residoit, je suis très persuadé qu'il la fit avec équité. M. de Burnay son successeur y a fait différens changemens qui ont excité bien des murmures. Peut-être s'est-il laissé surprendre à quelque comis qui y avoit des intérêts particuliers, mais il auroit mieux fait de ne pas toucher à ce

²⁴ f° 13 recto.

²⁵ f° 13 verso.

qui avoit été réglé par son prédécesseur. J'ai toujours bien vécu avec MM. Bouchet, Aubry, Jocteau et Bedanne. Je n'ai pas eu le même bonheur vis-à-vis M. de Burnay. Il étoit trop haut et je ne suis pas assés pliant pour vouloir suivre les fantaisies de quelqu'un qui n'est pas en droit de me donner des ordres Je souhaite que son successeur pense différemment et le service n'en ira que mieux.

Vous trouverez dans le carton étiqueté Ponts et chaussées l'instruction de M. de la Porte du 29 septembre 1749. Lisés la avec attention. Vous y verrez les parties qui vous sont confiées, ne vous en écartés pas et oposés vous autant qu'il vous sera possible à ce que les sous ingénieurs ²⁶/ ne s'ingèrent pas d'envoyer des ordres aux communautés non plus que la brigade ainsi que le faisoit M. de Burnay. C'est à vous à qui on doit s'adresser à ce sujet ensuite des ordres que vous aurés reçu de M l'Intendant et n'acordés des contraintes que sur les requisitions par écrit des sous ingénieurs, inspecteurs, conducteurs ou piqueurs s'il n'y a personne dans le département d'un grade supérieur à ceux-là.

Les taches pour l'entretien des chemins depuis le N° 17 n'ont point encore été distribuées parce qu'il n'a pas été décidé en quel endroit on pourra construire un pont sur le torrent de Boscodon. Lorsqu'on travaillera à cette opération, vous trouverez dans le carton des ponts et chaussées les instructions nécessaires à ce sujet avec la quantité de forces réelles et effectives des communautés qui doivent y être employées et la longueur des taches qu'on doit leur donner.

Les taches depuis le pont de la Clapiere jusques au pont de Sainte-Marie sous Montdauphin n'ont pas encore été finies par le mauvais exemple que la ville d'Embrun a donné aux communautés qui en sont les plus voisines. Il faut espérer qu'au moyen des brigades que j'ai été obligé d'envoyer encore tout récemment, on parviendra à faire finir cette opération ²⁷/ et vous trouverez dans le même carton le nom des communautés qui doivent y être employées.

Il reste encore quelques réparations à faire dans la partie depuis le pont de Sainte-Marie jusques à la Bessée du milieu, mais elles sont de peu de conséquence et je crois qu'on pourroit donner à l'entretien ce chemin d'abord après la moisson. Le Sr Lansade comis des ponts et chaussées

²⁶ f° 14 recto.

²⁷ f° 14 verso.

resident à Briançon avoit eu envie de donner cet entretien de son autorité privée. Je trouvai qu'une opération aussi délicate ne pouvoit pas être confiée à un simple comis qui, ne connoissant pas les forces des communautés, auroit pu, quoique avec de bonnes intentions, en surcharger quelques unes pour en soulager d'autres. J'écrivis à ce sujet à M. Moisson le 8 novembre dernier. Il fut de mon avis et il décida que cette repartition ne pouvoit être faite que par l'Ingénieur du département de concert avec le subdélégué. Ainsi, lorsqu'on jugera à propos d'y travailler, comme mes infirmités ne me permettent pas de monter à cheval, j'espère que M. l'Intendant voudra bien permettre que vous y alliez en ma place et je vous donnerai à ce sujet les instructions nécessaires pour pouvoir donner des ²⁸/ aides aux communautés situées le long de la route en s'attachant moins à la force de chaque communauté qu'à leur éloignement.

Il n'y a, dans le département d'Embrun, que quatre ponts à l'entretien du Roy qui sont ceux de Sainte-Marie sous Montdauphin, Saint-Clément, La Clapiere et Savine; à l'exception de celui de Saint-Clément, les autres sont en fort mauvais état. Une des coulées de celui de Sainte-Marie est toujours menacée par le ruisseau de Chaigne. Celui de la Clapiere est en danger étant dégarni de ses avant becs. J'en ai prévenu dans le tems M. l'Intendant. Il a donné les ordres nécessaires depuis le mois de mars dernier, mais ils n'ont pas été exécutés et il est fort à craindre qu'attendu les grosses eaux on ne puisse pas y travailler à présent et que, le pont venant à être emporté, ses débris n'entraînent celui de Savine qui n'est pas encore fini. Il seroit bien à désirer qu'on construisit les ponts en pierre. Les matériaux ne manquent pas dans nos montagnes au lieu qu'en les faisant en bois on dépeuple entièrement les forêts qui ne sont déjà que trop épuisées. J'ai fait de tems à autre des représentations ²⁹/ à ce sujet, mais elles n'ont pas été écoutées parce que les circonstances ne le permettoient pas.

Le pont de Saint-Privas qui sert de communication à la ville d'Embrun avec les communautés de Saint-André, Saint-Sauveur, Crévoux et les Orres est à l'entretien de la ville d'Embrun et de la terre commune. On ne sauroit trop veiller à ce qu'on ne néglige rien à ce sujet, puisque, si le pont de la Clapiere venoit à être emporté et que celui

²⁸ f° 15 recto.

²⁹ f° 15 verso.

de Savine ne fût pas encore fini, on ne pourroit avoir de communication qu'en remontant à celui de Saint-Clément et en traversant les chemins impraticables de la communauté de Saint-André et ceux de Baratier et des Crottes, ou passer par le Puy Sanières et le Puy Saint-Eusèbe pour aller ensuite traverser le torrent de Rajoux ou de Realon qui est impraticable pendant plusieurs mois de l'année.

Le pont de Châteauroux sur le Rabioux par décision du Conseil du 29 septembre 1750 est à la charge du Roy, mais la communauté de Châteauroux est toujours attentive à le rétablir aussitôt qu'il a été enlevé et M. l'Intendant lui accorde des dégrèvemens proportionnés à la dépense ²⁰/ qu'elle fait, sans cependant rien accorder pour les corvées.

Les digues de la Roche, quoique à l'entretien du Roy, sont cependant entretenues par corvées, par les communautés de l'Argentière, la Roche, Freissinières et Chancela. Lorsqu'on donnera à l'entretien la grande route depuis la Bessée jusques au pont de Sainte-Marie, il y aura quelques changemens à faire à ce sujet.

La digue qui est à la tête du fief de Rame est à la charge de la communauté de Chancela. Elle est essentielle pour la conservation de ce fief qui est assés considérable ; mais, comme il arrive souvent que quelques habitans de cette communauté ne veulent pas y travailler, vous ne sauriés refuser à la réquisition de leurs officiers municipaux de les y contraindre par la voye de la brigade.

La digue du pas de Marron vis-à-vis Réotier est sur le compte du Roy. Il faut veiller à sa conservation, sans quoy toute communication seroit interceptée avec Montdauphin et Briançon.

La digue de Chaigne, à laquelle travaillent actuellement les communautés de Guillore Eygliers et Risoul ou, soit-il, les possesseurs des biens inférieurs à ce torrent est nécessaire non seulement pour la ²¹ conservation de ces possessions mais encore pour le bien du service du Roy, puisque, si le torrent n'est pas contenu, il peut se jeter sur le pont de Sainte-Marie et l'emporter ou en suivant le chemin du plan de Phazy, venir se jeter sur la chaussée dite de Beurre, la détruire et emporter une partie de la digue qui est vis-à-vis Réotier.

Vous trouverés dans mon cabinet tous les dénombremens des communautés de l'Embrunois qui ont été faits ensuite des ordres de M. l'Intendant en 1763. Ils pourront être

²⁰ f° 16 recto.

²¹ f° 16 verso.

sujets à quelques corrections, parce qu'il y a eu depuis quelques tems, beaucoup plus d'enterremens que de naissances.

Voilà, mon fils, tout ce que je peux vous dire au sujet des ponts et chaussées. Je vous recomande expressément de vous opposer autant qu'il dépendra de vous, à ce que les ~~com~~mis des ponts et chaussées prennent des entreprises, ce qui se passe aujourd'hui au sujet du Serre du Buis, entrepris, par les S^{rs} Lestelet et Perrin, à la décharge des communautés de Vars et Seillac. [Ce qui] Vous en fait sentir la conséquence : cet ouvrage n'est point fini quoiqu'il dut l'être depuis plusieurs années. ²²/

On pourra vous demander, de tems à autre, soit par ordre de M. l'Intendant ou de M. le Contrôleur Général, des explications sur le prix du pain, sur sa valeur, combien doit valoir la livre de pain, lorsque la charge ou l'émine sont à un tel prix. On vous demandera encore des détails sur la différence des poids et mesures et sur celle qui se trouve entre le poids de marc et le poids de pays. Vous trouverez dans un portefeuille couvert en basanne de quoy répondre à toutes ces questions. Vous y trouverez aussi des états généraux sur la situation des communautés de l'Embrunois par rapport aux récoltes depuis 1748 jusques à présent et enfin les opérations que j'ai faites pour constater la différence du poids de pays au poids de marc et celle qui se trouve entre les mesures du pays et les boisseaux et mesures de Paris.

Vous savés, mon fils, qu'il faut envoyer tous les quinze jours à M. le Contrôleur Général et à M. l'Intendant les États du prix du pain, des grains et fourrages. Il faut y apporter la dernière attention. Vous savés aussi qu'il faut envoyer toutes les années et quelquefois plus ²³/ souvent les états des aparances des récoltes. Ne soyés jamais le dernier à envoyer ces sortes d'états à l'Intendance en faisant cependant observer que nous habitons un pays où l'on ne peut jamais rien dire de positif sur ces sortes de matières puisque une production dont les aparances seront bien belles aujourd'hui peut être détruite demain par la grêle ou les ravins et que les vignes sont plus exposées puisqu'en voit souvent grêler dans le mois de septembre et dans le même mois une gelée qui enlève tout.

Un subdélégué dont le département est sur la frontière doit être au fait des ordonnances militaires, parce qu'il

²² f° 17 recto.

²³ f° 17 verso.

survient quelque fois des cas sur lesquels il peut être consulté, ce qui m'est arrivé plusieurs fois et c'est ce qui me faisait appeler par M de la Porte son subdélégué militaire. Quoique l'instruction pour régler provisoirement le service dans les places du 1^{er} may 1765 et l'ordonnance du Roy du 1^{er} mars 1768 aient entièrement réglé le service dans les places et dans les quartiers, il est cependant des cas auxquels elles n'ont pas rérogé. Ainsi, lisés quelquefois le Code Militaire compile par Briquet. Ce sera un amusement pour vous. Vous avés aussi les quatre tomes de Cheneviere qui peuvent vous être utiles /²¹ en tems de guerre.

Il passe souvent dans ce pays des officiers généraux auxquels il convient qu'un subdélégué aille faire une visite, dès qu'il aprent leur arrivée et, comme la plupart de ces M^{rs} veulent être instruits des cols et passages qui conduisent en Piémont et en Savoye, vous trouverez dans le carton des pièces instructives un mémoire ou explication de tous les cols et passages qui sont dans le Briançonois, l'Embruncois, la Vallée de Barcelonnette et dans les vallées cédées. Je le tiens de bonne part, mais n'en donnés de copie à personne.

Les subdélégués étoient autrefois chargés de la police des hopitaux militaires et du logement des troupes en l'absence du commissaire des guerres, comme l'ordonnance du 1^{er} mars 1768 ne parle plus de nous, nous en voilà heureusement déchargés. Cependant, comme MM. les commissaires font souvent des absences, nous sommes obligés à des détails minutieux et qui demandent cependant une residence continuelle. Il faut tantôt faire fournir des voitures aux convalescens, tantôt leur faire donner la subsistance à raison de deux sous par lieue et des souliers à ceux qui en ont ^{un} besoin. Il faut avoir soin de ne faire fournir des voitures qu'à ceux qui, venant de plus loin, amèneront leurs montures à la porte de la maison et à ceux qui viennent de Montdauphin ou qui partent d'Embrun, que quand ils seront munis de certificats en règle des chirurgiens majors des hopitaux de ces places. Il faut encore observer que, dans les ordres que vous donnerés, si c'est pour la montée, il faut marquer que la monture sera relevée à Saint-Crépin et continuée jusqu'à Briançon et, si c'est pour la descente, d'Embrun à la Bréoule et, de là, à Seyne ou d'Embrun à Chorges et de Chorges à Gap.

²¹ f^o 18 recto.

²² f^o 18 verso.

Quant à la subsistance, ne la faites payer aux soldats qui montent qu'à raison de six sous pour ceux qui vont à Montdauphin, de quatorse sous pour ceux qui vont à Briançon et semblable somme à ceux qui descendent à Gap ou à Seyne, dans lesquelles villes ils prendront de nouveaux ordres.

Quant aux souliers, comme la plupart des soldats n'en demandent que pour en dépenser l'argent au cabaret, il faut les obliger à aller chercher un cordonier avec lequel vous les ferés convenir du prix et n'en faites donner le montant que lorsqu'il aura remis les souliers au soldat en votre présence. ²⁶/ Il faut faire mention au dos de la cartouche du soldat ou de son billet de sortie de l'Hôpital des sommes que vous lui aurés fait donner, soit pour sa subsistance, soit pour des souliers.

Vous pouvés, dans les suites, être chargé de faire des liquidations de dettes de communautés. Cette matière est délicate et demande beaucoup d'attention. Il faudra vous conformer à l'instruction donnée à ce sujet par M. d'Orsay, intendant de Dauphiné à ses subdélégués. Vous en trouverez une copie dans les pièces instructives et les arrêts, édits et déclarations du Roy y énoncés sont contenus dans le recueil des édits que vous avés dans votre bibliothèque. Quant à la façon de faire ces procédures, vous n'avez qu'à suivre les différentes liquidations que j'ai faites. Vous les trouverez sur les rayons qui sont au dessus de mon bureau. Elles ont été homologuées par des arrêts du Conseil ainsi elles peuvent vous servir de modèle.

Il faudra, lorsque les particuliers qui demanderont une liquidation de leurs créances sur quelques communautés, auront obtenu une ordonnance de M. l'Intendant qui vous cometra, vous prieront de procéder, leur communiquer la letre de M. Moisson du 14 aout 1770, par ²⁷/ laquelle il me marque que les créances sont déclarées prescrites par l'arrêt du Conseil de 1716 qui a levé les dernières sur-séances accordées aux communautés et que telle est aujourd'huy la jurisprudence du Conseil ; mais vous verrés si depuis cette dernière époque il a été fait quelques pour-suites, auquel cas je ne crois pas que les communautés puissent payer de prescription.

Vous trouverez dans le carton étiqueté : affaires particulières, des copies de différens avis que j'ai été chargé

²⁶ f^o 19 recto.

²⁷ f^o 19 verso.

de donner. Ils pourront vous servir dans différentes circonstances.

Vous trouverez dans le même carton plusieurs mémoires que j'ai dressés, soit par ordre de MM. les Intendants, soit pour ma satisfaction particulière. Nous en ferons la lecture ensemble dans nos momens perdus à votre retour de Grenoble. Vous en ferés ensuite l'usage que vous jugerés à propos, mais il y en a quelques-uns qui vous metront au fait du pays que vous habitez.

Vous trouverez sur les petites étagères de mon cabinet, auprès de ma bibliothèque, année par année, toutes les lettres que j'ai reçues depuis que je suis ici, soit de MM. nos Intendants, soit de M. de Serilly, Intendant de l'armée, et de MM. les ²⁰/ Commandans de la province dont plusieurs contiennent des décisions qu'il est utile que vous connoissiez. Quant à celles que j'avois reçu pendant que j'étois au Pont de Beauvoisin, je les laissai à mon départ avec les autres papiers de la subdélégation à M. Querenet mon successeur, mais vous trouverez dans le carton de Montdauphin toutes celles que j'avois reçu de l'Intendance pendant que j'y étois subdélégué. Vous trouverez aussi sur un rayon de ma bibliothèque, tous mes registres de lettres depuis 1734 jusques à présent.

Je dois vous prévenir que vous ne devés pas refuser d'affirmer par devant vous les procès verbaux qui seront dressés par les employés des fermes ou autres concernant les parties dont la connoissance doit être portée à l'Intendance, telles que les droits des Inspecteurs aux boucheries, les cartes et les droits réunis. Quant aux autres, renvoyés les à se pourvoir par devant qui ils jugeront à propos. Ces affirmations ou recensemens doivent être faits gratis, de même que les cotatures et paraphes des registres de ces comis et celles des registres du trésorier des troupes et des vivres, si on vous le demande.

Il arrive assés souvent que des particuliers qui ont des affaires à démêler avec des communautés vous remettent des requêtes à ce sujet ²¹/ pour les faire passer à M. l'Intendant. Si vous voyés que ce soit une affaire de peu de conséquence, décrétés la en marge d'un soit montré à la Communauté pour y être délibéré le premier jour de fête ou dimanche, pour la délibération rapportée, être pourvu par M. l'Intendant ainsi qu'il apartiendra et vous faites ensuite passer les requêtes à l'Intendance avec l'extrait de

²⁰ f° 20 recto.

²¹ f° 21 recto.

la délibération servant de réponse et votre avis. Si c'est une communauté contre un particulier, il faut décréter d'un soit montré à la partie suppliée pour y répondre dans trois jours ou dans la huitaine suivant les circonstances et renvoyer le tout à l'Intendance comme cy dessus.

Si les communautés de votre département veulent plaider les unes contre les autres ou des particuliers contre elles, ne donnés votre avis que sur le renvoy que vous en fera M. l'Intendant, mais ayés attention, dans les avis que vous donnerés, d'engager autant que vous le pourrés, M. l'Intendant à ne point accorder de permission de plaider qu'après avoir épuisé les voyes de l'arbitrage. Vous m'avez entendu dire souvent que les communautés se ruinoient par l'entêtement de quelques-uns de leurs chefs qui engagent ^{*/} souvent les communautés dans des procès dispendieux, dans l'espoir d'être députés et de vaquer, par ce moyen là, sans qu'il leur en coûte rien à leurs affaires particulières. Je vous recomande d'avoir toujours sous les yeux l'édit du mois d'avril 1683 portant règlement pour les dettes que les communautés contracteront à l'avenir. J'ai proposé souvent à l'Intendance de le faire réimprimer et d'en envoyer des exemplaires dans toutes les communautés. Lorsque les chefs verroient qu'ils ne peuvent se charger des députations qu'à leurs dépens, ils ne susciteroient plus tant de procès.

Il peut arriver qu'on vous demande des éclaircissemens, soit sur la revision que je fis à Bourgoïn pendant l'hiver de 1745 à 1746, des comptes de cette communauté depuis l'année 1706 jusques en 1746, soit aussi sur la procédure que je fis à Orange en 1750 pour la liquidation des dettes de cette principauté. Vous trouverez dans le carton étiqueté Bourgoïn et dans celui étiqueté Orange tous les éclaircissemens qui vous seront nécessaires à cet égard de même que les copies imprimées de ces procédures homologuées par arrêts du Conseil.

Je m'aperçois, mon cher fils, que cette ^{*/} longue instruction n'a pas l'arangement convenable, que la diction n'en est pas correcte et qu'il s'y est glissé plusieurs répétitions et même quelques inutilités ; mais vous avez dû voir que lorsque le cœur est navré, les ressorts de l'esprit n'ont pas toute leur activité. Si la Providence veut bien me laisser vivre encore quelques mois, si le tems et ma résignation aux volontés divines peuvent effacer de mon

^{*/} f^o 21 recto.

^{*/} f^o 21 verso.

esprit une image qui sera toujours gravée dans mon cœur, je pourrai alors, au moyen de quelques notes marginales et de quelques additions, vous rendre ce mémoire plus instructif et vous mettre mieux en état de remplir des fonctions, plus honorables que lucratives et suivre les traces de plusieurs de nos parens qui ont exercé avec honneur la subdélégation de Briançon depuis 1666 jusques en 1730.

Je vous souhaite, mon cher enfant, un bon voyage, un heureux succès auprès de M. l'Intendant et un prompt retour.

FantIN DES ODOARDS. ⁴²/

⁴² f° 22 et dernier blanc. Au sujet du passage qui précède page 282. relatif au caractères des habitants d'Embrun. je suis obligé de respecter le texte du manuscrit, mais comme tous ceux qui connaissent les Embrunais, je ne partage point ici l'avis de l'auteur. Les Embrunais ont des défauts : qui n'en a pas ? mais ils sont francs et fidèles à leur parole. L'auteur a dû, en formulant la critique des Embrunais, obéir à un moment de mauvaise humeur comme il s'en produit entre administrateur et administrés dont les manières de voir et les intérêts sont souvent contradictoires, du reste, M. Fantin des Odoards a émis par ailleurs une opinion différente.

LA SANTÉ DE GAP

Il y a cinquante ans et aujourd'hui

Je pense qu'il est à la fois utile et intéressant de comparer, à 50 ans de distance, les modifications qui se sont produites dans la vie des hommes de notre petite ville. Et d'autre part, ces lignes pourront servir à un médecin dans cinquante ans pour en tirer des comparaisons fructueuses.

M. Nebon, chargé de l'Etat civil à la Mairie, a bien voulu me dresser les 2 tableaux suivants : 1° Recensement de 1872 et 1926, et 2° Décès et Naissances pendant les 5 dernières années et pendant 5 années à 50 ans en arrière. Je ne saurais trop le remercier du travail qu'il a fait qui a été long et pénible et qui va me permettre d'en tirer des conclusions très utiles à nos compatriotes. Je fais bien remarquer que les renseignements que je vais donner sont tirés d'une moyenne de 5 années de vie, de 1874 à 1878, et de 1924 à 1928.

POPULATION PAR AGES DE LA VILLE DE GAP

(Garnison non comprise)

	Recensement de 1872	Recensement de 1926
De 0 à 12 mois...	161	171
1 à 2 ans....	105	168
2 à 3 ans....	152	162
3 à 4 ans....	174	186
4 à 5 ans....	148	218
5 à 6 ans....	116	210
6 à 7 ans....	158	156
7 à 8 ans....	142	107
8 à 9 ans....	139	36

9 à 10 ans....	177	102
10 à 11 ans....	133	66
11 à 12 ans....	119	68
12 à 13 ans....	186	150
13 à 14 ans....	149	214
14 à 15 ans....	159	164
15 à 16 ans....	195	160
16 à 17 ans....	171	168
17 à 18 ans....	164	174
18 à 19 ans....	165	114
19 à 20 ans....	144	132
20 à 21 ans....	146	168
21 à 22 ans....	155	108
22 à 23 ans....	115	167
23 à 24 ans....	133	132
24 à 25 ans....	129	164
25 à 30 ans....	549	1.243
30 à 35 ans....	576	811
35 à 40 ans....	536	876
40 à 45 ans....	504	762
45 à 50 ans....	480	660
50 à 55 ans....	470	636
55 à 60 ans....	369	564
60 à 65 ans....	326	456
65 à 70 ans....	206	222
70 à 75 ans....	140	120
75 à 80 ans....	69	44
80 à 85 ans....	45	36
85 à 90 ans....	12	10
90 à 95 ans....	2	1
TOTAUX....	8.019	10.106

Au premier examen du tableau des recensements, deux faits sautent aux yeux. Il semble que *nous ayons aujourd'hui plus de petits enfants de 0 à 5 ans et que nous ayons moins de vieillards au-delà de 70 ans, qu'il y a 50 ans.*

Examinons d'abord la question des enfants de 0 à 5 ans. Nous avons plus de petits enfants parce que nous avons 2.000 habitants de plus. Leur nombre en 1872 était de 740, il est aujourd'hui de 905. Mais si nous avions autant de naissances qu'en 1872 nous devrions en avoir 925.

Il y a 50 ans, on avait une moyenne de 271,8 naissances pour une moyenne de décès de 264,4; on gagnait 7 individus par ans.

Aujourd'hui on a une moyenne de naissance de 176 et on perd 197,6 individus. On perd donc 21 individus par an. Notre ville ne s'est maintenue, et n'a pu s'accroître de 2.000

LA SANTÉ DE GAP

Il y a cinquante ans et aujourd'hui

Je pense qu'il est à la fois utile et intéressant de comparer, à 50 ans de distance, les modifications qui se sont produites dans la vie des hommes de notre petite ville. Et d'autre part, ces lignes pourront servir à un médecin dans cinquante ans pour en tirer des comparaisons fructueuses.

M. Nebon, chargé de l'Etat civil à la Mairie, a bien voulu me dresser les 2 tableaux suivants : 1° Recensement de 1872 et 1926, et 2° Décès et Naissances pendant les 5 dernières années et pendant 5 années à 50 ans en arrière. Je ne saurais trop le remercier du travail qu'il a fait qui a été long et pénible et qui va me permettre d'en tirer des conclusions très utiles à nos compatriotes. Je fais bien remarquer que les renseignements que je vais donner sont tirés d'une moyenne de 5 années de vie, de 1874 à 1878, et de 1924 à 1928.

POPULATION PAR AGES DE LA VILLE DE GAP

(Garnison non comprise)

	Recensement de 1872	Recensement de 1926
De 0 à 12 mois...	161	171
1 à 2 ans....	105	168
2 à 3 ans....	152	162
3 à 4 ans....	174	186
4 à 5 ans....	148	218
5 à 6 ans....	116	210
6 à 7 ans....	158	156
7 à 8 ans....	142	107
8 à 9 ans....	139	36

9 à 10 ans....	177	102
10 à 11 ans....	133	66
11 à 12 ans....	119	68
12 à 13 ans....	186	150
13 à 14 ans....	149	214
14 à 15 ans....	159	164
15 à 16 ans....	195	160
16 à 17 ans....	171	168
17 à 18 ans....	164	174
18 à 19 ans....	165	114
19 à 20 ans....	144	132
20 à 21 ans....	146	168
21 à 22 ans....	155	108
22 à 23 ans....	115	167
23 à 24 ans....	133	132
24 à 25 ans....	129	164
25 à 30 ans....	549	1.243
30 à 35 ans....	576	811
35 à 40 ans....	536	876
40 à 45 ans....	504	762
45 à 50 ans....	480	660
50 à 55 ans....	470	636
55 à 60 ans....	369	564
60 à 65 ans....	326	456
65 à 70 ans....	206	222
70 à 75 ans....	140	120
75 à 80 ans....	69	44
80 à 85 ans....	45	36
85 à 90 ans....	12	10
90 à 95 ans....	2	1
TOTAUX....	8.019	10.106

Au premier examen du tableau des recensements, deux faits sautent aux yeux. Il semble que *nous ayons aujourd'hui plus de petits enfants de 0 à 5 ans et que nous ayons moins de vieillards au-delà de 70 ans, qu'il y a 50 ans.*

Examinons d'abord la question des enfants de 0 à 5 ans. Nous avons plus de petits enfants parce que nous avons 2.000 habitants de plus. Leur nombre en 1872 était de 740, il est aujourd'hui de 905. Mais si nous avions autant de naissances qu'en 1872 nous devrions en avoir 925.

Il y a 50 ans, on avait une moyenne de 271,8 naissances pour une moyenne de décès de 264,4; on gagnait 7 individus par ans.

Aujourd'hui on a une moyenne de naissance sde 176 et on perd 197,6 individus. On perd donc 21 individus par an. Notre ville ne s'est maintenue, et n'a pu s'accroître de 2.000

devrions en avoir 257. De même de 70 à 75 ans, il y en avait 140, nous n'en avons que 120. De 75 à 80 ans il y en avait 69, et il n'y en a que 44. De 80 à 85 ans ils étaient 45, ils sont 36 pour 2.000 habitants de plus. Et de 85 à 90 il y avait 12 bons vieux quand il n'y en a plus que 10. Enfin il y eut un centenaire en 1872. Il n'y en a plus.

Nous avons empêché de mourir 5 à 10 fois moins de petits enfants. Tuerions-nous nos vieillards comme certaines peuplades de l'Afrique ?

Il serait trop long d'expliquer comment les progrès de la médecine ont amené notre population à pouvoir vivre plus sûrement jusqu'à 70 ans environ. Mais nous pouvons bien expliquer pourquoi il y a moins de vieillards au-delà de 70 ans.

Tout d'abord remarquons l'augmentation du nombre des aliénés.

En 1876	Gap en avait	2
En 1877	—	5
En 1878	—	1
		—
		8

En 1924	Gap en avait	5
En 1925	—	5
En 1926	—	9
En 1927	—	7
En 1928	—	2
		—
		28

Soit en moyenne 1,6 il y a 50 ans ; et 5,6 maintenant.

Il ne s'agit là que des aliénés indigents, à la charge de la Commune.

La préfecture a bien voulu me signaler que dans le reste du département la proportion des aliénés indigents était presque identique il y a 50 ans il y en avait en moyenne 19, et maintenant environ 46. Il faudrait ajouter les aliénés

internés par leurs familles. Ce renseignement nous est inutile.

Comme incidence je ferai remarquer que les aliénés coûtent à la Ville de Gap 100.000 francs environ, dont 45.000 à la charge exclusive de la ville et 55.00 à la charge du département et de l'État.

Or le fond commun des boissons que l'État verse à la ville est de 137.000 francs. Ce n'est pas la peine de gagner sur les boissons 137.000 francs pour en dépenser 100.000 à en soigner les victimes !

Tout le monde connaît les rapports étroits de la folie avec l'alcoolisme ; tout le monde sait aussi que la folie est surtout fréquente dans la descendance des alcooliques. La syphilis et quelques autres infections générales jouent aussi leur rôle. Mais les médecins du département peuvent dire que la syphilis ne paraît pas avoir augmenté chez nous dans les cinquante dernières années, tandis que la consommation de tous les alcools s'est considérablement accrue, et surtout depuis la guerre.

D'abord dans le milieu ouvrier, puis maintenant à la campagne où nous entendons dire fréquemment « nous vivons mieux aujourd'hui. » Et vivre mieux signifie avoir du vin à volonté à chaque repas et entre les repas. Les Contributions indirectes n'ont pas les indications nécessaires pour dire quelle consommation est faite aujourd'hui du vin et des alcools divers. Mais d'une enquête à laquelle je me livre depuis quelque temps, il résulterait que la consommation moyenne du vin est de 2 à 3 litres par jour et par homme et que bien des femmes de la classe laborieuse boivent 1 litre de vin par jour.

En dehors de l'alcool, comme cause de mortalité précoce peut-on dire qu'il y est à Gap une industrie malfaisante ou pénible ? ou qu'on travaille à l'excès ? Assurément non. Nous avons plus de fous, nous avons moins de vieillards hommes, parce qu'on boit trop.

Il y a 50 ans il y avait 133 hommes de plus de 70 ans pour 114 femmes.

Aujourd'hui, et pour un même groupe de 8.000 habitants il y a, après 70 ans, 108, 8 hommes et 144 femmes.

Par conséquent seuls *les hommes ont diminué dans le groupe des vieillards. Les femmes au contraire vivent beaucoup plus longtemps qu'il y a 50 ans.*

Voici un tableau comparatif des décès après 70 ans :

<i>Il y a 50 ans,</i>			<i>Maintenant,</i>	
et pour 8.000 habitants,			pour 10.000 habitants,	
il mourrait :			il meurt :	
à 70 ans..	10 hommes	17 femmes	8 hommes	12 femmes
à 71 » ..	14 »	9 »	11 »	6 »
à 72 » ..	14 »	12 »	7 »	10 »
à 73 » ..	12 »	9 »	8 »	15 »
à 74 » ..	12 »	10 »	10 »	13 »
à 75 » ..	10 »	9 »	11 »	8 »
à 76 » ..	10 »	4 »	18 »	10 »
à 77 » ..	16 »	5 »	3 »	15 »
à 78 » ..	6 »	7 »	10 »	13 »
à 79 » ..	6 »	2 »	12 »	14 »
à 80 » ..	7 »	5 »	3 »	9 »
à 81 » ..	4 »	4 »	11 »	9 »
à 82 » ..	1 »	7 »	3 »	12 »
à 83 » ..	2 »	2 »	3 »	5 »
à 84 » ..	2 »	2 »	2 »	11 »
à 85 » ..	3 »	2 »	4 »	2 »
à 86 » ..	2 »	4 »	3 »	7 »
à 87 » ..		1 »	3 »	3 »
à 88 » ..		1 »		2 »
à 89 » ..			1 »	1 »
à 90 » ..	1 »	1 »	3 »	1 »
à 91 » ..			1 »	
à 92 » ..				2 »
à 93 » ..		1 »	1 »	
à 94 » ..				
à 95 » ..				
à 96 » ..				
à 97 » ..				
à 98 » ..				
à 99 » ..				
à 100 » ..				
à 101 » ..	1 »			
TOTAL 133 hommes 114 femmes			136 hommes 180 femmes	
pour 8.000 habitants			pour 10.000 habitants	

ce qui donne :

108,8 hommes 144 femmes
pour 8.000 habitants.

Ce tableau montre bien qu'après 70 ans, comme pour les âges antérieurs on pourrait vivre davantage, à preuve le

tableau suivant qui compare deux populations semblables de 8.000 habitants et en les groupant par cinq années pour simplifier.

	<i>Il y a 50 ans</i> mourraient :		<i>Maintenant</i> meurent :	
De 70 à 74...	62 hom.	57 fem.	35,2 hom.	44,8 fem.
75 à 79...	48 »	27 »	43,2 »	48 »
80 à 84...	16 »	20 »	17 »	36,8 »
85 à 89...	5 »	8 »	8,8 »	12 »
90 à 94...	1 »	2 »	4 »	2 »

Ce qui distingue nettement la femme de l'homme c'est que celui-ci boit infiniment plus de vin et d'alcools que la femme.

C'est donc aux alcools qu'il faut attribuer le fait que nous avons plus de fous, et que nous avons moins de vieillards qu'il y a cinquante ans.

CONCLUSIONS :

De tout ce qui précède je conclurais :

1° qu'il faut accroître le nombre de naissances en ville d'une trentaine par an environ, si nous voulons conserver notre chiffre de population. Car rien ne nous prouve que nous recevrons toujours des apports étrangers. Or je signale à ce sujet que mes confrères sont avec moi d'accord pour dire que, si les naissances n'augmentent pas, la faute en revient presque exclusivement à la femme. C'est elle seule qui ne veut pas. C'est sur elle qu'il faut agir. *Il faut qu'on honore la mère de famille.* Ce n'est pas avec de l'argent mais avec des moyens moraux et psychiques qu'on aboutira.

2° Chez les hommes il faut faire une vigoureuse campagne anti-alcoolique, en leur montrant qu'ils ont une hygiène alimentaire très défectueuse, et qu'ils accroîtraient bien davantage leur vie et leur bien-être en économisant les liquides qu'ils ingurgitent.

DECES PAR AGES DE PERSONNE DOMICILIEES A GAP

Années	1874	1875	1876	1877	1878	1924	1925	1926	1927	1928
De 1 an.....	43	46	57	52	57	13	14	19	11	17
2 ans.....	16	25	25	24	30	2	2	5	2	3
3 ans.....	4	11	6	9	14	1	»	1	3	2
4 ans.....	2	8	4	8	2	2	1	2	»	1
5 ans.....	2	2	8	2	5	»	1	2	»	1
6 à 10 ans.....	5	9	6	3	6	2	3	»	2	5
11 à 15 ans.....	11	3	4	6	3	2	1	2	2	2
16 à 20 ans.....	7	1	5	11	8	3	6	10	7	7
21 à 25 ans.....	10	6	5	29	31	9	9	3	6	4
26 à 30 ans.....	9	7	10	5	4	6	4	8	3	3
31 à 35 ans.....	4	13	11	7	11	6	3	10	6	7
36 à 40 ans.....	9	1	6	12	7	9	11	6	10	5
41 à 45 ans.....	7	12	9	5	10	7	7	14	6	3
46 à 50 ans.....	7	13	13	10	17	5	4	7	8	5
51 à 55 ans.....	6	16	16	5	13	5	12	14	12	5
56 à 60 ans.....	8	12	13	13	12	8	14	11	9	11
61 à 65 ans.....	9	28	15	13	14	18	25	15	24	14
66 à 70 ans.....	14	13	21	15	16	15	15	21	17	17
71 à 75 ans.....	31	24	13	25	14	23	22	31	16	17
76 à 80 ans.....	11	15	13	15	12	27	20	19	20	23
81 à 85 ans.....	4	4	9	7	2	6	11	17	9	18
86 à 90 ans.....	3	1	2	1	3	8	5	2	5	9
91 à 95 ans.....	»	»	1	»	»	1	»	»	1	»
100 ans.....	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Nombre de naissances (mères domiciliées à Gap).....	257	282	279	260	272	177	173	162	180	188

LE PRIEURÉ SAINT-ANDRÉ

DE GAP

Au début du XI^e siècle, deux pieux gapençais, Adalhard et Frodine, sa femme, firent construire une église et la dotèrent d'un revenu suffisant pour l'entretien d'un prêtre. Cette dotation était constituée par des dîmes et une vigne. Féraud I^{er} alors évêque de Gap, consacra cette église et la dédia à l'apôtre saint André, au cours de l'année 1010. Le nouvel édifice s'élevait au nord-est de la ville, sur la petite éminence qu'on distingue encore, au-dessus de la voie ferrée, entre le torrent de Bonne et la route du Champsaur.

Une vingtaine d'années après la consécration de cette église, le 27 mars 1029, le même évêque, sur le conseil de Pierre, prieur clunisien de Saint-André-de-Rosans, la soumit à Cluny dont S. Odilon était alors abbé. En même temps, il augmenta son revenu en lui cédant les dîmes du territoire entier compris entre les torrents de Bonne et du Buson, d'une part, la Luye et la haut de la montagne, de l'autre. Cette largesse fut faite à la condition expresse que le prêtre qui desservirait l'église tiendrait ces dîmes des mains de l'évêque et lui payerait annuellement, à la mi-octobre, la somme de douze deniers, non compris le cens synodal¹.

¹ Le cens synodal était de deux sous. Cette contribution, payée par les monastères possesseurs de paroisses, était destinée à indemniser les évêques qui avaient la charge de visiter les églises, d'administrer la confirmation, de distribuer les Saintes-Huiles et de surveiller les prêtres séculiers que nommait l'abbé ou le prieur du monastère pour l'aider à desservir ces paroisses.

A partir de ce jour, les fondations en faveur du monastère naissant vont se multiplier rapidement. D'abord, un chevalier « miles », devenu moine de Cluny, lui donne un domaine qu'il possède en Champsaur et un homme appelé Raynald-le-Gros qui habite le village des Infournas. Peu après, Ingelbert lui donne un champ qu'il possède près de la Luye. Puis, le 9 mai 1030, Guillaume, marquis de Provence, de concert avec Lucie, sa femme, fait donation à Cluny d'un manse qu'il possède près des murs de la ville, au-dessous de l'église Saint-Arey, — sans doute, dans le quartier de l'Hospice actuel. Quelques années plus tard, c'est Pierre Odoïn, chanoine de Gap devenu religieux de Cluny, qui fait don au prieuré de différentes possessions, entre autres d'une terre située près du torrent de Bonne. Le monastère était alors construit, car l'acte fut passé dans le cloître de Saint-André, en présence du premier prieur, dom Hugues.

Entre les dates de 1045 et de 1075, se place la donation des églises de Pelleautier (de Monte-Lauterio) que firent aux moines de Cluny Autran et Pierre, son frère, afin de participer aux prières de l'Ordre. Ces églises formèrent un nouveau prieuré qui fut désormais soumis à celui de Saint-André.

Le successeur de saint Arnoux, Laugier ou Léger 1^{er}, qui occupa le siège de Gap au moins depuis 1079 jusqu'en 1084, fut un des plus généreux bienfaiteurs du prieuré. Par quatre actes différents, il lui concéda de nombreuses églises : d'abord celles que le prêtre Pons possédait antérieurement, sous le cens de huit sous valentinois² ; ensuite celle de Saint-Étienne-en-Dévoluy et deux autres qui ne sont pas nommées, mais qui étaient très vraisemblablement celle de Saint-Disdier et celle d'Agnières ; puis, celle de La Garde, au-dessus de Gap, alors sous le titre de Saint-Bonnet. Enfin, le jour de la fête de la Dédicace de l'église Saint-André, le même prélat obtint du peuple que tous, désormais, fe-

² Le sou de cette époque, valait pour le moins 25 frs d'aujourd'hui.

raient don au prieuré de la dime de leurs raves et de leurs légumes.

Ce fut également avec l'approbation de cet évêque que Pierre Aicard donna à Hugues, abbé de Cluny, son fils Zacharie, à titre d'oblat certainement, pour servir Dieu selon la règle de son ordre et qu'il accorda, en même temps, divers biens au prieuré. Peu après, ce généreux bienfaiteur se donna lui-même à Dieu et à saint Pierre de Cluny et, avec le consentement de sa femme et de ses enfants, fit don encore à Saint-André d'une vigne située « ad Costas », à la Côte-de-Neffes, probablement.

Après Léger I^{er}, ce fut Isoard, évêque de Gap de 1090 à 1100, qui, afin d'avoir part aux prières des moines de Cluny, confirma à ceux-ci toutes les donations que ses prédécesseurs leur avaient faites.

Sous Léger II (1105-1122) et en présence de cet évêque, Gérard, dit le Mal-Teint, étant près du terme de sa vie, poussé par le remords de ses péchés et par l'amour de Jésus-Christ, se fit moine de Cluny et donna une vigne à Saint-André. Vers la même époque, le jeune Étienne Mauvesin, se trouvant en danger de mort, entra à son tour dans l'Ordre de Cluny et donna aux bienheureux Apôtres, Pierre et Paul, à Pons abbé de Cluny, à sa Congrégation et à l'église qu'il avait dans un des faubourgs de Gap, tout ce qu'il possédait dans une maison située en dehors de la ville, comme aussi diverses propriétés, telles qu'une vigne dont il avait acquis la moitié par échange avec son frère, Léon. Celui-ci approuva la donation en déposant un Missel sur l'autel de l'église Saint-André^a.

Grâce aux donations énumérées ci-dessus, le prieuré de Saint-André était parvenu, dès le début du XII^e siècle, à l'apogée de sa prospérité. Il était en possession des dîmes de la paroisse dont il était le centre ; son domaine, situé aux alentours des édifices claustraux, était entièrement constitué : on ne pourra plus citer qu'un achat et une

^a P. Guillaume : Documentations inédits sur le prieuré St André - 1882 Bul. de Valence, p. 257 et s.).

donation en sa faveur. Enfin, il avait acquis toutes ses dépendances, et celles-ci étaient importantes. Les auteurs, qui en ont parlé, n'ont point été complètement d'accord à leur sujet : l'abbé Gaillaud citant Gauthier (*Précis de l'Histoire de Gap*) s'exprime ainsi : « L'évêque Léger donna au prieuré Saint-André de Gap, les églises d'Orcières, de Saint-Léger, d'Agnières, de Saint-Disdier et de Saint-Etienne-en-Dévoluy. » Dominique Rochas, dans ses *Mémoires sur la ville de Gap*, dit à son tour : « Le prieuré de Pellotier, les cures de Champoléon, d'Orcières, de Saint-Léger, Saint-Jean et Saint-Nicolas de Montorcier, Saint-Etienne, Saint-Disdier-en-Dévoluy, Agnières, la chapelle S. Colomban de Charance, dépendaient du prieuré de Saint-André ».

De cette dernière liste, il y a lieu de supprimer Saint-Jean et Saint-Nicolas-de-Montorcier qui dépendaient en réalité du prieuré de Chabottes. Quant à la cure d'Agnières, J. Roman la fait dépendre du Puy-en-Velay et l'abbé Guillaume, dans son « *Clergé du diocèse de Gap* », ne l'attribue à aucun prieuré. A s'en tenir, en effet, aux seuls renseignements fournis par l'enquête J. du Perrier, en 1613, qui affirment que c'est le curé qui est décimateur de cette paroisse, il y aurait lieu de la reconnaître comme indépendante de Saint-André. Mais si elle échappa à ce prieuré au XVI^e siècle, ce ne dut être que transitoirement, car elle en relevait bien au XVIII^e siècle. Il existe, en effet, aux Archives des Hautes-Alpes⁴ copie d'un contrat du 10 novembre 1724, par lequel le syndic du collège d'Embrun, alors prieur de Saint-André, cède à bail à Pierre Odoul, notaire à Saint-Etienne, « les dîmes de tous les grains, légumes, agneaux, gerbes, terres curiales et autres choses que les habitants de la communauté d'Agnières et son mandement perçoivent annuellement, pour la somme de 600 livres, payables moitié à la Saint-Martin, moitié à S. Jean-Baptiste. » Le preneur s'engage, en outre, à payer la 24^e aux pauvres sans diminution de rente et, en dimi-

⁴ G., 2324.

nution de rente, la congrue du curé. D'autre part, le pouillé d'avant 1789, publié par P. Guillaume dans le *Bulletin de la Société d'Études* de 1891, s'exprime ainsi : « La cure d'Agnières, sous le vocable de N. D. de Nazareth, est sous le patronage du Collège d'Embrun et à la portion congrue ».

Les dépendances authentiques de Saint-André étaient donc : le prieuré de Pelleautier, les cures d'Orcières, de Champoléon et de Saint-Léger en Haut-Champsaur, celles, très sûrement, qui, avant leur attribution au prieuré, étaient possédées par le prêtre Pons ; les cures de Saint-Disdier-d'Agnières et de Saint-Étienne-en-Dévoluy ; la chapelle de la Garde et, enfin, celle de Saint-Jean-de-Chassagne. Celle-ci formait une sorte de petit prieuré, possédant dimeirie au quartier de Montalquier ou de Saint-Jean et dont les revenus consistaient, en 1789, « en la moitié de la dime des grains de ce quartier, en celle de la vendange, en une pension de 7 livres, 10 sous et en une cense annuelle de 4 hémines $\frac{1}{4}$ de blé ».

« Ce qui confirme pleinement, écrit l'abbé Guillaume, la vérité des diverses donations faites, au XI^e siècle, en faveur de Saint-André, c'est que le collège des Jésuites d'Embrun qui hérita des biens du prieuré, après sa destruction au XVI^e siècle, a possédé tous ces biens jusqu'à la suppression de l'Ordre. Ils étaient précisément situés à Gap, à Orcières et en Dévoluy ». Ajoutons que, outre le juspatronat et les dîmes de ces neuf bénéfices, Saint-André possédait encore les dîmes de la Plaine-de-Chabottes.

Les Archives de l'Isère⁵ nous font connaître un acte important de la vie du prieuré au XII^e siècle : c'est la vente faite, en 1171, à Guillaume, prieur de Saint-André, par Raymond de Montbrand et Arnaut, son frère, seigneurs de Buissard, du droit de prendre du bois pour le chauffage et la cuisson du pain nécessaire au prieuré, dans toute la partie du mandement de Buissard située entre le Drac et le territoire de Gap, c'est-à-dire, sur les territoires

⁵ B., 3248.

de Laye, de Saint-Laurent et du Forest-Saint-Julien. Cette vente fut consentie pour le prix de 100 sous viennois et le cens annuel de deux sétiers de vin. L'acte en fut passé à Aspres ; l'évêque de Gap, Grégoire, et Etienne, abbé de Cluny, en furent témoins.

Le prieuré se trouvait donc, à cette époque, dans une situation vraiment florissante puisqu'il pouvait se permettre un achat aussi onéreux. Mais les renseignements suivants, puisés par J. Roman dans un recueil de procès-verbaux de visites qui se trouve à la Bibliothèque Nationale de Paris, prouvent qu'un siècle plus tard la décadence paraissait commencer. En 1282, les visiteurs de Cluny constatent que la maison de Gap a subi des dommages nombreux par le fait de l'armée du prince de Salernes qui était venu soutenir l'évêque, Othon II, contre ses sujets révoltés. Non seulement les terres du prieuré avaient été ravagées, mais le prieur avait dû fournir au prince des cavaliers armés, charge dont il avait toujours été exempt jusque-là.

Les années suivantes n'avaient guère vu s'améliorer la situation, car, en 1293, on note que le prédécesseur du prieur actuel avait été obligé d'aliéner des dîmes appartenant à la Maison pour acquitter les dettes dont celle-ci était chargée. Recommandation est faite de s'appliquer à les racheter.

En 1326, le monastère n'abrite que deux moines, car, par permission expresse de l'abbé de Cluny, le prieur est absent et fait ses études dans une université. Le prieuré est chargé d'une dette de 70 livres tournois ; cependant, il y a dans les caves et les greniers de quoi permettre aux deux religieux d'attendre la prochaine récolte avec sécurité. Le service divin laisse à désirer et il n'y a aucun desservant dans la paroisse de Pelleautier qui dépend du prieuré.

Enfin, en 1303, il n'y a toujours que deux moines résidents, le prieur continuant ses études à Avignon ; mais la maison possède maintenant un prêtre séculier, le chapelain. Le service divin est donc moins défectueux : cha-

que moine, ainsi que le chapelain fait l'office à son tour, pendant une semaine⁶.

Le prieur dont il est ici question s'appelait Etienne de l'Hère. Le 5 septembre 1300, il avait été témoin à la promulgation d'une sentence arbitrale prononcée par Guillaume de Mandagot, archevêque d'Embrun, et l'évêque de Fréjus, au sujet des différends qui s'étaient élevée entre l'évêque de Gap, Geoffroy de Laincel, et le Dauphin, Jean II. Et ce n'était point la première fois que le couvent de Saint-André abritait des plénipotentiaires : déjà, en 1275, le 19 janvier, un traité y avait été conclu entre l'évêque, Othon et les habitants de la ville de Gap. Appartenant à des exempts le monastère constituait un territoire neutre et sans suspicion de partialité où les parties en litige pouvaient se rencontrer en toute indépendance.

Le 5 du mois de mars de l'an 1302, le Dauphin, Jean II, déclare, dans un diplôme solennel, qu'il prend sous sa protection Etienne de l'Hère, son fidèle et particulier ami, ainsi que ses compagnons, ses biens et ses successeurs à perpétuité, de même que les précédents Dauphins ont pris les prieurs passés sous leur protection. Cet acte est adressé au Châtelain du Champsaur auquel il est recommandé de tenir la main à ce que le prieur n'ait aucune plainte à formuler contre les sujets delphinaux⁷.

La bienveillance particulière des Dauphins pour le prieuré s'explique par ce fait que c'est généralement au monastère Saint-André que ces princes descendaient lorsqu'ils venaient à Gap, note J. Roman-Guigues VIII, par exemple, y séjourna, en une seule fois, plus de sept semaines, du 1^{er} janvier au 22 février 1330, et y reçut l'hommage de la noblesse de toute la région environnante⁸. Après la réunion du Dauphiné à la France, les gouverneurs de cette province imitèrent les anciens Dauphins et logèrent souvent à Saint-André, à l'occasion de leurs voyages à Gap. L'hospitalité

⁶ J. Roman : Bull. Soc. d'Et., 1884, p. 324 et s.).

⁷ Ar. de l'Is. : B. 2348.

⁸ Ar. de l'Is. : B. 2612).

accordée à de grands seigneurs, accompagnés d'une nombreuse suite, devait être fort onéreuse pour le prieuré et l'on conçoit qu'il fit alors des dettes ; mais elle prouve l'importance du monastère et la grande place qu'il tenait dans la société de ce temps.

Le prieur Étienne de l'Hère dut avoir pour successeur Humbert d'Auton ou Deyton qui, le 15 septembre 1313, conclut avec l'évêque, Geoffroy de Laincel, une transaction au sujet de quelques dîmes — très probablement les dîmes des raves et légumes — que le prieur de Saint-André avait droit de lever sur le territoire de la paroisse Saint-Arnoux. Vers la fin du XVII^e siècle (1689), ces dîmes égaleront la somme de 38 livres, 6 sous et, en conséquence, le collège d'Embrun, successeur du prieur, devra contribuer à la portion congrue des deux curés de Gap pour 9 liv., 9 sols et 1 denier⁹.

Une dizaine d'années plus tard, c'est Jean Gayren, docteur en droit et official de Gap, qui est prieur de Saint-André (1323-1330). Il a pour successeur Lantelme de Chalannes. Celui-ci est venu à notre connaissance par les pièces d'une enquête ordonnée contre lui par Gasbert de Laval, camérier du pape et archevêque d'Arles, sur plainte de Guillaume Arnoul, curé de Poligny et sous-collecteur, dans le diocèse, des revenus des bénéfices vacants réservés au pape. Deux bulles, l'une de Nicolas III (1279), l'autre de Jean XXII (1319) avaient nommé les abbés de Saint-Pierre-Hors-la-Porte de Vienne en Dauphiné et de Saint-Maurice d'Agaune (diocèse de Sion, Suisse) conservateurs des privilèges des prieurés de Cluny, situés hors du royaume de France. Or, le prieur de Saint-André était inculpé d'avoir fait un usage abusif de ces bulles en citant devant ces abbés, malgré la distance supérieure à celle prévue par les bulles, de nombreux habitants de Gap et d'autres paroisses du diocèse, dans le but de les amener, en raison des dangers et des frais du voyage, à un arrangement amiable tout à son avantage. L'enquête conduite

⁹ Ar. Pép. : G. 963.

par Raymond Babot, archidiacre d'Embrun, se poursuivit pendant les mois de novembre et décembre 1332. Elle fut suivie d'un supplément d'enquête qui dura de juillet à fin octobre 1333 et qui fut, comme la première, défavorable au prieur. Mais on ignore quelle fut, en définitive, l'issue de l'affaire¹⁰.

Vers la fin du quatorzième siècle, une dernière donation fut faite à Saint-André par un habitant de Gap, nommé Pons. Elle consistait en moulins et autres propriétés immobilières. Le prieur, qui était alors Guy de Brolio, en fit hommage au Dauphin. Ce même prieur fut témoin, le **11 juin 1392**, à la transaction passée entre l'évêque Artaud de Montauban et son Chapitre, d'un côté, et les citoyens de Gap, de l'autre. Cet accord était relatif à la dime de raisins qui fut fixée à la dix-huitième.

En 1413, le prieur est Jean Amici, qui, le 25 novembre, rend hommage au Dauphin. En 1446, c'est le prieur Martin Chaillol qui, à son tour, rend l'hommage pour ses possessions ou fiefs de Montorcier, Faudon et les Ranguis. Un siècle plus tôt, en 1334, c'était Jean de Montorcier qui avait rendu hommage au Dauphin pour tout ce qu'il tenait du prieuré Saint-André à Montorcier. Ces actes prouvent que le prieuré possédait non seulement des dimes, mais encore des droits féodaux dans la haute vallée du Drac et qu'il lui arrivait de les donner à fief. Fait bizarre ! A cette époque, Saint-André était rangé, tout comme Romette, parmi les bénéfices de l'archiprêtré du Champsaur au lieu de l'être parmi ceux de l'archiprêtré du Gapençais.

De 1535 à 1555, Saint-André eut pour prieur Claude de Rouchinot ou mieux de Rouchenaulx, docteur en droit et sacristain de Cluny, qui dut intenter un procès contre les habitants de Saint-Disdier pour les obliger à payer certaines dimes. Le parlement de Grenoble, par un arrêt du 14 août 1543, déclara les habitants mal fondés dans leurs prétentions et les condamna à s'exécuter.

Des auteurs ont prétendu qu'un oncle maternel de Les-

¹⁰ Annales des Alp.: an. 1907, p. 129 et s.

diguières, François de Castellane, avait été prieur de Saint-André de 1539 à 1555 et que Michel de Bonne avait tenu le prieuré, après lui, jusque vers 1570 : Paul Guillaume n'est pas de cet avis, car, a-t-il écrit, « il n'en a trouvé la preuve nulle part ».

Claude de Rouchenaulx mourut en 1555 après avoir renoncé à son prieuré en faveur de frère Etienne de Cuysses ou de Coysse ; religieux de Cluny, grand cellerier de l'abbaye de Saint-Guy en Lyonnais. Le nouveau prieur fut pourvu à Rome, le 10 avril 1555, et prit possession le 6 octobre suivant. Il résigna, à Rome, le 12 septembre 1566, en faveur de Claude de Cuysses, son neveu, également religieux de Cluny et encore étudiant à Paris qui, à son tour, prit possession par procureur, le 28 mars 1567. Ces prieurs, depuis longtemps, ne résidaient plus. Ils ne prenaient pas même la peine de venir se faire installer ; la cérémonie s'accomplissait par le moyen d'un procureur. Un prêtre de Gap, à qui ils donnaient des Lettres de vicaire général, présentait des sujets aux bénéfices de leur dépendance et accomplissait les divers actes relatifs à l'Administration temporelle du prieuré.

Claude de Cuysses demeura à la tête du prieuré jusqu'aux dernières années du seizième siècle ; mais il dut n'en posséder jamais guère que le titre. Les guerres civiles et religieuses qui sévissaient alors avaient porté un coup fatal à Saint-André. C'était dans le voisinage immédiat du monastère, au moulin Burle, qu'avaient eu lieu les premières assemblées des Calvinistes, en 1561 ; et sa situation isolée, hors des remparts de la ville, le livra sans défense à toutes les violences qui suivirent. En 1562 et 1567, alors que les monuments religieux de la ville étaient tous détruits, il est hors de doute que les édifices du prieuré ne furent pas épargnés. L'église Saint-André, en effet, était déjà détruite quand, le 5 septembre 1571, Gaspard Vitrolle fut mis en possession de « l'office claustral », vacant par décès de Nicolas Villars. Sixte Constans, précenteur de la Cathédrale, conduit, en effet, le nouveau bénéficiaire

« devant le grand autel de Saint-André quoyqu'il soit ruyné »¹¹. D'autre part, on sait que le 7 juin 1574, Lesdiguières fit cacher, dans ce qui pouvait rester de ses bâtiments, des espions chargés de lui signaler la sortie des défenseurs de Gap, et les avis que ces affidés lui communiquèrent lui permirent de battre les Gapençais sur les bords du Buson : le couvent était déjà alors inhabité.

Quand Mgr de Chaumont fit, le 9 mai 1599, la visite de l'église Saint-André, il la trouva toute en ruines, ne possédant pour tout mobilier qu'une bien pauvre chasuble, un calice d'étain et une croix également d'étain. Le prélat ordonna « de rebâtir le clocher et l'église, non de grandeur réelle qui souloit estre, mais ladite église de six cannes de long... Dans le clochier, mettre une cloche... Clorre le cimetière, tout autour, d'une muraille de demie canne de haut, en sorte que le bétail n'y puisse entrer ».

Dix ans plus tard, le 10 mai 1609, le prieuré fut visité en règle par fr. Antoine Rosset ou Rousset, docteur ez saints décrets, prieur de Saint-André-de-Rosans, recteur du collège clunisien Saint-Martial d'Avignon, vicaire général de Claude de Guise, abbé de Cluny, et « spécialement député à la visite générale des prieurés de Provence, Languedoc, Comtat-Venaissin, Dauphiné et Savoie ». Le visiteur est assisté de dom Mathias Laurens, sacristain de Valensoles, de Claude Davin, sieur de Beaujeu, et de M^e Jean Roche, notaire de Gap. « Nous semmes acheminés à l'église Saint-André, près Gap... Après avoir fait notre oraison, l'avons reconnue [examinée] et trouvée démentelée et découverte et les murailles presque toutes habattues, sauf quelque peu que les paroissiens ont fait ramasser [relever], à ce qu'on nous a dit, au côté de l'autel [pour mettre celui-ci à l'abri de la bise, sans doute !]. Au lieu dudit autel, nous avons trouvé quelques pierres amoncelées l'une sur l'autre pour y dire la messe, sans point de garniture, ny fabrique... Aucun bâtiment n'est couvert... Point de murailles au cimetière où les bêtes

¹¹ Ar. Dép. : G. 845.

bruttes peuvent entrer librement... N'avons trouvé personne à qui parler... Point de forme, ni vestige du clocher... La maison d'habitation a ses murailles démolies... Avons vu et scéu comment Claude Vincent, religieux de St Dominique, administre les sacrements aux paroissiens dans l'église des frères prescheurs, par suite des pouvoirs donnés par l'évêque de Gap. » Le prieur donnait, alors, pour gages au P. dominicain faisant office de curé : 6 charges de blé, 10 charges de vin, 4 écus, 45 livres de lard et 2 émines de noix, mais le clerc avait droit, sur ces denrées, à 2 charges de blé, à 2 charges de vin et à 15 livres de lard.

Quant aux revenus, « aurions appris consister en dixmes de la Plaine, de Saint-Léger, de Champoléon, d'Orcières et en quelques dimeries en Dévoluy ; en 10 ou 12 charges de blé provenant de parties et portion de la disme du terroir de Gap ; en quelque reste du prix du moulin dudit prioré ; certaines rentes et directes assises sur des fonds et terres au terroir de Gap et sur des granges et quelques maisons dans ladite ville ; ainsi que dans les prés, terres et possessions estant autour dudit prioré. »

Pour ce qui est du prieur, un des assistants, Davin de Beaujeu, « déclare avoir ouï dire qu'il s'appelle fr. Jean Fressier, du mandement de la Mure, mais qu'il ne l'a jamais vu au prieuré dont le rentier est le capitaine Pol, de Gap. »¹²

Quatre ans plus tard, on sera moins affirmatif au sujet du prieur en titre, car, à l'enquête J. du Perrier, qui aura lieu le 20 août 1613, Pierre Juglar, religieux dominicain, déclarera « qu'il ignore le nom du prieur en titre confidentiel, le tenant pour un certain gentilhomme du Dauphiné qu'il n'a jamais vu ». Le même témoin affirmera, en outre, « qu'il n'a jamais vu de sacristain au prieuré, même au temps où fr. Barban était curé (1599). Il n'y en a pas depuis la ruine de l'église et couvent de Saint-André, ni aucun religieux de l'Ordre. »¹³

¹² Ar. Dép. : G. 917.

¹³ Ar. Dép. : G. 2753.

Mgr du Serre qui visita l'église Saint-André, le 8 juillet 1618, la trouva encore dans le même état et, lui aussi, ordonna de la reconstruire, ainsi que la chapelle rurale de Chauvet qui dépendait de la paroisse et qui était toute découverte. Il serait téméraire d'affirmer que rien ne fut entrepris à cette époque pour relever l'église ; mais les réparations qu'on dut y faire furent fort insuffisantes, car, en 1664, nous apprend l'état des paroisses, rédigé en 1707, « cette église était toujours sans clocher, ni maison curiale, ni fonts baptismaux, mais possédait de grandes et belles ordonnances de visite non exécutées ! »

La chapelle de Chauvet, qui était sur le territoire de Saint-André, fut reconstruite enfin en 1691. C'est d'elle que parle Mgr de Malissoles, dans son procès-verbal de visite du 29 juin 1711, quand il dit : « Après avoir examiné l'église [Saint-André] qui est au dessus des moulins de Chabert, à environ 500 ou 600 pas de la ville, que nous avons trouvée entièrement délabrée, nous sommes transportés dans la chapelle Sainte-Madeleine, sur Chauvet, où nous avons indiqué les paroissiens de Saint-André pour y recevoir commodément les sacrements. L'étendue de la paroisse est d'une lieue et demie jusqu'au dessus de la montagne, composée de 64 habitants [familles], faisant 215 communicants. »

Dès cette époque, on avait renoncé au projet de rebâtir l'église Saint-André sur ses fondations, car « le sieur Rizoul, dernier curé, avait légué 1000 livres pour aider à reconstruire l'église dans le centre de la paroisse, auprès de quelque hameau que nous réglerons avec les sieurs prieurs-décimateurs »¹⁴. Le dessein exprimé ici par le chef du diocèse ne reçut jamais commencement d'exécution, ce qui n'empêcha pas « l'église Saint-André, qui ressemble plutôt à une mazure qu'à une église où, en temps de pluie ou de neige, le prêtre ne peut rester à l'autel ; si petite qu'elle ne peut contenir qu'une partie des paroissiens », d'être définitivement frappée d'interdit, le 26 juin

¹⁴ Ar. Dép. : G. 782.

1728, dès lors, abandonnée pour toujours¹⁵. Cependant les paroissiens ne s'éloignèrent pas sans protester. Ils ne se contentèrent même pas de faire entendre de simples récriminations : le 6 juillet suivant, ils présenteront requête au Parlement de Grenoble, au sujet du mauvais état de leur église « où le sieur curé ne peut plus célébrer la messe, ni faire aucune fonction curiale », et ils demandèrent à la Cour d'user de son autorité pour faire mettre à exécution les anciennes ordonnances de visite des évêques de Gap¹⁶.

La protestation des paroissiens ne fut pas reçue, et l'église abandonnée acheva bientôt de tomber en ruines. Ce sera désormais l'église du couvent des Frères Mineurs Franciscains, dits Cordeliers, qui en tiendra lieu et finira même par en prendre et le titre et le nom ; ce sera aussi — au moins à titre supplémentaire — la chapelle de Chauvet ; car, à la date du 1^{er} octobre 1757, on trouve mention¹⁷ de « la prorogation de pouvoirs au P. Fantin, cordelier, pour faire les fonctions de pro-curé à la chapelle de Chauvet ».

Ce serait ici le lieu de rappeler par qui fut successivement desservie la paroisse Saint-André, au cours des siècles passés. Jusqu'à la fin du XIII^e siècle, elle le fut par les moines de Cluny eux-mêmes. Pendant les trois siècles suivants, elle le fut par des chapelains, membres du clergé séculier, assistés, pour le service intérieur, du sacristain et du moine claustral. Le premier de ces chapelains paraît en 1303, mais n'est pas nommé, tandis que le second, Jean Colomb, se rencontre en 1332. Puis, deux siècles s'écoulent sans que le nom d'un seul d'entre eux surnage ; mais, au cours du XVI^e siècle, on relève le nom de huit d'entre eux. Depuis la fin des guerres de Religion jusqu'en 1662, ce sont les religieux Dominicains du couvent de Gap qui exercent les fonctions curiales de la paroisse, soit dans leur

¹⁵ Ar. Dép. : G. 814 f^o 95.

¹⁶ Ar. Dép. : G. 964.

¹⁷ Ar. Dép. : G. 830.

propre chapelle, soit dans l'église Saint-André elle-même. Voici leurs noms : P. Barban,... 1599 ; Cl. Vincent, 1601-1613... ; Pierre Juglard, 1619... ; Hyacinthe Garcin, qui réside en 1646 ; Hyacinthe Dolon qui le remplace. De 1662 à 1790, ce sont des prêtres du clergé séculier qui sont curés de la paroisse. Si, parfois, des frères Cordeliers, tel le P. Fantin, accomplissent des fonctions curiales, c'est à titre de pro-curés.

Après avoir assisté à la longue agonie de l'antique église Saint-André, il est à propos de revenir un peu en arrière pour voir comment finit le prieuré lui-même. A la fin du XVI^e, celui-ci devint, pour quelques années, comme l'apanage des moines de Boscodon. Si on excepte, en effet, trois inconnus : Jean de Solier (1605), Jean Fressier (1609) et Balt. Espié (1611), prête-noms, probablement, de seigneurs laïques, les quatre autres : Jean Didier, Sylvestre Seignoret, Esprit Sylvestre et Giraud Peyron, qui se succèdent fort rapidement du reste, de 1594 à 1618, sont tous religieux de cette abbaye. Le dernier d'entre eux, nommé en 1616, réside en 1618, alors qu'il ne mourra qu'en 1630. Sa résignation fut provoquée par l'union du prieuré avec le collège des Jésuites d'Embrun.

Projetée depuis 1608, approuvée par Lettres royales enregistrées au Parlement du Dauphiné en 1614, cette union fut enfin autorisée par une bulle papale du 14 septembre 1618. A partir de ce jour, le recteur du collège prit le titre de prieur de St-André. Il hérita de tous ses droits et assumait toutes ses charges, au nom de son établissement. Il eut donc « droit de patronage et de présentation aux cures de toutes les paroisses dont il percevait la dime, de même qu'à quelques autres bénéfices, en vertu des actes de fondation du prieuré contenus en un vieux cartulaire de l'an 1118, droit confirmé par deux arrêts du Parlement, l'un du 11 juillet 1673, l'autre du 29 juillet 1684. »¹¹

Le droit de patronage sur les cures de la dépendance du prieuré fut, en effet, dénié au recteur du collège d'Embrun ;

¹¹ Ar. Dép. : G. 2324.

mais celui-ci en appela au Parlement qui, par le premier des arrêts ci-dessus mentionnés, maintint « le recteur et syndic du collège en possession et jouissance du droit de patronage, présentation et nomination aux cures de Saint-André de Gap, de Saint-Léger, de Saint-Laurent, d'Orcières, de Saint-Vincent de Champoléon, de Saint-Etienne et de Saint-Disdier-en-Dévoluy, comme aux autres bénéfices dépendant aussi dudit prieuré uny au Collège »¹⁹. Il est à regretter que l'on ne connaisse point l'objet de l'arrêt de 1684. Cependant, il y a tout lieu de penser qu'il tranchait la question de la cure et des dîmes d'Agnières qui, vers cette époque, furent rendues au prieuré à qui elles avaient dû être ravies, au siècle précédent.

En 1762, lors du bannissement des Jésuites, le droit de présentation aux bénéfices dépendant du prieuré passa au bureau d'administration du collège sécularisé. Il n'est même pas rare de voir, dans les actes de collation, le principal du nouveau collège prendre, comme le recteur de l'ancien, le titre de prieur de Saint-André.

Au cours des troubles du XVI^e siècle, le prieuré s'était vu dans la nécessité d'aliéner plusieurs de ses droits et de ses propriétés. C'est ainsi que, le 28 avril 1579, furent mis en vente et adjugés aux deux frères, Claude et Jacques Arnaud, sieurs de Prégentil, les droits féodaux qu'il possédait à Montorcier et que, le 30 septembre 1591, furent vendus quelques terres et les moulins qui lui avaient été donnés en 1392²⁰. Mais il lui restait encore, en 1618, un beau domaine formé « de prés, terres, possessions autour de l'église ». Entrés en possession de ce domaine, les administrateurs du collège d'Embrun jugèrent plus avantageux de l'aliéner et de constituer, avec le capital provenant de sa vente, une pension perpétuelle au profit du collège. Après avoir obtenu, le 18 avril 1641, du vice-légat d'Avignon l'autorisation nécessaire, ils le vendirent, le 21 août suivant, aux consuls de Gap pour la somme de

¹⁹ Ar. Dép.: G. 922.

²⁰ Ar. Dép.: G. 2343.

4.500 livres. En possession de ce capital, ils le cédèrent à la Communauté de Saint-André-d'Embrun qui, en retour, s'engagea à servir au collège une rente annuelle de 281 livres, 5 sols. Mais, dans la suite, cette rente fut considérablement réduite : elle tomba à 225 livres en 1668 et à 90 livres en 1721. Enfin, après procès, en vertu d'une transaction du 21 février 1731, le capital de 4.500 livres fut remboursé au collège, grâce à la libéralité de Messire d'Hugues, prévôt du Chapitre d'Embrun, qui le paya de ses propres deniers, à la condition expresse que la Communauté de Saint-André-d'Embrun distribuerait désormais à ses pauvres une rente annuelle de 140 livres²¹ ; ce qui fut fait jusqu'à la Révolution.

La possession du prieuré dut être de la plus grande utilité pour le collège d'Embrun, car Saint-André était l'un des bénéfices les plus importants du diocèse de Gap. D'après Ul. Chevalier²², en 1380, son revenu était de 140 florins d'or, somme qui équivaldrait à plus de 30.000 francs d'aujourd'hui. Il payait alors 15 livres de décimes, et il sera inscrit encore pour 40 florins au rôle de 1516. Vers la fin du XVI^e siècle, ses revenus étaient estimés s'élever à 1.000 livres. Au cours des guerres de Religion, il eut à solder de nombreuses contributions extraordinaires. En 1574, l'une d'entre elles lui coûta 400 livres ; une autre, en 1576, 177 livres. Aussi, une heure arriva-t-elle où il lui fut impossible de s'acquitter, car ses revenus ne rentraient plus, et Julien Novier, son fermier, fut-il arrêté et détenu dans les prisons de Gap, sur poursuite de Hugues Thomasset, commis à la recette des décimes²³.

Au XVIII^e siècle, en raison de la dépréciation continue de la monnaie, les revenus du prieuré ne cessèrent de s'élever : on les trouve à 3.119 livres en 1728, à 6.012 livres en 1759. A cette dernière date, les dimes de Gap lui rapportaient 156 livres. Un bail du 12 novembre 1724

²¹ P. Martin-Civat : *Bul. soc. d'A.* 1929, p. 88 et s.

²² Documents inédits sur le Dauphiné, p. 199.

²³ G. 2554.

nous apprend que ces dimes se levaient sur les grains et la vendange et que, outre la somme principale de 150 livres, le fermier devait payer, sans diminution de rente, la 24^e aux pauvres²⁴. En 1759, les dimes que le prieuré percevait en Dévoluy s'élevaient à 1.295 livres ; celles de la Plaine de Chabottes, à 700 liv. ; celles de Saint-Léger, à 715 ; celles de Champoléon, à 160 ; celles des Ricous, à 153 ; celles de Prapic, à 202 ; celles des Macles, à 513 ; celle de la Blache, à 96 ; celles de Serre-Eyraud, à 303 ; la dime des agneaux d'Orcières, à 100, etc... Les charges étant alors de 1.413 livres, il restait net au prieuré 4.689 livres²⁵. Quelques années plus tard, le revenu brut s'élèvera même à 8.494 livres ; mais, comme les portions congrues auront été portées de 500 à 700 livres et les décimes à 538 livres, le prieuré n'en sera pas devenu plus riche.

Notons, en passant, que le prieuré avait dû subir des dommages assez notables, dans certaines de ses dépenses, par le fait de l'invasion de 1692, car, en 1694, il lui fut attribué une indemnité de 467 livres.

Les actes de 1618, qui avaient attribué le prieuré Saint-André au collège d'Embrun, n'avaient fait aucune allusion au bénéfice que constituait la sacristie. Cependant, le collège entra également en possession de ce dernier qui était propriétaire d'un petit patrimoine particulier, puisqu'il payait, en 1516, un florin et demi de décimes. Mais, en 1664, Antoine Sarrazin, frère de Jacques, curé de Gap, obtint, en Cour de Rome, la provision de ce petit bénéfice. Aussitôt, le recteur du collège présenta requête au vice-légat d'Avignon, lui exposant que « l'office de sacristain est inutile à Saint-André, vu qu'il n'y a ni couvent, ni église audit prieuré ; que, si cette nomination est maintenue, les revenus du collège seront notablement diminués, alors qu'ils servent à instruire de nombreux jeunes gens dans les belles-lettres et les bonnes mœurs, et aussi à combattre les hérétiques, à un moment où ils sont d'autant

²⁴ Ar. Dép. : G. 2324.

²⁵ Ar. Dép. : G. 2331.

plus nécessaires que la ville d'Embrun ne donne pas les 1.200 livres qu'elle avait d'abord promis de donner » pour l'entretien du collège.

Sollicité également, Charles-Maurice Le Tellier, vicaire général du cardinal d'Este, abbé commendataire de Cluny, donna son consentement à l'union, le 14 mars 1671. La décision du Légat se faisant trop longtemps attendre, Ant. Sarrazin et le procureur du recteur conclurent un accord transactionnel, à Grenoble, le 26 mai 1672. Enfin, par une sentence datée d'Avignon, le 3 juin suivant, l'archevêque/vice-légat, maintint le collège en possession du bénéfice de la sacristie et chargea l'archevêque d'Embrun de proclamer l'union définitive. Le prélat Embrunais se hâta de procéder à cette formalité qui eut lieu le 12 juillet suivant²⁶.

Quelques années plus tôt, les Jésuites d'Embrun, qui avaient obtenu de Mgr Arthus de Lyonne l'autorisation de prêcher à Gap, formèrent le projet d'y fonder une maison permanente sur l'emplacement du prieuré Saint-André. Mais, s'appuyant sur l'autorité d'une bulle de Clément VIII qui exigeait, préalablement à la fondation d'une maison nouvelle, l'acquiescement spontané des ordres religieux déjà établis dans la localité, les Dominicains, les Franciscains-cordeliers et les Capucins s'opposèrent à cette création et la firent échouer²⁷.

Avec le temps, les ruines elles-mêmes du prieuré finirent par disparaître. Seul, le cimetière qui, jadis, entourait l'église et qui continuait à servir à la paroisse, en indiqua, pendant longtemps l'emplacement. Mais celui-ci fut désaffecté en 1839 et les ossements qu'on put y découvrir furent transportés dans le cimetière de la route de Provence en 1844 et 1845. Nombreux sont, aujourd'hui, les Gapençais eux-mêmes qui ignorent que, dans ce site, qui se peuple maintenant de constructions modernes, il y eut, pendant

²⁶ Ar. Dép. : G. 864.

²⁷ J. Roman : Hist. de la ville de Gap, p. 204.

de longs siècles, un monastère florissant et le centre d'une paroisse. « *Sic transit gloria mundi !* » Ainsi s'évanouissent toutes les grandeurs de ce bas monde.!

Chanoine J. BERMOND,

FOUILLE D'UNE GROTTTE

à Eourres (Hautes-Alpes)

par M. PAUL PLAT

Cette grotte est située dans la montagne de Chante-Duc, qui délimite les communes d'Eourres au Nord et celles de Salérans et de Barret-le-Bas au Sud.

Elle est creusée dans une masse calcaire, dont certaines parties plus tendres, formaient des failles par lesquelles filtraient les eaux des pluies, qui de concert avec les intempéries, ont désagrégé la roche, laissant entre les parties plus dures des vides, formant des grottes et donnant à l'ensemble l'aspect d'un amoncellement de blocs immenses, ce qui a valu à cet ensemble, le nom de « Trucs de la Chapelle ».

Elle est très voisine du col de « Chante-Duc », coté sur la carte d'État-Major à 1361 mètres. L'altitude de la grotte doit être sensiblement la même que celle du col. Son entrée, franchement tournée au Sud, est abritée des vents froids du Nord et par les journées ensoleillées d'hiver ce devait être un abri fort recherché où les néolithiques devaient venir se remettre de la température rigoureuse des nuits.

Ayant entendu parler souvent de cette grotte et sachant que des traces de l'époque néolithique avaient été trouvées dans son voisinage, je nourrissais depuis longtemps

(1) Tout près de là se voient les ruines d'une chapelle dédié à St-Ouric qui à en juger par les débris de poterie et par les sépultures qui se trouvent aux alentours a dû remplacer un temple païen.

l'envie de la fouiller, mais l'éloignement et le lieu désert où elle se trouve, était pour moi un obstacle presque insurmontable.

A différentes reprises, j'avais fait part de mes intentions et des difficultés qui m'empêchaient de les mettre à exécution à M. Richaud Boni et à mon regretté ami André Eugène, qui habitaient les deux fermes les plus rapprochées de cette grotte.

Après s'être fait expliquer minutieusement la façon dont il fallait fouiller, un jour, ils se décidèrent et munis des outils nécessaires, partirent pour explorer cette grotte.

Très patients et très minutieux, ils firent, au cours de leurs fouilles, de nombreuses observations très intéressantes et relevèrent beaucoup de menus détails, que peut-être pas mal de praticiens auraient laissé échapper.

D'après les renseignements et tous les détails, qu'ils ont bien voulu me donner sur cette fouille et les observations que j'ai pu faire moi-même, le sol de cette grotte était formé tout d'abord, d'une couche d'environ 0.40 d'un mélange de terre, de cendres, de fumier de mouton, d'ossements d'animaux et de détritiques de toute sorte.

Il a été recueilli dans cette couche environ une vingtaine de crânes de lièvres emportés là sans doute par les rapaces, probablement des grands ducs qui pouvaient, en cet endroit caché, les dévorer tout à leur aise. Les os d'ovidés ou de caprins, ainsi que ceux d'oiseaux y étaient particulièrement abondants, mais les os longs des membres seulement, les autres faisant à peu près complètement défaut. Certains os d'oiseau ont l'air d'avoir appartenu à un genre de gallinacés qui pourrait fort bien être notre perdrix actuelle.

Enfin ce qui domine parmi les ossements recueillis dans cette couche, ce sont des phalanges légèrement cintrées, de longueurs et de grosseurs différentes, mais toutes provenant d'un animal de forte taille, qui ne peut être que l'ours. Ce qu'il y a d'étonnant et qu'on ne peut pas bien s'expliquer, c'est qu'avec ces phalanges il ne se soit pas

PL. V.



Photogr. DOVEN et CHRISTIANI.

Cliché Lucien PLAT.

**Entrée de la grotte des Trucs de la Chapelle
Eourres (Hautes-Alpes)**





Photogr. DOYEN et CHRISTIANI.

Cliché REYNAUD.

Objets provenant de la grotte des Trucs
de la Chapelle

trouvé quelque crâne ou tout au moins quelque gros os pouvant avoir appartenu à cet animal.

Je dois ajouter, qu'il y a je crois une vingtaine d'années, on m'avait montré un crâne d'ours parfaitement reconnaissable, trouvé près de l'entrée d'une grotte, située au-dessus du village de Barret-le-Haut, distant de moins trois kilomètres à vol d'oiseau de la grotte qui nous occupe. Il est donc certain que l'ours a habité ces contrées à une époque plus ou moins reculée et que les phalanges en question peuvent parfaitement lui appartenir.

Pêle-mêle, avec ces ossements, il s'est trouvé trois petits tessons d'une poterie de couleur gris-fer, non vernie, très dure, que je classerais volontiers à l'époque mérovingienne.

Au-dessous de cette couche de 0,40, existait un pavé fait avec de grosses pierres et au-dessous de ce pavé, se trouvaient les sépultures. Malgré le pavé, qui avait certainement été fait pour les protéger, celles-ci avaient été bouleversées par les fauves. Des ossements qui avaient dû se trouver là, il ne restait plus que quelques têtes de fémur et de tibias et quelques débris informes. Quelques-uns de ces os, portent la trace des dents des carnassiers qui les ont rongés. Il a été recueilli là, exactement 350 dents humaines, appartenant toutes à des adultes et quelques-unes, sans doute, à des vieillards. Quatre ou cinq sont atteintes de carie.

Avec les ossements humains, se sont trouvés quelques débris de corne de cerf, brisés comme le sont souvent les os dont les néolithiques ont voulu extraire la moëlle. Quatre ou cinq dents, ayant appartenu à cet animal ont également été recueillies.

C'est avec ces ossements qu'ont été trouvées les pointes de flèches ainsi que les perles et les pendeloques.

Il a été recueilli en tout 23 pointes de flèche ou têtes de lance en silex, variant entre, 0,07 et 0,02 de longueur ; plusieurs grattoirs ou burins en silex et en cristal de roche ; cinq pendeloques plus ou moins complètes, percées à un bout et représentant des cornes simples ou doubles. Ces

pendeloques ont l'air d'avoir été faites avec des débris de cornes de cerf, auxquels ont avait préalablement fait subir l'action du feu.

Il a été récolté en outre 120 grains d'enfilage, provenant certainement d'un collier. Ces grains sont noirs et blancs. Les blancs sont en calcaire ou en valve de *cardium* polis; les noirs sont en stéatite et quelques-uns en callaïs également polis. Dans ce nombre, il se trouve quelques petites coquilles marines (dentales) ⁽¹⁾ allongées, percées dans le sens de la longueur, qui, certainement, faisaient partie du même collier.

Il a été trouvé aussi quelques fragments d'un vase, en poterie grossière à grains de quartz, non orné à anses mamelonnées qui est bien du type néolithique.

Tous ces objets se trouvaient mélangés pêle-mêle avec les ossements, sans aucun ordre. Seules, une dizaine de pointes de flèches, se trouvaient réunies ensemble dans une enfractuosité du rocher. Elles avaient dû être déposées là au moment des funérailles et n'avaient pas été déplacées par les griffes des carnassiers qui étaient venus bouleverser les sépultures pour dévorer les cadavres.

De ces constatations, il résulte que cette grotte, trop étroite pour être habitée d'une façon permanente, a dû surtout servir de grotte sépulcrale à la fin du néolithique, époque où le culte des animaux cornus était en honneur, ce qui explique la présence des pendeloques ou amulettes en forme de cornes et faites avec de la corne.

Dix à douze individus au moins avaient été ensevelis là et pour protéger les sépultures, un pavé fait avec des grosses pierres, avait été établi dessus.

Après qu'il eût établi là ces sépultures, l'homme dut abandonner la contrée ou tout au moins la grotte où il a été remplacé par des fauves, très vraisemblablement des

(1) Des grains d'enfilage absolument identiques associés à des dentales, ont été trouvés dans les grottes de « La Farinette » commune de Lagrand (Htes-Alpes) de Roche-Rousse commune de St-Cyrice (Htes-Alpes) et dans une grotte située sur le territoire de la commune d'Aubenas (Basses-Alpes) que j'avais fouillée moi-même.

ours, qui, aiguillonnés par la faim, ont remué le sol, découvert les sépultures et dévoré les ossements à l'exception des dents et de quelques gros os.

L'homme a fait une nouvelle réapparition dans cette grotte à l'époque mérovingienne ou pendant le haut moyen-âge, apparition marquée par les deux ou trois tessons trouvés dans la couche supérieure.

Actuellement, tous les gens de la région connaissent cette grotte, tout près de laquelle il s'en trouve un certain nombre d'autres semblables, mais, s'ils vont parfois les visiter, c'est surtout en hiver, pour poursuivre quelque renard ou quelque fouine qui ont pu aller s'y réfugier et ils reviennent, sans y laisser trace de leur court séjour.

Si des fouilles méthodiques pouvaient être faites dans les grottes qui avoisinent celle qui vient d'être fouillée, il est plus que certain, qu'il s'y ferait encore des découvertes intéressantes.

NECROLOGIE

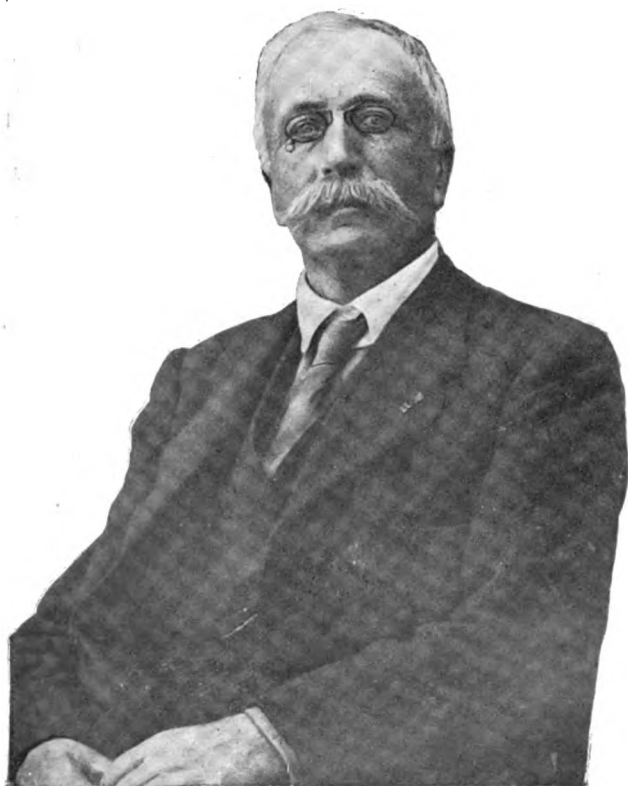
M. le Marquis de CLERMONT-TONNERRE

M. de Clermont-Tonnerre était, on le sait, de grande race: dès le XI^e siècle, sa Maison dominait déjà dans le Viennois et, depuis lors, elle a marqué son existence au cours de notre histoire nationale. Issus du premier baron de ce pays de Dauphiné, les membres de cette Maison ont su tenir la crosse, au service de l'Eglise, aussi bien que l'épée au service de la France. Il y a deux siècles, Gaspard de Clermont-Tonnerre gagnait après Fontenoy le bâton de maréchal; il y a cent ans, le cardinal de Clermont-Tonnerre se distinguait à Toulouse par la rigueur de sa doctrine, tandis que son neveu tenait le portefeuille de la guerre dans le ministère Villèle et préparait la conquête d'Alger.

Né dans la nuit de Noël et précisément à minuit dans l'Indre à Verneuil, le 25 décembre 1857, Gaspard de Clermont-Tonnerre, sortait de la branche lorraine de sa famille qui possédait Annonville près de Toul.

Son esprit se porta naturellement et d'abord vers l'armée, comme étant la seule voie traditionnelle qui restât ouverte à son activité; Saint-Cyr le vit donc entrer dans ses murs le 31 octobre 1877. Nommé sous-lieutenant au 116^e régiment d'infanterie, le 1^{er} octobre 1879, sa jeunesse préféra bientôt une existence plus active que celle d'une garnison de province. Il passa donc, au 2^e régiment de tirailleurs algériens, le 27 août 1880, où il prit part du 22 avril au 15 juin 1881 à la campagne de Tunisie. Cependant, promu lieutenant le 12 juillet 1884, il dut rentrer en France où il passa, successivement, par les 121^e, 22^e et 140^e régiments de ligne. Capitaine dans ce dernier corps le 13 juillet 1891,

PL. VII.



Photogr. DOYEN et CHRISTIANI.

M. le Marquis de Clermont-Tonnerre

il vient au 159^e l'année suivante. Il s'était marié, sur ces entrefaites le 1^{er} mars 1889 avec sa cousine M^{lle} de Braux ; mais, le souvenir de l'Algérie ne le quittait pas. Le 5 octobre 1895 il entre donc au 3^e régiment de zouaves à Constantine : c'était, là, l'uniforme qui lui convenait le mieux et, s'il eût été tout-à-fait le maître de sa vie, c'est celui qu'il eût gardé fidèlement. Le 15 mars 1899, à la mort prématurée de Mme de Clermont-Tonnerre, ne voyant pas d'ailleurs les circonstances répondre décidément à sa volonté de servir et de bien servir son pays, il donne à regret sa démission. Comme on peut s'y attendre, bien qu'il eût été rayé des cadres le 12 octobre 1908, il reprend son épée malgré son âge le 3 octobre 1914 pour la durée de la guerre : il se trouve incorporé au 59^e régiment et fait partie de cette expédition des Dardanelles, si nécessaire, mais si tardive et mal conçue, où nos troupes glorieuses ont eu beaucoup à souffrir. Nommé chef de bataillon au 259^e régiment le 16 septembre 1917, il se trouva rayé des cadres le 14 février 1918. Chevalier de la Légion d'honneur du 12 juillet 1897, il fut promu officier le 11 septembre 1923, ce qui lui était bien dû.

Son séjour en Afrique comme officier avait attiré l'attention de M. de Clermont-Tonnerre sur l'essor économique que l'Algérie était susceptible de prendre à la fin du siècle dernier, notamment au point de vue des minerais de zinc et de plomb. Selon le témoignage de l'un de nos compatriotes qui fut alors au courant de ses idées et de ses efforts généreux, « On peut dire qu'il contribua puissamment à attirer sur les mines algériennes l'attention et les capitaux de la métropole. Notre grande colonie lui doit donc un souvenir. » (1)

M. de Clermont-Tonnerre avait, jadis, dans sa jeunesse tenu garnison dans les Alpes, à Mont-Dauphin et à Briançon ; au seuil de la vieillesse, il voulut vivre quelque peu sur un coin de terre où il pût retrouver la trace de ses ancêtres. C'est ainsi que le vieux donjon de Clermont

¹ Lettre du 17 mai 1929.

près Paladru se trouve toujours entre les mains du duc de Clermont-Tonnerre, le chef de sa maison. Mme la Comtesse Blanche de Clermont-Tonnerre, sa sœur, lui donna la satisfaction qu'il désirait en acquérant les ruines grandioses de Tallard.

Les Clermont avaient au XV^e siècle acquis des Sassenage cette terre provençale par un mariage : ce sont eux, en somme, qui en ont fait à la mesure de leur tête, les murs dont nous voyons les restes. Quatre générations y vécurent jusqu'à la fin de XVI^e siècle, puis cette résidence fut cédée à la Maison de Bonne que Lesdiguières élevait alors si haut et les Clermont se fixèrent en Bourgogne à Ancy-le-France. Leur fortune les attirait vers la Cour dont les Alpes étaient bien loin.

M. de Clermont-Tonnerre se trouvait heureux sur ce sol retrouvé, malgré les ravages béants que sa splendeur avait soufferts de l'adversité. Jusque dans son dernier aspect, le passé, si malmené soit-il, demeure grand en face du présent.

Son affable simplicité, la grâce de son accueil attiraient naturellement à sa personne la sympathie dès son premier abord. Ce sont là des qualités précieuses ; naturelles à la vieille France, elles sont devenues rares.

Prompt à goûter tout ce qui peut toucher l'essor intellectuel de ce pays, il désira devenir aussitôt des nôtres.

Cependant, en se rapprochant instinctivement des générations disparues qui l'y avaient précédé, c'est la tombe, à vrai dire, qui se rapprochait de lui.

Elle s'est ouverte, presque aussitôt et en un moment sous ses pas. Subitement, on annonçait de Paris, le 30 novembre 1927, que ses obsèques allaient être célébrées le lendemain en l'église Saint-Pierre de Chaillot. M. de Clermont-Tonnerre s'était éteint un soir, tranquillement, l'âme en paix, sans crainte ni souffrance et il repose à Picpus, regretté de tous ceux qui ont eu le privilège de le connaître.

Sa fille unique avait épousé depuis peu le prince Louis-Charles de Bourbon.

23-24 avril 1930.

M.

M, Emmanuel DAVIN

En la personne de M. Emmanuel Davin vient de disparaître l'un de nos confrères déjà ancien et digne de tous nos regrets. Il était notre compatriote par toutes les fibres de son être ; sa vie se déroula tout entière parmi ses montagnes d'origine. Voilà pourquoi il trouvait là une raison profonde de s'intéresser au passé comme à l'histoire de ce pays qu'il aimait tant.

Né près de Saint-Bonnet-en-Champsaur, au hameau du Domaine, le 12 décembre 1858, M. Emmanuel Davin avait sans conteste le droit de s'appeler le fils de ses œuvres. Orphelin dès la plus tendre enfance, il fut élevé par son grand-père maternel, qui exerçait le métier de porteur de contraintes au modeste chef-lieu de cette vallée supérieure du Drac. Faute de ressources pour élever son petit-fils, l'aïeul le mit en service dès l'âge de sept ans.

Comme un David Martin et un Jean Brenier, deux autres sociétaires dont nous déplorons encore si vivement la perte, Emmanuel Davin demande son premier gagne-pain à l'humble profession de berger, dans la commune de La Motte, toute proche. Il garde un petit troupeau durant la belle saison et rentré à l'automne chez son grand-père, qui l'envoie à l'école jusqu'au printemps, époque où l'enfant part de nouveau pour remplir son office de pâtre. Emmanuel Davin est très intelligent et en même temps très laborieux ; malgré les six mois qu'il passe à garder les moutons, en trois mois il déploie assez de zèle pour n'être par le malheureux jouet des circonstances, ni déchoir du premier rang dont il est coutumier. Dans l'institution privée où il se montre si avide de s'instruire, il fait des études aussi suivies que possible, qui lui fourniront à tout le moins le viatique des plus indispensables connaissances.

En possession de ce bagage scientifique élémentaire mais de bon aloi, le jeune Davin, tandis qu'il a treize ans à

peine, abandonne son rôle de berger pour chercher un sort plus heureux en qualité de commis dans divers bureaux : enregistrement, perception, conservation des hypothèques. C'est un travailleur et un économe ; il se fait apprécier de tous ceux qui l'emploient.

Ayant atteint l'âge de dix-huit ans, à l'instar de camarades qui cherchaient peut-être à se créer un avenir sous les drapeaux, il s'engage dans l'armée pour une période de cinq années. Les dispositions qu'il y révèle lui valent, deux ans après, les galons de sergent-major ; mais, dès qu'il a accompli le temps prescrit, il prend le parti de quitter le régiment. Comme il avait opté pour les chasseurs à pied, il reste attaché à l'infanterie légère quand il passe du service actif à la section de réserve. Au cours des périodes d'instruction qui exigent des cadres éprouvés, nous le trouvons d'abord sous-lieutenant, après tous témoignages donnés de son aptitude au commandement d'une troupe ; en vertu du plus normal autant que du plus méritoire avancement, il est ensuite nommé successivement lieutenant et capitaine de ces formations auxiliaires.

Dès sa sortie de la caserne, l'ancien commis de perception avait repris, sans autre forme, son apprentissage de comptable au foyer natal. Cependant, après l'avoir prolongé qu'il oriente pendant deux années encore, jusqu'en 1883, il a conscience de pouvoir aspirer à une situation meilleure, et c'est ainsi qu'il oriente ses pensées vers la carrière administrative. A cet effet, il affronte le concours d'entrée à la Préfecture des Hautes-Alpes et obtient par son succès de se faire nommer commis expéditionnaire. Il a alors vingt-cinq ans ; il poursuit à Gap cette sorte de stage réglementaire, de 1883 jusqu'à 1886.

La confiance qu'il a gagnée dans ces fonctions le désigne pour le secrétariat de la Sous-Préfecture d'Embrun, où il demeure de 1886 à 1889, emportant toute l'estime de ses chefs avec la reconnaissance de la population.

Après ce séjour dans l'antique cité métropolitaine, il revient à Gap ; il n'aura plus d'autre ambition que d'y terminer sa carrière. Le 27 août 1889, il assume la charge

de chef de bureau, qu'il détient jusqu'à l'année 1895. A ce moment, une vacance s'étant produite, il conquiert l'échelon de chef de division, poste important où il est appelé à diriger des services qui l'obligent à dénouer les affaires souvent si délicates des communes, des écoles de toute catégorie, des travaux publics, des eaux et forêts, du recrutement. Partout, s'accuse chez lui une expérience avertie ainsi qu'un esprit porté à s'enquérir des solutions les plus claires et les plus pratiques, en vue de les voir appliquées sans délai. En 1912, il juge l'heure venue de songer à un repos gagné dans des tâches aussi absorbantes qu'ingrates parfois, et il décide de se retirer à St-Bonnet, au voisinage du riant berceau de sa naissance.

Dans les divers emplois qu'il avait occupés, il ne cessa de faire preuve d'une conscience scrupuleuse que soulignait une rare indépendance de caractère; il aimait, au surplus, beaucoup son travail. Autant de qualités qui font de lui un excellent administrateur.

Au cours des années tragiques de la Grande Guerre, — il avait été mobilisé dès le début comme capitaine de réserve, — le Gouvernement l'avait nommé président de la Commission de réception des vivres, à St-Bonnet; dans cette organisation essentielle du ravitaillement de la Nation en armes, il attesta, d'une manière remarquée, le plus actif patriotisme.

Malgré sa modestie foncière, Emmanuel Davin avait été proposé pour l'inscription dans l'Ordre de la Légion d'honneur; fonctionnaire modèle, il figurait même en tête du tableau, lorsqu'une conjoncture fâcheuse arrêta le mouvement des nominations.

Simple et droit dans ses relations, il était naturellement accessible à quiconque croyait bon de lui demander aide ou conseil. On le savait si bien, dans la plupart des mairies, qui n'étaient pas seulement celles de son canton de prédilection, que l'on venait de tous les points du département obtenir de lui, à la Préfecture, une audience facile. Sans contrainte quelconque, on lui soumettait une difficulté qu'une intelligence un peu fruste estimait toute pleine de

pièges ; on lui confiait même un ennui qui faisait un esprit tout désespéré. Il passait pour un bon expert en matière administrative, pour un homme avisé en mainte cause d'embarras. On ne se trompait jamais sur sa bonne volonté ni sur sa souplesse à dégager une question de ses obscurités. C'était assez pour que l'on repartit pleinement satisfait.

Il avait un sentiment très haut de la justice et, par suite, il lui était naturel de manifester sans crainte ni forfanterie le plus savoureux franc parler. Un certain goût de la solitude n'excluait pas en lui la bonhomie ni l'agrément d'un commerce familial ; il partageait surtout ses loisirs entre la lecture et la chasse.

De bonne heure, celui dont nous essayons de retracer la vie s'était fait inscrire sur nos listes, en un geste de définitive adhésion. Epris de tout ce qui visait les coutumes autant que les usages vénérables de nos vallées, leur folklore certes incomparable, les annales de nos vieilles générations paysannes, il professait une admiration non dissimulée pour notre Bulletin, qui se fait gloire de les scruter jusque dans les siècles les plus éloignés du nôtre. Il éprouvait un légitime orgueil à découvrir, pour ainsi dire, d'un numéro à l'autre, de quelle façon les descriptions ou les récits de nos événements alpestres contribuaient à marquer d'une forte empreinte notre haut Dauphiné et lui livraient belle place dans l'histoire nationale.

Le 29 septembre dernier, la mort nous a ravi notre compatriote, victime des rigueurs du précédent hiver. Il s'est éteint à Saint-Bonnet, où il a été inhumé.

M. Emmanuel Davin, en quittant ce monde, laisse la réputation d'un homme ferme et sûr, plein d'initiative, arrivé par l'effort personnel de sa volonté à une situation enviable, soutenu par son seul mérite, sans appuis, adorant la liberté, noble et saine de tous ses mouvements jusqu'à la limite du nécessaire, selon la tradition des montagnards des Alpes dont il pouvait passer pour un représentant fidèle, par suite digne et fier en sa conduite, au demeurant dévoué et bon sous une écorce rude.

La Société d'Études s'honore de saluer la mémoire de

celui qui lui appartenait depuis bien des années, et qui lui était attaché par un même et commun amour de notre captivante histoire locale.

Henri CLÉMENT.

Gap, le 28 novembre 1929.

M. Paul GUÉRIN-LONG

M. Paul Guérin-Long naquit à Embrun le 7 décembre 1844, de Guillaume Long, vice-président du tribunal de cette ville et de Pauline Guérin. Pour se conformer à la volonté de son aïeul maternel exprimée dans le testament de celui-ci et en vertu d'un jugement du tribunal d'Embrun, M. Paul Long ajouta à son nom celui de Guérin. Il fit de très bonnes études littéraires, puis son droit à Grenoble et il fut reçu docteur en droit au mois de mai 1874 avec sa thèse intitulée. De la révocation des donations pour cause de survivance d'enfant.

Le 20 juin 1874, il fut nommé juge suppléant à Grenoble, le 4 octobre 1875, juge d'instruction à Briançon, transféré au même titre à Moulins, le 7 février 1880. Il fut nommé président du tribunal de Die, le 23 septembre 1881, transféré à Nyons le 20 octobre de la même année, puis à Gannat le 21 avril 1891. Sa carrière se couronna par sa nomination comme président de l'important tribunal d'Aix en Provence, le 7 février 1901 où il a passé les dernières années de sa vie. Atteint par la retraite en 1915, il fut décoré de la Légion d'Honneur et ne manqua pas, désormais, de venir passer à Embrun, dans son pays natal, les mois de l'été.

Paul Guérin-Long avait un esprit très cultivé et ouvert à toutes les belles choses ; il adorait la musique, l'art, la poésie, la beauté sous toutes ses formes.

Dès sa jeunesse, il composa beaucoup de vers et, peu à

peu, il acquit une très grande facilité dans la composition et une très grande habileté à exprimer sa pensée sous la forme poétique.

Ses premières œuvres furent de petites comédies, dans le goût du théâtre italien ; puis l'influence de Herédia se fit sentir vivement à lui et il composa des sonnets dont plusieurs sont fort beaux. Il les fit imprimer un peu partout dans des revues de province et de petits journaux.

Voici l'un des meilleurs :

Poète, tu gémis lorsque la foule passe
Sans vouloir écouter tes chants harmonieux
Et tu voudrais, pareil au doux chantre de Thrace,
Entraîner sur tes pas, dans la splendeur des cieux,

Les hommes et les loups ; mais l'âme humaine est lasse,
Nul ne suit l'idéal, l'extase dans les yeux.
On ne te comprend pas, dis-tu ? Qu'importe ! Chasse
Ta tristesse, ô poète, et rends grâce aux Dieux.

Car ton rôle est divin. Va, sème sur les grèves
Dans les bois, sur les monts, les trésors de tes rêves
Que recèle ton cœur comme un royal écrin.

Il suffit qu'un passant qui, sur la route, ploie
Sous le faix de la vie y trouve un peu de joie
Pour que tes vers, un jour, soient dignes de l'airain.

Il a publié divers articles dans les Mémoires de l'Académie d'Aix et dans le Bulletin de notre Société. On a de lui quelques recueils de ce genre : Madame Charles Reybaud romanière aixoise, 1920. Le retour de l'île d'Elbe, Brindilles, Gap, 1903. Sonnets antiques, 1920. Le siège d'Embrun en 1692, etc.

Cet homme aimable et lettré est mort à Aix, le 22 octobre 1929 au moment où il venait de quitter les Alpes.

J. R.

OBSERVATOIRE MÉTÉOROLOGIQUE DE L'ÉCOLE NORMALE DE GARÇONS A GAP
 Altitude : 735^m20 (moyenne barom. 696 45) au nord, à l'ombre. Heure des observations : 7 h. du matin

Observations du premier trimestre 1929

JANVIER						FÉVRIER						MARS					
Jours	Baromètre	Minima	Maxima	Pluie		Jours	Baromètre	Minima	Maxima	Pluie		Jours	Baromètre	Minima	Maxima	Pluie	
1	681 0	- 9.0	+ 2.0	—		1	699.0	- 1.5	+ 2.5	1	0	1	698.0	- 9.0	—	2.0	—
2	682.6	- 6.3	0.0	—		2	695.0	- 4.5	+ 6.5	9	5	2	700.0	- 5.4	+ 6.5	—	—
3	680.0	- 17.0	+ 5.0	—		3	686.0	- 8.0	+ 6.3	—	—	3	702.0	- 4.0	+ 5.0	—	—
4	691.0	- 15.0	+ 13.0	—		4	697.0	- 12.0	+ 6.0	—	—	4	696.0	- 5.0	+ 8.0	—	—
5	698 0	- 13.0	+ 5.0	—		5	700.0	- 11.0	+ 7.0	—	—	5	691.0	- 3.0	+ 9.0	—	—
6	699 0	- 12.5	+ 3.5	—		6	696.0	- 3.5	+ 5.0	—	—	6	694.0	- 2.5	+ 8.0	—	—
7	701.0	- 4.5	+ 5.2	—		7	709.0	- 8.0	+ 6.0	—	—	7	700.0	- 2.5	+ 9.0	—	—
8	705.0	- 6.0	+ 4.0	—		8	702.5	- 9.5	+ 7.5	—	—	8	704.0	- 5.5	+ 15.0	—	—
9	709.0	- 4.5	+ 7.0	—		9	698.0	- 9.0	+ 7.0	—	—	9	705.0	- 4.5	+ 15.9	—	—
10	710 0	- 11.0	+ 6.0	—		10	692.0	- 8.0	+ 6.5	—	—	10	701.0	- 5.5	+ 15.0	—	—
11	706.0	- 8.0	+ 4.3	—		11	687.0	- 5.0	+ 5.9	—	—	11	699.0	- 4.0	+ 16.2	—	—
12	706.0	- 7.0	+ 6.0	—		12	683.0	- 6.0	+ 1.0	—	—	12	700.0	- 2.0	+ 11.9	—	—
13	706.0	- 12.0	+ 5.0	—		13	680.0	- 18.5	+ 7.5	—	—	13	703.0	- 4.0	+ 16.8	—	—
14	695.0	- 10.0	- 1.5	—		14	684.0	- 21.0	- 6.5	—	5	6	703.0	- 4.0	+ 19.0	—	—
15	693 0	- 11.0	- 0.5	—		15	6 9 0	- 21.0	- 2.0	—	—	15	702.5	- 3.5	+ 20.3	—	—
16	686.0	- 11.0	- 2.5	—		16	688.0	- 19.0	+ 5.0	—	—	16	701.0	- 3.0	+ 19.8	—	—
17	692.0	- 11.0	- 0.5	—		17	690.0	- 12.5	+ 3.0	—	—	17	704.0	- 2.5	+ 17.5	—	—
18	700.0	- 12.0	- 1.5	—		18	695.0	- 5.5	+ 3.0	—	—	18	704.0	- 3.5	+ 18.0	—	—
19	706.0	- 13.0	+ 4.0	—		19	698.0	- 13.2	+ 7.0	—	—	19	704.0	- 3.0	+ 17.0	—	—
20	706.0	- 15.0	+ 6.0	—		20	699.0	- 6.0	+ 3.2	—	—	20	705.0	- 3.5	+ 17.5	—	—
21	706.0	- 9.5	+ 6.0	—		21	702.0	- 9.0	+ 6.5	—	—	21	706.0	- 3.5	+ 17.5	—	—
22	703.0	- 8.0	+ 4.5	—	1	22	704.0	- 10.0	+ 7.0	—	—	22	701.0	- 3.5	+ 17.0	—	—
23	703.0	0.0	+ 5.0	—	—	23	699.0	- 8.0	+ 7.2	—	—	23	702.0	- 0.0	+ 17.0	—	—
24	695.0	- 2.5	+ 7.0	—	—	24	693.0	- 5.0	+ 9.2	—	—	24	701.0	- 6.0	+ 12.0	—	—
25	685.0	- 4.0	+ 1.5	—	—	25	691.0	- 1.0	+ 11.0	—	—	25	701.0	- 2.5	+ 17.0	—	—
26	685.0	- 9.0	0.0	—	—	26	695.0	- 0.5	+ 10.5	—	—	26	702.0	- 2.0	+ 17.0	—	—
27	690.0	- 12.0	0.0	—	—	27	693.0	- 1.5	+ 10.5	—	3	1	700.0	- 3.0	+ 18.0	—	—
28	697 0	- 12.0	+ 0.5	—	—	28	689.0	- 4.0	- 2.0	—	—	28	700.0	- 2.0	+ 18.0	—	—
29	700.0	- 12.5	+ 2.5	—	—					—	—	29	700.0	- 0.0	+ 12.0	—	—
30	704.0	- 9.5	+ 10.0	—	—					—	—	30	700.0	- 2.0	+ 12.0	—	—
31	703.0	- 6.0	+ 12.0	—	—					—	—	31	698.0	- 3.0	+ 23.5	—	—

OBSERVATOIRE MÉTÉOROLOGIQUE DE L'ÉCOLE NORMALE DE GARÇONS DE GAP

Altitude : 735^m=30 (moyenne barom. 694 61), au nord, à l'ombre. Heure des observations : 7 h. du matin

Observations du deuxième trimestre 1929

AVRIL					MAI					JUIN				
Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie	Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie	Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie
1	694.0	0.0	+14.0	—	1	693.0	2.0	+13.0	—	1	697.0	+10.0	+30.5	26
2	698.0	+4.0	+23.0	—	2	694.0	—	+14.0	—	2	702.0	+12.0	+25.0	—
3	690.0	+4.0	+23.0	—	3	691.0	4.0	+16.3	—	3	700.0	+11.0	+28.0	—
4	698.0	+3.0	+23.5	—	4	698.0	0.8	+16.3	—	4	696.0	+10.5	+24.0	—
5	692.0	+5.0	+8.0	—	5	703.0	0.0	+21.0	—	5	692.0	+8.0	+22.0	—
6	694.0	+1.0	+10.0	—	6	699.0	2.8	+18.8	—	6	692.0	+10.0	+22.0	2
7	694.0	+6.0	+9.0	—	7	696.0	7.0	+18.0	—	7	695.0	+11.5	+27.5	—
8	698.0	0.0	+21.0	—	8	698.0	2.0	+18.0	—	8	699.0	+10.0	+24.0	3
9	699.0	+2.5	+17.5	—	9	697.0	7.5	+17.5	—	9	700.0	+13.5	+29.0	—
10	698.5	+3.0	+18.9	0 7	10	697.5	6.0	+19.9	—	10	700.0	+13.0	+29.0	—
11	695.0	0.0	+13.0	6 3	11	699.0	5.0	+22.3	—	11	702.5	+14.0	+28.0	—
12	695.0	0.0	+5.0	70 1	12	696.0	7.5	+21.5	—	12	701.0	+14.5	+26.0	—
13	697.0	+2.5	+12.0	6 5	13	696.0	7.0	+22.3	—	13	703.0	+6.8	+25.0	12
14	698.0	+2.0	+16.0	—	14	697.0	9.0	+21.5	—	14	702.0	+7.0	+27.0	—
15	692.0	+5.0	+16.0	—	15	696.0	4.5	+19.0	—	15	700.0	+11.5	+23.6	—
16	693.0	+2.5	+14.5	7 1	16	695.0	5.5	+20.5	—	16	701.0	+10.5	+28.0	—
17	699.0	+3.0	+18.0	1	17	695.0	4.9	+22.4	—	17	702.0	+12.5	+29.5	—
18	702.0	+1.0	+19.0	1	18	695.0	4.0	+17.0	—	18	702.0	+14.0	+30.8	42 5
19	707.0	+1.5	+20.0	—	19	691.0	2.0	+20.0	—	19	703.0	+11.0	+27.8	33 2
20	702.0	+1.5	+21.0	—	20	695.0	4.0	+22.0	—	20	704.0	+10.0	+27.0	—
21	695.0	+1.5	+22.5	—	21	696.0	8.0	+23.0	—	21	702.5	+7.5	+27.4	—
22	699.0	+8.0	+13.5	3 6	22	696.0	5.0	+26.0	—	22	701.0	+12.5	+24.8	—
23	688.0	+4.0	+13.9	0 9	23	697.0	8.0	+24.0	—	23	699.0	+11.2	+26.0	—
24	693.0	+1.0	+15.8	—	24	696.5	5.3	+25.5	—	24	697.0	+12.0	+27.9	—
25	696.0	+1.0	+19.0	—	25	699.0	5.0	+28.0	—	25	693.0	+7.5	+27.0	—
26	695.0	0.0	+20.0	—	26	696.0	9.5	+27.0	—	26	691.0	+9.5	+25.0	—
27	692.0	+2.0	+20.0	—	27	697.0	11.5	+25.5	—	27	695.0	+8.0	+24.0	—
28	692.0	0.0	+17.5	—	28	694.0	7.0	+27.0	—	28	698.0	+8.0	+26.8	—
29	687.0	+7.0	+15.0	19 1	29	701.8	6.0	+27.0	—	29	700.0	+6.9	+25.7	—
30	689.0	+4.5	+10.0	18 9	30	700.0	7.5	+29.0	—	30	699.0	+13.0	+26.4	6 4
					31	697.0	9.5	+28.0	—					

TABLE

Analytique des matières

POUR L'ANNÉE 1929

Composition du Conseil d'Administration au 21 mars 1929.....	V
Liste des membres de la Société.....	VII
Liste des Sociétés correspondantes.....	XVIII
Procès-verbaux de la réunion du Conseil d'Ad- ministration du 7 mars 1929.....	XX
Procès-verbal de l'Assemblée générale du 20 mars 1929.....	XXII
Compte financier au 31 décembre 1928.....	XXVII
Budget pour 1929.....	XXIX
Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Ad- ministration du 21 mars 1929.....	XXX
L'expansion de Marseille dans le monde antique par M. DE MANTEYER.....	I
La vie dans la Montagne de Séuse du XIV ^e au XVI ^e siècle, par M ^{lle} Th. SCLAFERT....	40
Les Jésuites et la Banque dans l'Émbrunais, par M. Pierre MARTIN-CIVAT.....	88
Jouglar, par M. DE MANTEYER.....	99
Chronique locale pour 1928, par M. J. MEIZEL..	105
Les origines de la Maison de Savoie et du Dauphiné de Viennois : leurs monnaies féo- dales (993-1325), par M. DE MANTEYER....	123
L'industrie dans les Alpes, par M. Félix DA- VAGNIER	245
Les reconnaissances de la terre d'Antonaves (1268-1782), par M. Louis ARTHAUD.....	255

Les instructions à son fils de M. Fantin des Odouards, subdélégué au département d'Embrun (1771 ?), par M. Paul GUÉRIN-LONG.	272
La santé de Gap il y a cinquante ans et aujourd'hui, par M. le D ^r Louis CORONAT.....	296
Le prieuré Saint-André de Gap, par M. le Chanoine J. BERMOND.....	305
Fouille d'une grotte à Eourres (Hautes-Alpes), par M. Paul PLAT.....	325
Nécrologies :	
M. le Marquis de Clermont-Tonnerre..	330
M. Emmanuel Davin, par M. Henri CLÉMENT	333
M. Paul Guérin-Long, par J. R.....	337
Observations météorologiques :	
3 ^e et 4 ^e trimestres 1928.....	121
1 ^{er} et 2 ^e trimestres 1929.....	339

TABLE DES PLANCHES

I. Monnaies de Vienne, d'Aiguebelle et de Suse..	242
1. Vienne, denier de l'archevêque Thibaud et de son neveu, le comte de Savoie Humbert II aux Blanches Mains, avoué de l'église de Vienne (994-1001) : face de cette pièce.	
2. Revers.	
3. Aiguebelle, denier du comte de Maurienne Humbert III (1080-1103), face de cette pièce.	
4. Revers.	
5. Suse, denier du marquis Pierre (1060-1078), face de cette pièce.	
6. Revers.	

II. Monnaies de Suse (face)..... 242

1. Amédée III (1103-1130), 1^{re} variété. Denier à 9/12 de fin. Poids : 0 gr. 86675.
2. Amédée III (1131-1140), 2^e variété. Denier à 9/12 de fin. Poids : 0 gr. 78375.
3. Amédée III (1131-1140), 2^e variété. Cuivre saucé. Poids : 1 gr. 0185.
4. Amédée III (1131-1140), 3^e variété. Denier à 7/12 de fin. Poids : 0 gr. 7590.
5. Amédée III (1131-1140), 4^e variété. Denier à 7/12 de fin. Poids : 0 gr. 7520.
6. Amédée III (1131-1140), 5^e variété. Denier à 9/12 de fin. Poids : 1 gr. 19375.
7. Amédée III (1140-1145), 6^e variété. Denier à 9/12 de fin. Poids : 0 gr. 85925.
8. Amédée III (1140-1145), 7^e variété. Denier à 8/12. Poids : 0 gr. 8355.
9. Amédée III (1140-1145), 8^e variété. Denier à 9/12. Poids : 0 gr. 8865.
10. Amédée III (1145-1148), 9^e variété. Denier. Poids : 0 gr. 9050.
11. Amédée III (1145-1148), 10^e variété. Denier à 8/12. Poids : 1 gr. 12575.
12. Amédée III (1145-1148), 10^e variété. Obole. Poids : 0 gr. 4925.
13. Humbert IV, 3^e variété. Denier à 8/12. Poids : 1 gr. 04725.
14. Humbert IV, 4^e variété. Denier. Poids : 0 gr. 9845.
15. Humbert IV, 5^e variété. Denier faible à 6/12 de fin. Poids : 1 gr. 09150.

III. Monnaies de Suse (revers des pièces précédentes) 242

IV. Monnaies du Val d'Aoste et du Valais, de Saint-Donat et de Césanne..... 242

1. Rhône Viu. Amédée III (1145-1148). Denier au double de sa grandeur réelle, face.
2. Revers de cette pièce.

3. Sion. Amédée III (1145-1148). Denier, face.	
4. Revers.	
5. Saint-Donat. Denier imitant le type d'Austrobert, archevêque de Vienne (719-742), face.	
6. Revers.	
7. Saint-Donat. Denier imitant le type de Sobon, archevêque de Vienne (927-949), face.	
8. Revers.	
9. Saint-Donat. Denier de l'évêque de Grenoble Artaud (1037-1057), face.	
10. Revers.	
11. Saint-Donat. Autre exemplaire de la même espèce, face.	
12. Revers.	
V. Entrée de la grotte des Trucs de la Chapelle, Éourres (Hautes-Alpes).....	327
VI. Objets provenant de la grotte des Trucs de la Chapelle	327
1. Collier de perles.	
2. 3. 4. 5. 6. Pendeloques en corne.	
7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16, 17 et 18. Pointes de flèche en silex.	
19. Grattoir en silex.	
20. Pointe en cristal de roche.	
VII. M. le Marquis de Clermont-Tonnerre.....	331
Table des matières.....	341

Le Secrétaire-Gérant, H. CLÉMENT.

EXTRAITS DES RÈGLEMENTS

REGLEMENT GENERAL

ART. 23. — Toutes discussions politiques ou religieuses écrites ou orales, sont formellement interdites

REGLEMENT INTERIEUR

ART. 15. — Le Comité a pour mission d'examiner toutes les publications à insérer au Bulletin; la lecture en sera confiée successivement à deux membres. Renvoi en sera fait au Secrétaire, dans le plus bref délai possible, avec avis pour ou contre; dans ce dernier cas, l'avis sera sommairement motivé; le nom des lecteurs ne pourra pas être révélé sans leur assentiment. En cas de doute, le Comité réuni se prononce à la majorité des voix; ses décisions ne peuvent provoquer des modifications; elles sont sans appel.

ART. 16. — Les manuscrits communiqués ne sont pas rendus et restent aux archives.

ART. 17. — En principe aucun travail déjà imprimé ne pourra être inséré autrement qu'à l'état de compte-rendu; toutefois, dans les cas exceptionnels dont il sera juge, le Comité de publication pourra autoriser une dérogation à cette règle.

SOMMAIRE DES BULLETINS N^{os} 31 et 32 (5^e Série)

	PAGES
LES ORIGINES DE LA MAISON DE SAVOIE ET DU DAUPHINÉ DE VIENNOIS : LEURS MONNAIES FÉODALES (993-1325), par M. GEORGES DE MANTEYER	123
L'INDUSTRIE DANS LES ALPES, par M. FÉLIX DAVAGNIER.....	245
LES RECONNAISSANCES DE LA TERRE D'ANTONAVES (1268-1782), par M. LOUIS ARTHAUD	255
LES INSTRUCTIONS A SON FILS DE M. FANTIN DES ODOARDS, SUBDÉLÉGUÉ AU DÉPARTEMENT D'EMBRUN (1771 ?), par M. PAUL GUÉRIN-LONG	272
LA SANTÉ A GAP IL Y A CINQUANTE ANS ET AUJOURD'HUI, par M. le Docteur LOUIS CORONAT.....	296
LE PRIEURÉ SAINT-ANDRÉ DE GAP, par M. le Chanoine J. BERMOND..	305
FOUILLE D'UNE GROTTA A EOURES (HAUTES-ALPES), par M. PAUL PLAT.	325
NÉCROLOGIES :	
M. le Marquis de CLERMONT-TONNERRE.....	330
M. EMMANUEL DAVIN, par M. HENRI CLÉMENT	333
M. PAUL GUÉRIN-LONG, par J. R.....	337
OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES (1 ^{er} et 2 ^e trimestres 1929)	339
TABLE DES PLANCHES :	
I. Monnaies de Vienne, d'Aiguebelle, de Suze.....	242
II. Monnaies de Suse (face).....	242
III. Monnaies de Suse (revers)	242
IV. Monnaies du Val d'Aoste et du Valais, de Saint-Donat et de Césanne	242
V. La Grotte des Trucs (Eourres)	327
VI. Objets provenant de la Grotte des Trucs	327
VII. M. le Marquis de Clermont-Tonnerre	331

AVIS

La Société d'Etudes ne prend pas la responsabilité des opinions exprimées dans les écrits dont elle autorise l'insertion dans le *Bulletin*.

BOUND

DEC 7 1932

**UNIV. OF MICH.
LIBRARY**

